



II

1904-1907

nr: (1) - (18)
str: 1 - 240

LA POLOGNE

ET

LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE

DE LA HAYE

Memorandum.

Au mois d'août 1898, l'empereur de Russie envoyait à son ministre des affaires étrangères un rescrit lui enjoignant de s'entendre avec les gouvernements des autres États, en vue de réunir une Conférence internationale ayant pour but le désarmement général, ou sinon une notable diminution et tout au moins le maintien du *statu quo* dans les armements.

Ce rescrit impérial, aussi bien que la circulaire adressée en conséquence aux cabinets à la date du 12/24 août 1898, invoquaient en faveur des propositions russes l'énormité des dépenses motivées par les armements, la durée éphémère de l'utilité de ces armements en présence d'inventions toujours nouvelles, et la ruine économique qui menace de résulter de cet état de choses.

Rappelons aussi que le souverain russe accepte pour base de la future organisation des relations entre États deux principes généraux : la justice, et le respect du droit des nations. Le cabinet russe déclare également dans sa première circulaire que lorsqu'il s'agit d'assurer de façon durable une paix rendant possible d'abord la diminution des armements, et ensuite un désarmement progressif, il importe avant tout de fonder les relations de nations à nations sur les principes de la justice, en reconnaissant et en garantissant leurs droits réciproques.

Étant donné ce point de départ, la nation polonaise, qui n'est pas représentée à la Conférence, mais qui a aussi ses droits imprescriptibles et en qui est violé depuis plus de cent ans le principe de justice et d'équité, se doit à

elle-même de dire à quelles conditions elle croit possible et désirable le désarmement projeté.

La République de Pologne s'est vu arracher son indépendance politique au moment où elle venait de se donner (le 3 mai 1791) une nouvelle Constitution, destinée à fortifier son gouvernement et à fonder ses institutions sur des bases humanitaires et démocratiques.

C'est après avoir rendu des services éminents à l'humanité et à la civilisation occidentale dans ses luttes séculaires contre la barbarie, que l'organisme politique de l'ancienne Pologne avait fini par succomber. Bien que rayée de la carte de l'Europe comme grand État indépendant, la nation polonaise n'en a pas moins persisté dans son existence propre, n'en a pas moins continué à se développer et à rester un des organes essentiels de la civilisation de l'Europe occidentale. Sa chute politique, les circonstances les plus difficiles, l'oppression la plus terrible, n'ont pas empêché la nationalité polonaise, non seulement de conserver son existence et son individualité, mais encore de se développer et de grandir, sans cesser un seul instant de contribuer à l'œuvre commune de la civilisation, du progrès et de la justice.

Dans ces conditions, la démocratie polonaise, qui connaît et représente les besoins de la nation polonaise tout entière, affirme le droit de cette nation oubliée par la diplomatie à élever la voix dans cette circonstance solennelle; aussi regarde-t-elle comme un devoir sacré de mettre la situation actuelle des Polonais sous les yeux de l'aréopage européen, qui dit devoir s'appuyer dans ses travaux sur le principe de justice, en même temps que sous les yeux du public tout entier, qui jugera en dernier ressort les travaux et les décisions de cet aréopage.

Plaçons-nous un instant au point de vue d'une légalité diplomatique que la Pologne a subie sans l'accepter, et voyons comment cette légalité a été respectée par ceux-là mêmes qui en profitaient.

Le Congrès de Vienne de 1814-1815 est le dernier traité international qui ait défini les conditions d'existence des peuples faisant partie de l'ancienne République de Pologne.

D'après ce traité :

I. — L'Autriche recevait les provinces méridionales de la Pologne ethnographique (moins la République ou ville libre de Cracovie qui ne fut annexée

qu'en 1846) avec une partie des territoires habités par la population d'origine ruthénienne de la Russie rouge.

II. — La Prusse occupait la partie occidentale du pays connu sous le nom de Grande-Pologne, comprenant l'antique berceau historique de la nation, et de plus les territoires polonais riverains de la mer Baltique.

III. — La Russie annexait comme partie intégrante de l'Empire les provinces constituant l'ancien État lithuanien, réuni à la Pologne au quinzième siècle, c'est-à-dire :

a) La Lithuanie proprement dite et la Samogitie, dont la population est en majorité de race lithuanienne et de religion catholique;

b) Les pays habités principalement par des populations ruthènes (Russiens blancs et petits Russiens).

De plus, la dynastie régnant en Russie recevait le royaume de Pologne actuel (dit royaume du Congrès) comme État séparé, et joint à l'Empire par une union personnelle.

D'après la fin de l'article 1er de « l'acte final du Congrès de Vienne, signé le 9 juin 1815 », les Polonais dans les trois parties démembrées devaient avoir leur représentation et leurs institutions nationales établies en conformité avec le système politique que chacun des États co-partageants jugerait à propos de leur donner.

De plus, les relations individuelles, commerciales et économiques entre les habitants des diverses parties de l'ancienne Pologne ne devaient en rien être entravées par les gouvernements sous lesquels ils vivaient.

Quant au royaume de Pologne qui n'était rattaché à l'Empire que par le lien de l'union personnelle, il formerait un organisme politique séparé et autonome avec son gouvernement spécial et son armée à lui. Ce royaume devait obtenir des institutions en rapport avec l'esprit du temps et correspondantes aux besoins des Polonais.

Voyons maintenant comment ces engagements furent tenus.

I. — L'Autriche établit primitivement une sorte de représentation sous la forme de diète d'État, mais sans donner à la Galicie des institutions autonomes et sans reconnaître les droits de la langue polonaise.

Le système de réaction de Metternich, et ensuite le système centraliste et germanisateur de Bach, ruinèrent le pays au point de vue moral et économique.

Cet état de choses ne cessa que lorsque l'Autriche, après les défaites de la guerre d'Italie et celle de Sadowa, se sentit à deux doigts de sa perte.

Pour consolider à nouveau son existence politique, l'Autriche se vit obligée d'octroyer aux nations faisant partie de l'Empire une autonomie partielle garantissant à peu près les droits de chaque nationalité. A partir de ce moment, les Polonais vivant sous le gouvernement de l'Autriche obtinrent non pas une entière liberté de mouvement, mais au moins des conditions de développement mettant leur nationalité à l'abri de toute atteinte. Mais comme, d'ailleurs, aussi bien la diplomatie autrichienne que l'opinion publique en Autriche ont plus d'une fois affirmé qu'elles étaient prêtes à renoncer aux droits de la couronne des Habsbourgs sur la Galicie en échange de compensations équivalentes, la question polonaise ne présente pas dans ce pays un caractère d'acuité comparable à celui qu'elle a pris en Prusse et en Russie.

II. — Le gouvernement prussien se montra d'abord prodigue de promesses à l'égard du Grand-Duché de Posen; mais, en réalité, il s'efforça toujours d'éluder ses engagements envers les Polonais.

D'abord, il sépara du Grand-Duché de Posen les territoires situés sur la rive droite de la Vistule; puis, il écarta les Polonais de toutes les fonctions importantes, et enfin, introduisant la langue allemande dans l'administration, dans les tribunaux et dans les écoles, il manqua à toutes les obligations contractées par lui au Congrès de Vienne.

Le système d'oppression s'adoucit quelque peu au commencement du règne de Frédéric-Guillaume IV.

Pendant la révolution de 1848, le gouvernement prussien, afin d'apaiser les Polonais, leur promit la réorganisation du duché de Posen dans un esprit national; mais ces promesses, faites sous l'impression d'une panique momentanée, ne furent jamais tenues, et on s'efforça de plus en plus de germaniser le pays.

Après 1870, M. de Bismarck transforma cette germanisation en un système d'implacable extermination.

Toute la machine gouvernementale, toutes les ressources de l'administration furent employées pour lutter contre la religion catholique, qui est celle de l'immense majorité des Polonais, contre leur langue et contre leur nationalité. On organisa la Commission de colonisation pour enlever, par voie d'achat, les propriétés des mains de leurs possesseurs polonais, afin d'installer sur ces territoires parcellés le plus grand nombre possible d'Allemands luthériens. Le gouvernement persécute systématiquement toutes les associations et corporations polonaises. Après avoir banni le polonais de toutes les écoles, il en défend l'enseignement privé; il ne le tolère même pas pour l'enseignement de la religion, et, par l'intermédiaire de ses instituteurs pri-

maires, il essaie d'interdire aux enfants l'usage de leur langue nationale jusque dans leur famille. Il ruine la presse par des procès continuels et expulse en masse les ouvriers et les travailleurs polonais, sujets de l'Autriche et de la Russie. Il emploie les anciennes donations polonaises en argent pour des buts de germanisation ou pour des bourses données à des Allemands, à condition que les bénéficiaires de ces bourses d'origine polonaise s'engagent à rester quelque temps dans les provinces polono-prussiennes pour contribuer à germaniser le pays. Enfin, il soutient et protège les sociétés allemandes ayant pour but avoué de détruire la civilisation et la nationalité polonaises. En encourageant ouvertement les agissements de la trop fameuse société dite hakatiste, le gouvernement sape de propos délibéré l'existence économique de ses sujets polonais. Dans les derniers temps, la persécution a atteint un tel degré de barbarie, que l'on a interdit aux Polonais employés aux travaux publics et à ceux qui travaillent dans les bureaux de parler polonais entre eux. Il y a même eu des cas où l'on a essayé de défendre aux Polonais de parler leur langue dans les réunions publiques polonaises. En un mot, dans sa politique à l'égard des Polonais, le gouvernement se propose leur extermination complète, et, ne pouvant décréter des lois exceptionnelles par voie législative, il restreint à leur *minimum* les droits civils de la population polonaise à l'aide de dispositions administratives : de sorte que, pour celle-ci, la Constitution n'existe pas *de facto* et reste lettre morte.

III. — Pour ce qui est des vastes territoires de la République de Pologne qui ont été annexés à l'Empire russe, le gouvernement n'y a jamais respecté les droits nationaux les plus élémentaires qui avaient été assurés à leurs habitants par les traités de partage et, en dernier lieu, par le Congrès de Vienne.

Dans le royaume de Pologne, auquel avait été garantie une existence séparée comme organisme politique, le gouvernement russe ne cessa jamais de violer systématiquement la Constitution octroyée par Alexandre Ier.

Ces illégalités, jointes à la tendance marquée d'entraver le libre développement de la nationalité et de la civilisation polonaises, entretinrent et fortifièrent la tendance bien naturelle des Polonais à revendiquer leur indépendance. Ils se convainquirent chaque jour davantage que jamais le gouvernement russe ne favoriserait et ne tolérerait même, de bonne foi, leur développement national, mais serait amené à l'entraver de plus en plus. La flagrante opposition entre cette tendance constante, sauf de bien rares instants de détente, du gouvernement russe et la tendance naturelle et forcée des Polonais à rechercher le libre développement dans tous les sens de leur nationalité et de leur civilisation, a été la cause permanente de toutes

les insurrections et de tous les mouvements polonais jusqu'à ce jour.

Dès le règne d'Alexandre Ier et de Nicolas Ier, le militarisme à outrance du chef suprême de l'armée polonaise, le grand-duc Constantin, sa tyrannie, les atteintes continuelles portées aux droits assurés par la Constitution, et les attentats contre la liberté des citoyens amènent les Polonais à ne voir d'autre issue à leur intolérable situation que dans la lutte à main armée pour leur indépendance. De là l'insurrection de 1830. L'empereur Nicolas ne se contente pas de réprimer cette insurrection; il veut se venger de la population : après avoir supprimé toutes les institutions représentatives, il fait déporter environ cinquante mille familles; il s'attaque à l'Église catholique et la persécute; il cherche à détruire la culture intellectuelle polonaise; il abolit toutes les garanties de la liberté des citoyens et livre le pays en proie à la cruauté et à l'arbitraire des gouverneurs militaires.

L'empereur Alexandre II n'apporte à ce régime aucune modification. A une manifestation bienveillante du parti conservateur polonais, il répond : « Tout ce que mon père a fait a été bien fait; point de rêveries, messieurs, car je sévirais. » En même temps, il refuse de recevoir les adresses renfermant les plus modestes demandes de réformes. En un mot, il ne prend jamais, conformément aux traités, l'attitude d'un roi de Pologne; il se comporte toujours envers les Polonais en autocrate russe parlant à ses sujets russes. Et, pourtant, trente années d'oppression, loin d'affaiblir le sentiment de l'individualité nationale chez les Polonais, n'ont fait que l'exalter au plus haut degré. Les demi-réformes accordées trop tard, et comme à regret, en 1862, ne peuvent plus suffire à la population, qui ne saurait avoir confiance aux promesses du gouvernement; et alors éclate l'insurrection de 1863.

Même à ce moment décisif, le gouvernement de l'empereur Alexandre II ne sut pas et ne voulut pas comprendre qu'il n'était légalement autre chose que le gouvernement du roi de Pologne, comme c'eût été son devoir d'après les traités.

Après avoir réprimé l'insurrection en Pologne et en Lithuanie par des moyens dont la cruauté a été, depuis longtemps, stigmatisée par toutes les nations civilisées, le gouvernement russe ne sut pas se hausser au rôle que lui conseillait le grand-duc Constantin (Nikolaiewitch) : *punir les hommes, garder les institutions.* Il préféra suivre ses propres instincts et ceux de sa bureaucratie, et il entreprit de détruire les institutions et les fruits d'une civilisation de plusieurs siècles. Il supprima toutes les autorités et toutes les institutions polonaises, et il employa tous ses efforts à lutter contre la langue, la religion et la civilisation des vaincus, afin de les russifier à tout jamais.

Donnons ici un tableau sommaire de la situation actuelle de la nationa-

lité polonaise sous le gouvernement russe et des résultats du système pratiqué depuis trente-cinq ans :

En Lithuanie et en Ruthénie, il existe des séries entières de lois et d'ordonnances ayant pour but la ruine de la propriété et la destruction de la culture intellectuelle polonaise, et, jusqu'à présent, on traite ces provinces immenses comme s'il n'y avait jamais existé de Polonais et de catholiques ayant leurs besoins spéciaux dans l'ordre moral et dans l'ordre matériel. Le gouvernement défend de parler polonais dans les lieux publics ; il interdit la publication de livres ou de journaux polonais et toutes représentations théâtrales dans cette langue. Les Polonais ne peuvent occuper aucunes fonctions gouvernementales et sont presque entièrement exclus même des services des chemins de fer privés. Il existe, depuis 1864, un oukase interdisant aux Polonais d'acheter des terres dans ces provinces ; et cet oukase, non seulement n'a pas été adouci, mais est appliqué de plus en plus rigoureusement. Les dernières aggravations en ce sens datent de 1898.

Dans le royaume de Pologne, tous les centres d'autorité locale ont été abolis. L'administration du royaume a été subordonnée aux ministères respectifs ayant leur siège à Saint-Pétersbourg. Un Général-Gouverneur a été substitué à l'ancien Lieutenant de l'Empereur : son autorité est presque toute de contrôle ; il donne son opinion sur les questions dont la décision appartient aux ministres et aux organes administratifs de l'Empire ; et le seul droit de décider laissé à ce haut dignitaire est limité aux affaires de moindre importance. C'est uniquement dans les procès politiques ayant pour objet de poursuivre et de punir les délits dits de *déloyalisme* que l'autorité du Général-Gouverneur est presque illimitée. Lors des attentats contre la vie d'Alexandre II, on ressuscita les vieilles lois relatives à *la défense de l'État* (lois de sûreté générale) et on les appliqua aussi au royaume de Pologne, bien qu'il n'y eût parmi les Polonais aucune trace de nihilisme. En vertu de ces lois, les autorités policières peuvent punir certains actes que le droit pénal ne regarde nulle part ailleurs comme des délits, si l'autorité locale les considère comme contraires au programme politique du gouvernement.

Dans ce cas, l'enquête est menée par les gendarmes, c'est-à-dire par la police politique assistée des procureurs ; l'acte d'accusation n'est pas communiqué à l'accusé ; la nature même du délit n'est pas définie, car l'objet de l'enquête sont des pensées, des convictions et des faits pour lesquels le droit n'a pas de pénalités. Les suspects sont enfermés à la citadelle pendant la durée de l'enquête, c'est-à-dire des mois et des années entières, sans même savoir de quoi ils sont accusés. La défense n'existe pas.

Sur le vu des actes de l'enquête, que l'accusé ne connaît pas, le Général-

Gouverneur donne par écrit son opinion, et le département de la police prononce les peines, soumises, mais seulement dans les cas réputés graves, à l'approbation de l'Empereur.

En dehors de ces prescriptions, il existe dans le royaume de Pologne une loi promulguée pendant l'insurrection de 1863, donnant au Général-Gouverneur le pouvoir discrétionnaire d'infliger des amendes ou de prononcer la déportation par voie administrative. De ces deux *lois d'exception*, les autorités appliquent celle qu'elles jugent la plus commode dans le cas donné.

Le droit de pétition n'existe pas. Toute prière formulée dans l'intérêt public par des particuliers est regardée comme un délit. Un particulier qui veut porter plainte contre un employé dans une affaire privée ne peut déposer cette plainte qu'entre les mains de ce même employé, qui la présente à l'autorité supérieure, apostillée de son opinion.

Ces ordonnances, leur mode d'application, la fourberie, la cruauté et le faible niveau moral des employés russes terrorisent à ce point la population, que la plupart des abus ne parvient pas à la connaissance des autorités supérieures. Chaque année, des centaines de personnes sont déportées en Sibérie ou dans les gouvernements de Russie les plus malsains, pour des faits qui ne sont pas nettement formulés et qui souvent demeurent inconnus aux condamnés eux-mêmes.

En un mot, trente-cinq ans après la répression de l'Insurrection, le Gouvernement russe ne maintient son pouvoir et son autorité en Pologne qu'à l'aide des mêmes moyens de terreur et d'oppression matérielle qu'il a employés en 1864 pour la réprimer.

Il n'existe, à l'exception des Assemblées communales, terrorisées par les chefs de districts russes, aucun organe d'autonomie locale. C'est un officier russe qui, avec l'aide de ses employés, règle les intérêts d'une grande ville comme Varsovie. Toutes les corporations sont interdites. A l'exception d'affaires de minime importance, toutes les autres sont renvoyées à la décision des chancelleries de Pétersbourg qui ne connaissent ni le pays, ni ses besoins.

Les Polonais sont tenus à l'écart de toutes les fonctions et de tous les emplois dans les tribunaux, dans les écoles et dans l'administration. Les deux tiers des services des chemins de fer ont été fermés aux Polonais aussi bien dans les provinces polonaises que dans les gouvernements du centre de la Russie. Même le plus illustre savant, s'il a le malheur d'être Polonais, ne saurait obtenir une chaire dans aucune Université. Dans les hôpitaux, les emplois les mieux rétribués sont réservés à des Russes ou à des Juifs russes. Les établissements de bienfaisance, les théâtres et le Conservatoire de musique

sont dirigés par des Russes sans aucune compétence. On cite des fabriques et des sociétés par actions auxquelles on impose comme directeurs et membres du Comité d'administration des Russes qui ne sont pas même actionnaires. Les clubs et les cercles sont forcés d'avoir des Russes dans leurs Comités.

En un mot, partout où la main du Gouvernement peut atteindre directement ou indirectement, les Polonais sont écartés des places lucratives, privés de tout gagne-pain, entravés et contrôlés non seulement dans la vie publique, mais encore dans leurs relations privées.

— La langue polonaise est proscrite des tribunaux, de l'administration, des écoles, des chemins de fer, des associations économiques et philanthropiques; et actuellement on impose la langue russe aux sociétés et aux associations privées. Sous prétexte de les habituer à manier la langue russe, on défend aux élèves des collèges (gymnases) de causer entre eux en polonais. C'est en russe que l'enfant apprend les premiers éléments des sciences. Jusqu'à présent, la langue polonaise est regardée dans les établissements d'instruction secondaire comme une langue étrangère, et c'est en russe que se font les cours de polonais. A l'Université, non seulement toutes les autres matières, mais aussi la langue et la littérature polonaises sont enseignées en russe. Des notions altérées et falsifiées sur l'histoire de Pologne sont inculquées aux élèves comme faisant partie de l'histoire de Russie : même les malheureux enfants polonais du célèbre Institut des sourds-et-muets et des aveugles font toutes leurs études en langue russe, ce qui est le comble de la cruauté et de la barbarie. Tout enseignement donné en polonais par des particuliers est regardé comme un crime d'Etat. Le plus grand nombre des procès politiques consiste en poursuites intentées par voie administrative pour propagation illicite de la science et de la littérature polonaises. Les peines infligées dans ces procès le sont en vertu des prescriptions mentionnées plus haut et empruntées aux lois de *défense publique* et d'état de siège.

La masse de la population n'a aucune connaissance de la langue russe. Ceux mêmes qui dans les petites écoles populaires, d'ailleurs si peu nombreuses, ou, plus tard, pendant leur service militaire, en ont appris quelques mots, les ont bien vite oubliés, une fois rentrés dans leur famille. La langue officielle devient donc, par suite de la persécution du polonais, un objet de haine et d'aversion pour toutes les classes de la société. Et pourtant, c'est dans cet idiome qu'il ne comprend pas que le peuple est obligé de traiter toutes les affaires, même les plus minimes. La nécessité d'employer cette langue et la minutie des formalités bureaucratiques russes font que les gens du peuple sont à la merci des interprètes et des écrivains publics, qui les écorchent à qui mieux mieux. Si l'on ajoute à cela la vénalité bien connue de la

bureaucratie russe, on peut affirmer, sans exagération, que le peuple polonais paie de doubles impôts additionnels sous la forme de mille gratifications et pots-de-vin variés.

— Le Royaume de Pologne est gratifié d'une censure préventive pour les livres et les journaux et même pour les annonces et les imprimés de toute sorte. La tyrannie et l'esprit de chicane de cette censure passe toute idée. Non seulement elle proscrit l'expression de certaines pensées, exclut la critique la plus anodine des actes gouvernementaux, et biffe les thèses scientifiques qui ne sont pas sympathiques au gouvernement, mais encore elle exerce une pression sur les écrivains pour leur imposer telle ou telle tendance. Cette même censure contrôle (avec quelle vigilance et quelle intelligence, on le devine) les livres et les journaux étrangers. Encore si l'approbation de la censure mettait à l'abri des amendes; mais des articles déjà admis par la censure sont souvent frappés par le Général-Gouverneur d'amendes de milliers de roubles. Depuis la suppression, après la révolution de 1830, de la *Société des Amis des Sciences*, on n'a permis de fonder en Pologne aucune académie ni aucune corporation scientifique polonaise. On peut juger de l'influence néfaste qu'exercent sur le développement de la culture et de la science polonaises une censure de ce genre, un pareil système d'enseignement, l'exclusion des Polonais des chaires d'instruction et l'absence de tout corps scientifique.

— L'église et le clergé catholiques sont en butte à une suspicion continuelle, et sans cesse surveillés et entravés. L'église catholique, en Pologne, regardée comme étrangère, est soumise à la direction des cultes étrangers dont le chef est un orthodoxe. L'autorité ecclésiastique catholique a des luttes continuelles à soutenir pour la défense des séminaires que le gouvernement cherche à russifier. En 1875, le gouvernement russe supprima l'église grecque-unie du rite catholique slave dans le royaume (cette suppression avait déjà été effectuée en Lithuanie et en Ruthénie, sous Nicolas, avec une incroyable barbarie). Plusieurs centaines de milliers d'hommes furent rangés, à leur corps défendant, parmi les adeptes de la foi orthodoxe.

Il existe jusqu'à présent une Commission spéciale chargée de rechercher les ancêtres uniates des personnes vivant aujourd'hui et qui, de ce fait, sont enrôlées de force dans l'orthodoxie officielle. Les récalcitrants sont en butte à des châtiments rigoureux appliqués avec une cruauté d'un raffinement spécial. La persécution des Uniates polonais ne peut être rapprochée que de celle des premiers chrétiens. Des villages uniates tout entiers vivent sans mariages ni baptêmes, car, en dépit des plus violentes persécutions, ils se refusent à accepter l'orthodoxie. Lors du recensement de 1897, la plus grande partie de la population uniate, enregistrée comme de nationalité russe et de religion

orthodoxe, déclara hautement qu'elle était polonaise et catholique, ce qui provoqua de nouvelles persécutions.

— On croit communément que le gouvernement russe, tout en opprimant et en s'efforçant d'exterminer la nationalité et la civilisation des Polonais, a du moins souci de leur bien-être et de leur prospérité économique. Les faits cités plus haut prouvent déjà que la partie intelligente et éclairée de la population polonaise a été écartée de toutes les places et de toutes les carrières non seulement gouvernementales, mais aussi demi-officielles ou même économiques soumises au contrôle du gouvernement (par exemple : les chemins de fer, l'administration des institutions de bienfaisance, des hôpitaux, etc.) Il est inutile de démontrer que, par suite de cette exclusion, une notable partie de la classe intelligente, celle qui ne s'adonne pas à l'agriculture, à l'industrie ou au commerce, est, de ce fait, condamnée à la misère.

De plus, les contributions indirectes dans le Royaume sont beaucoup plus élevées que dans l'Empire. Les impôts directs sont continuellement augmentés sans aucune proportionnalité, et, vu l'infériorité des ressources économiques du pays, ils sont aussi lourds que dans les pays d'Europe les moins favorisés.

Malgré le lourd fardeau de pareils impôts, l'État refuse à la population polonaise les mises de fonds productives même les plus indispensables. Les écoles du Royaume, les plus déshéritées de toute la Russie, n'ont pas pour but l'instruction, mais la russification. Le nombre des écoles, des hôpitaux et des institutions philanthropiques est, en proportion du chiffre de la population et de ses besoins, moindre que dans les autres parties de l'Empire. Depuis trente-cinq ans, le gouvernement ne construit que dans la partie orientale du royaume des chemins de fer exclusivement stratégiques et militaires, sans aucune portée économique. Dans la partie occidentale de ce pays, très industrielle et plus peuplée que l'autre, le gouvernement n'a pas construit une seule ligne ayant quelque importance au point de vue commercial.

On n'a pas fondé, depuis trente-sept ans, une seule école spéciale sur les fonds du Trésor. Des particuliers isolés ont établi, à leurs propres frais, quelques écoles secondaires spéciales. A certaines de ces écoles on a imposé comme directeurs des Russes chèrement payés et absolument incapables, et cela dans l'unique but d'empêcher les cours de se faire en polonais. En revanche, le Trésor dépense des sommes considérables et hors de proportion pour la construction de magnifiques églises orthodoxes (*tserkiew*), quoique la population orthodoxe dans le royaume soit étrangère au pays et relativement peu nombreuse.

Les tarifs des chemins de fer sont réglés de façon à ce que le blé venant

de l'Empire inonde les marchés du royaume, et que le blé et les autres produits polonais ne puissent avoir accès sur les marchés de l'Empire. On a dit plus haut comment l'introduction de la langue russe dans les actes les plus ordinaires de l'administration, ainsi que les formalités bureaucratiques exposent les classes pauvres de la population du royaume à des dépenses et à des exactions sans fin.

Dans le Royaume, le calendrier en usage est celui du nouveau style ; dans l'Empire, c'est celui de l'ancien. Indépendamment des dimanches et de toutes les fêtes catholiques du calendrier grégorien, le gouvernement ordonne de célébrer une trentaine de fêtes officielles (dites de gala), sans compter les fêtes orthodoxes. Par suite, les autorités judiciaires et administratives restent inactives pendant le tiers de l'année. Les protêts, les citations, les exécutions et les autres actes légaux de portée économique restent souvent en suspens pendant des semaines entières. On a calculé qu'il n'y a dans les écoles du royaume que deux cents jours de classes par an.

En résumé, le gouvernement russe non seulement ne fait rien pour améliorer la situation matérielle des Polonais, mais encore il entrave leur développement économique, et cela autant par les lois qu'il promulgue qu'en n'établissant pas des lois indispensables.

Que si, malgré cela, il existe dans le royaume de Pologne un bien-être matériel relatif, ce n'est pas au gouvernement qu'il faut en attribuer le mérite. L'introduction depuis un siècle environ du Code civil français, qui est le meilleur de l'Europe et qui facilite singulièrement le crédit; le système hypothécaire imaginé par les légistes polonais eux-mêmes, l'excellente administration polonaise qui fonctionna pendant les trente premières années de ce siècle, les capacités naturelles des Polonais, les droits protectionnistes que le gouvernement a établis dans l'intérêt de l'industrie russe, et en première ligne une situation géographique exceptionnellement favorable, voilà ce qui fait que le royaume de Pologne, en dépit des efforts du gouvernement, jouit d'une prospérité matérielle relative.

— La plus grande partie de la presse russe excite systématiquement depuis trente ans le fanatisme religieux et national des Russes contre les Polonais. Cette presse dénature à plaisir les faits historiques, et présente, avec une insigne mauvaise foi, sous le jour le plus faux et le plus défavorable, les manifestations de la vie polonaise contemporaine. Elle fait croire à ses lecteurs, et, avec l'aide des organes étrangers dévoués à la Russie, elle s'efforce de persuader à l'Europe et au monde, que la langue et la religion des Polonais sont loin d'être persécutées, que la masse de la population se résigne à son sort, que seule une faible minorité d'intellectuels se montre mécontente. Cette ten-

dance de la presse est favorisée et protégée par la bureaucratie russe : en effet, le système d'extermination appliqué au polonisme, bien qu'en opposition flagrante avec les intérêts bien compris de la nation russe, est pour la bureaucratie une source inépuisable de profits de toute sorte. Cette immense cohue de Russes à moitié éclairés, qui, en réalité, gouverne tout l'empire, est incapable de travail productif et ne saurait vivre que de prébendes officielles. Pour cette partie influente de la nation russe, produit artificiel de l'Eglise orthodoxe et de l'école officielle, tous les peuples et tous les pays annexés à la Russie, quels que soient le degré et l'ancienneté de leur civilisation, ne sont autre chose qu'une véritable vache à lait : là, presque sans travail, sans aucune instruction spéciale, sans avoir à craindre de concurrence de la part des habitants originaires du pays, sous la toute-puissante protection de l'Etat, un Russe peut obtenir des places bien payées, à la seule condition d'être russificateur et agent politique (*diejatiel*). L'organisation de la Russie et son mode de développement jusqu'à ce jour ont donné une telle force à cette sphère gouvernante, qu'elle a subordonné aux siens les intérêts de toutes les autres classes, de toutes les autres couches sociales. L'autocratie russe, toute-puissante en théorie et qui passe pour n'avoir point son égale dans le monde, abdique souvent, impuissante et timorée, devant cette bureaucratie qui la domine.

Les quelques journaux russes qui sont un peu plus libéraux que les autres, et qui demanderaient un peu plus de justice dans le fonctionnement de la machine gouvernementale, reconnaissent eux-mêmes que la bureaucratie « a confisqué l'autocratie à son profit ».

L'exposé ci-dessus de la situation des Polonais sous les gouvernements russe et prussien prouve, jusqu'à l'évidence, que le but de ces deux gouvernements est de détruire la civilisation et la nationalité polonaises. Le gouvernement prussien, par les déclarations des ministres à la Diète ; le gouvernement russe, par ses décrets et ses proclamations officiels, enfin la presse des deux États qui soutient la politique gouvernementale, répètent à satiété qu'ils luttent uniquement contre les tendances hostiles à l'État et non pas contre la langue et la religion des Polonais. Est-il nécessaire de démontrer, après tout ce que nous venons de dire, que l'objet qu'on se propose est de détruire tout ce qui constitue la civilisation et l'acquit intellectuel d'une grande nation qui a joué pendant des siècles un rôle historique considérable ?

Il est à la fois odieux et ridicule de soutenir qu'un gouvernement ne persécute pas une langue, quand il s'efforce de la renfermer dans les cadres

étroits de la vie de famille, en l'excluant de toutes les sphères sociales et politiques. Lorsqu'une grande nation possède une brillante littérature, lorsqu'elle a travaillé pour la civilisation dans toutes les sphères de la pensée humaine, peut-elle se résigner à vivre dans des conditions auxquelles se plierait difficilement une peuplade de quelques milliers d'hommes, n'ayant pas même une véritable langue, mais un vulgaire patois?

La meilleure preuve qu'il existe entre la société polonaise et les gouvernements de la Prusse et de la Russie un abîme profond et impossible à combler, c'est que les tentatives de démonstrations loyalistes de la part de quelques groupes de Polonais qui croyaient à la possibilité d'acquérir par ce moyen des conditions d'existence plus supportables ont piteusement échoué. En Prusse, les efforts de conciliation de quelques-uns n'ont abouti qu'à des déceptions suivies d'une rupture définitive. A Varsovie, presque aussitôt après la pompeuse réception de l'empereur organisée en 1897 par certains politiques à courte vue, le général-gouverneur renouvela la défense faite aux employés de se servir de la langue polonaise entre eux et avec le public polonais. Et, depuis lors, les arrestations arbitraires, la persécution de la langue, en un mot, la lutte contre toutes les manifestations de la vie polonaise, n'a fait que s'accentuer de jour en jour.

Il ne saurait en être autrement. Ces deux gouvernements, celui de Pétersbourg et celui de Berlin, sont, jusqu'à ce jour du moins, la plus haute incarnation des instincts anti-humanitaires, exterminateurs et chauvins de la population allemande et russe. Le gouvernement russe surtout personnifie ces instincts et ne protège, à l'intérieur, d'autres intérêts que ceux du clergé orthodoxe et d'une bureaucratie rapace et égoïste.

Comprendre et admettre les droits et les besoins élémentaires des nations annexées à l'État, établir et maintenir un juste équilibre entre les différentes nations civilisées qui en font partie, voilà, certes, un programme que ces deux gouvernements ne semblent pas disposés à vouloir essayer de longtemps. En Russie surtout, étant donnée l'histoire de ce pays, sa civilisation byzantine et orientale, et l'ignorance de la population, on ne saurait même prévoir qu'il puisse jamais venir un jour où ces principes fondamentaux de justice et d'équité auront quelque chance d'être pris en considération.

Ce sont donc des causes sérieuses et profondes qui font que les Polonais en Russie et en Prusse ne peuvent rêver d'obtenir non seulement des conditions de développement national et intellectuel même aussi incomplètes qu'en Autriche, mais les conditions les plus élémentaires d'une existence sociale tolérable. Or la nation polonaise progresse, se développe et grandit en force, et, en sa qualité de nation vivante, elle ne peut renoncer à aspirer à son dé-

veloppement national complet, à des institutions entièrement nationales; à la situation qui lui revient de droit au milieu des sociétés civilisées.

La poésie et les belles-lettres polonaises occupent une des premières places dans la littérature du monde entier; dans toutes les branches de la science et de l'art, on voit des Polonais s'élever au premier rang. Un patriotisme profond et conscient de lui-même pénètre toutes les classes de la nation polonaise. Contrairement à l'opinion facticement répandue que la question polonaise est avant tout une question intéressant les hautes classes de la nation, la politique des gouvernements russe et prussien s'attaque surtout, dans ces derniers temps, aux couches populaires, et c'est dans leur développement qu'elle voit le danger le plus menaçant pour elle. En effet, toutes les tentatives faites par ces gouvernements pour se concilier les masses du peuple ont échoué contre le sentiment profond de leur individualité nationale qui les anime, et qui revêt de plus en plus distinctement la forme d'un patriotisme conscient et devient même la base d'un mouvement politique populiste.

Enfin la nation polonaise est une de celles qui croissent le plus rapidement en nombre et qui, même dans l'esclavage politique, conservent la faculté d'assimiler les éléments étrangers qui viennent s'établir au milieu d'elles.

Il est donc bien clair qu'une nation qui dans de pareilles conditions grandit et se développe moralement et matériellement, ne se résignera jamais à un abaissement politique, qui entrave à chaque pas son libre développement. Cette nation doit tâcher de toutes ses forces et par tous les moyens possibles de sortir d'une situation contre nature.

Toutes les tentatives de dénationalisation ont avorté. La question polonaise est devenue pour la Russie et la Prusse une sorte de maladie chronique et incurable, à laquelle ces États cherchent en vain des remèdes, car tous les moyens employés ne font qu'aggraver le mal et provoquer des symptômes encore plus alarmants.

Les gouvernements spoliateurs ont écrasé l'ancienne Pologne qui luttait pour reconquérir ce qu'elle avait perdu; et ils pourraient maintenant faire fi des forces matérielles et morales de la Pologne s'il ne s'agissait pour elle que de défendre ce qu'elle a conservé. Mais aujourd'hui c'est la nation tout entière, c'est une nouvelle Pologne qui entre en lutte pour conquérir ses droits, pour s'assurer ce qui est indispensable à son accroissement progressif et qui, par conséquent, défend avec d'autant plus de force et d'efficacité ce qu'elle possède encore. L'accroissement naturel de la nationalité polonaise et le développement continuel résultant de la nature des choses font que la question polonaise, loin de disparaître, comme on l'espérait sans doute, prend chaque jour un nouveau degré d'acuité et se trouve à la veille d'une

phase critique qui présage aux gouvernements de nouvelles difficultés.

Les gouvernements russe et prussien sont eux-mêmes convaincus que ce n'est que pour un temps et seulement à l'aide de l'oppression et en s'appuyant sur une grande armée, selon le système actuel, qu'ils peuvent gouverner les Polonais. Avec un pareil système de gouvernement, la Russie et la Prusse, ne fût-ce qu'en raison de la question polonaise, ne peuvent diminuer ni limiter leurs armements. La crainte qu'excite dans les États copartageants la vitalité de la nation polonaise, maintient et maintiendra le système politique fondé sur le militarisme, qui est une menace continuelle pour la paix de l'Europe. Sans résoudre la question polonaise dans le sens des besoins et des droits de la nation, on ne peut assurer la paix, s'il est vrai qu'on veuille sincèrement la fonder sur la justice et non pas sur la force armée.

Varsovie, Mai 1899.

Le Comité
du parti démocratique-national.

Paris. — Imprimerie de Ch. Noblet et Fils, 13, rue Cujas. — 22663.

W.P. Dr. Pawlikowski.

[illegible]

[illegible]

nego.

h) Kierowanie akcyą wyborczą do ciał autonomicz-

[illegible]

7/

[illegible]

[illegible]

c/ [illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

d/ [illegible]

[illegible]

e/ [illegible]

[illegible]

[illegible]

f/ [illegible]

[illegible]

[illegible]

([illegible]) [illegible]

[illegible]

[illegible]

([illegible]) [illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

5.16 [illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

Świadectwo.

[illegible]

W . . . . dn. 190

[illegible] Przewodniczący [illegible]

N. B. [illegible] 80 Kor. –

Nr. / [illegible]
[illegible]
[illegible]
[illegible]
[illegible] 9.10.

Poufne.

Projekt

uchwalony przez komisyę programową na posiedzeniach z dnia 2. i 19. lutego, 5., 6. i 13. marca, 16. i 17. kwietnia 1904 r.

PROGRAM
polskiego stronnictwa demokratyczno-narodowego w państwie austryackiem.

~

Zasady stronnictwa.

Stronnictwo demokratyczno-narodowe jest związkiem politycznym Polaków w państwie austryackiem, który przyjmując za punkt wyjścia swego programu jedność narodu polskiego, jego prawo i zdolność do niezawisłego bytu politycznego i potrzebę nieustannej pracy dla osiągnięcia tego bytu, ma w dzisiejszych warunkach prawnych na celu: a) zdobycie dla społeczeństwa polskiego w tem państwie jak największej samodzielności politycznej, kulturalnej i gospodarczej; b) wszechstronną obronę interesów narodowych polskich i przestrzeganie we wszystkich sprawach krajowych stanowiska ogólno-polskiego; c) powołanie i zaprawienie wszystkich warstw społeczeństwa, zwłaszcza zaś warstw ludowych, do skutecznej pracy na wszystkich polach życia publicznego, do umiejętnej obrony własnych interesów i do walki o narodowe prawa i o interesy kraju przeciw wszelkim wrogim czynnikom. Stronnictwo demokratyczno-narodowe jest więc stronnictwem samodzielności narodowej i jak najszerzej pojętego interesu narodowego, stronnictwem śmiałej polityki narodowej i twórczej polityki demokratycznej.

Stronnictwo demokratyczno-narodowe zawdzięcza swoje powstanie dwom naczelnym objawom współczesnego życia narodowego na całym obszarze ziem polskich: wszechstronnemu wzro-

stowi sił i dążeń narodowych z jednej strony, a wzrostowi politycznej samodzielności ludu polskiego z drugiej strony. Z uznania i równorzędnego uwzględnienia tych dwóch faktów czerpie stronnictwo swoją myśl przewodnią, w obronie czynnej interesów narodowych widząc najwyższy cel, w demokratyzacyi społeczeństwa najskuteczniejszy środek polityki narodowej. Z uznania i zrozumienia tych dwóch faktów powstało stronnictwo drogą naturalną, równolegle i niemal równocześnie z podobnemi stronnictwami innych dzielnic Polski; powstało jako wytwór życia narodowego i jego potrzeb i miało jako niezorganizowany kierunek polityczny w zaborze austryackim oddawna licznych zwolenników, dla których zorganizowanie stronnictwa było zaspokojeniem rosnącej z każdą chwilą potrzeby, było jedynie formalnem stwierdzeniem stanu rzeczy już istniejącego.

Z wskazanego wyżej celu i genezy stronnictwa wynikają same przez się naczelne jego zasady. Pierwszą z tych zasad jest niezachwiana wiara w żywotność i przyszłość naszego narodu, w jego prawo i zdolność do niepodległego bytu państwowego, w jego niespożyte i rosnące siły materyalne i duchowe. Siły te na jaw wydobyć, zespolić i zorganizować, świadomość narodową rozszerzyć i pogłębić, poczucie jedności i solidarności narodowej wzmocnić i rozpowszechnić, interes narodu jako całości postawić ponad wszelkie interesy klasowe, wyznaniowe, korporacyjne, dzielnicowe i miejscowe, samo pojęcie tego interesu narodowego uczynić coraz głębszem i wszechstronniejszem, wytworzyć silną opinię obywatelską, świadomą swego znaczenia i od żadnych ubocznych wpływów niezawisłą: oto najważniejsze obowiązki i zadania, jakie stronnictwo dla siebie z powyższej naczelnej zasady wysnuwa. W myśl tej zasady dąży stronnictwo do wyzwolenia ducha narodowego polskiego z pod jednostronnego naśladownictwa i przemożnego wpływu umysłowości obcej, zwłaszcza niemieckiej, do wzmocnienia duchowej samodzielności narodu, do jaknajwiększego rozszerzenia wpływu kultury polskiej i polskiej myśli politycznej. W myśl tej zasady stara się dalej stronnictwo o wzmocnienie duchowej i ekonomicznej łączności wszystkich dzielnic Polski i o ożywienie poczucia, że dzielnica w lepszych warunkach politycznych zostająca, ma obowiązek popierania pracy narodowej w innych częściach Polski i podejmowania tych zadań ogólno-narodowych, któremi inne dzielnice skutecznie zająć się nie mogą. W imię tej zasady zwalcza stronnictwo zakorzenioną w naszem społeczeństwie obawę przed każdym śmielszym krokiem politycznym, rozpowszechnioną skłonność do ustępstw na rzecz żywiołów obcych, rozwielmożniony nałóg sprzymierzania się z obcymi przeciwko swoim dla stronniczych celów i szukania w obcem zwierzchnictwie i obcym nadzorze środków zaradczych na wewnętrzne niedostatki narodowego życia. W imię tej zasady stara się stronnictwo o podniesienie w całem społeczeństwie poziomu dążeń i aspiracyi narodowych, o wyrobienie powszechnego przekonania, że interes narodu, który nie chce powoli ginąć, lecz iść wraz z innymi w postępie, wymaga nietylko obrony tego, co naród posiada, i cieszenia się tem, czego mu jeszcze nie zabrano, ale także stałego powiększania jego sił i wpływu, ciągłego pomnażania

jego dorobku politycznego, cywilizacyjnego i gospodarczego, nieustannego zdobywania siłom narodowym nowych pól działalności. W myśl też tej zasady wypisało stronnictwo na czele swego programu szczegółowego zmianę prawno-państwowego stosunku Galicyi do państwa w celu zdobycia dla kraju jak najszerszej samodzielności ustawodawczej, finansowej, gospodarczej i administracyjnej, wytworzenie jak najściślejszej duchowej i politycznej łączności Śląska cieszyńskiego z Galicyą, rozszerzenie autonomii kraju i zabezpieczenie interesów narodowych już na gruncie dzisiejszego ustroju państwa, przystosowanie ustawodawstwa administracyjnego i skarbowego do potrzeb społecznych i warunków ekonomicznych kraju, oparcie wychowania i nauczania publicznego na gruncie narodowym, wreszcie zwiększenie wpływu Polaków na politykę państwa.

Drugą naczelną zasadą stronnictwa jest wiara w niespożyte siły ludu polskiego, w jego zdrową duszę i wrodzony instynkt narodowy. Pouczone doświadczeniem, że ludu tego nie trzeba dopiero dla Ojczyzny kupować ustępstwami i obietnicami ani też wystawiać mu ideałów narodowych jako sztucznej konsekwencyi radykalnych programów, lecz że lud ten sam przez się po dojściu do uświadomienia poczuwa się do obowiązków narodowych, a nawet staje się dla warstw innych wzorem zdrowego realizmu w pojmowaniu zagadnień narodowego życia — uważa stronnictwo interesy warstw ludowych, sprawę ich postępu społecznego, kulturalnego, ekonomicznego i politycznego, za równoznaczne dziś z najważniejszymi interesami narodu, za równoznaczne nietylko ze sprawą liczebnego pomnożenia bojowników przyszłości narodowej i utrwalenia żywiołu polskiego na kresach, ale zarazem ze sprawą pogłębienia i wzbogacenia treści narodowego życia, wzmocnienia i rozwoju samoistnej kultury narodowej, odświeżenia i uzdrowienia całego życia politycznego w kraju. Postęp społeczny ludu przygotowuje jednak stronnictwo nie drogą sztucznej nad nim opieki i filantropii, ale przez rozwijanie w nim poczucia samopomocy i liczenia pod każdym względem na siły własne, przez zaprawienie go do wytrwałej pracy kulturalnej we własnem środowisku, do zrzeszonej i zorganizowanej działalności na wszystkich polach. Postęp ekonomiczny ludu upatruje stronnictwo nie w sztucznem rozbudzaniu w nim świadomości upośledzenia, nie w zaostrzaniu przeciwieństw klasowych i rzucaniu nieziszczalnych haseł demagogicznych, lecz przedewszystkiem w podniesieniu wytwórczości ludu, w otwarciu mu nowych źródeł zarobku, w usunięciu prawnych przeszkód jego rozwoju, w chronieniu go przed wyzyskiem, w zorganizowaniu go do wspólnej ekonomicznej działalności, wreszcie w zaprawieniu go do umiejętnej, z rzeczywistością się liczącej, zbiorowej obrony własnych interesów gospodarczych. Podobnie postęp polityczny ludu widzi stronnictwo nie w jednostronnem roznamiętnianiu go peryodycznemi walkami wyborczemi i posługiwaniu się nim jako narzędziem obcych mu nieraz stronniczych zabiegów, lecz przedewszystkiem w zaprawianiu go do realnej pracy politycznej na gruncie samorządu gminnego i powiatowego, na gruncie stałego i odpowiedzialnego rządzenia własnemi, miejscowemi sprawami; nie w mechanicznem i czysto for-

malnem równouprawnieniu jednostek zapomocą powszechnego i równego prawa wyborczego, lecz w zapewnieniu wszystkim obywatelom takiego udziału w prawach politycznych, któryby umożliwiał wytworzenie rzeczywistej reprezentacyi wszystkich warstw i interesów społecznych i stał się dla ludu prawdziwą szkołą narodowego i społecznego uświadomienia. W myśl tych zasad dąży stronnictwo w swym programie szczegółowym do przekształcenia i wzmocnienia samorządu gminnego i powiatowego przy równoczesnej reformie administracyi politycznej kraju, do reformy wyborczej sejmowej i parlamentarnej, do popierania i ułatwiania wszelkich form pożytecznej asocyacyi, do zabezpieczenia i rozszerzenia praw wolnościowych i obywatelskich, usunięcia nadużyć administracyjnych i skarbowych, sprawiedliwej reformy podatkowej, rozszerzenia prawodawstwa społecznego, podniesienia rolnictwa i uprzemysłowienia kraju.

W stosunku do innych stronnictw polskich, stojących na gruncie narodowym, dąży stronnictwo do osiągnięcia jednomyślności w najważniejszych sprawach politycznych, zwłaszcza zaś w sprawach naszego stosunku na zewnątrz do innych narodów, do rządu i państwa. Również dąży stronnictwo do zgodnego współdziałania z wszystkiemi stronnictwami i instytucyami polskiemi na tych wszystkich polach pracy gospodarczej i cywilizacyjnej, na których o kierunku pracy nie rozstrzygają różnice programów politycznych, i do wprowadzenia wzajemnego szacunku stronnictw w walce politycznej.

Dążąc do zjednoczenia całego społeczeństwa pod wspólnym sztandarem polityki narodowej, uważa stronnictwo za Polaków — bez różnicy pochodzenia i wyznania — tych wszystkich, którzy przyjęli polską kulturę i podzielają bez żadnych zastrzeżeń polskie dążenia narodowe. W stosunku do żywiołów obcych lub obojętnych dla naszej sprawy narodowej zachowuje stronnictwo tradycye polityczne naszej historyi oraz zasady obowiązujących przepisów prawnych i sąsiedzkiej tolerancyi, unika wszelkich starć i sporów i stara się o zgodne z nimi współżycie, dążąc jednak zarazem środkami kulturalnymi do wzmocnienia i utrwalenia żywiołu polskiego, jego zdobyczy cywilizacyjnych i jego zdrowego rozwoju ekonomicznego. Wszędzie natomiast gdzie obce żywioły zachowują się względem nas nieprzyjaźnie lub wypowiadają wojnę żywiołowi polskiemu, stronnictwo zwalcza stanowczo wszelkie ich usiłowania polityczne, odpiera zamachy na nasze instytucye narodowe i cywilizacyjne i dąży do zabezpieczenia naszych praw i interesów także tam, gdzie stanowimy mniejszość liczebną.

Zarówno w swych działaniach jak w całem życiu publicznem przestrzega stronnictwo zasady jawności i szczerości. W myśl tej zasady poddaje stronnictwo każdą ważniejszą sprawę pod publiczną ocenę i dyskusyę całego społeczeństwa, potępia zaś politykę zaściankową, podstępną i obłudną, potępia wszelkie samozwańcze i pokątne zrzekanie się praw i dążeń narodu i przyjmowanie zobowiązań politycznych w jego imieniu, potępia wszelkie formy bałamucenia opinii publicznej i demoralizowania życia publicznego. W myśl tej zasady dąży stronnictwo do wzmocnienia wśród ogółu poczucia odpowiedzialności przed własnem

społeczeństwem za czyny polityczne, do uzdrowienia i podniesienia poziomu moralnego całego życia politycznego naszej dzielnicy, do wyrugowania z niego takich środków, jak kłamstwo i oszczerstwo, jak presya i przekupstwo, jak nadużywanie polityki dla korzyści osobistych, jak zawieranie sojuszów politycznych z przeciwnikiem, wczoraj odsądzanym od czci i wiary. W myśl też tej zasady dążyć będzie stronnictwo nadewszystko do tego, aby posłowie polscy nie używali swoich wpływów w sprawach czysto osobistych i prywatnych celem przysporzenia sobie lub protegowanym przez siebie osobom korzyści moralnych lub materyalnych, n. p. koncesyi, dostaw publicznych, przywilejów taryfowych, orderów, tytułów lub posad, i dlatego wkłada przedewszystkiem na każdego z posłów demokratyczno-narodowych niniejszem obowiązek zrzeczenia się mandatu w razie otrzymania tytułu, orderu, posady lub koncesyi, i poddania się ponownemu wyborowi, jeśli naczelna władza stronnictwa jednomyślną uchwałą nie zwolni go od tego obowiązku.

Program szczegółowy stronnictwa.

Szczegółowe zadania stronnictwa są konsekwentnem rozwinięciem jego głównego celu i zasad, oraz zastosowaniem ich do potrzeb i warunków chwili bieżącej. Zadania te obejmują nie tylko działalność ściśle polityczną, ale także wszechstronną pracę kulturalną i ekonomiczną, również w duchu głównego celu i naczelnych zasad niniejszego programu prowadzoną, do której stronnictwo niemniej istotne jak do działalności politycznej przywiązuje znaczenie i w której pragnie zjednoczyć te szerokie koła swych zwolenników, które nie chcą lub nie mogą brać czynnego udziału w życiu politycznem. Wyczerpujące wyliczenie tych zadań szczegółowych ani też nieodwołalne sformułowanie ich w sposób, dla wszystkich członków stronnictwa raz na zawsze wiążący, nie jest ani potrzebnem ani możliwem; program bowiem każdego żywotnego stronnictwa, a tembardziej tak jak nasze, drogą naturalną, z życia narodu, nie zaś z doktryny oderwanej ani z chwilowych kombinacyi politycznych powstałego, musi być programem dynamicznym, ciągłemu rozwojowi, ciągłej ewolucyi podległym. Program niniejszy obejmuje przeto tylko dążenia zasadnicze, które zmianie uledz nie mogą, oraz te najważniejsze zadania chwili bieżącej, o których spełnienie stronnictwo przedewszystkiem starać się będzie i których spełnienie uważa w praktyce za możliwe; co do innych zadań szczegółowych, jakie przyszłość z sobą przyniesie, poprzestaje stronnictwo na ogólnej zapowiedzi, że będzie się starało zawsze rozwiązywać te zadania w duchu swego głównego celu i naczelnych zasad i zajmować w każdej sprawie szczegółowej stanowisko ściśle rzeczowe, nie

zaś stanowisko partyjno-polityczne, chęcią odróżnienia się od innych stronnictw i względami agitacyjnymi lub oportunistycznymi podyktowane.

I. Zmiana stosunku prawno-państwowego Galicyi do państwa.

Naczelnem zadaniem stronnictwa jest zdobycie dla społeczeństwa polskiego w państwie austryackiem warunków wszechstronnego i samodzielnego rozwoju narodowego zapomocą takiej zmiany prawno-państwowego stosunku Galicyi do państwa, którаby, nie pozbawiając nas wpływu na politykę monarchii i możności powiększenia tego wpływu, zapewniła krajowi w jaknajszerszym zakresie: a) samodzielność ustawodawczą sejmu b) samodzielność finansową i gospodarczą c) samodzielność administracyjną we wszystkich dziedzinach życia publicznego; d) samodzielne kierownictwo spraw oświaty i wychowania publicznego.

Celem osiągnięcia takiej samodzielności prawno-państwowej konieczną jest, obok zmiany statutu krajowego, przedewszystkiem zmiana konstytucyi państwa, uwzględniająca przyrodzoną i historyczną odrębność jego części składowych, a zwłaszcza kraju naszego. Nie przesądzając więc zakresu tej samodzielności ani sposobów jej uzyskania, nie przesądzając nadewszystko kwestyi, czy samodzielność ta ma polegać na zdobyciu dla Galicyi ustroju odrębnego od reszty państwa czy też na nadaniu całemu państwu ustroju federacyjnego, na samodzielności poszczególnych krajów lub większych ich kompleksów opartego, popierać będziemy wszelkie skądkolwiek wychodzące usiłowania zmiany w tym kierunku, jeśli tylko będą zgodne z naszym interesem narodowym. Ze względów zarówno narodowych jak ekonomicznych dążyć będziemy do jaknajściślejszej duchowej i politycznej łączności Galicyi ze wschodnim Śląskiem austryackim.

II. Stopniowe rozszerzenie samodzielności kraju i zabezpieczenie interesów narodowych.

Zgodnie z powyższem dążeniem starać się będziemy w miarę możności także o stopniowe rozszerzenie samodzielności kraju i zabezpieczenie naszych interesów narodowych już na gruncie dzisiejszego ustroju państwa, a mianowicie:

1) o pełne wykorzystanie dzisiejszej kompetencyi ustawodawczej sejmu i rozszerzenie jej zwłaszcza w sprawach wychowania i wykształcenia publicznego, w sprawach ekonomicznych i finansowych;

2) o ustawodawcze zakreślenie terminu sankcyi ustaw krajowych, o przeniesienie kontrasygnatury tych ustaw z rządu centralnego na namiestnika względnie na rząd krajowy, o uchwalenie i sankcyę ustawy o prawnej odpowiedzialności namiestnika względnie rządu krajowego przed sejmem wedle analogii odpowiedzialności ministrów przed Radą państwa, o wprowadzenie pełnej odpowiedzialności politycznej namiestnika względnie rządu

krajowego wobec sejmu, wreszcie o nadanie sejmom krajowym prawa oskarżania ministrów na równi z obu izbami rady państwa;

3) o pełne zastosowanie praw naszego języka urzędowego, przyznanych ces. rozporządzeniem z 4. marca 1869, o zabezpieczenie ich w drodze ustawy krajowej, o usunięcie nielegalnych uszczupleń tych praw, o rozszerzenie ich na służbę wewnętrzną prokuratoryi i wyższych prokuratoryi państwa, urzędów kasowych i rachunkowych, poczt i telegrafów, kolei żelaznych rządowych, zakładów przemysłowych i monopolowych, żandarmeryi i służby policyjnej, o pełne urzeczywistnienie praw języka polskiego jako jednego z języków krajowych na Śląsku i przyznanie mu takich samych praw na Bukowinie, wreszcie o rozszerzenie praw języka polskiego w czynnej armii, obronie krajowej, szkołach i sądach wojskowych, oraz u władz centralnych i w najwyższych trybunałach państwowych;

4) o rozszerzenie kompetencyi krajowych władz administracyjnych, skarbowych i sądowych i zapewnienie im szerszej samodzielności wobec rządu centralnego, zwłaszcza na polu dostaw publicznych, mianowania urzędników i załatwiania rekursów;

5) o przywrócenie pierwotnego zakresu działania krajowej radzie szkolnej i rozszerzenie go na zupełnie samodzielne urządzanie spraw wychowania i wykształcenia publicznego w ramach ustaw krajowych, o zasilenie tej władzy w szerszej niż dotąd mierze udziałem żywiołu obywatelskiego i zapewnienie temu żywiołowi większego niż dotychczas wpływu, wreszcie o zabezpieczenie kompetencyi i ustroju tej władzy drogą ustawy krajowej;

6) o decentralizacyę zarządu kolei żelaznych, poczt, telegrafów, dróg wodnych, monopolów i zakładów przemysłowych państwa, z uwzględnieniem prawno-państwowej i administracyjnej edności kraju;

7) o przywrócenie jedności kraju w organizacyi sądownictwa i zapewnienie żywiołowi obywatelskiemu szerszego niż dotąd udziału w sądownictwie, zwłaszcza przez zaprowadzenie sądów pokoju;

8) o zapewnienie siłom krajowym pierwszeństwa do wszelkich posad publicznych w kraju i odpowiedniego ludności Galicyi udziału w zarządzie i sądownictwie centralnem, a produkcyi krajowej pierwszeństwa do wszelkich dostaw publicznych w kraju i odpowiedniego udziału w dostawach centralnych;

9) o oddanie krajowi własności domen i lasów wraz z kapitałem wykupna prawa propinacyi na ich obszarze, tudzież kopalń i warzelń soli;

10) o wzmocnienie finansów kraju i wogóle finansów samorządnych przez wydatny udział w państwowych podatkach spożywczych i stopniowe przekazanie samorządowi wszystkich podatków realnych bezpośrednich;

11) o zapewnienie samorządowi w myśl postanowień statutu krajowego stanowczego wpływu i kontroli przy wymiarze i wybieraniu podatków bezpośrednich;

12) o zapewnienie krajowej władzy autonomicznej stanowczego wpływu i kontroli przy ustanawianiu i zmianie taryf kolejowych, ważnych dla produkcyi lub konsumcyi naszego kraju.

III. Reforma administracyi państwowej i wzmocnienie samorządu.

Dążąc do szerokiej samodzielności administracyjnej kraju, nie zapomina stronnictwo o słabości i wadach dzisiejszej administracyi państwowej i samorządnej, płynących częścią z nieodpowiedniego ustroju tej administracyi, częścią z niedostatecznego przejęcia się władz państwowych duchem obywatelskim oraz z niedostatecznego zaprawienia się ludności do udziału w życiu publicznem i z braku skutecznej kontroli. Dzisiejsza administracya państwowa w Galicyi chroma nie tylko z powodu zbyt małej samodzielności rządu krajowego wobec władz centralnych, lecz także z powodu zupełnego nieprzystosowania ustroju władz administracyjnych do potrzeb i warunków społecznych kraju, z powodu czysto biurokratycznej organizacyi tych władz, z powodu zbyt wielkiej liczby małych okręgów administracyjnych, w każdej sprawie bezpośrednio z namiestnictwem się znoszących, z powodu jednostronnie prawniczego wykształcenia urzędników administracyi politycznej, wreszcie z powodu braku oparcia o silną organizacyę samorządną i braku sprawnych organów miejscowych. Samorząd zaś dzisiejszy cierpi przedewszystkiem z powodu braku silnej podstawy u dołu, albowiem gminy dzisiejsze są przeważnie za słabe i niezdolne do spełnienia szerokich zadań samorządnych, a nadto zbyt obarczone administracyjnemi funkcyami rządowemi w formie poruczonego zakresu działania. Także ogniwo pośrednie samorządne, powiaty nie mają odpowiedniego zakresu kompetencyi, sił finansowych i władzy wykonawczej dla pomyślnego rozwoju swej samodzielności, naczelny zaś organ autonomiczny, wydział krajowy, stał się dla braku żywej podstawy u dołu ciałem zbyt scentralizowanem i biurokratycznem. Nakoniec także administracya i gospodarstwo naszych miast, nie wyłączając miast stołecznych, chroma z powodu niedostatecznego przejęcia się ludności ideą autonomiczną, biurokratycznej organizacyi zarządu i braku skutecznej kontroli ze strony władz autonomicznych i społeczeństwa. Wychodząc z takiego założenia i pragnąc wytworzyć prawdziwie obywatelską administracyę państwową, a instytucye samorządne uczynić szkołą życia politycznego i społecznego dla ludu, starać się będzie stronnictwo w drodze ustawodawczej tudzież w drodze samoistnej pracy i kontroli społeczeństwa:

1) o gruntowną, na równoczesnem zwiększeniu samodzielności władz krajowych i wzmocnieniu samorządu gminnego i powiatowego opartą, reformę politycznej administracyi kraju celem przystosowania jej do potrzeb i warunków społecznych, tudzież do organizacyi samorządnej kraju, a mianowicie o utworzenie znacznie większych niż dotychczasowe powiaty okręgów administracyjnych bez uszczuplenia władzy namiestnika, o skrócenie toku instancyi, o wprowadzenie do administracyi państwowej czynników obywatelskich na wzór rad szkolnych, o usunięcie podwójnego toku instancyi w sprawach bezpieczeństwa i porządku publicznego, o poruczanie spraw administracyi gospodarczej urzędnikom zawodowo wykształconym, wreszcie o wzmocnienie i uła-

twienie ochrony prawnej w sprawach administracyjnych i skarbowych przez utworzenie krajowego trybunału administracyjnego z udziałem czynników obywatelskich, z judykaturą merytoryczną, z egzekucyjną mocą orzeczeń i prawem przyznawania stronom zwrotu kosztów postępowania;

2) o reformę gminy celem zwiększenia jej sił intelektualnych i materyalnych za pomocą łączenia mniejszych gmin sąsiednich i obszarów dworskich dla zadań, przekraczających ich własne siły, z zachowaniem ich lokalnej odrębności w szersze całości zbiorowe z wybieralną zwierzchnością i reprezentacyą, z udziałem przedstawicieli obszarów dworskich i obywateli mających wyższy cenzus naukowy lub podatkowy;

3) o ścisłe określenie poruczonego zakresu działania gmin i zapewnienie im odpowiedniego pokrycia kosztów, z tego zakresu działania wynikających;

4) o rozszerzenie kompetencyi samorządu powiatowego, zapewnienie mu władzy wykonawczej i prawa swobodnego wybierania prezesów i wiceprezesów, wzmocnienie jego organizacyi i wewnętrznej kontroli;

5) o tworzenie i popieranie wszelkich form assocyacyi dopełniających i wychowujących organizacyę samorządu, mianowicie na polu oświaty ludowej, zawodowej i wyższej (towarzystwa szkoły ludowej, oświaty, wykładów popularnych i t. p.), na polu ekonomicznem i kredytowem (stowarzyszenia zarobkowe i gospodarcze, kółka rolnicze, kasy pożyczkowe, towarzystwa parcelacyjne, spółki mleczarskie, związki handlowe i przemysłowe i t. p.), na polu hygieny i rozwoju sił fizycznych (towarzystwa sokole), i łączenie ich w ogólne związki.

IV. Zabezpieczenie i rozszerzenie swobód obywatelskich i praw politycznych.

W ogólności dąży stronnictwo do rozszerzenia i pogłębienia warunków politycznych wszechstronnego rozwoju narodu w duchu demokratycznym i postępowym. Z tego powodu dąży stronnictwo:

1) do zabezpieczenia i rozszerzenia wszelkich swobód obywatelskich, poręczonych zasadniczemi ustawami państwa;

2) do usunięcia wszystkich tych przepisów prawnych z czasów państwa absolutnego, które z duchem konstytucyi są sprzeczne, w szczególności do zniesienia lub zupełnej zmiany patentu z 20. kwietnia 1854. o wykonywaniu zarządzeń władz politycznych, do reformy postępowania karnego wojskowego, oraz do zniesienia postępowania przedmiotowego w sprawach prasowych;

3) do reformy tych wszystkich ustaw, które pozostawiają zbyt szerokie pole dowolności władz administracyjnych w stosunku do obywateli, w szczególności do reformy ustawy z dnia 5. maja 1869. o częściowem zawieszaniu ustaw zasadniczych i do reformy ustaw z 15. listopada 1867. o prawie zgromadzania się i prawie stowarzyszania się w kierunku jaknajdalszego ograniczenia nadzoru nad zgromadzeniami i stowarzyszeniami niepolitycznemi, zredukowania nadzoru nad zgromadzeniami

i stowarzyszeniami politycznemi do tej miary, jakiej obecnie podlegają zgromadzenia i stowarzyszenia niepolityczne, ograniczenia prawa zakazywania zgromadzeń i stowarzyszeń oraz rozwiązywania zgromadzeń tylko do przypadków zachodzącej lub grożącej kolizyi z prawem karnem, zniesienia zakazu łączenia się towarzystw politycznych i tworzenia filii, wreszcie przekazania orzecznictwa o rozwiązaniu towarzystw sądom;

4) do zabezpieczenia praw obywatelskich przeciw nadużyciom i naruszeniom ze strony żywiołów rozkładowych w łonie samego społeczeństwa, a mianowicie do ochrony wolności zgromadzeń i wszelkich zebrań publicznych przeciw ich rozbijaniu przez samych uczestników, oraz do ochrony powagi i godności prasy przeciw jej nadużywaniu do napaści na cześć osobistą i do obrażania moralności publicznej;

5) do wprowadzenia w życie artykułu 12. ustawy zasadniczej z 21. grudnia 1867. Dz. u. p. Nr. 145. o cywilnej odpowiedzialności urzędników administracyjnych i skarbowych za bezprawne czynności urzędowe oraz do ustanowienia posiłkowej odpowiedzialności cywilnej państwa, ale zarazem do unormowania praw i obowiązków urzędników administracyjnych w pragmatyce służbowej;

6) do reformy trybunału państwa i trybunału administracyjnego przez przyznanie im judykatury merytorycznej, egzekucyjnej mocy orzeczeń i prawa przyznawania stronom kosztów postępowania;

7) do reformy wyborczej, którąby wszystkim warstwom społecznym zapewniła rzeczywisty udział w prawach politycznych, a zarazem jaknajbardziej utrudniła wszelkie nadużycia wyborcze, a mianowicie: do rozszerzenia prawa wyborczego sejmowego przynajmniej w tej mierze, jaką zakreśla ordynacya wyborcza do rady państwa, do zapewnienia odpowiedniej reprezentacyi w ciałach ustawodawczych korporacyom publicznym, przedstawiającym ogólne interesy krajowe i zawodowe, do rozdzielenia sztucznych okręgów wyborczych, obejmujących obecnie po dwa lub trzy miasta, do zwiększenia liczby posłów z miast w miarę ich wzrostu w ludność i siłę podatkową, a liczby posłów z gmin wiejskich w miarę zwiększania liczby powiatów politycznych, do wprowadzenia wyborów bezpośrednich i tajnych, zniesienia karty legitymacyjnej i przekazania weryfikacyi wyborów trybunałom, z czasem zaś do stopniowego zniesienia rozbijającego społeczeństwo systemu kuryalnego przy równoczesnem jednak zabezpieczeniu interesów narodowych polskich.

V. Sprawy oświaty i wychowania publicznego.

Rozpowszechnienie oświaty w jaknajszerszych warstwach społeczeństwa, podniesienie wewnętrznej wartości i skuteczności wychowania publicznego i zabezpieczenie interesów narodowych polskich w dziedzinie szkolnictwa: oto trzy główne zadania polityki narodowej na polu spraw szkolnych i oświatowych.

A. Z pierwszego z powyższych zadań wynika przedewszystkiem dążenie do usunięcia analfabetyzmu; ku temu zaś prowadzą następujące środki:

1) pomnożenie liczby szkół ludowych zapomocą szerokiego, racyonalnego planu zakładania szkół, na szereg lat obliczonego, tak aby po upływie tego okresu wszystkie dzieci w kraju miały możność pobierania nauki w prawidłowo zorganizowanych szkołach ludowych;

2) wprowadzenie na razie wszędzie, gdzie tego zachodzi potrzeba, przy udziale funduszów publicznych instytucyi nauczycieli wędrownych i szkółek początkowych, umożliwiających w braku szkoły przynajmniej paromiesięczną naukę czytania, pisania i rachowania;

3) ścisłe przestrzeganie obowiązku posyłania dzieci do szkoły i tępienie wszelkich przeciw temu nadużyć;

4) pomnożenie zastępu odpowiednio wykształconych nauczycieli ludowych przez poprawę materyalnych i prawnych stosunków nauczycielstwa, a mianowicie przez zrównanie nauczycieli szkół ludowych pod względem materyalnym z urzędnikami państwowymi trzech najniższych klas, a pod względem dyscyplinarnym z nauczycielami szkół państwowych;

5) stworzenie w całym kraju z pomocą funduszów publicznych kursów dla dorosłych analfabetów;

6) podniesienie samopomocy społecznej na polu oświaty i popieranie siłami kraju powiatów, gmin i całego społeczeństwa działalności towarzystw oświatowych.

Na polu szkolnictwa średniego i zawodowego należą do tejsamej kategoryi zadań oświatowych następujące postulaty:

7) usunięcie jaskrawego i niesłychanego przepełnienia szkół średnich galicyjskich przez pomnożenie ich ilości kosztem państwa (bez wymuszania na ten cel świadczeń od czynników miejscowych) w tymsamym stosunku do liczby uczniów, jak w innych krajach koronnych;

8) stworzenie w kraju sieci szkół zawodowych, jego odrębnym potrzebom ekonomicznym odpowiadających.

B. Podniesienie wewnętrznej wartości i skuteczności wychowania publicznego pociąga za sobą następujące postulaty:

1) podniesienie poziomu wykształcenia nauczycieli ludowych przez zasadniczą reformę planu nauki w seminaryach nauczycielskich i rozszerzenie go zwłaszcza w zakresie nauk ogólnie kształcących oraz przez zaprowadzenie kursów wakacyjnych dla nauczycieli ludowych;

2) zmianę planów nauki w szkole ludowej w kierunku usunięcia nadmiernej reglementacyi i formalistyki tudzież przystosowania szkoły do rzeczywistych potrzeb ludu w rozmaitych częściach kraju;

3) zniesienie w szkołach ludowych obowiązkowej nauki języka niemieckiego;

4) podniesienie poziomu przygotowania pedagogicznego kandydatów na nauczycieli szkół średnich przez planowe przystosowanie ich studyów uniwersyteckich do ich przyszłego zawodu;

5) reformę szkoły średniej i przystosowanie jej typów oraz planu i sposobu nauki w tej szkole do właściwości umysłu polskiego i do potrzeb społeczeństwa, wymagających przedewszystkiem skierowania młodzieży do spraw z realnem życiem związanych, niemniej stworzenie racyonalnego typu szkoły średniej żeńskiej;

6) położenie większego niż dotąd nacisku na zadania wychowawcze szkoły, a w szczególności na potrzebę fizycznego wzmocnienia młodzieży obu płci, wyrabiania samodzielnych charakterów i kształcenia tych zalet umysłowych i moralnych, które są konieczne do wszechstronnego podniesienia sił narodu.

C. Zabezpieczenie interesów narodowych polskich w dziedzinie szkolnictwa pociąga za sobą następujące postulaty:

1) utrzymanie polskiego charakteru wszystkich obecnych wyższych, średnich i niższych zakładów naukowych polskich;

2) pomnożenie szkół ludowych polskich stosownie do liczby, zamożności i większych potrzeb kulturalnych ludności polskiej;

3) usunięcie stanowczego wpływu gminy na język wykładowy szkół ludowych, nie utrzymywanych wyłącznie lub przeważnie kosztem gminy;

4) obowiązkowe tworzenie szkół ludowych kosztem funduszu krajowego, przy współudziale stron interesowanych, dla mniejszości narodowych wszędzie tam, gdzie w promieniu jednej godziny drogi znajduje się według przecięcia z ostatnich lat 5 przynajmniej 40 dzieci, oddalonych więcej niż o 4 kilometry od najbliższej szkoły z ich ojczystym językiem wykładowym;

5) uwzględnienie w polskich książkach do czytania dla szkół ludowych geografii i historyi Polski przynajmniej w tej mierze, w jakiej ~~obecnie~~ uwzględniona jest geografia i historya Austryi;

6) ustawodawcze unormowanie utrakwizmu językowego w seminaryach nauczycielskich i ograniczenie go do koniecznego minimum;

7) uczynienie nauki języka i literatury polskiej, przez liczniejszych niż dotąd zawodowo w tym kierunku wykształconych nauczycieli udzielanej, głównym przedmiotem i ośrodkiem całego wykształcenia szkolnego;

8) uwzględnienie w nauce literatury polskiej całokształtu dziejów cywilizacyi polskiej, uwydatnienie w niej przedewszystkiem jasnych i potężnych chwil duchowej historyi narodu, położenie nacisku na dzieła wielkich statystów i reformatorów politycznych polskich, wreszcie uwzględnienie literatury najnowszej zarówno poetyckiej jak prozaicznej;

9) rozszerzenie rozmiarów nauki historyi polskiej, uznanie tej nauki za przedmiot obowiązkowy, uczynienie jej podstawą i punktem wyjścia całej nauki historyi powszechnej i rozszerzenie jej na dzieje porozbiorowe;

10) szersze niż dotąd uwzględnienie geografii fizycznej i politycznej ziem polskich i zaznajamianie uczniów z współczesnym stanem kulturalnym i ekonomicznym całego społeczeństwa polskiego conajmniej w tej mierze, w jakiej dziś traktowaną jest geografia i statystyka monarchii austryacko-węgierskiej;

11) pomnożenie na uniwersytetach galicyjskich katedr i seminaryów, zwłaszcza sprawom polskim poświęconych, i wyposażenie tych uniwersytetów we wszystkich gałęziach wiedzy we wszelkie środki naukowe, mogące podnieść ich siłę atrakcyjną dla młodzieży polskiej innych dzielnic.

VI. Sprawy społeczne i ekonomiczne.

Zadania społeczne i ekonomiczne stronnictwa obejmują podniesienie ekonomiczne kraju i poprawę ekonomicznego położenia warstw ludowych w duchu naczelnych zasad niniejszego programu. W tym celu stara się stronnictwo:

1) o uchylenie wszelkich nadużyć fiskalnych i o reformę podatkową uwzględniającą szczególne warunki ekonomiczne i stosunki społeczne naszego kraju, a mianowicie o zniżenie podatku domowego i zarobkowego, należytości prawnych i cen soli, zniesienie loteryi liczbowej, reformę należytości prawnych w duchu racyonalnych zasad nauki skarbowej, zmniejszenie formalności stemplowych i wogóle formalizmu w postępowaniu skarbowem, o nałożenie na skarb państwa obowiązku uiszczania odsetek zwłoki od pobranych niesłusznie podatków, zwiększenie wpływu czynników obywatelskich na wymiar i wybieranie podatków bezpośrednich, wreszcie wzmocnienie ochrony prawnej na polu skarbowem przez wskazaną wyżej reformę trybunału administracyjnego;

2) o podniesienie rolnictwa i szczególnie gorliwe uwzględnienie potrzeb włościaństwa, a mianowicie o rozwinięcie wśród włościan z pomocą państwa i kraju wiedzy rolniczej, o podniesienie wytwórczości ziemi i zarobku z wszystkich gałęzi gospodarstwa wiejskiego (ogrodnictwo, chów bydła, mleczarstwo, rybołostwo, przemysł domowy i t. d.), o jaknajrychlejsze przeprowadzenie ustaw o regulacyi rzek i o komasacyi, o wzmocnienie polskiego stanu włościańskiego przez systematyczną i racyonalną parcelacyę, a zwłaszcza o usunięcie prawnych i fiskalnych utrudnień parcelacyi i należytą organizacyę kredytu parcelacyjnego i pomocy technicznej, o ułatwienie i popieranie melioracyi rolnych i należytą organizacyę kredytu rolniczego dla drobnej własności ziemskiej, o rewizyę ksiąg gruntowych, reorganizacyę ewidencyi katastralnej i reformę prawa i postępowania spadkowego, któraby nie ograniczając swobody rozporządzania własnością ziemską, zapobiegła przymusowemu niejednokrotnie podziałowi ziemi, o umożliwienie tworzenia włości rentowych, o przymusową krajową asekuracyę od ognia, o wydanie krajowej ustawy lasowej w celu skuteczniejszej i bardziej racyonalnej niż dotąd ochrony lasów, o zapewnienie należytego zagospodarowania lasów i pastwisk gminnych, o zmianę szkodliwych społecznie postanowień ustawy łowieckiej, o zniesienie wszelkich myt i szarwarków drogowych, wreszcie o wydanie nowożytnej ustawy wychodźczej, uwzględniającej wszechstronnie narodową i społeczną doniosłość emigracyi i zapewniającej wychodźcom skuteczną

opiekę państwa przed wyjazdem, w drodze, na nowem miejscu pobytu i po powrocie do kraju;

3) o uprzemysłowienie kraju, a mianowicie zarówno o wzmocnienie rodzimego przemysłu domowego i rękodzieła, jakoteż o stworzenie warunków dla powstania i rozwoju przemysłu fabrycznego przez skierowanie produkcyi krajowej na przedmioty, mające zbyt masowy wśród warstw ludowych i przez należytą organizacyę tego zbytu, przez ułatwienie zawiązywania spółek i stowarzyszeń dla zakupna materyałów i zbytu wytworów, przez wywalczenie dla produkcyi krajowej wszelkich dostaw publicznych i rozpowszechnienie w kraju zamiłowania do wyrobów krajowych, przez zdobycie dla produkcyi swojskiej odpowiednich taryf kolejowych i celnych i ochrony w traktatach państwowych, uwolnienie nowych fabryk od wszelkich podatków, zorganizowanie systematycznej pomocy kraju i instytucyi krajowych, usunięcie nadużyć i niechęci organów publicznych, upaństwowienie najważniejszych linii kolejowych i spieszne wykonanie oraz rozszerzenie ustawy o drogach wodnych;

4) o należyte wykonanie i rozszerzenie ustawodawstwa socyalnego, a mianowicie o publiczne zabezpieczenie pracowników fizycznych i umysłowych, zarówno zawisłych jak samoistnych, na wypadek starości, niezdolności do pracy, choroby, śmierci i niezawinionego braku zarobku, o spieszne wprowadzenie w życie ustawy o publicznych biurach pośrednictwa pracy, o ustanowienie izb pojednawczych, ochronę zdrowia i sił ludu przez ścisłe przeprowadzenie przepisów o ochronie pracy w przemyśle i górnictwie, zwłaszcza w przedsiębiorstwach publicznych lub funduszami publicznymi popieranych, o ułatwienie budowy tanich i zdrowych mieszkań dla robotników i popieranie stowarzyszeń spożywczych i organizacyi zawodowych;

5) szczególny nacisk położy stronnictwo na faktyczne wprowadzenie w życie wielu pożytecznych ustaw, będących dotychczas na papierze, i na kontrolę działalności organów publicznych, tak państwowych jak samorządnych.

VII. Zwiększenie wpływu Polaków na politykę państwa.

Wskutek zawisłości prawnej i politycznej naszego kraju od państwa zależnem jest przeprowadzenie wszystkich powyższych zadań od parlamentu centralnego, który uchwala ustawy państwowe, i od rządu centralnego, który przedkłada ustawy krajowe do sankcyi cesarskiej, mianuje lub proponuje urzędników krajowych i wogóle jest doradcą korony we wszystkich sprawach politycznych. Zawisłość ta nie ustanie całkowicie nawet po zdobyciu dla naszego kraju jaknajszerszej samodzielności prawno-państwowej, gdyż nawet wówczas cały szereg spraw politycznych pozostanie wspólnym naszemu krajowi z resztą państwa, a także i w innych sprawach nie straci państwo nawet wówczas możności szkodliwego oddziaływania na nasze interesy narodowe i ekonomiczne; co najważniejsza zaś, nawet wówczas koniecznem będzie utrzy-

manie i zwiększenie wpływu Polaków na politykę zewnętrzną monarchii. Bez uszczerbku więc dla swego dążenia do samodzielności prawno-państwowej kraju, przeciwnie właśnie w celu zdobycia tej samodzielności i w celu wszechstronnej obrony interesów narodowych polskich, dąży stronnictwo do zwiększenia i utrwalenia wpływu Polaków na politykę i rządy państwa i do wyzyskania tego wpływu w duchu naszych interesów narodowych, które zresztą z należycie pojętym interesem monarchii nie są sprzeczne. W tym celu dąży stronnictwo:

a) do ustawodawczego pomnożenia liczby posłów galicyjskich w parlamencie centralnym, która obecnie w stosunku do liczby ludności kraju jest krzywdząco małą;

b) do utrzymania solidarności reprezentacyi polskiej we Wiedniu i do rozszerzenia tej solidarności na wszystkich posłów polskich;

c) do wewnętrznego wzmocnienia tej reprezentacyi przez wprowadzenie do niej zastępu niezawisłych pod każdym względem zwolenników śmiałej polityki narodowej i przez oparcie wyborów posłów polskich w okręgach pod względem narodowym zagrożonych na silnej organizacyi społeczeństwa polskiego, nie zaś na poparciu z góry lub na nadużyciach wyborczych, osłabiających stanowisko posłów wobec rządu i kraju;

d) do pełnego urzeczywistnienia odpowiedzialności politycznej Koła polskiego wiedeńskiego przed Kołem sejmowem zapomocą stałych zebrań Koła sejmowego dla dyskusyi nad polityką wiedeńską;

e) do odpowiedniego ludności kraju pomnożenia liczby wyższych i niższych urzędników Polaków, zawdzięczających swe powołanie nie zabiegom osobistym, lecz wybitnym zdolnościom, we wszystkich urzędach i władzach centralnych.

Nakładem Komitetu. — Z drukarni „Słowa Polskiego“ we Lwowie, pod zarządem J. Ziembińskiego.

[illegible]

Zasady organizacyi Stronnictwa demokratyczno-narodowego

uchwalone przez II. Zjazd zwyczajny w dniu 9 grudnia 1905 r.

§ 1. Członkiem Stronnictwa demokratyczno-narodowego może być każdy Polak, który formalnie oświadczy, że 1) godzi się na program stronnictwa; 2) będzie stosował się ściśle w swej działalności publicznej do wskazań taktycznych zarządu stronnictwa; 3) obowiązuje się płacić na cele stronnictwa stałą wkładkę roczną i zostanie przyjętym przez Komitet miejscowy, lub w braku jego przez męża zaufania.

Stała wkładka roczna wynosi 10% podatku osobisto dochodowego, najmniej jednak 1 Kor.

Członek Stronnictwa może tylko za zezwoleniem Komitetu głównego należeć do innych organizacyj politycznych.

§ 2. Organizacya Stronnictwa demokratyczno-narodowego opiera się na mężach zaufania, których mianuje zarząd stronnictwa, dając im odpowiednie legitymacye.

Takich mężów zaufania powinno mieć stronnictwo w każdym powiecie sądowym, przynajmniej zaś po jednym w każdym powiecie politycznym i w każdem większem mieście.

§ 3. Zadaniem mężów zaufania jest przedewszystkiem: jednanie nowych członków stronnictwa i w miarę wzrostu ich liczby tworzenie kół i komitetów; prowadzenie agitacyi w duchu programu stronnictwa; zdawanie sprawy Komitetowi głównemu ze swych czynności i w ogóle z biegu życia publicznego w powierzonym mężowi zaufania okręgu; wykonywanie szczególnych poleceń Komitetu główn. i ściąganie wkładek.

§ 4. Jednostką terytoryalną organizacyi jest powiat polityczny.

§ 5. Jeżeli liczba członków w powiecie dojdzie do 20, powinni oni wybrać na ogólnem zebraniu członków *Komitet powiatowy*, złożony z 3, 6 lub 9 osób, w którego skład wchodzić muszą, o ile nie są wybrani, mężowie zaufania, z których jednego Komitet główny mianuje swym komisarzem. Komisarz ma prawo w wypadkach ważnych (zasadniczych) odwołać się do Komitetu głównego S. D. N., wstrzymując temsamem uchwałę do czasu rozstrzy-

gnięcia przez Komitet główny, najdalej jednak do dni 8. V

§ 6. Corocznie ustępuje z Komitetu (w pierwszych latach przez losowanie, następnie z kolei) $^{1}/_{3}$ członków. Mogą być ponownie wybrani na ogólnem zebraniu członków, które powinno się odbywać w każdym powiecie przynajmniej raz w roku.

§ 7. We Lwowie i Krakowie powinny być utworzone odrębne Komitety miejskie, na tych zasadach i z tym samym zakresem działania, co Komitety powiatowe.

§ 8. W każdej miejscowości, gdzie znajduje się większa liczba członków, stanowią oni Koło demokratyczno-narodowe. Jeżeli liczba członków Koła przewyższa 10, mogą oni wybrać Komitet miejscowy stronnictwa demokratyczno-narodowego, złożony z 3 członków, a podległy Komitetowi powiatowemu.

Liczniejsze Koła miejscowe mogą się dzielić na mniejsze grupy, podlegające Komitetowi miejscowemu.

§ 9. Każde Koło może być jawnem lub poufnem i przeprowadza swoją organizacyę stosownie do potrzeb i warunków miejscowych.

§ 10. Zadaniem Komitetów powiatowych, miejskich i miejscowych, oraz Kół demokratyczno-narodowych jest wogóle urzeczywistnianie programu stronnictwa na gruncie miejscowym przez:

a) czynną i planową pracę w istniejących stowarzyszeniach o celach, pokrewnych dążeniom stronnictwa i prowadzenie ich w kierunku wskazanym;

b) zakładanie wśród ludu polskiego oddziałów istniejących już towarzystw, a mianowicie: Kółek rolniczych, burs włościańskich, kas Raiffeisenowskich, kół Tow. Szkoły ludowej, gniazd sokolich, Gwiazd, ochotniczych straży ogniowych i t. p.;

c) zakładanie nowych towarzystw, instytucyj, komitetów i t. p., o ile cele organizacyi wymagać tego będą;

d) oddziaływanie na opinię wszelkiemi dostępnemi drogami (prasa, wiece, odczyty, przemówienia, propaganda osobista);

e) popieranie prasy demokratyczno-narodowej i odpowiednich wydawnictw;

f) prowadzenie akcyi wyborczej do ciał autonomicznych, Sejmu i Rady państwa;

g) wogóle podawanie inicyatywy w kie-

runku swych dążeń i przeprowadzenie ich siłami zorganizowanemi.

§ 12. Delegaci Komitetów powiatowych i miejskich, względnie mężowie zaufania z tych powiatów, w których organizacya nie została jeszcze przeprowadzoną, zbierają się co rok na zwyczajny zjazd stronnictwa.

Każdy komitet powiatowy i miejski wybiera jednego delegata: jeżeli liczba członków w danym okręgu przewyższa 50, wybiera dwóch, a na każde dalsze pięćdziesiąt członków — jednego.

§ 12. Zjazd załatwia wszystkie sprawy, związane z dalszym rozwojem i sprawnem działaniem stronnictwa; uzupełnia program i o ile się pokaże potrzeba, organizacyę stronnictwa; wybiera zarząd stronnictwa pod nazwą Komitetu głównego i daje mu ogólną dyrektywą polityczną, zgodnie z którą Komitet główny samodzielnie czynności swe ma wykonywać; wysłuchuje sprawozdania i przeprowadza dyskusyę nad niem.

§ 14. W zjeździe oprócz delegatów, względnie mężów zaufania, biorą udział członkowie Komitetu głównego, redaktorowie pism demokratyczno-narodowych i posłowie de-

mokratyczno-narodowi, o ile nie są delegatami, z głosem stanowczym.

§ 14. Komitet główny ma prawo powoływać na zjazd, w liczbie jednak najwyżej 20, w charakterze mężów zaufania, członków stronnictwa, nie będących delegatami.

§ 15. W wypadkach nagłych i ważnych, wymagających szybkiego i solidarnego działania całego stronnictwa, Komitet główny zwołać może zjazd nadzwyczajny.

§ 16. Zjazd wybiera na lat 3 Komitet główny stronnictwa, złożony z 15 osób, z których przynajmniej 8 powinno mieszkać we Lwowie, jako siedzibie Komitetu głównego. Komitet główny może sam uzupełnić się, nie więcej jednak jak o 3 członków i nie na czas dłuższy jak do najbliższego zjazdu; ponowne powołanie ich zależy od decyzyi zjazdu.

§ 17. Komitet główny:

a) sprawuje naczelną władzę org. i adm.

b) prowadzi politykę zgodnie z dyrektywą zjazdu delegatów,

c) czuwa nad jednolitością ogólnego kierunku w S. D. N.,

d) wydaje w imieniu całego stronnictwa odezwy i komunikaty,

e) kontroluje prasę,

f) preliminuje budżet stronnictwa,

g) zdaje sprawę z działalności i funduszów,

h) prowadzi biuro pod nadzorem prezydyum, które załatwia wszelkie czynności Komitetu głównego,

i) utrzymuje związek z organizacyami prowincyonalnemi,

k) sprawuje ogólne kierownictwo akcyi wyborczej i zatwierdza kandydatów na posłów sejmowych, jakoteż do parlamentu,

l) orzeka o wyłączeniu ze stronnictwa członków, większością $^2/_3$ głosów obecnych i to orzeczenie swoje, należycie uzasadnione, doręcza wyłączonemu, któremu służy prawo odwołania się do zjazdu.

§ 18. Co rok ustępuje $^1/_3$ część członków Komitetu głównego, których w dwóch pierwszych latach wskaże los, w następnych kolej; ustępujący mogą być jednak ponownie wybrani.

§. 19. W obradach Komitetu głównego mają prawo brać udział z prawem głosu doradczego wszyscy do stronnictwa należący posłowie do Sejmu i Rady państwa, chociażby nie byli przez zjazd wybrani,

oraz redaktorowie pism, uznanych przez Komitet główny za organy stronnictwa.

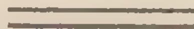
Muszą oni być zawiadamiani o każdem posiedzeniu Komitetu głównego.

§. 20. Komitet główny wybiera sobie przewodniczącego, 2 zastępców tegoż, skarbnika i sekretarza, którzy tworzą komisyę wykonawczą i prowadzą sprawy przez Komitet główny im powierzone.

§ 21. Organizacya wyborcza stronnictwa opiera się na Komitetach powiatowych i miejskich oraz miejscowych.

§ 22. Dla celów organizacyi wyborczej może Komitet główny tworzyć na czas wyborów Komitety wyborcze okręgowe, złożone z delegatów powiatowych i miejskich, z zakresem działania, obejmującym większe okręgi wyborcze, n. p. okręgi III., IV. i V. kuryi przy wyborach do Rady państwa i t. p.

§ 23. W miarę rozwoju stronnictwa organizacya okręgowa może się przekształcić w stałą, z komitetami okręgowymi, corocznymi zjazdami delegatów każdego okręgu i t. p.



15416 06. Z Drukarni Słowa Polskiego we Lwowie.

Nr. 114. Rok XI. Lwów piątek 9 marca 1906. **Wydanie popołudniowe**

Ceny prenumeraty.

We Lwowie: miesięcznie 2 Kor., za codzienną dwukrotną dostawę do domu dopłaca się 60 halerzy.

Z przesyłką poczt. w kraju i monarchii:

miesięcz. 2 K. 50 h. | z 2-krot. 3 K. — h.
kwartal. 7 K. 50 h. | wysyłką 9 K. — h.
rocznie 30 K. — h. | pocztow. 36 K. — h.

W Niemczech: miesięcznie 4 Kor.
W innych państwach Związku pocztowego miesięcznie 5 Koron.
Zmiana adresu pocztowego 40 hal.
Redakcya, Administracya, Drukarnia Lwów, ulica Chorążczyzny 17—19.

Słowo Polskie

wychodzi 2 razy dziennie

Ceny ogłoszeń.

Ogłoszenia (inseraty) za 1 wiersz petitowy lub jego miejsce 20 hal.
Nadesłane za wiersz petitowy lub jego miejsce 80 halerzy.
Nekrologia za wiersz petit. 60 hal.
Doniesienia o ślubach, zaręczynach i t. p. wiadomości po 1 Kor. za wiersz.
Drobne ogłoszenia za wyraz 6 h. najmniej 60 halerzy. Wyrazy grubszem pismem liczą się podwójnie.

Ceny oddzielnych numerów:
Nr. popołudn. 6 h. z przesyłką 10 h.
Nr. poranny 4 h. z przesyłką 6 h.
Drobnych rękopisów nie zwraca się.

Rękopisy i listy w sprawach redakcyjnych należy adresować do: **Redakcyi Słowa Polskiego we Lwowie.** — Listy w sprawach przedpłaty i odbioru pisma, ogłoszenia i reklamacye uprasza się nadsyłać pod adresem: **Administracya Słowa Polskiego we Lwowie.** — **Adres dla telegramów: Słowo Lwów.** — Nr. telefonu Redakcyi 541, Administracyi 740.

Wydawca: inżynier WACŁAW WOLSKI. **Redaktor naczelny: ZYGMUNT WASILEWSKI.**

Uwagi

co do najodpowiedniejszego dla okręgów wyborczych wiejskich w Galicyi systemu proporcyonalnego.

Racyonalny system wyborów proporcyonalnych powinien czynić zadość następującym wymogom: a) powinien odpowiadać zupełnie wymogom teoryi z jednej, właściwościom rozwoju kulturalnego i politycznego kraju z drugiej strony, b) powinien być oczywiście słusznym, nie stwarzać żadnych sztucznych przywilejów a mimo to zabezpieczać w zupełności interes narodowy, c) zmniejszać walkę między poszczególnemi stronnictwami i narodowościami.

Przypuszczam, że po długiem i mozolnem szukaniu udało mi się skonstruować system, odpowiadający w zupełności powyższym wymogom. Ponieważ system ten opiera się o belgijski system wyborów proporcyonalnych, system ten zaś jest uznany przez teoryę powszechnie za najdoskonalszy i najpostępowszy, przedstawię naprzód w krótkości system belgijski. Tym, którzyby bliżej system ten pragnęli poznać, polecam rozprawę prof. Rostworowskiego, umieszczoną w krakowskiem „Czasopiśmie prawniczem i ekonomicznem" Rocznik III, 1902, str. 220 i nast. Z rozprawy tej sam dużo skorzystałem.

Proporcyonalność według systemu belgijskiego.

Pierwszą zasadą systemu belgijskiego, jak zresztą każdego systemu proporcyonalnego, jest, iż wyborcy wolno głosować tylko na kandydatów, zgłoszonych należycie u władzy wyborczej. Każde stronnictwo musi więc przed wyborami swych kandydatów u władzy wyborczej zgłosić. Zgłoszenie, ażeby być ważnem musi 1) być podpisanem przez kand[illegible] przynajmniej 100 wyborców danego okręgu 2) musi być wniesionem nie później jak na 15 dni przed dniem wyborów u władzy wyborczej. Każde stronnictwo może zgłosić tylu kandydatów, ilu posłów dany okręg wybiera, albo też mniej. Kandydaci tego samego stronnictwa tworzą razem jedną listę. Ustawa nie pozwala, a to pod grozą kar, oznaczonych w art. 254, 256 i 215 kodeksu wyborczego, ażeby jeden i ten sam kandydat figurował na różnych listach. (Gdyby to się zdarzyło, wykreślonym on zostaje ze wszystkich list zgłoszonych), tak samo nie wolno jednemu wyborcy popierać swym podpisem dwóch lub więcej list podczas tych samych wyborów. — Wszystkie zgłoszone ważne listy kandydatów zostaną po upływie terminu zgłoszenia plakatami ogłoszone. Każda lista otrzymuje przytem pewny numer porządkowy i numer ten służy w danym okręgu za etykietę polityczną. Los rozstrzyga o porządku numerowym list.

Drugą zasadą systemu belgijskiego jest, iż wyborcy wolno głosować tylko na urzędowej kartce głosowania, na której są wydrukowani kandydaci wszystkich ważnie zgłoszonych list. Wyborca zjawia się przed komisyą wyborczą, okazuje swoją legitymacyę i otrzymuje od przewodniczącego komisyi urzędową kartę głosowania. Wyborca bierze kartę i udaje się do odosobnionego miejsca, gdzie go nikt podpatrzyć nie może i wypełnia tam kartę głosowania. Zewnętrzny wygląd karty jest następujący:

Karta głosowania w Belgii, okręg sześciomandatowy:

Nr. 1.	○	Nr. 2.	○	Nr. 3.	○
Carlyle	○	Smith	○	Marx	○
Kingsley	○	Ricardo	○	Engels	○
Ketteler	○	Brentano	○	Jaurés	○
de Mun	○	Cobden	○	Bebel	○
Le Play	○				
Decurtins	○				

Przypuszczamy, iż okręg, o który w danym wypadku chodzi, ma wybierać 6 posłów. Do walki występują, przypuśćmy, trzy stronnictwa, konserwatywne, li[illegible] zgłosiło sześciu kandydatów, nazwy ich: Carlyle, Kingsley, Ketteler, de Mun, Le Pluy, Decurtins. Lista konserwatywna otrzymała w losowaniu numer pierwszy i dlatego pówyżej wydrukowano ją na karte głosowania pod numerem pierwszym. Lista liberalna otrzymała numur drugi, dlatego wydrukowano jej kandydatów (Smith, Ricardo, Brentano, Cobden) na drugiem miejscu, lista socyalistyczna zaś (Marx, Engel, Jaurés i Bebel) występuje pod numerem trzecim. Bardzo ważnem jest, w jakiej kolei poszczególni kandydaci stronnictw są wymienieni. Każde stronnictwo pragnie oczywiście, aby wybrano wszystkich jego kandydatów, jeżeli jednak stronnictwu przypadnie w głosowaniu mniej mandatów, to stronnictwo pragnie, aby przedewszystkiem był wybranym kandydat, wymieniony na liście na pierwszem miejscu, następnie kandydat wymieniony na drugiem miejscu i t. d.

Trzecią zasadą systemu belgijskiego jest, iż każdy wyborca ma tylko jeden głos. Głos ten może wyborca oddać albo na listę, której jest adherentem, albo też na jednego ze zgłoszonych ważnie kandydatów. Jeżeli pragnie głosować na listę jako taką, czyni ołówkiem znak nad listą, której jest zwolennikiem, — znak, polegający na zaczernieniu kółeczka w środku czworoboku, na czele listy pod numerem umieszczonego. Znaczy to, iż głosuje na kandydatów listy w takim porządku, w jakim ich na karcie umieszczono, a więc przedewszystkiem (przypuszczając, iż dany wyborca głosuje na konserwatystów) na Carlyle'a, gdyby ten miał dosyć głosów, na Kingsley'a itd. Głosy, które oddano na listę, jako taką, nazywamy głosami ogólnymi. Wyborcy wolno jednak także głosować na jednego z kandydatów, ważnie zgłoszych, i w takim razie zaczernia ołówkiem białe kółeczko w środku kwadratu, umieszczonego obok nazwiska danego kandydata. Jeżeli wyborca w ten sposób głosuje, to oświadcza tem, 1) iż przyznaje się wprawdzie do stronnictwa, które danego kandydata postawiło, ale 2) pragnie przedewszystkiem, aby był wybranym kandydat jemu miły. Takie głosy nazywają się głosami zindywidualizowanymi.

Ustawa belgijska przeprowadza z całą ścisłością zasadę, iż każdy wyborca ma tylko jeden głos. Jeżeli więc wyborca głosuje na listę jako taką (t. j. zaczernia kółeczko na czele listy), nie może już głosować indywidualnie na jakiegoś kandydata, t. j. nie może zaczernić żadnego kółeczka umieszczonego obok nazwisk kandydatów. Wyborca, który głosuje indywidualnie na pewnego kandydata, nie może już głosować indywidualnie na drugiego itd. Z zasady tej wynika dalej, iż wyborca może najwyżej zaczernić jedno kółeczko. Karty, na których zaczerniono dwa lub więcej kółeczek, sa oczywiście nieważne.

Czwartą zasadą systemu belgijskiego jest podział skrutynium na dwa stadya:

1. Przedewszystkiem należy oznaczyć, ile mandatów zdobyło w głosowaniu każde stronnictwo, a następnie należy rozstrzygnąć, którzy z kandydatów zgłoszonych zostali wybrani.

Rozdział mandatów między poszczególne listy (stronnictwa) następuje ściśle proporcyonalnie według liczby głosów jaką dana lista otrzymała. By oznaczyć zaś, ile głosów każda lista zdobyła, zlicza się razem wszystkie głosy ogólne i zindywidualizowane danej listy.

Wychowawcze zadania ogółu.

Ciąg dalszy.

Zaznaczono, iż „rozsądniej stanie się, gdy czas do nabywania bardziej ciekawych, niźli potrzebnych wiadomości wyznaczony, będzie zużytym na ciała zmocnienie, ukształtowanie i zręcznienie".

Jan Śniadecki w swej mowie inauguracyjnej tak oto w jednem słowie jądro nowego wychowania określał: „Człowiek, będąc właścicielem wszystkich skutków przyrodzenia uczyć ich się najtroskliwiej powinien, aby poznawszy ich związki z sobą, mógł ich na swoją potrzebę i swobodę użyć".

Prawdziwie, czytając te cytaty, które mają dziś po lat sto z okładem — czytelnik, gdyby nie ich stara polszczyzna mógłby myśleć, że to poglądy reformatorów dzisiejszej „nowej szkoły", że to może słowo wstępne do programów słynnych kollegiów z Eten Harrow lub Abbotsholm, że to zdanie z mów Ernesta Lavisse lub z książek Demolins'a!

Pragnąłem tylko przypomnieć, jak proroczo w przyszłość sięgały umysły mężów takich jak Śniadeccy, Potocki Ignacy, Piramowicz, Staszic, Kołłątaj, Poczobutt, Konarski i jaka jedność myśli wiąże po przez wieki wszelką naprawę rzeczy pospolitej „sub specie aeternitatis" poczętą.

I prawdziwie zrozumiejmy, że myśl mądra do głębi nie może płodzić bezdusznych nowinek i dziwolągów, lecz w każdym stuleciu musi koło tych samych żywotnych założeń bytu zabiegać.

Jakież bowiem było cierpienie dawnego systemu wychowawczego, z którym walczyła nasza komisya edukacyjna i obecnego, z którym dziś walczy oświecona ludzkość?

Oto oba produkowały konwencyonalną a nie rzeczywistą wiedzę — oba wykolejały raczej, nie zaś przysposabiały ludzi — oba przez gradusy i dyplomy wiodły do posad nie do zawodów — oba stały w sprzeczności z odnośnym tokiem życia. Tam i tu reformatorowie upominali się o żywą treść w szkole, tam i tu obierali za punkt wyjścia użyteczność wiedzy szkolnej, za cel zaś — człowieka samodzielnego. Nie wchodzimy tu, rzecz prosta, w rozbiór metod nauczania w pojmowaniu stosunku nauczyciela i ucznia, choć znaleźlibyśmy we wszystkiem tę samą krzepką, mądrą myśl przewodnią.

Nie, „człowiek samodzielny" nie jest utopią: człowiek ten żył zawsze w geniuszu jasnowidzących drogi ludzkości — człowiek ten szedł zawsze wszystkiemi szlakami pracy twórczej — człowiek ten stanowi i dzisiaj „dzielne jądro swych uprzywilejowanych niezachwianą niczem w dziejach swobodą społeczeństwach, jak Anglicy.

Bo „człowiek samodzielny" to przedewszystkiem człowiek dzielny, t. j. do działania pochopny i zaprawiony. Człowiek, który nie cofa się przed inicyatywą życia i sam raczej powołanie stwarza, nie zaś je od społeczności przyjmuje. Jest to więc człowiek znający życie, wyćwiczony w pracy i uposażony w wiedzę praktyczną.

Człowiek na wstępie do życia nie zgrzybiały, ale młody, nie zalękniony, lecz odważny, nie sztywny, w poczuciu swego stopnia, swej „kasty" dyplomem zawarowanej, lecz owszem, giętki młodością i sprawnością: bo pierwszej mu szkoła nie odebrała, drugą w nim wyrobiła.

Istnieje więc i system wychowawczy — bodaj przybliżony do ideału — który młodzież taką kształci.

Tu może niejeden ojciec troskliwy o los syna, a nawet o „koszty" nie dbający, chciałby odrazu dostać adres takiej szkoły i syna tam posłać — bodaj za Atlantyk.

Niestety: takiej szkoły dla Polaka niema poza — Polską.

IV.

Nie chcę tu świecić paradoksami. Po prostu więc z góry zaznaczę, że żadna najwzorowsza szkoła — kwestyi szkolnej nie rozwiązuje.

Nie o samą szkołę, jak zaznaczyłem na wstępie, lecz o cały system wychowawczy, lub lepiej jeszcze o całokształt wpływów wychowawczych nam chodzić powinno.

Szkoła jest tu tylko jednym z czynników, potężnym zapewne, lecz nie jedynym i kto wie czy najważniejszym? A i tak nawet — nie każda fabryka dyplomów jest szkołą.

Po za szkołą — istnieją inne instytucye wychowawcze niezmiernej doniosłości. Do nich w pierwszym rzędzie zaliczyć należy wpływ kształtujący środowisk życiowych takich, jak rolnictwo, przemysł, rzemiosło, handel. Tu, w postaci praktykantów kształci się ogromna większość młodzieży każdego społeczeństwa. I jeżeli poziom tych środowisk jest wysoki, jeżeli ich dzielność własna jest wielka — to i wpływ, który wywierają, będzie bardzo znaczny.

Poważny Dom handlowy, fabryka dobrze prowadzona, wzorowy folwark, warsztat biegłego majstra — to najświetniejsze szkoły specyalne. O tem społeczność cała winna pamiętać i czuwać nad tem winna przynajmniej tyleż co nad szkołą właściwą. — Dalej, rozwój ogólny techniczno-kulturalnej pracy w społeczeństwie musi z konieczności wpływać na rozwój szkolnictwa. W interesie własnym przedsiębiorcy wpływają na prawodawstwo w kierunku tworzenia odpowiednich szkół, szkół potrzebnych dla danej gałęzi wytwórczości. Łożą sami na szkoły fachowe, popierają odpowiednią inicyatywę, fundują stypendya, wysyłają za granicę i t. p. W interesie również gospodarki krajowej leży, by ogół pracowników stał na pewnym poziomie rozgarnięcia umysłowego. To nie filantropia, lecz interes.

W kraju wreszcie, gdzie wiedza techiczna sięgnęła wysoko w praktyce —, musi obudzić się i ruch ogólno

I tak przypuśćmy, iż w przykładzie powyżej przytoczonym głosowało ważnie 181.736 wyborców.

Z tego głosowało na stronnictwo Nr.:

	Nr. 1.		Nr. 2.		Nr. 3.
na listę jako taką	30.000	na listę jako taką	49.389	na listę jako taką	2.383
a to indywidualnie zaś na: Carlyle	9.964	Smith	2.500	Marx	12.000
Kingsley	9.000	Ricardo	1.000	Engels	8.000
Ketteler	7.500	Brentano	5.000	Jaurès	4.000
de Mun	15.000	Cobden	1.500	Bebel	6.000
Le Play	10.000				
Decurtins	8.500				
Razem więc	89.964	Razem.	59.389	Razem	32.383

Konserwatywni zdobyli więc 89.964 głosów, lista liberalna 59.389, socyalistyczna 32.383.

Aby oznaczyć teraz, ile mandantów należy każdej z tych trzech list przyznać, piszemy cyfry głosów każdego stronnictwa obok siebie, począwszy od najwyższej do najniższej, następnie dzielimy cyfrę głosów otrzymanych przez stronnictwo najsilniejsze przez 2, 3, a w razie potrzeby przez 4, 5 i piszemy odnośne ilorazy pod tąż cyfrą, tak samo czynimy z cyframi głosów otrzymanych przez inne stronnictwa. Z otrzymanych w ten sposób cyfr, wybierzemy cyfry następujące po sobie według wielkości, dopóki tych cyfr nie będzie tyle, ile jest mandatów do rozdania. Każde stronnictwo otrzymuje tyle mandatów, ile cyfr wybrano z szeregu cyfr tegoż stronnictwa.

Ten sposób rozdziału mandatów, oznaczony systemem de Hondta i uznany obecnie przez teoryę za jedynie uzasadniony, wygląda bardzo skomplikowanie, jest jednak — jak każda rzecz doskonała — niesłychanie prostym. Przyzna to każdy, gdy dla przykładu obrachujemy, ile mandatów w naszym przykładzie każde ze stronnictw otrzymuje. Czynimy to w następującej tabelce:

		Nr. 1	Nr. 2	Nr. 3
Liczba głosów stronnictwa		1) 89.964	2) 59.389	4) 32.383
Dzieląc tę liczbę głosów przez	2	3) 44.982	6) **29.694**	16.191
	3	5) 29.988	19.796	10.794
	4	22.491		

Nic łatwiejszego, jak wyjaśnić słowami powyższą tabelkę: Najsilniejszem jest stronnictwo konserwatywne (Nr. 1), a więc musi otrzymać pierwszy mandat, co zaznaczamy, dopisując do cyfry głosów 89.964 liczbę 1). **Po stronnictwie konserwatywnem jest najsilniejsze stronnictwo liberalne (59.389). Gdyby konserwatyści byli zdobyli więcej niż dwa razy tyle głosów co liberalni, w takim razie należałoby im przyznać i drugi mandat, a to dlatego, ponieważ gdyby zwolennicy konserwatystów podzielili się na dwie grupy, to każda z tych grup byłaby jeszcze silniejszą od liberalnych. Podzielmy więc konserwatystów (89.964) na dwie grupy, każda będzie liczyła 44.982. Ponieważ liberalni zdobyli 59.389 głosów, więc należy im przyznać drugi mandat, co znów powyżej przy cyfrze 59.389 dopisujemy. Ponieważ połowa konserwatystów wynosi 44.983, a liczba wszystkich socyalistów tylko 32.383, więc trzeci mandat przypisujemy konserwatystom. Ponieważ dalej liczba wszystkich socyalistów jest wyższą od jednej trzeciej konserwatystów i połowy liberalnych, otrzymują socyaliści mandat czwarty.** W podobny sposób nie trudno oznaczyć, iż piąty mandat otrzymują znów konserwatyści, szósty i ostatni tutaj mandat zaś liberalni (patrz powyższa tabelka). W całości otrzymują więc konserwatyści mandat 1, 3 i 5, t. j. trzy mandaty, liberalni dwa mandaty (2 i 6), a socyaliści jeden mandat.

Iż podział ten jest zupełnie słusznym, wynika już z powyższych wywodów. Ktoby zaś pragnął jeszcze dalszych dowodów, ten może jeszcze kontrolować słuszność podziału za pomocą tak zwanego dzielnika wyborczego. Dzielnikiem wyborczym nazywamy cyfrę, stojącą przy ostatnim, t. j. w naszym wypadku przy szóstym mandacie. Cyfrą tą w powyższej tabelce tłustym drukiem wydrukowaną jest w naszym przykładzie **29.694**. **Cyfra ta mieści się w liczbie głosów konserwatywnych trzy razy, w liczbie głosów liberalnych dwa razy, w liczbie głosów socyalistycznych tylko raz,** a więc także z tego powodu jest rzeczą słuszną, aby konserwatyści otrzymali trzy, liberalni dwa, socyaliści jeden mandat.

Po podzieleniu cyfry mandatów między poszczególne stronnictwa oznacza się, którzy z kandydatów są wybrani posłami. Zasadą przytem jest, iż wybranymi są ci, którzy z kandydatów danej listy mają najwięcej głosów. Sposób obrachowania liczby głosów każdego kandydata jest jednak dość skomplikowany. Wystarczy tutaj, jeżeli przedstawimy sposób ten przykładowo, pytając się, którzy z kandydatów konserwatywnych są wybrani.

Z kandydatów konserwatywnych otrzymał najwięcej Carlyle, jest on bowiem pierwszym na liście i na jego korzyść liczy się więc owych 30.000 głosów, które padły na listę konserwatywną jako taką. Ponieważ Carlyle otrzymał także indywidualnie 9.964 głosy, wynosi ogólna cyfra jego głosów 39.964, Carlyle więc będzie wybrany jako pierwszy.

Ponieważ dzielnik wyborczy wynosi, jak powyżej zaznaczyliśmy 29.694, więc przyjmuje ustawa belgijska, iż Carlyle byłby wybranym także wtenczas, gdyby otrzymał tylko 29.694 głosów. Carlyle otrzymał więc 10.270 głosów więcej, nie potrzebował, te głosy więc liczy się na korzyść Kingsley'a, który po nim na liście następuje. Oprócz tych 10.270 głosów otrzymał Kingsley także głosów indywidualnych 9.000, ma więc w całości 19.270 głosów, t. j. więcej, niż inni kandydaci listy konserwatywnej. Kingsley jest więc wybrany jako drugi. Najwięcej w nim głosów miał de Mun (15.000), ten więc będzie wybrany jako trzeci. Ponieważ liście konserwatywnej przypadły trzy mandaty, są więc wybrani tylko Carlyle, Kingsley i de Mun. Podobnie może łatwo czytelnik wyrachować, iż z liberalnych będzie wybranym Smith i Ricardo, z socyalistów zaś Marx.

Tyle wystarczy, aby scharakteryzować system belgijski. System ten, przyjęty przez ustawę belgijską z r. 1899, uznaje teorya za najracyonalniejszy i za bezwzględnie słuszny. Nie trudno nam jednak udowodnić, iż dla Galicyi system ten — z powodu specyalnych warunków kraju — w formie powyżej przedstawionej, nie byłby odpowiednim. A to z czterech powodów: 1. System ten jest odpowiednim w kraju, w którym poszczególne stronnictwa polityczne są znakomicie zorganizowane, gdzie organizacya ta obejmuje masy ludności i gdzie karność partyjna jest wysoko rozwiniętą. Widzieliśmy, iż największe szanse być wybranymi posiadają ci kandydaci, których na liście umieszczono jako pierwszych, bardzo słabe szanse zaś mają kandydaci, umieszczeni jako ostatni. Wskutek tego decydują o wyborze nie tak wyborcy głosujący, jak główni menerzy stronnictwa, układający listę kandydatów i ustalający, w jakiej kolei poszczególni kandydaci po sobie na liście mają następować. W kraju o wysoko rozwiniętej organizacyi stronnictw, jest ten stosunek normalnym, u nas byłby on oczywiście zupełnie nie na miejscu.

2) System belgijski przeznaczony jest zapewnić odpowiednią reprezentacyę miejscowościom politycznym, nie zaś miejscowościom narodowym. Mężowie tego samego stronnictwa politycznego łatwo się z sobą porozumieją co do kolei, w jakiej mają być na liście umieszczeni, natomiast trudno o taką zgodę u należących do najróżniejszych stronnictw politycznych mężów jednej i tej samej narodowości. Bez takiej zgody zaś trudno zapewnić danej narodowości tyle mandatów, ile jej się na podstawie jej siły liczebnej wśród wyborców należy.

3) Sposób głosowania zapomocą zaczerniania odpowiednich kółek, jest dla chłopa galicyjskiego zbyt skomplikowanym.

4) Zbyt skomplikowanem jest nareszcie oznaczenie, który z kandydatów danej listy jest wybrany posłem.

Jeżeliby system belgijski chciano u nas zastosować, to trzebaby przedewszystkiem uchylić wyszczególnione jego strony ujemne i przystosować go w ten sposób do naszych stosunków. Czytelnik zobaczy, iż się to podpisanemu w zupełności udało, a to przez uskutecznienie jednej tylko zmiany. Wszystkie strony ujemne systemu belgijskiego wynikają z jednego źródła, z tego, iż wyborca ma głosować albo na listę jako taką, albo też indywidualnie na jednego kandydata z tejże listy. Otóż według mojego systemu wyborca miałby głosować tylko indywidualnie na jednego kandydata. Skutki tego głosowania byłyby jednak zupełnie takie same, jak w Belgii. Dany głos zindywidualizowany wyszedłby w pierwszym rzędzie na korzyść danego kandydata, równocześnie jednak wyszedłby także na korzyść wszystkich kandydatów z danym kandydatem skojarzonych, czyli, jak się wyrażam, skartelowanych, a jak mówi ustawa belgijska, umieszczonych na jednej liście.

(Dok. nast.) Dr. JÓZEF BUZEK.

---

kształcący, jak np. ruch usiwersytetów popularnych, samokształcenia; związków artystycznych, literackich i naukowych — w całej dzisiejszej Europie.

Otóż zadanie wychowawcze ogółu wobec tego bynajmniej nie ogranicza się posyłaniem dzieci „do szkoły“, nawet wzorowej, lecz wyrazić się musi w rozciągnięciu świadomej opieki nad całą tą wyżej określoną dziedziną wpływów wychowawczych.

Pragnąłbym być zrozumianym dokładnie. Jeżeli prawdą jest, że społeczeństwa mają rządy, na jakie zasługują, to o ileż namacalniejszym pewnikiem będzie ten, że społeczeństwa mają młodzież taką, jaką zdolne są wydawać, i odwrotnie potem „zawsze takie rzeczypospolite będą, jakie ich młodzieży wychowanie“ — jak mówi Jan Zamoyski. Gdy zaś mówimy „wychować“ — to rozumiemy (niestety) odrazu, że tu nie o szkołę chodzi.

Społeczeństwo całe jest wychowawczem środowiskiem dziecka. Od kolebki („będzie księdzem... będzie mecenasem... będzie jasnym panem“) aż do chwili „objęcia posady“ — społeczeństwo — a więc rodzina, znajomi, rówieśnicy — koncypują wraz z młodzieńcem jego przyszłość. Jest to pierwsza kategorya wpływów wychowawczych ogółu na jednostkę — suggestya zbiorowa.

Następnie — ogranicza naturalnym biegiem rzeczy zakres wychowawczy ten lub inny kompleks szkół. Trudno, by młodzieniec kończył te, których... niema. Tam więc, gdzie braki na tem polu są znaczne — znacznym też bardzo musi być stopień utajonego przymusu w wyborze zawodu, tj, zadatku na przyszłe zwichnięcie, wykolejenie i zniechęcenie.

Wreszcie jako trzecią i ostatecznie decydującą o przyszłości młodzieńca kategoryę wpływów, wskazać należy zakres i stopień ogólnej kultury kraju. Handel, przemysł, rolnictwo, jak wskazywaliśmy, kształtują w ten czy inny sposób znaczną część młodzieży.

Otóż właśnie: w ten, czy w inny sposób?

To zależy od poziomu techniki w tych dziedzinach, od ich poziomu etycznego, od żywotności kraju, od związku i stosunku tych dziedzin z odpowiedniemi sferami działania poza granicami kraju itd. itd...

Jak widzimy, już ten skrócony i pobieżny szemacik jawi nam niepospolite komplikacye wychowawcze — cóż dopiero życie. Istnieją, prawda, w społeczności pewne środki poprawcze czy zaradcze, których stosowanie jednak bywa bardzo mdłe, gdy ogół cały nad tą sprawą nie czuwa.

Do środków tych — by nie wychodzić ze sfery szkolnictwa — zaliczyć mamy przedewszystkiem szkołę prywatną. Niestety, ta ostatnia często bywa li tylko t. zw. szkołą „bez praw“ lub szkołą „z prawami“, lecz zawsze tak czy owak szkołą typu konwencyonalnego, urzędowego. To więc właściwie niczego nie zmienia.

Dopiero dzielniejsze środki wychowawcze podaje inicyatywa prywatna tam, gdzie czerpiąc natchnienie bądź z jakiejś nowej doktryny pedagogicznej, bądź ze zrozumienia realnych potrzeb kraju — stwarza szkołę zastosowaną do przemysłu, handlu, rolnictwa miejscowego. Tu przynajmniej wychowanek będzie się mógł zaprawić i do jakiejś pracy i wyjść raz z zaczarowanego koła niższej, średniej i wyższej patentomachii urzędowej. Dalej, lecz już poza właściwą sferą szkolną, istnieją wpływy wychowawcze instytucyi społecznych. I tam, gdzie społeczeństwo samo jest żywotne, dzielne — wpływy te są po prostu zbawienne. Tak w Anglii, gdzie uzus ustalił formę terminowania i praktyki od wczesnej młodości — w domach handlowych, w przedsiębiorstwach fabrycznych, na roli, w marynarce i t. p. Tam bardzo wcześnie młodzieniec czuje się usamodzielnionym i wchodzi na „wojenną ścieżkę“ życia, gdzie krok każdy zbliża go do stanowiska. Do stanowiska — nie do „posady“, to nie to samo.

(C. d. n.) ANTONI POTOCKI.

Wyodrębnienie Galicyi.

Wiedeń, 8 marca.

(A) Poseł Wolf uprzedził Schönerera. Zapowiedział, że podczas dyskusyi nad wyodrębnieniem Galicyi postawi następującą rezolucyę:

Królestwo Galicyi i Lodomeryi wraz z Wielkiem Księstwem Krakowskiem i pozostałe królestwa, tudzież kraje reprezentowane w Radzie państwa tworzą wspólną jednostkę państwową. W obrębie tej społeczności państwowej królestwu Galicyi przysługuje zupełna autonomia zarówno w zakresie prawodawstwa, jak i rządu wykonawczego odnośnie do tych wszystkich przedmiotów, których nie zastrzeżono wyraźnie Radzie państwa i rządowi centralnemu. Z owej wspólności państwowej wynika wspólność głowy państwa, jako też wspólność wszystkich spraw, które są wspólne wszystkim królestwom, tudzież krajom, reprezentowanym w Radzie państwa, i pozostałym krajom Najjaśniejszego Pana, albo też są załatwiane na mocy wspólnego porozumienia. Odnośnie do tych spraw Galicya musi posiadać w połączeniu z innymi krajami, reprezentowanymi w Radzie państwa, to samo przedstawicielstwo prawne i prawodawstwo, jako też wspólny rząd w zakresie władzy wykonawczej.

Sprawami wspólnemi następnie są: bicie monety i wypuszczanie banknotów, ustanawianie systemu mone-

nr. 116. Rok XI. Lwów sobota 10 marca 1906. Wydanie popołudniowe

Słowo Polskie

wychodzi 2 razy dziennie

Rękopisy i listy w sprawach redakcyjnych należy adresować do: Redakcyi Słowa Polskiego we Lwowie. — Listy w sprawach przedpłaty i odbioru pisma, ogłoszenia i reklamacye uprasza się nadsyłać pod adresem: Administracya Słowa Polskiego we Lwowie. — Adres dla telegramów: Słowo Lwów. — Nr. telefonu Redakcyi 541, Administracyi 740.

Wydawca: inżynier WACŁAW WOLSKI. Redaktor naczelny: ZYGMUNT WASILEWSKI.

Treść numeru.

Dzisiejszy numer „Słowa Polskiego" składa się nie licząc dodatku powieściowego, z 18 stron i zawiera w części dodatkowej:

— Do numeru dzisiejszego dołączamy 6 arkusz powieści J. H. Rosny'ego p. t. „Vamireh".

Uwagi

co do najodpowiedniejszego dla okręgów wyborczych wiejskich w Galicyi systemu proporcyonalnego.

Dokończenie.

II. Proporcyonalność według mojego projektu.

System mój przyjmuje z wyjątkiem powyżej określonych wszystkie uznane powszechnie przez teoryę postanowienia zasadnicze ustawy belgijskiej tak dalece, iż gdyby się rozchodziło o ustawodawcze sformułowanie mojego projektu, możnaby przepisać niemal wszystkie przepisy odnośnych ustaw belgijskich, po odpowiedniem uproszczeniu tych z nich, które są więcej skomplikowane. Zewnętrznie różniłby się mój system od systemu belgijskiego głównie tem, iż wszędzie tam, gdzie ustawa belgijska mówi „lista", ja używam słowa „kartel", zaznaczając tem z góry, iż 1) upraszczam głosowanie, 2) iż myślę o skartelowaniu się różnych stronnictw jednej i tej samej narodowości, będącej w mniejszości, w jeden zwarty szereg, a to bez poświęcenia swej indywidualności partyjnej. W krótkości przedstawia się mój system następująco:

Okręgi wiejskie Galicyi zachodniej dzielę, tak jak projekt rządowy, na okręgi dwumandatowe, okręgi wiejskie Galicyi wschodniej, wybierające według projektu rządowego 38 posłów, dzielę zaś na 6 okręgów trzymandatowych, tudzież na 5 okręgów czteromandatowych. Każdy wyborca głosuje w zwykły u nas sposób, pisząc na kartce nazwisko jednego kandydata. Wolno wyborcy głosować tylko na jednego z ważnie zgłoszonych kandydatów. Celem ważnego zgłoszenia wymagam, zupełnie jak ustawa belgijska, aby odnośne zgłoszenie było podpisane przez kandydatów i przez 100 wyborców i wniesione u władzy wyborczej przynajmniej 15 dni przed dniem wyborów.

Wolno zgłosić w jednym akcie równocześnie albo tylu kandydatów, ilu posłów dany okręg wybiera albo też mniej kandydatów. Kandydaci zgłoszeni w jednym akcie, tworzą w Belgii jedną listę, u mnie jeden kartel. Kartelowanie pociąga za sobą ten skutek, iż mandaty danego okręgu wyborczego dzieli się według przedstawionego systemu de Hondta między zgłoszone kartele kandydatów, według cyfry głosów, jaką kandydaci skartelowani razem otrzymali. Jeżeli wszystkie mandaty przypadną jednemu kartelowi, uważa się za wybranych wszystkich kandydatów tegoż kartelu. Jeżeli kartelowi przypada mniej mandatów, niż wynosi cyfra kandydatów tego kartelu, uważa się za wybranych tych kandydatów tegoż kartelu, którzy otrzymali najwięcej głosów. Do wyborów ściślejszych, jak w Belgii, oczywiście nigdy przyjść nie może. I ot cały mój projekt.

Powyższe zasady obowiązywałyby zupełnie tak samo w Galicyi zachodniej i wschodniej. Skutek tych zasad byłby atoli w Galicyi zachodniej natury politycznej, w Galicyi wschodniej zaś natury narodowej. W Galicyi wschodniej gwarantuje system ten łączne postępowanie wszystkich stronnictw polskich przy wyborach. Nawet w okręgach, w których istnieją zwalczające się nawzajem stronnictwa polskie, będą mogli Polacy przy wyborach wystąpić na zewnątrz jako jedna całość, a to na tej podstawie, iż zgłoszą jednego kandydata z jednego, drugiego z innego stronnictwa, jako kandydatów skartelowanych. Każde z stronnictw polskich będzie wskutek tego interesowane, aby zwyciężył kartel polski, wskutek tego też nie będzie ono występowało w agitacyi wyborczej bezwzględnie przeciw drugiemu kandydatowi polskiemu. Wybory odbędą się po stronie polskiej pod hasłem solidarności narodowej, mandat zaś przypadnie temu stronnictwu polskiemu, które najwięcej się do wspólnego zwycięstwa polskiego przyczyniło, zdobywając dla własnego kandydata najwięcej głosów. Ależ objaśnijmy to przykładem. W projektowanych przezemnie sześciu okręgach trzymandatowych stanowi ludność grecko-katolicka przeciętnie 61 prc. ludności, ludność rzymsko-katolicka stanowi 30 prc., ludność izraelicka 9. prc.

Przypuśćmy, iż stronnictwa polskie stawiają jako kandydatów skartelowanych trzech kandydatów, konserwatystę (K), ludowca (L) i narodowego demokratę (N). Rusini kartelują się także i stawiają jednego Ukraińca (U), Moskalofila (M) i ugodowca (Ug). Przypuśćmy iż głosowało 10.000 wyborców, a na kandydatów ruskich głosują wszyscy wyborcy grecko kat., wszyscy izraelici i jedna siódma część wyborców rzymsko-katolickich, wtenczas mogą otrzymać poszczególni kandydaci następującą cyfrę głosów:

K = 1000, L = 800, N = 771 tj. razem kartel polski 2.571 głosów.

Uk = 1.429, M = 2.500, Ug = 3.500 tj. razem kartel ruski 7.429 głosów.

Obliczymy teraz, ile według formułki de Hondta przypadnie z trzech mandatów okręgu na kartel ruski a ile na kartel polski.

	Rusini	Polacy
Liczba głosów kartelu	1) 7.429	3) 2.571
Dzieląc tę liczbę głosów przez 2	2) 3.715	
Dzieląc tę liczbę głosów przez 3	2.476	

Kartel ruski otrzymuje więc dwa, kartel polski jeden mandat. Z Rusinów są wybrani dwaj kandydaci, którzy otrzymali najwyższą cyfrę głosów tj. ugodowiec i moskalofil, z Polaków jest wybranym z tego samego powodu konserwatysta. Pomimo więc, iż na Polaka nie głosowaliby nawet wszyscy wyborcy rzymsko-katoliccy, zdobywalibyśmy we wszystkich tych okręgach jeden z trzech mandatów.

W Galicyi zachodniej oczywiście kartelowaliby się kandydaci tego samego stronnictwa, wzgl. kandydaci stronnictw pokrewnych. Weźmy np. dwumandatowy okręg Chrzanów-Jaworzno-Krzeszowice-Liszki. W okręgu tym występują do walki konserwatyści, centrum ludowe, Stojałowczycy i socyaliści. Konserwatyści stawiają dwóch kandydatów A i B, jako kandydatów ze sobą skartelowanych, dzielą sobie okręg wyborczy na dwie części, polecając swym stronnikom w części pierwszej głosować na A, w drugiej na B. Centrum i Stojałowczycy zawierają sojusz wyborczy i zgłaszają dwóch kandydatów, C, członek centrum ludowego i D, Stojałowczyk. Socyaliści nareszcie zgłaszają tylko jednego kandydata, jako kandydata samoistnego (nieskartelowanego) E. Głosuje 10.000 wyborców, z tego otrzymali:

A = 3.700, B = 2.200 głosów
C = 600, D = 1.500 „
E = 2.000 „

kartel konserwatywny razem więc 5.900 głosów
„ centrum ze Stojałowczykami 2.100 „
„ socyaliści 2.000 „

Obliczmy naprzód, jak podzielić mandaty między te 3 grupy:

	Konserw.	Centr. Stoj.	Socyal.
Liczba głosów otrzymanych	1) 5.900	2.100	2.000
Dzielę liczbę tę przez 2	2) 2.950		

Kartel konserwatywny otrzymuje więc oba mandaty, wybranymi są więc obaj kandydaci tegoż kartelu.

Przegląd muzyczny.

Śpiewacy obcy i nasi w „Traviacie" i „Aidzie". — Z sali koncertowej.

Poczciwa „Traviata" znowu znalazła ogromną ilość słuchaczy, którzy zapragnęli pokrzepić się jej melodyami, a zarazem czuli się zaciekawieni jak tytułową partyę zaśpiewa panna Boyer i — jakie tualety przywdzieje; zwłaszcza, że komunikaty teatralne doniosły, iż śpiewała ją w Wielkiej operze paryskiej, gdzie nawiasem powiedziawszy „Traviaty" nigdy nie dawano... Sala była więc przepełnioną, ku łatwo zrozumiałej uciesze dyrekcyi i artystów, dumnych, że ich imiona przyciągnęły tak wielki zastęp słuchaczy. Co do tych ostatnich, to przypuszczam, że pewnego zawodu doznali. Rzecz prosta, że nie na punkcie melodyj „Traviaty", bo te przecież od lat tylu działają w sposób znany i sobie właściwy; lecz na punkcie wykonania partyj solowych.

Panna Boyer jest, jak wiadomo doskonałą, inteligentną i sympatyczną śpiewaczką, lecz z tego nie wypływa, że każdą bez wyjątku partyę śpiewać może jednakowo dobrze. Już między najlepszemi jej partyami t. j. Małgorzatą w „Fauście" a Manon, stanęła Carmen znacznie słabsza. I Violetty nie można zaliczyć do owych najlepszych; przedewszystkiym bowiem słuchacz odnosi wrażenie, iż artystka śpiewała ją u nas po raz pierwszy, a następnie, że jej nie wystudyowała tak subtelnie jak np. Manon. Nawet w końcu i nad tem zastanawiać się można, czy w ogóle p. Boyer „Traviatę" miałaby wcielić do swego repertuaru czy nie. Sądząc z tego występu, myślę raczej, że — nie. W pierwszym akcie jest w śpiewie za ciężka, w następnych za mało dramatyczna; w ogóle zaś, brakuje jej tej pewnej błyskotliwości z jednej, a nerwowości z drugiej strony, tworzących i charakter „damy kameliowej" i (na pochwałę Verdiego) charakter partyi. Bellincioni, umiała znakomicie łączyć te dwa żywioły w jedną całość, a ponieważ ze stroną wokalną nie zdołała sobie w pierwszym akcie dać rady, przeto z największą nonszalancyą przechodziła nad wieloma technicznymi szczegółami do porządku, ażeby tylko wydobyć to, co uważała za konieczne do utworzenia najsilniejszych rysów postaci. Panna Boyer jest na to za sumienną śpiewaczką, a przytem nie rozporządza tak pierwszorzędnymi środkami scenicznymi jak Bellincioni; musiała więc być połowiczną i stąd ogólne wrażenie niewielkie.

Partnerów miała paryska primadonna w osobach pp. Grąbczewskiego i Dianiego w rolach obu Germontów: père et fils. Pierwszy nie stworzył nic ponad przeciętną, pospolitą postać „szlachetnego" ojca, śpiewającego najbanalniejszą aryę, jaką Verdi napisał; drugi okazał się sympatycznym, zupełnie poprawnym w grze i śpiewie Alfredem, któremu jednakże właściwsza charakteryzacya twarzy nie byłaby wyszła na złe. A propos charakteryzacyi, przychodzi mi na myśl osobliwszy efekt, z dawien dawna przywiązany do „Traviaty", niemniej jednak komiczny, że panów ubiera się we francuskie stroje z białemi perukami, gdy panie przywdziewają dowolne tualety, zachowując tylko białe peruki, sama jedna zaś Violetta otrzymuje przywilej ubrania się w suknię i fryzurę najostatniejszej mody. I proszę teraz zamknąć tym usta, którzy twierdzą, że opera to nonsens! Ludzie pochodzący z rozmaitych epok, począwszy od XVIII aż do XX stulecia, porozumiewają się śpiewem między sobą, a w dodatku w trzech językach: francuskim, włoskim i polskim; ty zaś słuchaczu, bierz to za dobrą monetę, i nie wątp o normalnym stanie twych zmysłów!...

Ciekawszem niż „Traviata", było wtorkowe przedstawienie „Aidy". Tu przynajmniej można było śledzić postęp polskich śpiewaków i wyciągać stąd jakieś wnioski na przyszłość naszej opery. Wolne od usterek nie było to przedstawienie: nierówności w rytmie i nieczystości w intonacyi, słyszało się dość znaczną nawet ilość; ale przytem wiele szczegółów żywo zajmowało i zasłużyło na pochwałę. Kto panią Oleskę słyszał tylko jako Ortrudę lub jako Dalilę, a nie słyszał jej Amneris, ten nie może mieć dokładnego pojęcia o piękności jej głosu i o tym pewnym stopniu wykształcenia, jakie młoda ta, lecz ciągle jeszcze studyująca śpiewaczka posiada. Pochodzi to stąd, że Ortruda jest właściwie sopranową partyą, a Dalila — kontraltową, żadna więc nie leży tak wybornie w głosie p. Oleskiej, jak mezzosopranowa parya Amneris. Wysokie tony Ortrudy nie posiadają owego zwartego, silnego dźwięku, jakiego charakter postaci wymaga; nizkie zaś położenie Dalili nuży śpiewaczkę i sprowadza drżenie głosu, a co najmniej niespokojne falowanie; do tego dodać należy, iż żadnej z tych partyj nie czuje się p. O. muzykalnie tak pewną jak Amneris, dzięki też czemu śpiewa ją najlepiej: poprawnie pod względem głosowym i równo, przytem ciepło i szlachetnie, a więc razem wziąwszy z dużym i prawdziwie artystycznym efektem.

Świetnym był wieczór wtorkowy dla p. Okońskiego. Tak usposobionym głosowo, nigdy go sobie nie przypominam: dźwięki dawał wydatne i pełne, nawet w górze łatwe i dobrze oparte, a należytym akcentem dramatycznym wyposażone. Jego Amonastro był tym razem postacią bardzo energiczną i pełną kolorytu; na drodze zaś karyery młodego śpiewaka żywem świa

Przykłady powyższe wystarczą, aby czytelnik zrozumiał funkcyonowanie mego systemu wyborów proporcyonalnych. Teraz wypada mi na zakończenie streścić jeszcze strony dodatnie tegoż systemu. Są one następujące:

1) System ten byłby oczywiście słusznym i zupełnie postępowym i odpowiadałby całkowicie wymogom teoryi nowożytnej i miałby dlatego trwale zapewnioną przyszłość nietylko w Galicyi, ale i w innych krajach austryackich.

2) System ten umożliwiłby Polakom Galicyi wschodniej przeprowadzić ośm posłów nawet wtenczas, gdyby wszyscy wyborcy greckiego obrządku, wszyscy izraelici i $^1/_6$ wyborców rzymsko-katolickich głosowała na kandydatów ruskich, na kandydatów polskich zaś tylko $^5/_6$ wyborców rzymsko katolickich. Gdyby na kandydatów polskich głosowali oprócz wyborców rzymsko-katolickich, także inni wyborcy, otrzymalibyśmy oczywiście więcej, niż 8 mandatów.

3) System ten nie zawiera dla nikogo żadnego przywileju, każdemu oddaje tyle, ile mu się rzeczywiście należy.

4) System ten umożliwiłby stronnictwom polskim solidarne postępowanie przy wyborach i zmniejszyłby walki partyjne między Polakami, coby się oczywiście korzystnie odbiło na reprezentacyi polskiej w Wiedniu.

5) Osiem mandatów mielibyśmy w Galicyi wschodniej w gminach wszystkich bezwarunkowo pewnych, pewnych nawet wtenczas, gdyby rząd przy wyborach popierał stronnictwa ruskie. Tu niezawisłość od rządu wzmocniłaby niesłychanie stanowisko naszej delegacyj w Wiedniu.

6) System proporcyonalny zmniejszyłby w Galicyi wschodniej walkę narodowościową bardzo znacznie, ponieważ bardzo znaczna część mandatów byłaby z góry dla Polaków, względnie dla Rusinów najzupełniej pewną, wątpliwem zaś mogłoby być 7—8 mandatów. (Przypuszczam zawsze, iż Galicyę wschodnią podzielonoby na 11 okręgów, z tego 6 trzy-, 5 czteromandatowych).

7) System proporcyonalny ogranicza możliwość nagłych zmian w składzie politycznym reprezentacyi polskiej w Wiedniu, nadaje wskutek tego polityce polskiej daleko większą konsekwencyę i trwałość.

8) System proponowany uczyniłby zbytecznemi wszelkie wybory ściślejsze, tudzież znaczną bardzo część wyborów uzupełniających. Ustawa powinnaby postanowić, iż w razie opróżnienia mandatu w ciągu pewnej kadencyi, wskutek śmierci lub rezygnacyi posła, mandat przypada niewybranemu przy głównych wyborach kandydatowi tegoż kartelu, do którego poseł zmarły lub rezygnujący należał, a w razie jeżeli ich jest więcej temu z nich, który przy wyborach najwięcej otrzymał głosów.

9) System ten daje Polakom należytą reprezentacyę nawet wtenczas, gdyby podział na okręgi wyborcze oparto li tylko na cyfrze ludności. Z 455 mandatów przypadłoby wówczas na Galicyę 129 (dokładnie 129·3), z tego na Galicyę zachodnią 44, na Galicyę wschodnią 85. Pod warunkiem, iż wszyscy bez wyjątku wyborcy greckiego obrządku głosują na kandydatów ruskich, zdobywają Rusini 55 mandatów, 74 mandatów przypadą na Polaków, z tego 7 na Polaków-izraelitów, a 67 na Polaków rzymsko-katolickiego wyznania.

I tak weźmy przykład powyżej już przytoczony i przypuśćmy, iż konserwatysta Polak wybrany posłem w okręgu wschodnio-galicyjskim, w ciągu kadencyi umiera, natenczas wstąpiłby z mocy ustawy w jego miejsce skartelowany z nim razem ludowiec, a gdyby i ten już zmarł, skartelowany z nim razem narodowy-demokrata. Tak więc mandat ten pozostałby zarezerwowanym dla danej narodowości. Tylko wtenczas, jeżeli przy wyborach przeszli wszyscy kandydaci jednego kartelu, a potem jeden z wybranych umarłby lub mandatu się zrzekł, to wtenczas oczywiście będzie trzeba rozpisać wybór uzupełniający, ale wtenczas jest także rzeczą jasną, iż, większość, która zdołała przeprowadzić wszystkich kandydatów danego kartelu, ma wszelkie szanse zdobycia opróżnionego mandatu przy wyborze uzupełniającym.

Zalety powyżej opisanego systemu są więc liczne i oczywiste. Ale mógłby ktoś zarzucić, iż system ten wymaga zbyt wielkich okręgów wyborczych. Otóż zaznaczam jeszcze raz, iż przeprowadziłem już podział na okręgi wyborcze, i że nawet w Galicyi wschodniej okręgi moje są zwykłe mniejsze, niż obecne okręgi wyborcze do Rady państwa z kuryi wiejskiej. Zaś największe moje okręgi wyborcze cztero-mandatowe są zwykle mniejsze, niż obecne okręgi wyborcze piątej kuryi. Rzeczą główną jednak jest, iż stronnictwo, któremu by okręg wyborczy był za wielki, może sobie ten okręg samo na kilka części podzielić, przeznaczając część okręgu dla jednego, inną dla drugiego kandydata. Zamiast rządowego podziału na okręgi wyborcze będziemy więc mieli faktyczny podział okręgu na mniejsze okręgi według potrzeb danego stronnictwa. Faktycznie będą więc okręgi wyborcze mniejsze, niż przy rządowym systemie reprezentacyi mniejszości.

Zarzutu, iż system ten jest dla naszych stosunków zbyt skomplikowany, nie boję się. Głosowanie odbywa się zupełnie tak samo jak zwykle, skrutynium uskutecznia się kompletnie tak samo jak obecnie. Potrzebnem tylko jest, aby główna komisya wyborcza, w której zawsze będzie zasiadało sporo inteligencyi, zrozumiała niesłychanie prostą formułkę de Hondta. Mogę śmiało twierdzić, iż system ten może nazwać skomplikowanem tylko ten, kto go nie poznał.

Nareszcie jeszcze jedno. Mógłby ktoś podnieść, iż inne systemy reprezentacyi mniejszości lub proporcyonalności byłyby lepsze. Otóż przyjmuję chętnie wszelkie pouczenie, ale już z góry oświadczam, iż sam próbowałem wszystkich znanych systemów. Do każdego z tych systemów zrobiłem najodpowiedniejszy dla niego podział na okręgi wyborcze, i po miesięcznem rachowaniu i próbowaniu przyszedłem do przekonania, iż najkorzystniejszym dla nas Polaków jest powyżej przedstawiony system najsprawiedliwszy, najpostępowszy a zarazem też i najprostszy. Bliższych danych co do tego, tutaj oczywiście publikować nie mogę.

Dr. JÓZEF BUZEK.

Sprostowanie. W numerze wczorajszym w pierwszej części niniejszego artykułu sprostować należy ustęp, zamieszczony na str. 2 szp. 3 w. 35 od dołu, w sposób następujący:

„2) System belgijski przeznaczony jest zapewnić odpowiednią reprezentacyę mniejszościom politycznym, nie zaś mniejszościom narodowym.

Ogólna irytacya.

Wiedeń, 9 marca.

(A) Jakie echo wywołała mowa hr. Dzieduszyckiego?

Baron Gautsch słuchał prezesa Koła polskiego bardzo uważnie. Zajął narożny fotel ministra dr. Piętaka na prawem skrzydle ławy ministrów i nie spuszczał oczu z mowcy. Chwilami nachylał się nad pultem i robił notatki. Widocznie chce odpowiadać. Zaznaczał więc sobie te myśli, które mowa prezesa Koła polskiego w nim rozbudzała.

Młodoczesi byli niezadowoleni. Ich mowca, który zaraz zabrał głos po hr. Dzieduszyckim, inżynier Kaftan nie polemizował z wywodami polityka polskiego. Lecz znamiennem było, że wśród setek dłoni wyciągniętych ku mowcy polskiemu, gdy skończył — brakowało młodoczeskich. Przywódcy młodoczescy zdawali sobie wybornie sprawę, że w Kole polskiem poznano się na ich conajmniej dwuznacznej taktyce: wdziewania szaty federalistycznej na centralistyczną skórę.

Bardzo uważnie i bardzo licznie przysłuchiwali się wywodom hr. Dzieduszyckiego posłowie niemieccy. Niemieccy wszystkich odcieni. Nie brakowało księży z krajów Alpejskich, ludowca, jak Prade, wszechniemca, jak Iro, antysemitów, postępowców, jak Demel z Cieszyna, wolnomyślnych wielkich właścicieli niemieckich, jak Grabmayer, hrabia Stürgkh, Baernreiter. Co za uczucia budziła w nich mowa hr. Dzieduszyckiego?

Wątpię, czy te same, które się dzisiaj przelewają aż po brzegi w prasie wiedeńskiej. Owemi uczuciami są niechęć, złość, gniew, nawet nienawiść. „Neue Fr. Presse“ poświęca mowie hr. Dzieduszyckiego artykuł wstępny. To dowód, iż uważa ową mowę za wypadek polityczny znaczenia pierwszorzędnego. Mimowoli więc już tem samem zaprzecza sądowi, jaki wydaje o wartości politycznej owego przemówienia. Przyznaje, że mówił świetnie (brillant), ale zarzuca mowcy złą taktykę, zupełnie złą. Czechom i Słoweńcom przypominał daremnie, że są autonomistami. Bo tylko Czesi i Słoweńcy wyciągną korzyść z tej reformy. Nie dbają teraz o autonomię. Niemców — twierdzi dziennik z ulicy Fichtego — zapędził hr. Dzieduszycki formalnie do obozu rządowego, gdyż przemawiał o nich nienawistnie. Poprzedni przywódcy Koła Polskiego nie umieli mówić świetnie. Milczeli. Ale byli lepszymi taktykami. Hr. Dzieduszycki daremnie zwalczał reformę wyborczą. Parlament kuryalny jest trupem. Zabili go przecież nie Kristoffy i nie Gautsch. Poległ z ręki Kazimierza Badeniego.

Usposobienie ławy ministeryalnej wobec mowy prezesa Koła polskiego odzwierciedla „Fremdenblatt“. Ten dziennik załatwia się z mową polską krótko i kwaśno. W pięciu wierszach zarzuca hr. Dzieduszyckiemu brak zmysłu politycznego realnego, ponieważ postawił warunki niemożliwe do spełnienia, które jemu samemu utrudnią osiągnięcie celu.

„Neues Wiener Tagblatt“ zaznacza, że mowa hr. Dzieduszyckiego pozostanie na długo, na długo w pamięci. Prezes Koła polskiego jest mowcą klasycznym o wielkim talencie retorycznym. Walczył na dwa fronty: przeciwko postępowi politycznemu i przeciwko pokrzywdzeniu Galicyi. Już od lat wielu w parlamencie austryackim nie słyszano takiej mowy opozycyjnej. Na głowy ministrów zrzucił stek win i stek błędów. Ale stał na placówce z góry straconej...

„Zeit“ nazywa mowę Dzieduszyckiego najwybitniejszem przemówieniem całego posiedzenia. Walne wywody tego dziennika dowodzą przecież, że jego redaktorzy rozmyślnie nie chcieli zrozumieć myśli przewodniej mowcy polskiego. Zaślepia ich złość.

„Deutsches Volksblatt“ wyśmiewa się z mowy, „Illustrirtes Wiener Extrablatt“ nazywa przemówienie Wojciecha Dzieduszyckiego filipiką pełną gniewu i nienawiści. Bierze za złe mowcy polskiemu, że miał odwagę twierdzić: projekt rządowy reformy wyborczej proteguje Niemców w porównaniu ze Słowianami. „Deutsche Ztg.“ jest tak źle poinformowaną o stosunkach w Kole polskiem, że nazywa hr. Dzieduszyckiego „mowcą grupy krakowskiej“. Ale przyznaje, że jest to przeciwnik zasługujący na szacunek. Mowca świetny.

„Neues Wiener Journal“ dostał bzika na punkcie tak zwanych „die Schlachzizen“. Nazywa mowę eksplozyą gazów trujących. Z każdego zdania „szlachcica“ tryskała nienawiść do głosowania powszechnego. Nadto ten „szlachcic“ był na tyle złośliwym, iż nie odsłonił przyszłej taktyki Koła polskiego. Hr. Dzieduszycki się myli, jeżeli sądzi, że Czesi pomogą Polakom do przeprowadzenia rewizyi konstytucyi. Nawet gazeta katolicka „Vaterland“ wolała się ograniczyć do streszczenia mowy, byle tylko nie wystąpić z pochwałą.

Skąd ten gniew, gdzie jego źródło? Zdaje mi się, że powodem owej silnej irytacyi jest męskie i szczere wystąpienie hr. Dzieduszyckiego w sprawie pokrzywdzenia Galicyi na punkcie rozdziału mandatów. Niemcy wiedzą, że Galicyi stała się krzywda, wiedzą, że rząd pokrzywdził Galicyę celem utrzymania przewagi sztucznej ich samych, Niemców, wiedzą, że to pokrzywdzenie się nie ostoi, gdy Koło polskie wytęży swe siły, celem zdobycia większej ilości mandatów. I dlatego tak się gniewa, tak zieje siarką i ogniem dzisiejsza poranna prasa wiedeńska.

Wojciech Dzieduszycki może być zadowolonym. Złość ogólna Niemców i Czechów dowodzi, że dopominając się o wiekszą liczkę mandatów, spełnił obowiązek względem własnych rodaków.

Memoryał ks. arcybiskupa Symona.

„Gazeta Kościelna“ podała tekst wielce ciekawego memoryału, który ks. arcybiskup Symon złożył papieżowi o stosunkach kościelnych Polaków w Ameryce. Zaznaczywszy na wstępie, że emigracya Polaków do Stanów Zjednoczonych tak dalece od r. 1870 wzrosła, że ilość wychodźców dochodzi obecnie do 2,500.000, ks. Symon podnosi głęboką ich religijność. W niespełna 35 lat stanęło przeszło 500 polskich kościołów, powstało mnóstwo szkół elementarnych, zakładów dobroczynnych itd. Zalety moralne wychodźców polskich są powszechnie w Ameryce uznawane, znajdują się oni jednak pod względem religijnym w warunkach nienormalnych i zobrazowaniu tych warunków poświęca ks. arcybiskup Symon swój memoryał.

---

dectwem postępu. I pani Gembarzewska idzie naprzód, I akt wprawdzie i arya końcowa, nie powiodły się śpiewaczce nadzwyczajnie, lecz następne, mianowicie wszystkie cztery duety, a nawet romans nad Nilem, szły dobrze i z powodzeniem rosnącem. W atakowaniu wysokich tonów czuje się już szkołę, a przytem są one dziś znacznie wydatniejsze i zaczynają nosić na sobie charakter dramatycznego sopranu. Przepowiednia uczyniona pani Gemb. po pierwszym jej debiucie, że wyrobi się ona na heroinę, zaczyna się tedy spełniać. Jeżeli zaś na co może pani G. obecnie najwięcej liczyć, to na kilka miesięcy wypoczynku i studyów, bez spełniania równoczesnego obowiązków na scenie; wzięty w żelazną rękę szkoły i ćwiczeń, chroniony od wszelkiej przypadkowości, głos ten może wzmocnić się jeszcze bardzo i postawić panią Gembarzewskę w rzędzie najbardziej pożądanych dla naszej opery artystek. Na każdy jednak wypadek, niech się wystrzega w swojej karyerze kostyumów tak... ekscentrycznych, jak wtorkowe. Drugi z nich dobry byłby dla jakiejś Lilith może; lecz pierwszy, ułożony z ciemo zielonych powijaków na białej fałdzistej, lecz nienaturalnie skrępowanej szacie, nikomu nie mógł się nadać, a panią G. fatalnie przystrajał, deformując jej postać i przeszkadzając w ruchach. Przytem trójkolorowość płci (ręce naturalne, twarz oliwkowa, ramiona czekoladowe) raziła w wysokim stopniu. Czy scena nasza nie posiada nikogo, coby się zajmował z urzędu charakteryzacyą i ukostyumowaniem artystów operowych?

Od młodych sił, należących do najbliższej przyszłości naszej opery, przechodzę na zakończenie do p. Floryańskiego. Ma on jak wiadomo za sobą już piękną karyerę artystyczną, z przyjemnością jednak można go było oglądać, jako Rademesa o pięknej postaci, energicznem wystąpieniu i głosie dziś jeszcze wydatnym. Szkoda, że artysta, rozwinąwszy zanadto medyum, brzmiące obecnie prawie barytonowo, osłabił tem dźwięk góry, wychodzący w stosunku do reszty głosu zbyt cienko. Gdyby nie ta dysproporcya, wszysto byłoby w porządku, a partya Radamesa należałaby tak dziś, jak przed laty, do jego najlepszych. Pozatem bo jeszcze, dało się i to zauważyć, że wogóle artysta był tym razem dobrze usposobiony i trzymał się dzielnie aż do ostatniego duetu; dopiero w scenie ostatniej wyższych nut niedociągał, może ze znużenia, a może i zachwiany w tonacyi śpiewem chóru, fatalnie nieczystym.

Po „Aidzie“ mieliśmy jeszcze i wznowienie „Verbum nobile“, tego jednak sprawozdawca słyszeć nie mógł, będąc obecnym na koncercie Auera równocześnie się odbywającym.

Koncert ten zapoznał nas z osobistością wybitną wśród wirtuozów skrzypcowych. Nieco podeszłe już lata nie wpłynęły u znakomitego skrzypka tego na technikę, ani nie ujęły nic z krewkiego temperamentu, jaki mu był zawsze właściwy; to nie starość Sarasatego mamy przed sobą, lecz wiek pełen jeszcze sił fizycznych i duchowych. Szkoda, że Auer przyjeżdża do nas po tylu innych skrzypkach i przed kilkoma zapowiedzianymi, człowiek mimowoli woła: za dużo, za dużo... i zniechęca się wogóle do wszelkich produkcyj smyczkowych, podawanych mu w takim nadmiarze. Czy można się wobec tego dziwić, że sala nie była zapełnioną i że ci, co posłuchali z przyjemnością zresztą i podziwem nawet, pięknej gry Auera, odeszli obojętnie, mówiąc sobie: poznaliśmy jednego wirtuoza więcej, ot i wszystko.

Co do p. Schlaffenberga, to niechcę nic więcej powiedzieć nad to, że współudział jego w koncercie Auera, nie był na właściwem sobie miejscu; i że zestawiając ich obu, dyrekcya Filharmonii nie uczyniła żadnemu osobliwej przysługi.

ST. NIEWIADOMSKI.

Nr. 38. Bezpłatny dodatek tygodnika „Ojczyzna“ Rok V.



PROGRAM

POLSKIEGO STRONNICTWA
DEMOKRATYCZNO-NARODOWEGO
W ZABORZE AUSTRYACKIM



WE LWOWIE.
NAKŁADEM POLSK. STRONNICTWA DEMOKRATYCZNO-NARODOWEGO
Z Drukarni „Słowa Polskiego“ we Lwowie, pod zarządem Józefa Ziembińskiego.
1907

Co to jest stronnictwo i jego program?

Wszyscy wiemy, jak trudno jest o dobre i zgodne zdanie w sprawach drobnych, jak często bywa, że co głowa to rozum. Cóż dopiero w sprawach tak trudnych i powikłanych, jak sprawy całego kraju i całego narodu!

Gdyby naród był czemś martwem, albo nam obcem, to byłoby nam obojętne, jak różni ludzie zapatrują się na jego sprawy, źle czy dobrze. Ale naród żyje, żyć będzie i po nas, i ma swoje potrzeby, które spełniać musi. Naród musi działać.

Cóż to jest działanie narodu? Nic innego jak współdziałanie milionów ludzi, naród składających. Aby oni jednak mogli współdziałać, muszą jednakowo zapatrywać się na sprawy narodu, muszą się zgadzać ze sobą przynajmniej w rzeczach ważniejszych; bo gdzie nie ma zgody i jednej myśli, tam nie może być i wspólnej pracy.

Otóż ludzie, którzy jednakowo zapatrują się na najważniejsze sprawy swego narodu i łączą się razem do wspólnego działania, stanowią stronnictwo. Określenie zaś tych spraw, na które się jednakowo zapatrują i do których wykonania się łączą, stanowi ich program.

W programie zaznaczają więc sobie niejako cel, do którego chcą dojść, i zasady, których się trzymać będą, aby ten cel osiągnąć. Ale nie tylko sam program ich łączy, lecz także wzajemne zobowiązanie się, że iść będą razem, łącznie czyli jak mówimy z łacińska, solidarnie, dłoń w dłoń, ręka w rękę. Tylko wtedy bowiem stanowić oni będą siłę i mogą mieć nadzieję, że do celu zdążą.

Im więcej ludzi do stronnictwa należy, im lepiej każdy z nich przejęty jest wspólną myślą czyli programem i im łączniej idą razem, tem silniejsze jest stronnictwo.

Są często stronnictwa bardzo liczne w ludzi, ale ludzie ci niedokładnie wiedzą, do czego właściwie dążą, lub mało mają łączności w działaniu i stronnictwa takie są słabe. Natomiast są stronnictwa nieliczebne, ale świadome celu i zwarte; takie mają nieraz wielki wpływ na życie narodu.

To, że istnieje w jakimś narodzie kilka stronnictw, nie znaczy, że wszystkie są równie dobre; jednak różne stronnictwa istnieć muszą dlatego, że nie wszyscy ludzie szukają i pragną dobra całego narodu i nie jednakowo to dobro rozumieją. Jedni dobro narodu tak rozumieją, że narodowi tem będzie lepiej, im lepiej im samym powodzić się będzie, starają się przedewszystkiem o korzyści dla siebie, lub dla tego stanu, do którego należą. Innym znów chodzi przedewszystkiem o interesy swego wyznania i łączą się do walki politycznej przeciw ludziom innych wyznań. — Jedni bojąc się utracić cokolwiek z tego, co posiadają, lękają się wszelkiej nowości i każdą zwalczają, inni znów chcą wszystko przewrócić do góry nogami, sądząc, że wtedy dopiero nastanie dla nich raj. Tak powstają stronnictwa klasowe, wyznaniowe, zachowawcze, postępowe, radykalne i t. p.

Jeżeli naród jest oświecony, jeżeli większość obywateli ma w sercu prawdziwą miłość kraju i swego narodu, to takie stronnictwo będzie najsilniejsze, najwięcej połączy w sobie ludzi, które prawdziwie i w najlepszy sposób dla dobra narodu swego pracuje i wtedy istnienie innych, gorszych stronnictw nie wiele narodowi szkodzi. Jeżeli natomiast naród jakiś jest mało oświecony, jeżeli ludzie więcej myślą o własnych korzyściach, niż o dobru narodu, wtedy biorą górę stronnictwa, mające gorszy lub całkiem zły program i taki naród chyli się do upadku i ruiny. — Nie może więc być nam obojętnem do jakiego stronnictwa należeć mamy, jakiego trzymać się programu.

Prócz programu stronnictwo każde ma jeszcze swoją taktykę, t.j. sposób działania. Są stronnictwa, które bardzo mało różnią się od siebie w programie, a jednak bardzo się różnią w taktyce. Natomiast odwrotnie też są stronnictwa, które do różnych dążą celów, mają całkiem odmienne programy, a jednak mają taką samą taktykę. Ażeby więc ocenić wartość jakiego stronnictwa nie wystarcza znać jego program, lecz trzeba znać także jego taktykę, bo taktyka nieraz więcej znaczy jak sam program, może ona przynosić korzyść lub wielkie szkody narodowi. A taktyka stronnictwa nie zależy od żadnych pisanych programów, ale od charakteru i rozumu ludzi, którzy składają stronnictwo, zwłaszcza tych, którzy

niem kierują. Ludzie przewrotnego charakteru będą też prowadzil taktykę przewrotną, polegającą na kłamstwie, oszustwie, oszczerstwach i t. p. Ludzie zaś słabego umysłu i małej wiedzy będą w taktyce swojej popełniać błędy, które wyrządzać mogą krajow większe szkody niż sam nieodpowiedni program.

W kraju naszym, jak w każdym innym, są różne stronnictwa. Jedne mają swych zwolenników tylko wśród bogatych, inne przychodzą do ludu, do warsztatów rzemieślniczych i do wsi i starają się tam werbować stronników. Przychodzą rozmaici agitatorzy i każdy niby handlarz zachwala swój towar, sypiąc obietnicami jaki to naród będzie szczęśliwy, gdy pójdzie za nim. Ledwo jeden odejdzie, już przychodzi inny znów z innymi słówkami i obietnicami. A ludzie słuchają tego i tamtego, w końcu nie wiedzą, kto ma słuszność, kto lepiej radzi, z kim iść. I większość macha na wszystko ręką i mówi: ot wszystko bałamuctwo, lepiej w domu siedzieć i do niczego się nie mięszać.

Jeżeli źle jest iść za złymi doradcami, to również złą jest taka obojętność. Bo wtedy zaczynają przewodzić warcholi, mający pustkę w sercu i głowie, a często niesumienni i przewrotni. I ci wyrządzają narodowi ogromne szkody.

Dlatego wszyscy ludzie rozumni, uczciwi, prawdziwie kochający kraj i naród swój, nie powinni siedzieć obojętnie, lecz podać sobie ręce, porozumieć się czego krajowi najbardziej potrzeba, do czego dążyć, i wspólnymi siłami zabrać się do pracy narodowej.

Tacy właśnie ludzie połączyli się we wszystktkich trzech zaborach i utworzyli polskie stronnictwo demokratyczno-narodowe. Stronnictwo to powstało najpierw w zaborze rosyjskim przed jakimi 15 laty i dziś ogromna większość Polaków pod Moskalem należy do tego stronnictwa ze wszystkich stanów, głównie zaś włościanie i robotnicy. Przy wyborach do Dumy czyli do Sejmu rosyjskiego, wybrano z Królestwa posłami prawie samych demokratów narodowych.

W Galicyi stronnictwo to miało od dawna wielu zwolenników, lecz dopiero w grudniu 1905 r. na zjeździe we Lwowie połączyli się oni w stronnictwo, ułożyli program i wybrali zarząd główny. Od tego czasu coraz więcej ludzi ze wszystkich stanów przystępuje do stronnictwa i to nie ladajacy hałaburdzi i krzykacze, ale ludzie najrozsądniejsi, najuczciwsi, którzy w rozmaitych stowarzyszeniach dla dobra narodu pracują. Stronnictwo nasze woli mieć mniej ludzi, ale zacnych, rozumnych, Ojczyznę gorąco kochających niż mieć ludzi dużo, ale dla spraw narodowych oboję-

tnych lub tylko korzyści swojej szukających. Stronnictwo nasze nie werbuje ludzi żadnymi obietnicami, ale przeciwnie żąda od swych zwolenników spełniania obowiązków wobec Ojczyzny, pracy dla wspólnego dobra. Kto więc miłość narodu polskiego ma w sercu kto pragnie dorzucić cegiełkę do budowy lepszej przyszłości naszego narodu, niech wstąpi do naszych szeregów, abyśmy razem złączeni, wspólnymi siłami, nie lękając się trudów ni przeszkód żadnych, dźwigali kraj nasz z obecnej niedoli, spełniali obowiązki jakich Matka-Ojczyzna od swych dzieci wymaga.

Podajemy tu w krótkości program naszego stronnictwa demokratyczno-narodowego. Niech każdy przeczyta go uważnie, rozważy dobrze, a jeżeliby chciał w tem kierunku razem pracować niech się zgłosi do Redakcyi gazety „Ojczyzny“ w Krakowie, lub do sekretarza Komitetu Głównego stronnictwa pod adresem Stanisław Biega we Lwowie, ul. Ossolińskich 11, a otrzyma bliższe wskazówki i wyjaśnienia.

Program ogólny

polskiego stronnictwa demokratyczno-narodowego.

Już sama nazwa: polskie stronnictwo demokratyczno-narodowe *) mówi nam, do czego to stronnictwo dąży. Tem słowem: narodowe określa ono, że ma na celu nie interesy pewnych tylko ludzi, albo jednej klasy, ale dobro całego narodu polskiego.

Tem zaś słowem demokratyczne mówi ono, że nie uznaje żadnych przywilejów jednej klasy narodu do rządzenia, ale że wszyscy Polacy mają mieć równe prawa i obowiązki względem swego narodu, nikt nie ma być uprzywilejowany w prawach ani z powodu urodzenia, ani majątku, lecz też nikt nie może się usuwać od obowiązków i pracy narodowej.

Narodowość i demokratyzm tak się w naszem stronnictwie wiążą, że nie mogą być rozdzielone. Gdyby więc kto mówił, że on jest demokratą, że chce, aby wszyscy mieli równe prawa, ale, że mu jest obojętne, czy jest Polakiem, Niemcem czy Rusinem, taki nie jest z nami; gdyby znów kto mówił, że on jest Polakiem i chce pracować dla polskiego narodu, ale że chce aby jedna klasa rządziła, a inne były od równych praw odsunięte, taki też nie jest z nami, nie jest demokratą narodowym.

W naszym narodzie polskiem bardziej niż w innych potrzebne jest stronnictwo, któreby przedewszystkiem miało na oku dobro całego narodu, a to dlatego, że naród nasz podzielony jest na trzy części i nie ma nigdzie własnego rządu, ale podlega rządom obcym. Tam gdzie naród ma swój własny rząd, ten rząd czuwa nad interesami całego narodu i jego przyszłością. Rządy zaś obce nie tylko nie czuwają nad naszymi sprawami narodowymi, lecz

---

*) Słowo „demokratyczny" pochodzi z greckiego i oznacza dosłownie rządy ludowe.

przeciwnie starają się nam wydrzeć naszą narodowość polską, zrobić nas Moskalami, lub Niemcami a w najlepszym razie są obojętne na sprawy nasze narodowe.

My więc sami, wszyscy obywatele, bez różnicy, czuwać musimy nad naszymi najświętszemi skarbami narodowemi, bronić ich przed wrogami i pracować dla naszej narodowej przyszłości.

Naród podzielony i bez własnego rządu, jak nasz, jest zawsze słaby. Nie wesoło to być parobkiem u obcego. Podzieleni — nie mamy tyle siły, ile byśmy mieli razem — pozbawieni zaś własnego rządu, nie możemy dość skutecznie pracować dla siebie.

Więc główne dążenie każdego Polaka było, jest i musi być: odzyskanie wolnej, niepodległej Ojczyzny — Polski. To też w pieśni naszej narodowej prosimy wciąż Boga: Przed Twe ołtarze zanosim błaganie — Ojczyznę wolną racz nam wrócić Panie!

Ale wiemy dobrze, że Pan Bóg o tyle udziela nam swych łask, o ile my sami pracujemy nad tem dobrem, do którego dążymy. Więc też i w naszem dążeniu do wolnej Ojczyzny o tyle liczyć możemy na pomoc Bożą, o ile będziemy nad tem usilnie pracowali.

Ale jak pracować?

Do niedawna Polacy za jedyny środek do odzyskania wolności uważali walkę orężną, czyli powstanie. Czterykroć już od czasu podziału zrywaliśmy się do broni. Polało się morze krwi polskiej, śniegi Syberyi zasłały się kośćmi polskimi. I krew ta, choć nam wolności nie wróciła, jednak nie zginęła; ona użyźniła serca nasze.

Dziś zmieniły się czasy. Walka orężna coraz trudniejsza, zamało mamy sił, aby sprostać dobrze uzbrojonym i wyćwiczonym wojskom. Teraz też naród nasz nie o powstaniu myśli. Zamiast walki z bronią w ręku, rozpoczęliśmy walkę inną: cichą, codzienną walkę o p r a w a.

O jakie prawa?

O prawa do istnienia, do rządzenia się sobą.

Polacy pod Prusakiem walczą tylko o prawo do istnienia. Bronią swej wiary, swej mowy, swej ziemi przed zaciekłym wrogiem, który im to wszystko chce wydrzeć.

Polacy pod Moskalem rozpoczęli walkę o język polski w szkole, urzędzie i o własny rząd, czyli autonomię.

A my w Galicyi?

W szkołach i urzędach mamy polski język, urzędy sprawują Polacy, wiary naszej nikt nie prześladuje. Ale nie mamy swoich

rządów, rządzą nami z Wiednia. — Mamy wprawdzie swój Sejm, ale on niema żadnej prawie władzy. Wszystkie prawa ustanawia się w Wiedniu, tam się ustanawia podatki, tam idą nasze pieniądze.

A któż tam rządzi w Wiedniu? Niemcy i Czesi. Oni mają większość, od nich jesteśmy we wszystkiem zależni. A czy co dziwnego, że oni o siebie więcej dbają niż o nas? Nam dostają się okruchy z pańskiego stołu, oni zarządzają naszymi pieniądzmi. Oni chcą czasem uchodzić nawet za naszych opiekunów, a drą z nas skórę co wlezie. Nie jesteśmy dziećmi, opieki nie potrzebujemy, chcemy się rządzić sami na swoich śmieciach, bo póki trwać będzie ta obca opieka, dopóty będziemy pracować na obcych, dopóty nie wygrzebiemy się z biedy.

To też stronnictwo demokratyczno-narodowe postawiło za pierwsze nasze żądanie w tym kraju uzyskanie samodzielności czyli autonomii, aby wszystkie prawa i podatki stanowił nasz Sejm aby Sejm stanowił urzędy i aby namiestnik i wszyscy urzędnicy przed Sejmem odpowiadali za swe czynności.

Musimy też jednak zmienić i skład Sejmu, gdyż nasz Sejm obecny daje przewagę jednej klasie, mianowicie obszarom dworskim. Stronnictwo więc nasze dążyć będzie do zmiany sejmowe ustawy wyborczej, aby zaprowadzić powszechne głosowanie, nie zaś jak teraz kuryami.

Pracując nad uzyskaniem autonomii, jako naszego głównego celu, nie możemy jednak zaniedbywać innych spraw. Musimy więc i w tych warunkach, w jakich jesteśmy, pracować nad wzmożeniem siły naszego narodu, nad podniesieniem w kraju oświaty i dobrobytu, nad stworzeniem różnych urządzeń, któraby nas czyniły niezależnymi od innych ludów Austryi a wspierały w naszej pracy narodowej. Musimy jednem słowem dążyć do zwiększenia naszej siły narodowej i odpierać dzielnie wszelkie atak wymierzone przeciw naszemu narodowi, które chcą nas osłabić.

A nie brak tu takich ataków i dążeń. Z jednej strony inne ludy Austryi, jak Niemcy i Czesi, niechętnym okiem patrzą na wzrost siły polskiej, i radziby nas zatrzymać w roli dawnych niewolników, pracujących na nich. Świeżo przy przeprowadzeniu nowej reformy wyborczej do Rady państwa mieliśmy jaskrawy dowód, jak Niemcy, a zwłaszcza Czesi chcieli pognębić naród polski, osłabić jego wpływ, przez zmniejszenie liczby posłów polskich w Radzie państwa.

Z Niemcami i Czechami mamy nadto do walczenia tam, gdzie naród nasz z nimi się styka, głównie na Śląsku austryackim i w pow. Bialskim. Tam Niemcy zarówno jak Czesi dążą do wyparcia Polaków, do poddania ich pod swoją władzę. Cały więc naród polski obowiązany jest iść z pomocą tym rodakom, którzy są przez obcych zagrożeni. Wzmaganie siły polskiej na kresach zachodnich, wspieranie rodaków w walce z niemczyzną i czechizacyą jest naszym stałym zadaniem.

Z drugiej strony i w kraju samym mamy do zwalczania rosnących wrogów polskiego narodu. W Galicyi wschodniej powstał wśród Rusinów ruch, wrogi wszystkiemu co polskie, dążący do wydarcia nam tego, cośmy setkami lat ciężkiej pracy zdobyli. Musimy więc odpierać wszelkie zamachy radykałów ruskich przeciw polskości wymierzone i wzmacniać polskość na wschodzie.

Po miastach znów zaczął się w ostatnich czasach szerzyć wśród żydów wrogi Polakom syonizm, który gotów jest łączyć się ze wszystkimi wrogami naszego narodu przeciw nam.

W takich warunkach, otoczeni zewsząd wrogimi żywiołami i mając je nawet niejako w naszem wnętrzu, musimy jak najbaczniej pilnować, aby naszemu narodowi nie wyrządzano żadnych szkód, aby nasz polski interes narodowy nic nie ucierpiał. Nadewszystko zaś musimy wszystkimi sposobami starać się wzmocnić nasze siły, przysporzyć sprawie narodowej jak najwięcej pracowników, powołać do wspólnej pracy cały lud wiejski i miejski. Chcąc zdobyć sobie własny rząd, musimy się uczyć rządzić, opierać się na własnych siłach.

A gdzie się lud nauczy dobrze rządzić?

W gminie, powiecie, w Sejmie, w Kółkach rolniczych, kasach Raifaisena i t. p. — Jeżeli ktoś chce rządzić na wielkiem, musi nauczyć się gospodarzyć na małem.

Musimy dalej wytężyć wszystkie siły, aby podnieść oświatę i dobrobyt w kraju.

Naród ciemny i biedny nie może być silnym, nie może być szanowanym, i nie może prowadzić dzielnej polityki. Musimy pomnożyć i poprawić nasze szkoły, tworzyć czytelnie i t. p. Dla podniesienia zaś dobrobytu po wsiach, musimy dążyć, aby lud wiejski miał więcej ziemi. Po wsiach i po miastach musimy budować fabryki, aby nasze pieniądze nie szły do obcych krajów, aby dać zarobek tym, co ziemi nie mają, abyśmy sami wyrabiali, czego potrzebujemy. Musimy zmienić ustawy, które lud krzywdzą, jak ustawa łowiecka, drogowa, szkolna i inne.

Do tej pracy wewnętrznej nad wzmożeniem sił narodu, nad podniesieniem oświaty, dobrobytu i rządności, powinniśmy się zabrać wszyscy, bo wszyscy do niej jesteśmy obowiązani i pan we dworze, gospodarz i parobek, nauczyciel i ksiądz, robotnik, mieszczanin i urzędnik. Nie wolno nam się żreć wzajemnie, budzić nienawiść jednych do drugich, ale owszem szerzyć miłość i zgodę, wzajemnie się wspierać i pomagać sobie. Jesteśmy narodem nieszczęśliwym, uciskanym i w niewoli; więcej nam niż innym potrzeba zgody i miłości. Nie wolno nam łączyć się z obcymi przeciw swoim, rachunki między sobą załatwiajmy w domu.

Program ten ogólny polskiego stronnictwa demokratyczno-narodowego da się streścić w następujących zdaniach:

I. Naród polski nie zrzekając się ani na chwilę dążenia do odzyskania utraconej niepodległości i utworzenia jednego państwa, dąży w każdym zaborze na drodze prawnej do uzyskania jak największej samodzielności, aby mógł wszystkie swoje sprawy załatwiać we własnych sejmach i przez własnych urzędników.

II. Każdy Polak obowiązany jest kłaść na pierwszem miejscu interes całego narodu polskiego, a potem dopiero swój interes klasowy, zawodowy czy osobisty. Nie powinniśmy pozwolić nikomu uszczuplać w czemkolwiek naszych dóbr narodowych (mowy, wiary, ziemi, oświaty i środków do pracy), pracować zaś z całych sił nad ich pomnożeniem, nie oglądać się na żadną obcą pomoc, ale działać własnemi siłami.

III. Główna siła polskiego narodu leży w polskim ludzie, który powinien mieć równe prawa z innymi klasami i spełniać wszystkie obowiązki wobec swego narodu. Wszystkie jednak klasy narodu powinny iść razem i łącznie pracować dla dobra Ojczyzny.

Program szczegółowy.

Kto gruntownie zrozumie i do głębi się przejmie temi ogólnemi zasadami i dążeniami stronnictwa, ten z łatwością potrafi je stosować do bieżących potrzeb i zadań naszego narodu w tej dzielnicy. Ażeby te potrzeby wszystkie wyliczyć, odpowiednio wyjaśnić i znaleść na nie środki, trzebaby tomy książek spisać. To też musimy się tu ograniczyć do przedstawienia najważniejszych spraw bieżących, do których załatwienia zgodnie z ogólnemi zasadami stronnictwo dążyć będzie.

Samodzielność Galicyi.

Droga do uzyskania samodzielności politycznej naszego kraju prowadzi głównie dwoma szlakami: jeden przez Radę państwa w Wiedniu, drugi przez Sejm. W wiedeńskiej Radzie państwa możliwe są dwa sposoby: 1. zmiana konstytucyi Austryi w tym kierunku, aby całe ustawodawstwo przenieść z Rady państwa do Sejmów, zaś Radzie państwa zostawić tylko sprawy wspólne wszystkim krajom. Nazywa się to ustrojem federacyjnym, zamiast obecnego centralistycznego. Drugi zaś sposób, to wyłączenie spraw Galicyi z Rady państwa z Wiedniu i przydzielenie ich wyłącznie naszemu Sejmowi. Byłoby to wyodrębnienie Galicyi. Posłowie z naszego kraju radziliby w Wiedniu tylko w tych sprawach, któreby były wspólne z resztą krajów Austryi. W takim stosunku jest obecnie Kroacya do Węgier.

Dziś trudno przewidzieć, która droga by nas prędzej do celu doprowadziła; nie możemy się też wyrzekać żadnej. Będzie to zależało wyłącznie od stosunków Austryi i w Radzie państwa, czy prędzej da się przeprowadzić federacyę, czy też wyodrębnienie Galicyi.

Przez ustawodawstwo sejmowe nie możemy wprawdzie zyskać samodzielności, możemy jednak znacznie ją rozszerzyć. Sejm nasz

niedostatecznie dotąd korzystał z przysługujących mu praw ustawodawczych i przez to sam uszczuplał zakres swej władzy. Sejm może rozszerzyć swą władzę w sprawach finansowych, szkolnych, w sprawie zabezpieczenia i rozszerzenia polskiego języka urzędowego, w sprawie stanowienia urzędów i t. p.

Stosownie do tego stronnictwo demokratyczno-narodowe starać się będzie w Sejmie:

1. O zakreślenie ustawowe terminu, do którego ustawy sejmowe mają być przedłożone do sankcyi cesarskiej; o podpisywanie ustaw sejmowych przez namiestnika, a nie przez ministrów; o uchwalenie ustawy, aby namiestnik, względnie rząd krajowy, był odpowiedzialny przed Sejmem, tak jak odpowiedzialni są ministrowie przed Radą państwa; wreszcie, aby Sejm mógł oskarżać także ministrów za nadużycie lub nieszanowanie praw krajowych.

2. O zaprowadzenie polskiego języka urzędowego w tych urzędach, które dotąd urzędują w naszym kraju po niemiecku, a to na kolejach, pocztach, w żandarmeryi, w urzędach przemysłowych i monopolowych, w prokuratoryi państwa, w urzędach kasowych i rachunkowych; o zaprowadzenie polskiego języka urzędowego na mocy ustawy krajowej, gdyż dotąd jest on zaprowadzony rozporządzeniem ministeryalnem i ministrowie mogliby go zmienić n. p. na niemiecki; o przyznanie praw językowi polskiemu w urzędach i szkołach na Śląsku i na Bukowinie; o rozszerzenie praw języka polskiego we wojsku, w szkołach i sądach wojskowych, oraz u władz najwyższych w Wiedniu.

3. O rozszerzenie władzy krajowych urzędów administracyjnych, skarbowych i sądów, aby były więcej niezależne od Wiednia, zwłaszcza co do dostaw publicznych, mianowania urzędników i załatwiania rekursów.

4. O przywrócenie dawnych praw Radzie szkolnej krajowej, aby stała się samodzielną, niezawisłą ani od ministerstwa oświaty, ani od władz administracyjnych, a składała się głównie z wybieranych przez Sejm obywateli, a nie z mianowanych urzędników.

5. O przyznanie większej, niż dotąd, niezależności od Wiednia krajowych władz kolejowych, pocztowych, drogowych, monopolów i zakładów przemysłowych państwa, z ustanowieniem najwyższych na cały kraj zarządów.

6. O zniesienie podziału w sądownictwie na Galicyę zachodnią i wschodnią, utworzenie jednego na cały kraj sądu najwyższego; o wprowadzenie do sądów więcej żywiołów obywatelskich, zwłaszcza przez utworzenie sądów pokoju.

7. O zapewnienie siłom krajowym pierwszeństwa do wszelkich posad publicznych w kraju i odpowiedniego ludności Galicyi udziału w zarządzie i sądownictwie centralnem, a produkcyi krajowej pierwszeństwa do wszelkich dostaw publicznych w kraju i odpowiedniego udziału w dostawach centralnych.

8. O oddanie krajowi własności domen i lasów, wraz z kapitałem wykupna prawa propinacyi na ich obszarze, tudzież kopalń i warzelń soli.

9. O wzmocnienie finansów kraju i wogóle finansów samorządnych przez wydany udział w państwowych podatkach spożywczych i stopniowe przekazanie samorządowi wszystkich podatków bezpośrednich.

10. O zapewnienie samorządowi w myśl postanowień statutu krajowego stanowczego wpływu i kontroli przy wymiarze i wybieraniu podatków bezpośrednich.

11. O zapewnienie krajowej władzy autonomicznej stanowczego wpływu i kontroli przy ustanawianiu i zmianie taryf kolejowych, ważnych dla naszego kraju.

Naprawa administracyi.

Przez administracyę rozumiemy wszystkie te urzędy, które wykonują ustawy. Władze te są u nas podwójne, jedne samorządne, gdzie władze sprawują osoby wybieralne, a to urzędy gminne, Rady powiatowe i Wydział krajowy. Drugie zaś są państwowe, a to: starostwa, namiestnictwo, władze podatkowe, szkolne, pocztowe i kolejowe.

Cała ta maszyna administracyjna potrzebuje gruntownej naprawy, gdyż jest ona ciężka, idzie powoli i niezdarnie, a jest kosztowna. Przyczyną zaś tego jest złe urządzenie tych władz.

Władze państwowe chorują na tak zwany biurokratyzm. Urzędnik zależny jest tylko od swych władz wyższych, które go krępują drobiazgowemi przepisami. A te władze wyższe i najwyższe w Wiedniu nie znają stosunków miejscowych. To też urzędnik tem jest dla nich lepszy, im ściślej trzyma się ich przepisów i martwej litery ustawy. Jak zaś na takiem urzędowaniu wychodzi ludność, z którą on ma do czynienia, o tem te władze wyższe nie wiedzą i o to się nie troszczą. Stąd zaś wyradza się samowola urzędników wobec obywateli, załatwianie spraw bezduszne, podług przepisów, a nie podług życia i potrzeb obywateli.

Na urzędy państwowe zwalono bardzo dużo obowiązków, którym też one podołać nie mogą, tembardziej, że kraj nasz na tę samą liczbę ludności i spraw ma znacznie mniej urzędników, niż inne kraje austryackie, gdyż rząd wiedeński bardzo skąpi na urzędy dla naszego kraju. Tak więc urzędnicy narzekają na przeciążenie pracą, ludność zaś na powolne załatwianie spraw.

Ogromnie całemu krajowi ciąży zupełna i drobiazgowa zależność naszych urzędów od ministerstw w Wiedniu. Urzędnik, zależny od Wiednia, więcej się musi oglądać na Wiedeń, niż na dobro ludności, wśród której urzęduje. Opóźnienie w urzędowaniu sprawia i to, że między starostwami a Namiestnictwem jest za wielki przedział. Kraj nasz ma 79 powiatów, więc w Namiestnictwie gromadzi się za dużo drobiazgowych spraw i muszą się miesiącami lub latami nawet odlegiwać, nim na nie nadejdzie kolej. Sprawy wloką się więc powoli, z wielką stratą dla ludności i całego kraju.

Na inną znów chorobę cierpią nasze władze autonomiczne, głównie na brak środków pieniężnych i brak odpowiednich organów wykonawczych.

Gminy są za małe, wskutek tego zanadto obarczone ciężarami podatkowemi, a i tak mają za mało pieniędzy i nie mogą podołać zbyt wielkim swoim zadaniom. Obciąża je nietylko własny zakres działania, ale i sprawy poruczone ze starostw. Ponieważ starosta może karać wójta za zaniedbania, więc wójt pilnuje przedewszystkiem tych spraw poruczonych, staje się parobkiem starosty. Naprawdę, to dzisiaj wójt nie jest urzędnikiem gminy, ale urzędnikiem starosty, na czem sprawy gminne bardzo cierpią.

Władze zaś powiatowe cierpią na brak władzy wykonawczej, zależne są w zupełności od starostów, od których wykonanie uchwał Rady powiatowej zawisło. Marszałek i wicemarszałek powiatowy muszą być na swym urzędzie zatwierdzeni przez cesarza, co znów zależy od władzy politycznej.

Dzisiaj stosunek między władzami państwowemi a autonomicznemi jest taki, że władze autonomiczne sa na drugiem miejscu, zależne od władz państwowych. Powinno zaś być odwrotnie, gdyż władze autonomiczne, jako pochodzące z wyboru, lepiej znają miejscowe stosunki i są przed ludnością odpowiedzialne.

Naprawa administracyi musi więc być gruntownie przeprowadzona i to na wszystkich stopniach. Przedewszystkiem zaś gmina, jako podstawa, gdzie ludność załatwia swoje najbliższe sprawy.

Połączenie obszarów dworskich z gminami jest pierwszym tego warunkiem. Ustawa dzisiejsza, na wzór pruski, oddzielająca

dwory od gmin, jest niedorzeczna i szkodliwa zarówno dworom jak i gminom. Przez połączenie gmina zyskałaby większe dochody a także i ludzi do zarządu. Prócz tego należy zbyt małe gminy które same swym zadaniom podołać nie mogą, połączyć ze sąsiedniemi, a mianowicie takie, które nakładają więcej, niż 50 procent dodatków gminnych. Gmina większa miałaby więcej dochodów, mogłaby lepiej opłacać swych urzędników, a nadto miałaby pieniądze na te sprawy, które teraz są zaniedbane, że wspomnimy tylko obronę pożarną.

Po drugie, należy odjąć gminom te sprawy, które są dla nich zbyt uciążliwe i podołać im nie mogą, jak n. p.: opieka nad ubogimi, policya zdrowia i przekazać je powiatom.

Po trzecie, za poruczony zakres działania państwo powinno gminom zwracać wszystkie koszta. Sprawy te najwięcej kosztują gminę, a rząd nic za to nie zwraca. Jeżeliby zaś rząd nie chciał płacić za to odszkodowania, to niech sobie sam utrzymuje i opłaca w gminie odpowiednich urzędników.

Po czwarte, trzeba zwiększyć nadzór ludności gminy nad urzędami gminnemi. Gmina wybiera Radę na sześć lat i potem już niema nad nią i nad Zwierzchnością żadnego nadzoru. Dlatego trzeba ustawą stworzyć zebrania gminne, czyli — jak to dawniej nazywano — gromadę, złożoną ze wszystkich uprawnionych do wyboru Rady; zebrania gminne powinny się odbywać przynajmniej raz w roku i przed niem Rada i Zwierzchność gminna powinny składać sprawę ze swej działalności. Gromada powinna też zatwierdzać budżet, t. j. dochody i wydatki gminy.

Władze zaś państwowe powinny być naprawione w następujących punktach:

1. Namiestnik powinien być odpowiedzialny przed Sejmem (tak, jak ministrowie są odpowiedzialni przed Radą państwa).

2. Mianowanie wyższych urzędników powinno należeć do namiestnika (a nie do ministrów w Wiedniu) i to na przedstawienie władz autonomicznych. Do urzędów administracyjnych powinni być mianowani nie sami tylko prawnicy, ale ludzie, w zawodowych sprawach gospodarczych wykształceni. A także powinny być przy tych urzędach tworzone władze doradcze z pośród obywateli.

Wreszcie wszyscy urzędnicy powinni być za swe czynności odpowiedzialni nietylko przed swymi władzami, lesz także przed obywatelami, przed sądem, a więc rząd powinien zwracać wszelkie straty, jakie kto ponosi z powodu złego wykonywania władzy przez urzędnika.

Do rozstrzygania sporow z urzędami powinien być ustanowiony najwyższy trybunał administracyjny w kraju, który dotąd jest tylko w Wiedniu.

Do szybszego i lepszego załatwiania spraw urzędowych dzisiejsze starostwa powinny być zmniejszone, mniej więcej winny być tylko tak wielkie, jak dzisiejsze powiaty sądowe. Przy każdym staroście powinna urzędować przyboczna Rada, złożona z obywateli, wybranych przez władze autonomiczne. Rada ta powinna rozstrzygać stanowczo we wszystkich sprawach, objętych ustawami krajowemi i mieć co najmniej głos doradczy w sprawach, objętych ustawami państwowemi, tak, aby starosta był pod nadzorem obywateli i na własną rękę nie mógł się samowolnie rządzić.

Wtedy niepotrzebne będą Rady powiatowe, nie będzie chodzenia od starosty do marszałka powiatowego i na odwrót.

Zamiast zaś Rad powiatowych, należy utworzyć w kraju kilkanaście sejmików okręgowych, któreby prowadziły wszystkie te sprawy, jakie teraz mają Rady powiatowe i wybierały owe Rady przyboczne starostów.

Odpowiednio do tego, powinny też być utworzone okręgi, złożone z kilkunastu starostw, aby nadzorowały starostwa i załatwiały wszystkie drobniejsze rekursy od starostw, tak, aby Namiestnictwu zostawały do rozstrzygania tylko sprawy najważniejsze.

Taki jest w krótkim zarysie obraz naprawy administracyi naszego kraju, do którego dążyć będzie stronnictwo demokratyczno-narodowe. Szczegóły będą opracowywane wtedy, gdy każda z tych spraw wejdzie na porządek dzienny i wtedy szczegóły te uchwalać będzie zjazd stronnictwa.

Zabezpieczenie i rozszerzenie swobód obywatelskich i praw politycznych.

Konstytucya Austryi zabezpiecza każdemu człowiekowi wolność osobistą i udział w zarządzie państwem przez wybór posłów do Rady państwa, sejmów krajowych, rad powiatowych i gminnych.

Wolność osobista obywatela określona jest jednak prawami, których mu pod karą przekraczać nie wolno. Otóż prawa te szczegółowo określające, jak daleko sięgać ma wolność osobista, są pod wieloma względami zbyt krępujące wolność obywatelską i powinny być rozszerzone. Mianowicie domagają się naprawy ustawy o zgromadzeniach i stowarzyszeniach, ustawa o słowie drukowanem,

które teraz są zbyt krępujące. Władze polityczne mają teraz przyznany zbyt wielki nadzór nad zgromadzeniami, mogą ich pod lada jakimi pozorami zakazać lub je rozwiązać. Utrudnione jest szczególnie zakładanie stowarzyszeń politycznych, gdyż stowarzyszenia takie nie mogą ani się ze sobą łączyć, ani zakładać po kraju oddziałów, czyli filii, i podlegają zbyt uciążliwemu nadzorowi ze strony władz politycznych. Otóż stronnictwo demokratyczno-narodowe żąda zmiany tych wszystkich ustaw tak, aby zgromadzenia wolno było tylko wtedy zakazać lub je rozwiązać, jeżeli przedmiot obrad lub ich przebieg sprzeciwia się ustawie karnej; żąda ograniczenia nadzoru nad stowarzyszeniami politycznemi i dozwolenia łączenia się w związki; wreszcie, żeby o tem, czy jakie stowarzyszenie ma być rozwiązane, orzekały sądy, a nie władze polityczne. Aby wreszcie prawa obywatelskie były naprawdę szanowane, potrzebna jest odpowiedzialność urzędników za wszelkie ich wykroczenia przeciw obywatelom; w tych zaś wypadkach, gdzie obywatel ponosi szkodę przez niewłaściwe postępowanie urzędnika, rząd powinien wynagradzać poniesioną szkodę.

Ustawa o słowie drukowanem powinna również w wielu kierunkach uledz zmianie, z jednej strony, aby zabezpieczyć lepiej obywateli przed zniesławieniem ich przez gazety, z drugiej należy przyznać gazetom prawo sprzedaży publicznej, jak to jest na całym świecie, a czego w Austryi dotąd nie wolno.

Jak niedostatecznie zabezpieczona jest wolność obywatelska, tak też i prawa obywateli do udziału w rządach są bardzo ograniczone. Mianowicie od prawa wyboru posłów do Sejmu wykluczona jest bardzo wielka liczba obywateli, którzy nie płacą przynajmniej 8 koron podatków bezpośrednich lub należą w gminie do trzeciej części spisu wyborców, ułożonego według wysokości opłacanych podatków. Nadto niektórym stanom, jak n. p. kilku tysiącom właścicieli obszarów dworskich przyznano zbyt wielkie przywileje, oddawszy im samym wybór znacznej ilości, bo 44 posłów, podczas gdy włościanie, których jest parę milionów, wybierają tylko 74. Również i wykonywanie prawa wyborczego tym, którzy je mają, jest utrudnione przez głosowanie pośrednie i jawne. Dlatego stronnictwo demokratyczno-narodowe domaga się zniesienia wyboru kuryami, a zaprowadzenia głosowania powszechnego, bezpośredniego, tajnego i równego. Takie prawo wyborcze do Rady państwa już zostało przez Radę państwa uchwalone i już w tym roku wprowadzone w życie. Stronnictwo nasze przyczyniło się w znacznej mierze do przeprowadzenia tej reformy, urządzając w kraju

wiele wieców i wpływając przez to na posłów polskich w Wiedniu, bez których zgody nie mogłaby ta ustawa przejść.

Obecnie pozostaje do przeprowadzenia reforma wyborcza do Sejmu, która powinna być oparta na tych samych zasadach, co przeprowadzona reforma do Rady państwa.

Ponieważ jednak Sejm nie posiada Izby wyższej, która jest przy wszystkich ciałach ustawodawczych, więc trzeba w Sejmie zostawić pewną ilość posłów, którzyby mieli prawo zasiadania w Izbie wyższej, gdyby istniała. Do takich należą obecni, tak zw. wiryliści, którzy zasiadają w Sejmie z mocy swego urzędu, a to wszyscy arcybiskupi i biskupi (8 osób), rektorzy najwyższych szkół (4 osoby); a nadto pewną ilość posłów, wybranych przez najwyżej wykształconych i najwyżej opodatkowanych. Tych posłów jednak, razem z wirylistami, nie powinno być więcej, niż trzecia część wszystkich posłów.

Również ważną jest rzeczą, aby wybory odbywały się bez żadnych nadużyć, sprawdzanie zaś wyborów, przeciw którym wniesiono protesty, powinno być przekazane osobnym sądom.

Poprawa szkoły.

Kraj nasz jest bardzo zaniedbany pod względem oświaty. Wprawdzie przez ostatnie lat 30, t. j. od zaprowadzenia samorządu Galicyi, zrobiono dla oświaty bardzo dużo, jednak nie tyle, ile było potrzeba, gdyż Sejm nie miał dość pieniędzy na zakładanie i utrzymywanie szkół. Całe też nasze szkolnictwo potrzebuje dużej naprawy, aby mogło odpowiedzieć należycie swemu zadaniu. Potrzebują przedewszystkiem reformy nasze władze szkolne, które dziś zależne są od rządowej władzy administracyjnej, podczas gdy powinny być władzami samodzielnemi, stojącemi pod nadzorem Sejmu i obywateli. Nauczycielstwo ludowe powinno być lepiej wynagradzane, aby nie żyło w niedostatku i aby nauczyciele, lepiej uzdolnieni i ruchliwsi, nie uciekali do innych lepiej płatnych zawodów.

Szkoła ludowa potrzebuje zmiany, aby przynosiła ludności więcej, niż teraz, pożytku. Wreszcie za mało mamy szkół zawodowo kształcących. Szkół średnich jest za mało, są one przepełnione i nauka w nich nie może być należycie prowadzona. Również młodzież w tych szkołach zanadto jest obciążona przedmiotami, mało w życiu użytecznemi, natomiast nie uczy się w nich wielu rzeczy, które każdy oświecony Polak i obywatel kraju wiedzieć dokładnie powinien.

W Galicyi wschodniej ludność polska po wsiach pozbawiona jest szkół polskich i musi posyłać dzieci do szkół ruskich.

To wszystko wymaga naprawy i stronnictwo demokratyczno-narodowe wielką wagę przywiązuje do naprawy oświecenia i wychowania publicznego, gdyż ono jest podstawą życia i pracy przyszłych pokoleń. Popiera też gorliwie wszelkie stowarzyszenia, które pracują nad podniesieniem oświaty w kraju, jak n. p. Towarzystwo Szkoły Ludowej.

Podniesienie dobrobytu narodu.

Stronnictwo demokratyczno-narodowe dąży do podniesienia dobrobytu całego narodu, zarówno ludności miejskiej, jak i wiejskiej, bo jest stronnictwem narodowem, a nie jednej tylko części narodu. Nie może być zresztą jednej części narodu dobrze, kiedy cała reszta narodu jest biedna.

Co to jest dobrobyt całego narodu? To znaczy, żeby wszystkim ludziom w narodzie było jak najlepiej, żeby nikt nie cierpiał nędzy, a jak najwięcej ludzi było zamożnych.

W Polsce najwięcej jest włościan.

Więc stronnictwo demokratyczno-narodowe starać się będzie o poprawę dobrobytu włościan, bo od ich dobrobytu zależy dobrobyt całego narodu. Jak się włościanie będą mieli lepiej, to i rzemieślnik i fabrykant więcej zarobi.

Czego przedewszystkiem potrzeba do dobrobytu włościan?

Ziemi. Ale ludzi ciągle przybywa. Więc włościanom coraz ciaśniej na swych zagrodach. Więc starają się powiększyć swe gospodarstwa, dokupując ziemi, którą właściciele folwarków sprzedają. Ale mało kto ma dosyć gotówki, żeby zapłacić za ziemię odrazu. Więc ziemię dworską kupują mający gotówkę spekulanci, żeby ją z dobrym zyskiem odkprzedać włościanom. Ponieważ spekulanci garną stąd wielkie zyski, więc dobijają się oni o folwarki, a przez to ziemia ogromnie drożeje. W ostatnich sześciu latach cena ziemi się podwoiła. Im droższa zaś ziemia, tem mniej jej może kupić włościanin, nie może jej kupić tyle, ile jej potrzebuje, a przytem i tak ją przepłaca.

Teraz najwięcej zysków z ziemi mają spekulanci, którzy nią kupczą. A przecież ziemia nie jest dla handlarzy, ale dla rolników.

Temu wyzyskowi włościan-rolników może zapobiedz tylko jedno — krajowy kredyt parcelacyjny.

Ale i między włościanami są już tacy spekulanci, co kupują po kilkanaście, albo kilkadziesiąt morgów, aby potem dwa razy

drożej odsprzedać biedniejszym małemi kawałeczkami. Jakby więc kraj dawał pożyczkę pierwszemu lepszemu, co się o nią zgłosi, toby najwięcej korzyści mieli z tego tacy właśnie spekulanci. A krajowy kredyt parcelacyjny powinien być nie dla spekulantów, ale dla rolników, co chcą ziemię kupić po to, żeby na niej samym gospodarzyć. Kraj powinien więc dawać pożyczkę na parcelacyę folwarków nie pojedynczym osobom, ale spółkom włościan, którzy się razem połączą, aby kupić folwark, czy jaką jego część i między siebie podzielić.

Pierwsza więc rzecz, której się stronnictwo nasze domaga, jest, aby kraj stworzył osobny kredyt parcelacyjny dla włościan, w wysokości stu milionów koron, po to, aby włościanie nie potrzebowali kupować ziemi od spekulantów, ale mogli ją nabywać wprost z pierwszej ręki, po niższych cenach. Kredyt taki ma być dawany tylko spółkom parcelacyjnym włościan, którzy się w spółkę taką połączą dla kupienia folwarku lub części folwarku i podzielenia go między siebie.

Ale nie wszędzie są już folwarki do parcelowania. Gdzie ich nie ma lub bardzo mało, ziemia ogromnie droga, włościanie chętnie kupowaliby ziemię, gdzie taniej, ale nie wiedzą gdzie.

Więc stronnictwo demokratyczno-narodowe domaga się, aby przy Wydziale krajowym utworzone było biuro parcelacyjne. Każdy właściciel, mający ziemię do parcelowania, obowiązany by był zgłosić w takiem biurze, że ma tyte a tyle ziemi do rozparcelowania, po takiej a takiej cenie. Włościanie, chcący nabyć ziemię, zgłaszaliby się do takiego biura. Biuro dałoby im wykazy, gdzie jest ziemia do kupienia i po jakiej cenie, włościanie obejrzeliby sobie, przy pomocy biura zawiązaliby spółkę i biuro wyrobiłoby im pożyczkę z funduszu parcelacyjnego.

Ale takim, co kupują ziemię folwarczną w dalszej okolicy, potrzebna jest jeszcze pomoc w wystawieniu budynków. Ale kraj nie ma swych lasów. Lasy, które kiedyś należały do rządu polskiego, zabrał rząd austryacki. Otóż lasy te rządowe powinny przejść na własność kraju. Wtedy kraj łatwiejby mógł pomódz tym włościanom, co budują się na zakupionych przy parcelacyi gruntach, przez udzielanie drzewa taniej i na dłuższe spłaty.

A nie tylko im. Wiemy, jak wielkiem utrapieniem dla włościan jest brak drzewa.

Więc stronnictwo demokratyczno-narodowe domaga się, żeby lasy rządowe przeszły na własność kraju, żeby kraj, mając swoje

lasy, porobił w miejscach, gdzie nie ma blizko lasu, składy taniego drzewa budowlanego.

Ziemia, to podstawa dobrobytu włościan. Te wszystkie reformy, o których powiedzieliśmy, ułatwią włościanom nabycie ziemi tyle, wiele im potrzeba. Ale oczywiście ułatwi się w ten sposób nabycie ziemi temu, co ma jakąś własną gotówkę. Bo żeby nie wiem jak dogodny był kredyt, nie kupi ziemi ten, kto nie ma wcale gotówki. Można pożyczyć $^4/_5$ ceny kupna, ale tę $^1/_5$ trzeba mieć własną.

To też tacy ludzie muszą szukać zarobków, aby sobie coś złożyć. Najwięcej od nas ludzi idzie na zarobki do Ameryki i do Prus. I bez tych zarobków, jakie stamtąd przynoszą, ludność nasza wiejska obejśćby się nie mogła. Przeszło sto tysięcy ludzi wychodzi z Galicyi co roku na zarobki w świat.

Ale to zarobkowanie połączone jest bardzo często z wielkimi krzywdami i wyzyskiem ze strony agentów i przedsiębiorców.

Dlatego stronnictwo demokratyczno-narodowe domaga się:

1. Aby wychodzącym na zarobki władze nie robiły żadnych trudności.

2. Aby kraj roztoczył opiekę nad wychodźcami przez komisarzy krajowych, ustanowionych przy konsulatach austryackich za granicą w tych krajach, dokąd wychodźcy nasi idą na zarobki.

3. Poprawić należy ustawę o biurach pośrednictwa pracy, aby one były zależne nie od rad powiatowych, ale tylko od Wydziału krajowego.

4. Należy wydać ustawę, aby agenci emigracyjni byli odpowiedzialni przed naszymi sądami za naruszenie lub niedotrzymanie kontraktu. Powinni oni składać odpowiednią na to kaucyę.

W ten sposób będzie miał włościanin zapewnioną ochronę na wychodźtwie za zarobkiem do obcych krajów.

Ale czy w domu ma on ochronę i opiekę od niesprawiedliwości wszelakiej? A przecież ochrona taka mu się należy.

Każdy musi na sobie przedewszystkiem polegać. Najlepsze prawa nie zbogacą tego, komu się pracować nie chce. Ale w pracy tej powinien on mieć wszelaką pomoc, a nie mieć przeszkód. Prawo powinno go od wszelakiej niesprawiedliwości i wyzysku bronić!

Tego domaga się z całą siłą stronnictwo demokratyczno-narodowe. Ale są dziś niektóre prawa takie, co nietylko nie bronią włościan od niesprawiedliwości, ale wprost włościan krzywdzą. Prawa te trzeba natychmiast usunąć i przez sprawiedliwe zastąpić.

Najgorszem z tych praw — to ustawa łowiecka.

Szkodliwość tej ustawy znają dobrze włościanie i nie trzeba .u tego tłumaczyć. Ogranicza ona bardzo prawo własności, gdyż gospodarz na swoim gruncie nie może bronić się od szkód, jakie mu wyrządza dzika zwierzyna.

Stronnictwo nasze jest za tem, aby tę ustawę łowiecką całkiem znieść i aby każdemu na swym gruncie wolno było strzelać zwierzynę łowną w czasie przepisanym, zwierzynę zaś drapieżną w każdym czasie.

O ustawie łowieckiej dużo już było mowy w kraju i dużo narzekania na nią. Bo to krzywda jasna, którą każdy dojrzy. Ale są krzywdy inne, gorsze jeszcze. Ale takie, których się na pierwszy rzut oka nie widzi. A przecież stanowią one wielką przeszkodę ludowi w pracy jego i nad utrwaleniem i poprawą swego dobrobytu.

Rolnik przepłaca teraz to, co mu do gospodarstwa potrzeba. Do drożyzny zaś takich wyrobów przemysłowych przyczyniają się:

1. Zbyt wysokie cła na żelazo. 2. Złe taryfy kolejowe. 3. Kartele fabrykantów, jak n. p. kartel żelazny, w który połączyli się fabrykanci żelaznych wyrobów i nakładają ceny, jakie im się podoba.

Stronnictwo demokratyczno-narodowe dążyć więc będzie: 1. aby znieść cło na żelazo zagraniczne; 2. aby przewóz kolejowy towarów, potrzebnych rolnikom, jak: narzędzi rolniczych, nawozów sztucznych i t. p., był jak najtańszy; 3. aby wydać ustawę przeciw kartelom fabrykantów.

Również ustawa drogowa dokucza włościanom i musi być zmieniona. Dziś, czy bogaty, czy biedny, jednako odprawia szarwark, i drogi są złe. Trzeba więc znieść szarwarki, a drogi naprawiać z podatków, któreby każdy płacił odpowiednio do zamożności.

Najpierwsza rzecz jest usunąć to, co jest złego. Ale zły byłby gospodarz, coby tylko o to miał staranie, żeby gospodarstwo swoje od szkód ochronić, a nie myślał o żadnych ulepszeniach, coby sądził, że jak pole z chwastu wypleni, to już wszystko zrobił, co do niego należy, a nie starał się o zaopatrzenie się w nowe, lepsze odmiany zboża, lepsze narzędzia, lepszy inwentarz, nie wprowadził u siebie uprawy nowych roślin pastewnych i t. d.

Tak samo i w polityce krajowej. Trzeba złe prawa, złe urządzenia usuwać. Ale trzeba też nowe, dobre tworzyć, któreby mogły pomódz rolnikowi w jego pracy. Wiele jest tu do zrobienia. Ale oczywiście nie da się wszystkiego odrazu zrobić. Trzeba zacząć od najważniejszych rzeczy. Najpilniejsze sprawy są:

Żeby zapobiedz klęsce pożarów. Przez pożary co roku marnują się miliony koron. Najlepsze zapobieżenie to, żeby domy były

kryte ogniotrwale. Ale nie mają na to włościanie gotówki. Lecz zaradzić można temu w następujący sposób:

Żeby było przymusowe ubezpieczenie on ognia w krajowym zakładzie asekuracyjnym. Zakład ten włościanom, którzy mają kryte słomą dachy, da pożyczki na to, żeby je pokryli dachówką. Ale choć od budynku krytego dachówką mniej się płaci asekuracyi, niż od krytego słomą, będzie zakład brał od takiego gospodarza nadal opłatę asekuracyjną, jak dawniej, kiedy budynek był jeszcze pokryty słomą, i w ten sposób potrochu ściągnie od niego pożyczkę. A jak już pożyczka będzie spłacona, wtedy gospodarz będzie płacił mniejszą opłatę, jaka się należy od budynku, krytego dachówką.

Ale nietylko pożary wyrządzają znaczne na wsi szkody. Również pomory na inwentarz i nieszczęśliwe różne wypadki z inwentarzem. Dziś, jak wybuchnie zaraźliwa choroba, to przepisy weterynarskie każą wybijać podejrzane sztuki. To jest słuszne, bo tylko w ten sposób można stłumić zarazę. Ale niesłuszne jest, że rząd płaci odszkodowanie tylko za te sztuki, które były zdrowe, a te, które weterynarz po sekcyi uzna, że były chore, za nie rząd nie płaci. Stronnictwo demokratyczno-narodowe żąda, żeby za wszystkie sztuki, czy zdrowe, czy chore, wybijane z powodu zarazy, rząd płacił.

Lecz jeszcze więcej, jak od zaraźliwych chorób, pada bydło z rozmaitych wypadków. A nieraz, jak krowa padnie — to stąd ruina dla drobnego włościanina. Więc stronnictwo domaga się, żeby kraj zorganizował krajowe ubezpieczenie bydła. Ale to nie może być przymusowe ubezpieczeeie, bo by na tem korzystali niedbalcy. A za nichby musieli płacić. A jakby był przymus, to nie możnaby niedbałego gospodarza usunąć od ubezpieczenia. Powinno więc być ubezpieczenie to tak zorganizowanem, żeby ubezpieczał się tylko ten, kto chce. Gospodarze, w jednej gminie mieszkający, którzy ubezpieczyli swe bydło, stanowią spółkę, która sama się rządzi, wybiera swój zarząd, przyjmuje członków, jakich chce, a których uzna za niedbałych o swój inwentarz, wyklucza. Wszystkie zaś te spółki razem stanowią krajowy zakład asekuracyi bydła.

Drugą sprawą dla podniesienia dobrobytu narodu, obok rolnictwa, to p r z e m y s ł.

Kraj nasz ma słabo rozwinięty przemysł. To też setki milionów koron wychodzą od nas do obcych krajów za wyroby przemysłowe. A przecież kraj nasz obfituje prawie we wszystko, co do przemysłu petrzebne. Lecz skarby te leżą albo odłogiem, albo w stanie surowym idą do obcych krajów, tam są przerabiane i wracają do

nas jako gotowe wyroby. Zarabiają na tem obcy robotnicy, obcy fabrykanci i kupcy, a u nas ludzie nie mają pracy i muszą jej szukać gdzieindziej. Traci na tem i rolnik, bo gdyby były fabryki, miałby lepszą sprzedaż tych produktów, które się lepiej opłacają, jak nabiał, jarzyny itp. Kraj miałby z podatków od fabryk więcej dochodów i mógłby w podatkach ulżyć niezamożnej ludności włościańskiej.

Dlatego też stronnictwo popiera wszystkie dążenia do stworzenia w kraju większego przemysłu.

Przemysł potrzebuje przedewszystkiem poparcia ze strony Sejmu i państwa, a mianowicie:

1. Utworzenia wielkiego krajowego funduszu przemysłowego, któryby udzielał tanich pożyczek tym, którzy chcą budować fabryki lub je rozszerzać.

2. Uwalniać nowo-powstające lub rozszerzające się fabryki od wszelkich podatków na lat 15, jak to czynią Węgry.

3. Zniżyć koszt przewozu kolejowego i cła od tych surowych materyałów, które są potrzebne dla przemysłu, a których kraj nie posiada wcale lub za mało, jak węgiel, żelazo, bawełna i t. p.

4. Budować więcej kolei i dróg bitych.

5. Popierać wszelkie stowarzyszenia, mające na celu podniesienie przemysłu w kraju.

6. Oddawać wszelkie dostawy dla urzędów i robót publicznych, rządowych, krajowych i gminnych przedewszystkiem przemysłowcom krajowym.

W przemyśle znów szczególniejsza opieka należy się robotnikom, aby nie byli wyzyskiwani i krzywdzeni. Ustawodawstwo powinno ich otoczyć opieką, zabezpieczyć im zwłaszcza przez odpowiednie ubezpieczenia byt na starość, w razie niezdolności do pracy i w czasie choroby. Robotnicy powinni też czuwać sami nad swemi interesami i łączyć się z związki zawodowe, bezpartyjne, niezależne od związków w obcych krajach.

Stronnictwo demokratyczno-narodowe będzie w tych kierunkach pracować, łączyć robotników do wspólnej pracy dla swego zawodu. Stojąc jednak na gruncie narodowym, żąda ono od robotników wspólnej pracy z całym narodem i zwalczać będzie wszelkie dążenia, które rujnują dobrobyt kraju, rujnują przemysł, n. p. przez nieodpowiednie strajki.

Zwiększenie wpływu Polaków w Wiedniu.

Przeprowadzenie całego naszego programu będzie tem łatwiejsze, im większy wpływ Polacy będą posiadać na sprawy państwa, na

Radę państwa w Wiedniu, która uchwala ustawy, i na rząd centralny w Wiedniu, który przedkłada ustawy sejmowe do sankcyi cesarskiej, mianuje lub proponuje urzędników krajowych i wogól jest doradcą cesarza we wszystkich sprawach politycznych. Zawisłość ta nie ustanie całkowicie nawet po zdobyciu samodzielności naszego kraju, gdyż nawet wówczas cały szereg spraw politycznych pozostanie wspólnym naszemu krajowi z resztą krajów austryackich; co najważniejsze zaś, nawet wówczas koniecznem będzie utrzymanie i zwiększenie wpływu Polaków na politykę zewnętrzną monarchii, aby nie szła ona w kierunku dla narodu polskiego szkodliwym. Bez uszczerbku więc dla dążenia do samodzielności politycznej naszego kraju, przeciwnie, właśnie w celu zdobycia tej samodzielności i w celu wszechstronnej obrony interesów narodowych polskich, pragnie stronnictwo nasze zwiększenia i utrwalenia wpływu Polaków na politykę zewnętrzną i rządy państwa i wyzyskanie tego wpływu w duchu naszych narodowych interesów. W tym celu zaś potrzeba:

1. Pomnożyć liczbę posłów z Galicyi do Rady państwa, zwłaszcza posłów Polaków, w stosunku do liczby ludności. Podług starej ustawy wyborczej, Galicya była skrzywdzona o 40 posłów, podług nowej zaś jest skrzywdzona o 35 posłów.

2. Utrzymać jedność wszystkich posłów polskich w Wiedniu, czyli solidarność Koła polskiego. Stronnictwo będzie przy wyborach zwalczać takich kandydatów na posłów, którzy będą przeciwni solidarności Koła polskiego w Wiedniu.

3. Posłowie powinni być ludźmi niezależnymi, zwolennikami śmiałej polityki, a nadewszystko powinni wybór swój zawdzięczać woli ludu, nie zaś poparciu z góry i nadużyciom wyborczym. Posłowie, wybrani przy pomocy rządu, nie mogą być śmiałymi i niezależnymi i dlatego stronnictwo będzie dążyć do tego, aby stworzyć wszędzie silne, całą ludność obejmujące organizacye wyborcze, któreby rozstrzygały o kandydatach.

4. Koło polskie w Wiedniu powinno prowadzić politykę w porozumieniu z Kołem polskiem sejmowem, powinny odbywać się stale wspólne ich zebrania dla obrad nad polityką wiedeńską.

5. Musimy posiadać w Wiedniu w urzędach centralnych odpowiednią ludności kraju liczbę wyższych i niższych urzędników, aby o naszych sprawach rozstrzygali tam nie Niemcy, Czesi i t. p., jak to jest dotąd, ale znający kraj i życzliwi mu urzędnicy Polacy.



Poufne!

Nr.

Drukowane jako manuskrypt.

PROGRAM

Stronnictwa demokratyczno-narodowego

pod panowaniem pruskiem

poprzedzony rzutem oka na rozwój ruchu narodowego pod panowaniem pruskiem.

(Projekt)

Poufne!

Nr.

Drukowane jako manuskrypt.

PROGRAM

Stronnictwa demokratyczno-narodowego

pod panowaniem pruskiem

poprzedzony rzutem oka na rozwój ruchu narodowego pod panowaniem pruskiem.

(Projekt)

I. Wstęp. — Rzut oka na rozwój ruchu narodowego pod panowaniem pruskiem.

Jako pierwsze, choć najmłodsze stronnictwo polskie pod panowaniem pruskiem, występujemy niniejszem ze ściśle sformułowanym programem i poddajemy go pod sąd opinii publicznej. Czynimy to w przekonaniu, że spełniamy tem samem obowiązek wobec ogółu polskiego.

Nie ma chyba stronnictwa w kraju naszym, o któremby nawet w jednym i tym samym obozie panowały tak rozbieżne, tak sprzeczne ze sobą pojęcia, jak o narodowej demokracyi. Ci, którym zależało na podkopaniu prądu demokratyczno-narodowego, dokładali wszelkich starań, by ogółowi młody nasz ruch w jak najujemniejszych przedstawić barwach.

Broń, którą przeciwko nam walczyli, zmieniali ustawicznie, zależnie od warunków chwili bieżącej. Jest przeto rzeczą zrozumiałą, że na opinią społeczeństwa polskiego pod pan. pr. o stronnictwie demokratyczno-narodowem składają się chaotyczne, sprzeczne, dziwne, nieraz wprost dziwaczne poglądy, względnie przypuszczenia i podejrzenia. Pragnąc temu stanowi rzeczy kres położyć, a zarazem wychodząc z założenia, że ogół ma prawo żądać od wchodzących w jego skład jednostek i grup społecznych jasnego zupełnie określenia aspiracyi

i dążności narodowych, publikujemy program stronnictwa demokratyczno-narodowego pod pan. pr., tworzącego w chwili obecnej skonsolidowaną już zbiorowość społeczną.

Uwzględniając jednakowoż zamęt, lub przynajmniej nieścisłość pojęć, spowodowaną brakiem dostatecznego usystematyzowania i zorganizowania naszego życia politycznego, czujemy się zniewoleni — nim przystąpimy do przedstawienia naszych zasad, ogólnych naszych środków działania, oraz szczegółowego programu pracy — dać krótki rzut oka na ogólny rozwój sprawy narodowej pod panowaniem pruskiem. Skromny ten szkic historyczny ma Czytelnikowi ułatwić zrozumienie ogólnej naszej obecnej sytuacyi, dalej powstania i rozwoju ruchu ludowego i na jego tle ruchu demokratyczno-narodowego.

* * *

W czasie po ostatnim rozbiorze ogół polski pod względem poczucia narodowej dumy i energii w smutnem przedstawia się świetle; w szerszych sferach głębszej narodowej świadomości widzimy zaledwie przebłyski. Niezależnie od tego niepodległa myśl polska wprawdzie nielicznych, ale szczerych ma krzewicieli, ma ich jak w innych zaborach, tak i u nas pod Prusakiem. Nie mogło wtedy być mowy o jakimkolwiek skrystalizowanym planie akcyi politycznej, jednakowoż już na Kongresie Wiedeńskim w r. 1815 Polska jako cały i niepodzielny naród w terytoryalnych granicach z r. 1772 przez usta ks. Czartoryskiego domaga się uznania i poręczenia praw swoich, oraz przynależnego jej w rodzinie narodów europejskich stanowiska.

W kraju przeważające i wpływowe zajmuje stanowisko stan szlachecki, instynktowo poniekąd i z tradycyi dzierżąc ster spraw publicznych. Już w owym czasie stan szlachecki, jako jedynie wybitny, doznaje „opieki“ od rządu pruskiego, bezwiednie zarazem zbliżając się stopniowo do finansowego osłabienia.

Dopiero po r. 1831 szlachta łączy się z obywatelsko uświadomionemi żywiołami ze stanu mieszczańskiego i kapłańskiego; obok Mielżyńskich, Działyńskich, Mycielskich, Raczyńskich, Chłapowskich, Potworowskich, Koźmianów i Cieszkowskich stają do szeregu Marcinkowski, Libelt, ksiądz Prusinowski, księgarze Żupański i Stefański, lecz ci raczej przygotowują kulturalny rozwój społeczeństwa, szczególnie wielkopolskiego, podczas gdy polityczną myśl polską krzepią i szerzą liczni emisaryusze z wychodźtwa, oraz żywioły demokratyczne, grupujące się dokoła poznańskiego Komitetu Centralnego. Zarazem uwłaszczenie włościan (począwszy od roku 1823) kładzie pierwsze podwaliny obywatelskiego uświadomienia naszego chłopa-rolnika, którego r. 1846 zastaje już oświeceńszym, choć politycznie jeszcze drzemiącym, bo lud naszego zaboru nie ma jeszcze ani dość licznych, ani wytrawnych przewodników. Jednakże za nieudany zamach na fortecę poznańską obok Niegolewskiego i Guttrego pokutują w Moabicie i mieszczanin ślusarz Lipiński i rolnik Palacz i wielu innych obywateli nieszlacheckiego pochodzenia. Tak samo udział społeczeństwa w wypadkach r. 1848 nie ogranicza się bynajmniej wyłącznie do sfery ziemiańsko-szlacheckiej, przeciwnie, rozciąga się wybitnie na nasze mieszczaństwo, a w pewnej — choć skromnej — mierze nawet i na lud. Rok 1850, wciągając nas pod ogólną

pruską konstytucyę, daje nam wprawdzie jawną podstawę do bytu i rozwoju politycznego w tejże konstytucyi ramach, jednakowoż część narodu z zaboru pruskiego od początku samego uważa się tylko za „sejm w sejmie“. Od samego też początku zasadniczo już zaznacza się ogólno-polskie i demokratyczne usposobienie większości polityków pod panowaniem pruskiem. Wraz z przedstawicielami najstarszych dzielnicy naszej rodów, Liga Polska z biskupem Janiszewskim na czele szerzy prawdziwą równość braterską wszystkich stanów, oraz ścisłą łączność wszystkich dzielnic polskich państwa pruskiego: Księstwa Poznańskiego, Prus Królewskich i Książęcych, oraz Starej Polski (Ślązka). Podobnie w Kole Polskiem sejmu pruskiego jest zaraz miejsce dla Ślązka i jej przedstawicieli ludowych: księdza Szafranka i włościanina Gorzałki.

Nieudane machinacye policyanta Posta, który prezesa policyi poznańskiej, Baerensprunga, namówił do ukucia rzekomego buntu i powstania przeciwko rządowi pruskiemu, intryga mająca zmiażdżyć szlachtę społeczeństwa wielkopolskiego, umiejętne odkrycie tych sztuczek przez Władysława Niegolewskiego w słynnych interpelacyach berlińskich r. 1859 i 61, wszystko to znacznie przyspiesza tętno ogólnego życia politycznego. Po roku 1863 Bismark nie samą tylko szlachtę osadza w berlińskim Moabicie, a tworząc potem w r. 1866 związek północnoniemiecki, zaś w r. 1871 nowe cesarstwo niemieckie z parlamentem rzeszy — nadaniem prawa powszechnego głosowania sam kładzie podwaliny politycznego wyzwolenia sfer ludowych.

I tu nowy zwrot w politycznem życiu zaboru naszego się zaczyna. Uciskanie Kościoła i prześladowanie

jego kapłanów wszystkie stany społeczeństwa łączy w zgodnej tychże obronie, łagodząc zarazem przeciwieństwa i odcienie polityczne, jakie się między rokiem 1863 a 1871 dość silnie już były zaznaczyły. W tymże to lat dziesiątku szermierze uczciwego demokratycznego postępu dość silnego mieli już przeciwnika. Z wybuchem jednakże walki kulturnej t. zw. klerykali („Kuryer“ zał. 1872 r., upadł 1905) i liberali („Dziennik Poznański“ zał. w r. 1859) konserwatyści i postępowcy przestają walczyć o hegemonię w kraju, czy o prezesurę w Kołach Polskich.

Po pójściu atoli Bismarcka do Kanosy — naszej pracy publicznej w kraju przyświeca coraz wyraźniej idea zdrowego demokratyzmu. Maksymilian Jackowski za pomocą Kółek rolniczych (od r. 73) budzi samowiedzę obywatelską, oraz szerzy oświatę ekonomiczną polskiego włościanina. Żołnierz z r. 1863 ksiądz Franciszek Bażyński założeniem pierwszego taniego wydawnictwa dzieł ludowych, oraz Towarzystwo Oświaty Ludowej, rozrzucają setki tysięcy polskich książek pożytecznych. Ludwik Rzepecki zakłada w r. 1872 tygodnik „Wartę“ (aż do 1890), zaś w r. 1877 pierwsze tanie pismo codzienne dla wszystkich stanów i w tymże „Gońcu Wielkopolskim“ politycznie uświadamia lud polski; „Orędownik“ (zał. jako pismo dwa razy na tydzień wychodzące w r. 71; dziennik od r. ...) główną uwagę i pracę kieruje na stan średni; rozbudzają się i chłop rolny i drobny mieszczanin, którzy dorabiając się ekonomicznie, w publicznych sprawach ogólnemu dobru służyć zaczynają uczciwie i dobijają się o miano Polaka-obywatela.

Mniej czy więcej wyraźne stronnictwa jako takie wyłaniają się w społeczeństwie wielkopolskiem dopiero ku końcowi zeszłego wieku. Podczas gdy je-

dnostki z inteligencyi postępowej dają wyraz swym zapatrywaniom w tygodniku „Przeglądzie Poznańskim“, tworzą t. zw. „Młodą Polskę“, która jednakowoż rozpada się po krótkiem istnieniu wskutek nieumiejętności politycznej i braku organizacyjnej spoistości; podczas gdy „nieprzejednani“ z pod sztandaru „Gońca Wielkopolskiego“ tracą dotychczasowych dzielnych swych przywódców i tem samem w znacznej mierze wybitną swą indywidualność polityczną; w tym czasie rośnie w siłę powoli, ale stale grupująca się dokoła „Orędownika“ i pokrewnego mu duchem „Postępu“ (zał. 1890) poznańska partya ludowa.

Przez partyę ludową prowadzony, na żywiole drobnomieszczańskim opierający się ruch ludowy dzieli z „nieprzejednanymi“ niektóre tylko zasady: wskazuje na pracę wewnętrzną, pracę w kraju (w przeciwstawieniu do akcyi parlamentarnej) jako na główne nasze zadanie, przyczem bardzo silnie podkreśla potrzebę zarobkowego dźwigania się warstw średnich; zwalcza politykę ugodową, która po upadku Bismarcka, inicyatora rugów pruskich (1885) i pruskiej komisyi kolonizacyjnej (1886), przez kilka lat (era Capriviego 1890–94) bałamuci opinię publiczną.

Pierwotnie walka partyi ludowej z ugodowcami ma charakter, nie tyle narodowo-polityczny, ile społeczno-stanowy, antyszlachecki, co do partyi ludowej zraża zarówno „nieprzejednanych“ z pod sztandaru „Gońca“, jako i cały ogół warstw wyższych — nie wykluczając żywiołów nieszlacheckiego pochodzenia. Tem tłumaczy się wynik z wielką namiętnością w Poznaniu w r. 1898 stoczonej walki wyborczej, która jedna wprawdzie secesyjnemu kandydatowi partyi ludo-

wej tysiące głosów drobnomieszczańskich, powoduje jednakowoż resztę wyborców do tem energiczniejszej obrony i zwycięskiego przeprowadzenia kandydatury legalnej. Od tego czasu działalność partyi ludowej przybiera coraz bardziej charakter narodowy w właściwem tego słowa znaczeniu. Dzieje się to pod wpływem następujących czynników.

Związek H. K. T., rosnący od r. 1894-go z każdym rokiem w siłę, nietylko decydujący wywiera wpływ na oficyalne sfery rządowe, lecz niemniej organizuje społeczeństwo niemieckie do otwartej walki eksterminacyjnej przeciwko społeczeństwu polskiemu. Obostrzony system pruski z jednej, panoszący się bezwzględnie prąd hakatystyczny z drugiej strony przyczyniają się w wielkiej mierze do obudzenia się szerokich mas polskich do życia narodowego, do politycznego „zradykalizowania“ się całego spełeczeństwa — w pewnej mierze nawet spadkobierców polityki ugodowej. Ten ogólny ruch narodowy na samym początku nowego wieku pcha w szeregi ruchu ludowego żywioły rekrutujące się z najprzeróżniejszych sfer społecznych, żywioły o silnie rozwiniętym instynkcie narodowo-polskim — i tem samem wyciska na ruchu ludowym znamię wybitnie narodowe.

Szczególnie dodatnim objawem jest powolne, ale stałe narodowe ożywianie się kresów wielkopolskich zapoczątkowane wyborami w r. 1903, które po raz pierwszy przeprowadzono na zasadzie zupełnej narodowej samodzielności. Pracę tę kontynuuje sumiennie prowincyonalna prasa ludowa; wpływ jej rośnie wskutek zarówno jej ilościowego, jak i jakościowego dźwigania się.

Równocześnie, ale częściowo w odmiennych warunkach rozwiją się pod kierownictwem „Gazety Grudziądz-

kiej" (zał.w r. 1895) i w ostatnich latach „Gaz. Toruńskiej" (zał. w r. 1865) ruch ludowy w Prusiech. Przypomina on poznańską partyę ludową w jej pierwszym okresie — zabarwieniem dążności emancypacyjnych ludu silnym stanowym antagonizmem wobec sfer szlachecko-konserwatywnych i solidaryzującego się z niemi polskiego duchowieństwa. Odmienną natomiast cechą ruchu ludowego w Prusiech jest od pierwszej chwili jego tendencya wyraźnie antycentrowa. Widząc grożące ludowi polskiemu niebezpieczeństwo ze strony księży niemieckich z obozu centrowego, polski ruch ludowy w Prusiech od samego początku jasno określa swe stanowisko wobec centrowego hakatyzmu. Z postępem działalności germanizacyjnej duchowieństwa niemieckiego w ostatnich latach, ruch ludowy w Prusiech polityce swej coraz bardziej antycentrowy nadaje charakter, a opierając ją na czysto polskiej podstawie wpływa niewątpliwie dodatnio na poznańską partyę ludową, oddającą się na punkcie sojuszu polsko-centrowego — na równi z konserwatystami — przez długie lata złudzeniom, zostającym w sprzeczności z samodzielną realną polityką narodową.

Na kresach pruskich — w przeciwstawieniu do Księstwa — nie możemy stwierdzić postępu narodowego ruchu ludowego: przeciwnie zarówno na Kaszubach, jak na Mazurach i Warmii fala germanizmu zalewa nam niejedną placówkę. „Gazeta Gdańska" (zał. 1891) i „Gazeta Olsztyńska" (zał. 1886) z trudem tylko dzierżą swe posterunki; „Gazeta Ludowa" w Ełku po kilkuletniej działalności upadła w r. 1903. Przyczyną tych klęsk: słabsza siła odporna żywiołu oddalonego zupełnie od okolic, gdzie życie narodowo-polskie szybszem biło i bije tętnem; niemniej brak czynnej pomocy udzielonej kresom pruskim

przez resztę społeczeństwa. W ostatnich dopiero latach społeczeństwo, większą zwracając uwagę na kresy północno-zachodnie, przystępuje do zorganizowania celowej ich obrony.

W roku bieżącym zaczęło też znowu wychodzić pismo w duchu polskim dla Mazurów książęcopruskich, a mianowicie „Mazur“ w Szczytnie.

Odmienne zupełnie od rozwoju ruchu ludowego w Księstwie i Prusiech są koleje ruchu polskiego wśród ludu górnośląskiego, odrębne nań bowiem składają się warunki. Fryderyk II., zdobywszy Ślązk dla państwa pruskiego, szerzy w kraju tym na każdym kroku najenergiczniej germanizacyę. System germanizacyjny odnosi ten skutek, że na Ślązku Dolnym, w stronach przeważnie ewangelickich, żywioł polski zostaje zupełnie złamany, że znika doszczętnie ślad po polsku mówiącej drobnej szlachty wiejskiej, że miasta stopniowej, ale stanowczej ulegają germanizacyi; tylko lud wiejski na Górnym Śląsku pozostaje polskim, przynajmniej językowo, albowiem politycznie czuje on się pruskim, przyczem odznacza się silnym separatyzmem prowincyonalnym; główną zaś jego cechą to religijność, która tłumaczy budzące się mimo germanizacyi czytelnictwo polskich książek religijnych. Po krótkiem istnieniu szeregu gazet ludowych, założonych w r. 1848, rozpoczyna się era polskiego dziennikarstwa na G. Ślązku na dobre w r. 1868, w którym powstaje „Zwiastun górnośląski“, redagowany najpierw przez ks. Purkapa w Niemieckich Piekarach, później przez nauczyciela Karola Miarkę w Królewskiej Hucie. W następnym roku Miarka, rozszedłszy się z wydawcą „Zwiastuna“, kupuje „Katolika“, wydawanego w Chełmnie przez J. Choci-

szewskiego, i wydaje go najpierw w Królewskiej Hucie, potem w Mikołowie. Zarazem powstają pierwsze towarzystwa polskie: w r. 1868 istnieje już w Mysłowicach stowarz. czeladzi katolickiej o charakterze polskim, zaś w r. 1871 założono z inicyatywy ks. Bącka pierwsze polskie towarzystwo młodzieży pod wezwaniem św. Alojzego.

Tymczasem wybucha walka kulturalna. Lud występuje w obronie duchowieństwa; to samo czyni polska prasa ludowa. Duchowieństwo kojarzy się z ludem, popiera gorąco polskie gazety. Rozwija się szybko „Katolik“, którego redakcyę obejmuje po aresztowaniu Miarki ks. Radziejewski. W r. 1889 powstają „Nowiny Raciborskie“, a r. 1890 „Gazeta Opolska“. W tym czasie istnieje już cały szereg towarzystw polskich, prawie wszystkie pod kierownictwem księży, a mianowicie: blisko 30 towarzystw młodzieży pod wezw. św. Alojzego, znaczna liczba towarzystw robotniczych, z których wyłania się „Związek wzajemnej pomocy chrześciańskich robotników“, z siedzibą w Bytomiu, oraz kilka towarzystw przemysłowych i „kasynów katolickich“.

Zasadniczy zwrot w stosunkach górnośląskich następuje z chwilą, gdy partya centrowa, będąca wyrazem opinii sfer niemiecko-katolickich, po załagodzeniu dysonansów wywołanych walką kulturną, z partyi opozycyjnej powoli, ale konsekwentnie staje się partyą rządową. Znaczna część duchowieństwa górnośląskiego zabiera się do germanizacyi, odebrawszy hasło z góry. Ks. kard. Kopp w r. 1897 rozkazuje księżom złożyć przewodnictwo w niewinnych towarzystwach św. Alojzego, lub rozwiązać je. W seminaryum duchownem we Wrocławiu ginie dla polskości młodzież duchowna, o ile nie zgermanizowała się już ne ławie gimnazyalnej. Księża

zwalczają gazety polskie, propagują zaś centrowo-pruską „Gazetę katolicką“. Niemniej siostry miłosierdzia, oraz różne ochronki (zakłady św. Jadwigi) wyraźną uprawiają germanizacyę. Instytucye kościelne i dobroczynne dopełniają to, czego nie dokonała jeszcze szkoła i służba wojskowa.

Śmiałemu rozrostowi systemu germanizacyjnego przeciwstawia się na samym początku nowego wieku młody polski ruch narodowy. Nie występuje on już wyłącznie w obronie wiary katolickiej i języka polskiego, lecz przeciwnie opiera się na szerokiej podstawie narodowej; wskazuje na łączność z innemi dzielnicami Polski i żąda zupełnego uniezależnienia narodowych interesów polskiego ludu górnośląskiego od widoków polityki centrowej; odpiera z całą stanowczością germanizacyjne zakusy wielkiej części duchowieństwa i wbrew woli tegoż duchowieństwa gromadzi w r. 1903 po dwuletniej zaledwie pracy około 45 tysiecy wyborców pod narodowym sztandarem „Koła Polskiego“, w tymże samym roku w procesie bytomskim zadaje księżom germanizatorom ciężką klęskę moralną, a w r. 1905 w Katowicko-Zabrskiem odnosi walne zwycięstwo nad partyą centrową, popieraną przez duchowieństwo niemieckie, niemniej jednakowoż nad ruchem socyalistycznym.

Prąd narodowy o wyraźnej dążności zmierzającej do wyemancypowania się z pod hegemonii niemiecko-centrowej uwydatnia się nietylko w kraju, lecz również wśród mas ludowych na w y c h o d ź t w i e i przyczynia się tem samem w pewnej, choć skromnej mierze do osłabienia wpływów germanizacyjnych, nacierających na wychodźców ze wszcch stron, przedewszystkiem wpływu pruskiej szkoły, niemieckiego duchowieństwa i niemie-

ckiego socyalizmu. Zarówno w Berlinie, jak w Westfalii i Nadrenii głosowano przy wyborach do parlamentu w r. 1903 na kandydata polskiego. Oprócz pism miejscowych — „Dziennika Berlińskiego" (zał. w r. 1896) przez krótki czas „Narodowca" w Berlinie (r. 1902); „Wiarusa Polskiego" w Bochum (zał. 1891 r.) i „Dziennika Polskiego" (zał. 1901 r.) — wpływ na wychodźtwo wywierają przedewszystkiem: „Gazeta Grudziądzka", „Górnoślązak", „Polak", poznański tygodnik „Praca" (zał. w 1897 r.), „Postęp" i „Goniec Wielkopolski".

* *

Na ogólny narodowy ruch ludowy w kraju i na wychodźtwie składają się różnorodne czynniki — zależnie od granic prowincyonalnych, oraz od sfery wpływów odnośnych organów prasowych. Dla jednej tylko zbiorowości społecznej na gruncie ogólnego narodowego ruchu ludowego nie istnieją granice prowincyonalne, a tą zbiorowością jest: stronnictwo demokratyczno-narodowe.

Pierwiastków ruchu tego szukać należy w obozie zarówno „nieprzejednanych", jak i ludowców poznańskich, głównie jednakowoż w demokr.-narodowym ruchu Królestwa Polskiego. Umysł inteligentnej młodzieży, dorastającej w czasie najsilniejszych starć nieprzejednanych z partyą ludową, oraz tychże obydwu odcieni z konserwatystami i ugodowcami, twórczo zapłodniony został przez „Przegląd Wszechpolski" i przez żywioł dem.-nar. z Królestwa, przebywający za granicą. Tym sposobem młoda inteligencya, która na samym początku obecnego wieku na arenę pracy publicznej wstępować

poczęła, szukając nowych dróg, poszła środkowym szlakiem — pomiędzy nieprzejednanymi a partyą ludową, odrzucając tejże ostatniej pierwotnie właściwy polityczny oportuizm, prowincyonalizm i charakter stanowy, natomiast zbyt idealistyczny narodowy program szlacheckiego demokratyzmu nieprzejednanych naginając do realnych potrzeb społeczeństwa, na którego czoło coraz bardziej wysuwają się sfery średnie i niższe, dźwigające się materyalnie i intelektualnie. Z tego charakteru młodej narodowej demokracyi miarodajne w kraju czynniki nie zdały sobie dostatecznie sprawy. Przesiąknięta wówczas politycznym prowincyonalizmem i oportunizmem, powitały ruch dem.-nar., jako „obcy“ i rzekomo do ruchawki zmierzający, stanowczo nieprzychylnie, tem bardziej że pierwsze kroki stawiał na nieznanym i niezrozumiaym naszym politykom gruncie berlińskim. Nie tylko konserwatyści, lecz również kierownicy partyi ludowej stanęli w silnej do ruchu dem.-nar. opozycyi, upatrując w młodych narodowych demokratach „zakapturzonych socyalistów“; wywiązała się namiętna polemika między organami partyi ludowej, a najpierw „Dzien. Berlińskim“, później „Narodowcem“ i „Gońcem Wielkopolskim“, których to pism wydawcy udzielali narodowym demokratom głosu.

Ruch dem.-nar. od pierwszej chwili baczną zwrócił uwagę na Górny Ślązk. Już na łamach „Dziennika Berl.“, rozpoczęto w r. 1900 politykę narodową, zmierzający do politycznego usamodzielnienia ludu górnośląskiego, do wyzwolenia go z pod dyktatury centrowej, oraz germanizatorskich wpływów większości duchowieństwa górnośląskiego. Peryodycznie ukazywały się t. zw. numery śląskie „Dziennika Berl.“; rozpowszechniono 3 broszury agitacyjne: „Precz z Centrum!“, „Jeden na-

ród, jedna myśl!" i „Baczność, chleb drożeje!". W 1902 r. powstał „Górnoślązak"; redagowany przez rodowitych ślązaków z obozu dem.-nar., stał się osią całego ruchu narodowego na G. Ślązku. Odtąd przednią tego ruchu straż stanowi narodowa demokracya. W r. 1905 powstał drugi organ dem.- nar., „Polak".

Szybki stosunkowo rozwój ruchu narodowego na Górnym Ślązku zelektryzował patryotyczne sfery społeczeństwa polskiego zaboru pruskiego, przedewszystkiem zaś politycznie i społecznie uświadomione masy ludowe. Na walnem zebraniu przedwyborczem w Poznaniu w r. 1903 wniesiona przez narodowego demokratę rezolucya, wyrażająca uznanie narodowcom górnośląskim, przyjętą została z zapałem, nieomal jednogłośnie. Podobny zupełnie obrót wziął wkrótce potem wiec, urządzony w Poznaniu celem omówienia sytuacyi w Westfalii i Nadrenii; i tutaj bezwarunkowo zwyciężyła niezależna od polityki centrowej idea narodowej samodzielności.

W następnym roku (po śmierci posła Głębockiego) Wielkopolska, a mianowicie okręg śremsko-średzko-wrzesiński — z inicyatywy narodowej demokracyi — ofiarował mandat sejmowy reprezentantowi Górnego Ślązka, co było tryumfem myśli ogólno-narodowej nad prowincyonalnemi i lokalnemi hasłami politycznemi.

Tymczasem wstąpił był szereg młodych narodowych demokratów na grunt wielkopolski i zabrał się do pracy publicznej, zbliżając się przytem do przywódców partyi ludowej. Stosunki poczęły się układać coraz korzystniej. Podczas kiedy w r. 1903 przy wyborach do parlamentu partya ludowa nieprzychylne jeszcze wobec narodowej demokracyi zajęła stanowisko, w tymże

samym już roku przy wyborach do sejmu obadwa stronnictwa wspólnemi siły przeprowadziły swoje kandydatury pod hasłem bezwzględnej narodowej samodzielności. Odtąd narodowa demokracya, składająca się z obywatelstwa zarówno świeckiego, jak i duchownego, stanowi w wielkopolskim narodowym ruchu ludowym czynnik wybitnie narodowy.

Bezpośredni wpływ narodowej demokracyi na bieg sprawy narodowej w Prusiech sprowadza się dotąd do osobistych stosunków i osobistego oddziaływania kilku naszych zwolenników z kół inteligencyi świeckiej i duchownej. Silny natomiast wpływ pośredni wywarło narodowe obudzenie się Górnego Ślązka, dążące do zrzucenia jarzma centrowego.

Na wychodźtwie ma stronnictwo demokratyczno-narodowe w Berlinie stosunkowo liczny zastęp adherentów, odznaczający się wielkiem zacięciem politycznem, ale niedostatecznie jeszcze politycznie skonsolidowany; obywatele grupujący się dokoła Polskiego Towarzystwa Demokratycznego (zał. w r. 1900) mają przewagę w berlińskim Komitecie politycznym. Na zachodzie Niemiec, mianowicie w Nadrenii ma wielki mir demokratyczno-narodowa prasa Górnego Ślązka.

* * *

Tak przedstawia się w krótkich słowach rozwój ruchu narodowego pod panowaniem pruskiem; tak wygląda w ziemiach polskich państwa pruskiego i na wychodźtwie ogólny narodowy ruch ludowy, a na jego tle ruch demokratyczno-narodowy.

Już w ciągu skromnej charakterystyki ruchu

ludowego, która z natury rzeczy tylko najznamienniejsze jego podkreślić mogła cechy, zaznaczyliśmy, że w skład narodowego ruchu ludowego wchodzą jednostki i grupy społeczne, których poglądy na nasze sprawy publiczne rozchodzą się w wielu, nieraz zasadniczych punktach. Nawet w łonie jednej i tej samej zbiorowości uwydatnia się częstokroć wielka rozbieżność pojęć i niedostateczne wzajemne zrozumienie się. Dochodzi do tego brak jasno wytkniętego celu ruchu ludowego i ściśle określonych środków działania, brak spoistości organizacyjnej i systematycznego podziału pracy. Tem tłumaczy się niejednolita i niekonsekwentna działalność narodowego ruchu ludowego, powodująca nieraz marnowanie sił i wzajemne paraliżowanie akcyi.

Wyłaniając się z narodowego ruchu ludowego jako sharmonizowana, skrystalizowana grupa społeczna o ściśle sformułowanym programie, pragniemy wyżej wspomniane braki i błędy choć w części usunąć, pragniemy nakłonić cały narodowy ruch ludowy do gruntownej rewizyi swych wierzeń, wskazań i haseł, do zestrzelenia, zorganizowania swych sił, dotąd samopas działających. Zupełnie obcym jest nam zamiar wnoszenia w narodowy ruch ludowy, a tem samem i w całe społeczeństwo, zamętu i rozdźwięku. Przeciwnie; występujemy w imię zgody, ale zgody opartej — nie na wzajemnej adoracyi i gnuśności — lecz na dobrej woli i trzeźwej myśli krytycznej. To też z wdzięcznością powitamy każdą rzeczową, dobro ogółu na oku mającą ocenę naszego programu, którego usterki, a może i poważniejsze błędy łatwiej dostrzedz ludziom stojącym poza naszym obozem, aniżeli nam samym. Wierzymy silnie, że publikacya nasza, połączona ze szczerą i wszech-

stronną wymianą zdań, przyczyni się do pogłębienia myśli narodowej i zrozumienia narodowych obowiązków, przyczyni się do tak pożądanego zorganizowania ogólnonarodowego ruchu ludowego pod panowaniem pruskiem. Niejedno nas dzieli i dzielić będzie, ale wiele, bardzo wiele nas łączy i ściślej złączyć powinno.

II. Zasady stronnictwa demokratyczno-narodowego.

Podstawą wszelkiej dążności i wszelkiej działalności stronnictwa jest stwierdzenie następujących dwóch faktów naszego życia narodowego:

I. Mimo podziału politycznego mamy poczucie narodowej jedności, poczucie interesów ogólnych, odrębnych od interesów innych narodów; mimo politycznej niewoli jesteśmy żywym politycznym narodem, mającym nietylko prawo do wszechstronnego rozwoju, lecz również i zdolności prawidłowego rozwijania się o własnych siłach, oraz systematycznego pracowania nad zapewnieniem sobie w przyszłości politycznej swobody.

Hasło: „w obronie wiary i języka przodków naszych" jest poniekąd spadkiem odziedzicznym przez t. zw. żywioły „umiarkowane" po politykach ugodowych. Tradycyjna lękliwość sfer, do niedawna sterem polityki naszej kierujących, sfer, dla których niewzruszonym dogmatem było i jest częściowo dziś jeszcze stereotypowe: „nie drażnić", lękliwość sfer tych nakazywała im wszelkie społeczeństwa polskiego szersze aspiracye polityczne zasłaniać gęstą mgłą frazesów o naszej „lojalności", nakazywała im dalej walkę o naszą polskość, o naszą narodowość sprowadzać do ciasnego zakresu walki o „wiarę i język przodków naszych". Hasło to było w zaborze

pruskim do niedawna jeszcze popularne. Szerzone przez żywioły „umiarkowane“ skwapliwie, lud — przedewszystkiem wiejski — utrwalało w mniemaniu, że przodkowie nasi te dwa nam tylko przekazali ideały: „polską wiarę“ i „polski język“. Dopiero pod wpływem zaostrzającego się systemu pruskiego, ktory, nie zadowalniając się wypieraniem mowy polskiej, zabrał się do rujnowania wszelkich podwalin naszego życia narodowego, dalej dzięki energicznej akcyi żywiołów patryotycznych celem nadania ruchowi ludowemu znamienia wybitnie narodowego, dopiero pod wpływem tych czynników przebrzmiały bałamutne hasła, i ciasne pojęcia polityczne ustąpiły tej świadomości unarodowionych zastępów ludowych, że my walkę toczymy nietylko o „wiarę i język przodków naszych“, lecz w równej mierze o polskie zwyczaje, polskie obyczaje, o polską kulturę, polski sposób myślenia, o polską duszę, o to wszystko, co stanowi, czy jesteśmy lub nie jesteśmy narodem. Takie poczucie narodowe obudziło się dziś już nawet w znacznym odłamie polskiego ludu na Górnym Ślązku. Przed siedmiuset laty oderwany od pnia macierzystego, Górny Ślązk nie zatracił swej polskiej indywidualności; przeciwnie, ruch polski na Ślązku do niedawna wyłącznie ruch językowy, w dobie obecnej przekształcił się na ruch narodowy w całem tego słowa znaczeniu.

II. Mimo nieprzyjaznych warunków zewnętrznych, narażających nas ustawicznie na straty dotkliwe, we wszystkich trzech zaborach rozwijamy się, rośniemy w siłę i tężyznę społeczną, a tego rozrostu społecznego przyczyną: ekonomiczne, polityczne i kulturalne d ź w i g a n i e s i ę n a s z y c h s z e r o k i c h m a s l u d o w y c h.

Najwiekszy postęp polskich mas ludowych dokonał się niewątpliwie w zaborze pruskim. System wroga naszego, polegajacy na intensywnem protegowaniu gospodarstwa żywiołu niemieckiego i na wyraźnem ekonomicznem bojkotowaniu społeczeństwa polskiego — naszej walce o chleb powszedni, przedewszystkiem zaś o ziemię, nadał charakter walki polityczno-narodowej, Z dnia na dzień w twardych warunkach politycznych staczana walka o byt musiała, w połączeniu z agitacyą oświatowo-patryotyczną, w ludzie naszym wyrobić poczucie samowiedzy obywatelskiej, rozbudzić w nim instynkt narodowy, pchnąć go w szeregi uświadomionych szermierzy polskości. Najbardziej jeszcze zaniedbany jest u nas z natury rzeczy robotnik rolny; do niego oświata w skromnej tylko dotarła mierze. Natomiast znaczną samowiedzą obywatelską odznacza się zarówno nasz gospodarz wiejski, jak niemniej drobny nasz rzemieślnik i robotnik przemysłowy. A co niemniej ważne, czem wyprzedziliśmy stanowczo społeczeństwo pozakordonowe, oto zdołaliśmy wytworzyć stosunkowo silny, niemniej inteligentny miejski stan średni, będący dziś jedną z głównych ostoi naszego życia narodowego.

Z uznania powyższych dwóch faktów wynikają następujące demokratyczno-narodowe zasady stronnictwa:

I. Za naczelną zasadę uważamy: kierowanie się we wszelkiej publicznej działalności względem na dobro narodu polskiego jako całości; podporządkowanie interesów lokalnych i dzielnicowych, stanowych, względnie klasowych interesom ogólno-narodowym; czyny i zdarzenia polityczne

oceniają się z tego punktu widzenia, czy przyczyniają się do wzmocnienia, względnie osłabienia odporności i wpływów narodu na zewnątrz, na wewnątrz zaś do rozwoju, względnie uszczuplenia sił narodowych, do utrwalenia, względnie podkopania naszej jedności narodowej.

Powyższa ogólno-narodowa zasada w stosunku do społeczeństwa polskiego pod panowaniem pruskiem następujący szczegółowy zawiera nakaz:

utrzymywanie nietylko ideowej, ale i faktycznej łączności między Wielkopolską, Prusami, Ślązkiem i wychodźtwem, łączności wykluczającej szkodliwe dobru ogólnemu uprzedzenia i antagonizmy dzielnicowe; tworzenie, względnie popieranie organizacyi ogarniających całokształt żywiołu polskiego pod panowaniem pruskiem; dążenie do jak najściślejszego zespolenia towarzystw polskich jednego typu, istniejących w obrębie państwa pruskiego; prowadzenie w granicach państwa pruskiego, względnie rzeszy niemieckiej, wspólnej politycznej akcyi wyborczej przez nasze naczelne władze wyborcze.

Uznanie powyżej sformułowanej zasady ogólno-narodowej nie oznacza bynajmniej, jakobyśmy poszczególnym interesom dzielnicowym, klasowym odmawiali racyi bytu. Przeciwnie interesa te są naturalnym zupełnie wynikiem ustroju państwowego i społecznego. Czuwanie nad swemi odrębnemi interesami, zaspakajanie własnych potrzeb jest obowiązkiem danej dzielnicy czy też klasy społecznej, która, spełniając ten obowiązek jako cząstka całości narodowej, działa dla dobra ogólno-narodowego. Tylko wtedy, gdy interes dzielnicowy, stanowy, względnie klasowy sprzeciwia się interesom całego

narodu, natenczas dobro cząstki narodu musimy poświęcać na rzecz dobra ogólnego.

Podobnież z ogólno-narodowej zasady nie wynika, jakby jedno stowarzyszenie miało się rozwijać kosztem drugiego, jakoby warunki lokalne jednej dzielnicy przy konkretnej pracy miano sztucznie naginać do odrębnych zupełnie warunków miejscowych innej dzielnicy. Przeciwnie: prawdziwy, normalny postęp dokonywa się samodzielnie, mocą własnej wewnętrznej siły żywiołowej. Wspólność jednakże celów i ogólnych dążeń, niezależnie od samoistnej, o własnych siłach, z uwzględnieniem warunków miejscowych prowadzonej pracy, wymaga stworzenia między stowarzyszeniami o tymże samym charakterze ścisłego łącznika, umożliwiającego wspólną wzajemną kontrolę nad charakterem danych stowarzyszeń i nad prawowitością ich zasad i robót, ułatwiającego czuwanie nad wspólnemi interesami i osiągnięcie wspólnych celów.

Społeczeństwo polskie pod panowaniem pruskiem w rzeczy samej coraz bardziej przejmuje się zasadą ogólnonarodową, czego dowodem n. p. powołanie do życia Centralnego Komitetu Wyborczego i „Straży“, lub niebywałe do niedawna zainteresowanie się jak najszerszych mas losem rodaków w Królestwie, począwszy od wojny rosyjsko-japońskiej. Co przed kilkunastu, a nawet kilku laty było zaledwie idealnem pragnieniem patryotów polskich, co wówczas politycy ugodowi i „umiarkowani“ przedmiotem robili sarkastycznej krytyki, to dziś — dzięki energicznej pracy żywiołów patryotycznych — jest ogólną zasadą całego światłego społeczeństwa, jest w wielkiej mierze — faktem dokonanym.

II. Interesy ludu, sprawa jego postępu i rozwoju są dziś równoznaczne z interesami narodu; skoro tedy zachodzi sprzeczność społecznych dążeń warstw poszczególnych, miarodajnym jest interes ludu polskiego.

Ścieranie się interesów różnych warstw jest nietylko naturalnym wynikiem obecnego ustroju społecznego, lecz nawet ważnym czynnikiem społecznego postępu — o ile ono utrzymuje się we właściwych granicach, t. zn. o ile nie podkopuje poczucia solidarności narodowej. Budzenie natomiast antagonizmów stanowych, wbijających nowy klin w politycznie rozćwiartowany nasz naród, oraz wszczynanie walk klasowych, paraliżujących normalny rozwój stosunków nietylko polityczno-narodowych, lecz również ekonomicznych, jest czynem zarówno przeciwnarodowym, jak przeciwpostępowym. To też urządzanie t. zw. secesyi w imię haseł stanowych lub partyjnopolitycznych, jak nie mniej systematyczne bojkotowanie jednej warstwy społeczeństwa polskiego przez drugą, połączone z propagandą bezwzględnej solidarności „międzynarodowego proletaryatu", leżą nietylko poza obrębem naszej działalności, lecz z naszej strony doznają wprost bezwzględnego zwalczania.

Z powyższej zasady demokratyczno-narodowej wypływają następujące obowiązki dla warstw średnich i wyższych z jednej, dla warstwy ludowej z drugiej strony:

1) Obowiązkiem warstw średnich i wyższych jest zapoznanie się z moralną i materyalną dolą ludu polskiego, oraz branie czynnego udziału w pracy nad narodowem i obywatelskiem uświadomieniem, nad ekonomicznem i kulturalnem podniesieniem ludu naszego.

Błędnem zupełnie jest rozpowszechnione u nas

mniemanie, jakoby po za wypełnieniem obowiązków rodzinnych i zawodowych, oraz poza spełnieniem obowiązku narodowego przy wyborach — społeczeństwo nasze nie miało prawa wymagania od każdego swego członka oddania się na usługi sprawy narodowej, do pracy publicznej. Nie mając własnego rządu narodowego, musimy obywatelsko-narodową pracą ogółu zastąpić te wszystkie czynności, które u politycznie niezależnych narodów wchodzą w zakres polityki wewnętrznej rządu państwowego. Najważniejszą taką funkcyą (obok wychowania młodego pokolenia w duchu czysto narodowym) jest szerzenie i pogłębianie oświaty społeczno-narodowej w licznych zastępach ludu polskiego. Zakres pracy tej jest olbrzymi. Uchylanie się od niej i składanie całego jej ciężaru na barki chętnych i ofiarnych jednostek jest tychże rodaków wyzyskiem, a grzechem wobec własnego narodu. Tylko ogólna, na podstawie podziału pracy oparta, na wielką skalę i systematycznie prowadzona praca oświatowa może nas do pożądanego doprowadzić celu. Praca ta ma przytem tak różnorodny charakter, rozpada się na tak liczne gałęzie, że jedna z nich musi odpowiadać indywidualnym zdolnościom i upodobaniom danej jednostki. Dopiero, gdy istotnie ogół nasz uświadomiony, czynnie zajmie się oświatą ludu polskiego, dopiero wówczas będziemy „społeczeństwem na wskroś zdemokratyzowanem“, a powinniśmy zostać niem tembardziej, że nie tylko nasze warstwy średnie, lecz również stanowcza większość naszej zawodowej inteligencyi świeckiej, niemniej jak duchownej, pośrednio lub bezpośrednio rekrutuje się ze sfer ludowych. Nie odwracać się tedy od ludu, kosztem tegoż, oraz kosztem grosza publicznego do-

biwszy się wiedzy i wyższego stanowiska społecznego, lecz z ludem tym współczuć i współmyśleć, z nim pracować i walczyć, z nim naprzód iść ręka w rękę — oto zadanie narodowo i demokratycznie usposobionych żywiołów, które w miejsce czysto uczuciowego, biernego patryotyzmu stawiają męski patryotyzm czynu.

2) Obowiązkiem ludu jest bezwzględne we własnej sferze przestrzeganie równouprawnienia, skrzętna praca nad polepszeniem swej doli materyalnej, ochocze garnięcie się do oświaty, do narodowych praw i narodowych obowiązków.

Z zasady demokratyzmu wypływają dla ludu nietylko szerokie prawa, lecz również poważne społeczne obowiązki. Chcąc się kulturalnie i ekonomicznie rozwinąć lud winien przedewszystkiem sam o sobie pamiętać, sam dbać o swoje dobro, nie zaś oglądać się ustawicznie na pomoc życzliwych mu żywiołów i od tychże żywiołów dobrej woli, wytrwałości i wpływu uzależniać zupełnie swój społeczny postęp. Co prawda nietylko jednostki, lecz cały ogół oświecony winien wspólnie z ludem pracować, winien wskazywać mu nowe drogi i zapoznawać go z nowemi zdobyczami cywilizacyi. Lecz praktyczne wyzyskiwania dla siebie kulturalnych zdobyczy staje się zadaniem ludu jako takiego, skoro tylko lud osiągnie pewien stopień cywilizacyi. Odtąd całą pracę prowadzić należy w kierunku usamodzielnienia ludu, to znaczy przekształcenia go na warstwę samodzielnie myślącą i o własnym losie rozstrzygającą, która z samowiedzą kroczyć będzie nie za resztą społeczeństwa, lecz obok niej, i to mocą swego równouprawnienia, jak i zarazem swego uzdolnienia.

III. Ogólne środki działania.

I. Wychodząc z założenia, że zarówno system pruski, jak niemniej żywioł niemiecki toczy z nami walkę godzącą w cały nasz byt narodowy: polityczny, kulturalny i ekonomiczny, i że społeczeństwo polskie w tejże walce narodowej na żadną obcą nie może liczyć pomoc, stronnictwo demokratyczno-narodowe uważa za główne środki działalności obronnej:

1) budzenie w jak najszerszych kołach zainteresowania się sprawami publicznemi i wytworzenie w społeczeństwie zdolności trzeźwej oceny naszych stosunków politycznych, kulturalnych i ekonomicznych, a tem samem niebezpieczeństwa grożącego nam na wszystkich polach naszego życia narodowego ze strony zarówno systemu pruskiego, jak społeczeństwa niemieckiego;

2) organizowanie licznych i karnych zastępów celem prowadzenia stałej i energicznej akcyi samoobrony i zdobycia sobie lepszych warunków bytu, umożliwiających prawidłowy rozwój naszych sił narodowych i zdolności kulturalnych.

Od lat tysiąca z górą żywioł polski walczy z żywiołem niemieckim. O sprzeczności interesów dwóch tych żywiołów świadczą całe dzieje narodu polskiego, w szczególności zaś dzieje Ślązka i ziem rozbiorami do

państwa pruskiego przydzielonych. W tych dwóch wrogich sobie światów walce nierównomiernym jest rozkład sił. Po stronie bowiem polskiej: społeczeństwo pozbawione wolności politycznej i oderwane od reszty narodu, skrępowane ustawami wyjątkowemi i nękana wszelkiego rodzaju dokuczaniem, uciskiem i wyzyskiem. Po stronie zaś niemieckiej: społeczeństwo silne, kosztem ludności polskiej swobodnie rozwijające się pod opiekuńczem systemu pruskiego okiem, a obok społeczeństwa olbrzymia machina państwowa, której zadaniem za wszelka cenę, tym czy owym sposobem z narodowo uświadomionego żywiołu polskiego uczynić ofiarę pruskiej idei państwowej i antypolskiego hakatyzmu.

Środków chwyta się system pruski różnych: raz łagodniejszych, obliczonych na uśpienie naszej czujności, to znów ostrzejszych bezwzględnością swą tem szybciej mających nas zwyciężyć. Niezależnie jednakże od chwilowo stosowanych środków, system pruski stale zmierza do zagłady naszej narodowości, jak również niemal cały żywioł niemiecki, bez względu na odmienne partyjne i wyznaniowe przekonanie, pragnie nas politycznie pochłonąć, przyczem różnica zdań zachodzi tylko co do sposobu pochłonięcia nas. Dlatego też, niezależnie od chwilowego napięcia systemu pruskiego i chwilowych prądów wśród społeczeństwa niemieckiego, musimy stale stać na straży swych ideałów i dobra narodowego, a żadną miarą nie wolno nam ani o krok cofnąć się z naszego stanowiska narodowego. Polityka ugodowa, za najdrobniejsze na naszą łatwowierność obliczone ustępstwo zrzekająca się najszczytniejszych naszych aspiracyi, bez których nie bylibyśmy na-

rodem, doznaje przez stronnictwo zwalczania najbezwzględniejszego.

Walkę z systemem pruskim i żywiołem niemieckim wyłącznie o własnych prowadzić możemy siłach. Oglądanie się na obcą pomoc, której realny polityk polski z nikąd spodziewać sie nie może, osłabia naszą siłę odporną, odbiera wiarę we własne siły i skuteczność samoobrony narodowej. Mogąc zaś w walce z systemem pruskim i żywiołem niemieckim na własne tylko liczyć siły, powinniśmy je tembardziej wytężyć, musimy walkę toczyć tem energiczniej. Żądamy tego, co nam się sprawiedliwością należy, bronimy własnych, wydzieranych nam skarbów, a po cudzą własność dłoni nie wyciągamy i cudzych ideałów nie naruszamy. Przeto walka nasza, jakkolwiek prowadzona z największem zacięciem, nie straci nigdy znamion etycznych, będzie zawsze jaskrawem przeciwieństwem prusko-hakatystycznego szowinizmu.

Systematyczną i celową walkę możemy jednakże toczyć tylko wówczas, jeżeli siły swe trafnie obliczymy i dobrze zorganizujemy. Myśl ta przenika dziś coraz szersze sfery, choć nie nabrały one jeszcze organizacyjnej rutyny, spoistości i sprężystości. Stronnictwo uważa za pierwszorzędne swe zadanie popierać zdrowe usiłowania społeczeństwa, zmierzające do zestrzelenia naszych sił narodowych we wszystkich dziedzinach, gdzie nas łączy wspólność interesów polskich.

Niezależnie od zabiegów około tworzenia nowych, względnie wzmacniania istniejących już organizacyi ogólnonarodowych, stronnictwo formułuje polityczną organizacyę żywiołów demokratyczno-narodowych, której zadaniem: systematyczna praca nad pod-

niesieniem politycznej kultury społeczeństwa, oraz kierowanie akcyą polityczną w duchu naszego programu.

Mimo odrębnej politycznej organizacyi, stronnictwo demokratyczno-narodowe, trzyma się w stosunku do społeczeństwa polskiego ściśle zasady jawności. Nie zajmując stanowiska kastowo-partyjnego, lecz uważając się za stronnictwo narodowe w szerokiem tego słowa znaczeniu, każdą sprawę poddajemy pod sąd opinii publicznej, przyczem potępiamy u innych grup politycznych układanie się z obcymi „imieniem narodu", ale bez jego wiedzy i woli, prowadzenie polityki zewnętrznej na własną rękę, a na odpowiedzialność ogółu.

II. Uświadamiając sobie, że naród istotnie żywotny i powołany do współudziału w powszechnej pracy cywilizacyjnej nie może poprzestać na wyłącznej obronie dotychczasowych moralnych i materyalnych zasobów, lecz poza tem dążyć musi do wszechstronnego sił swych rozrostu,

stronnictwo nie mniejsze aniżeli walce obronnej przypisuje znaczenie budzeniu twórczości i rzutkości społeczeństwa na wszystkich polach naszego życia narodowego.

Istotne zdolności twórcze, siłę rozrodczą w ostatnich lat dziesiątkach społeczeństwo polskie pod panowaniem pruskiem okazało wyłącznie w dziedzinie życia politycznego i ekonomicznego: oświata polityczna dotarła do sfer dawniej politycznie martwych; warstwy średnie i niższe podźwignęły się ekonomicznie, zdobywając niejedną placówkę, którą od lat uważaliśmy za straconą. W tych dziedzinach pomnożyliśmy swe siły choć niewątpliwie w stopniu niedostatecznym.

Smutnie natomiast przedstawia się bilans naszej pracy kulturalnej. Główną tego przyczyną: jednostronna ocena naszego położenia, niebezpieczeństwa grożącego naszemu bytowi narodowemu. Społeczeństwo nie zoryentowało się dość wcześnie, że zakres wytoczonej nam walki rozszerzył się znacznie, że broniąc się energicznie w dziedzinie polityczno-ekonomicznej, upadamy kulturalnie. Jak z jednej strony system pruski pierwotnie występował zaczepnie przeważnie wobec warstw wyższych, mianowicie wobec ziemiaństwa — jako żywiołu o naszej przyszłości rzekomo rozstrzygającego — a później dopiero, wniknąwszy głębiej w stosunki nasze zabrał się także do bezwzględnego tępienia warstw średnich i niższych; tak z drugiej strony walka systemu pruskiego miała dawniej nieomal wyłącznie charakter polityczno-ekonomicznego bojkotu, a w chwili obecnej roztacza się również, i wprawdzie z wielką zaciekłością na polach życia kulturalnego. Wróg nasz zrozumiał, że nie prędzej wpoi nam w duszę pruską ideę państwową, póki nas nie zaleje prusko-niemiecką kulturą. Dla tego też nie szczędzi on kosztów, by kulturę niemiecką podnieść i uczynić dominującą na „kresach wschodnich". Buduje się przeto teatry, zakłada czytelnie, biblioteki, muzea i wyższe zakłady naukowe, urządza wykłady popularne i ludowe pouczające wieczornice, organizuje koła literacko-naukowe i kluby towarzyskie. Grożącego stąd naszej kulturze niebezpieczeństwa społeczeństwo polskie przez długi czas nie doceniało. Dopiero w ostatnich latach nastąpił w tym kierunku zwrot pomyślny. Zabrano się do reorganizacyi dotąd w letargu spoczywających instytucyi oświatowych, a w roku minionym powołano do życia szeroką organizacyę społe-

czną „Straż“, która obok obrony ekonomicznej i prawno-politycznej jako cel wytknęła sobie podniesienie naszej wartości kulturalnej.

Stronnictwo, w pracy tej możliwie wielki biorąc udział, pragnie tem samem jedno z głównych swych spełnić zadań, za które uważa: podźwignięcie poziomu cywilizacyjnego sfer wyższych zarówno, jak średnich i niższych; wszechstronne z polską kulturą zapoznanie społeczeństwa tutejszego, oraz rozbudzenie w niem twórczości umysłowej.

IV. Szczegółowy program pracy.

A) Działalność polityczna.

Życie polityczne społeczeństwa polskiego pod panowaniem pruskiem wybitnie znamionuje brak wyrobionej i ustalonej opinii publicznej. Zdawaćby się powinno, że właśnie w naszem groźnem położeniu ustawicznie stanie na straży i pilnowanie szańców zestrzeli nasze siły narodowe w zwarte, karne hufce, że instynkt samozachowawczy zmusi nas do szczerego wzajemnego obrachunku i do wytknięcia sobie wspólnych, jasnych dróg działania. Tych jasnych dróg społeczeństwo nasze nie widzi niestety częstokroć i wówczas nawet, gdy do ogólnych zupełnie dąży celów; wyrobionej i trwałej opinii i wówczas nawet brak, gdy chodzi o najbardziej podstawowe zasady polityki narodowej i o stosowanie tychże zasad w praktycznem życiu politycznem. Wystarczy wskazać na stanowisko, jakie przez długi czas zajmowały pewne koła naszego społeczeństwa wobec ruchu, dążącego do obudzenia samowiedzy narodowej wśród ludu polskiego na Górnym Śląsku. Miasto jednolitej opinii, ostrzem przeciwko wspólnemu zwróconej wrogowi, miasto zgodnej zbiorowej akcyi: rozbieżność myśli, zamęt pojęć i wzajemne, nienawistne paraliżowanie wszelkich usiłowań. Miasto energicznej obrony ru-

chu, narażonego na ostre pociski wrogów naszej narodowości, miasto moralnej pomocy i szczerej zachęty do wytrwałego stania na wyłomie: rzucanie gromów na przywódców narodowego ruchu, ponieważ ośmielili się wejść na nowe tory i zerwać z dotychczasową taktyką polityczną. Przyczyną takiego stanu rzeczy nie jest bynajmniej zawsze zła wola. Przeciwnie; zazwyczaj jest źródłem zamętu i niesnasek brak wykształcenia politycznego, brak politycznej inteligencyi, uniemożliwiający rozumną, trzeźwą ocenę naszych stosunków wewnętrznych oraz rozwoju naszej polityki zewnętrznej. Dlatego stronnictwo na pierwszy plan swej działalności politycznej wysuwa pracę wychowawczo-polityczną, jako podwalinę normalnej i zdrowej akcyi politycznej.

I. Działalność wychowawczo-polityczna.

W zakres naszej działalności wychowawczo-politycznej wchodzą następujące zadania:

a) zwalczanie politycznej apatyi i bezmyślności, politycznego dyletantyzmu i politycznej powierzchowności; rugowanie politycznego plotkarstwa; bezwzględne występowanie przeciwko zabagnianiu atmosfery politycznej przez mieszanie prywaty ze sprawami publicznemi;

b) budzenie, kształcenie i pogłębianie myśli politycznej; wyrabianie zdolności wnikania w istotę spraw politycznych i szybkiego oryentowania się wobec nowych faktów i nowych sytuacyi politycznych; zapoznawanie z wewnętrznym ustrojem i potrzebami społeczeństwa polskiego, oraz z jego stosunkiem do państw zaborczych;

c) budzenie poczucia obowiązków obywatelsko-politycznych, nakazujących: wszechstronne wyzyskiwanie praw politycznych, garnięcie się do pracy publicznej, dawanie szerokim masom inicyatywy, oraz świecenie im stale w życiu politycznem jak najlepszym przykładem;

d) wyrabianie charakteru politycznego, to znaczy, z jednej strony politycznej odwagi przyznawania się do swych zasad i publicznego tychże zasad bronienia, z drugiej zaś — politycznej sumienności, czyli poczucia odpowiedzialności w sprawach publicznych, które nie dozwala na stawianie lekkomyślnych, samowolnych, dla społeczeństwa w skutkach swych szkodliwych kroków;

e) zaprawianie społeczeństwa nie tylko w dorywczej, ale raczej w stałej akcyi zbiorowej.

Do urzeczywistnienia powyższych zadań dąży stronnictwo w następujący sposób:

a) każdy obywatel, jako jednostka, działa w powyżej wskazanym kierunku wychowawczo-politycznym, wyrabiając w otoczeniu swem zmysł, takt oraz charakter polityczny;

b) organizacye polityczne, stojące wyraźnie na naszym gruncie, prowadzą stałą, systematyczną pracę wychowawczo-polityczną; natomiast w organizacyach politycznych o charakterze ogólniejszym usiłują nasze żywioły zakorzenić powyższe zasady wychowania politycznego, o ile tylko stosunki na to zezwalają.

c) prasa, stojąca na usługach stronnictwa, oraz literatura polityczna stronnictwa są najlepszym czynnikiem wychowawczo-politycznym, mogącym na szerokie oddziałać koła.

II. Akcya polityczna.

Akcya polityczna społeczeństwa naszego z natury rzeczy dwojaki ma charakter: jest najpierw akcyą politycznej samoobrony, strzegącej placówek, które się dotąd trzymają, zmierza następnie celowo do rozrostu naszych sił politycznych, zarówno pod względem jakościowym, jak ilościowym, t. zn. zmierza do wytworzenia w dotychczasowych szeregowcach większej tężyzny politycznej i do zdobycia dla polskiej idei politycznej nowych, dotąd w politycznym letargu spoczywających jednostek i grup.

Tych dwóch tendencyi naszej akcyi politycznej nie można od siebie oddzielić, albowiem broniąc naszego dotychczasowego politycznego status quo, pracujemy zarazem nad wyrobieniem w sobie siły ekspansywnej, nad pogłębieniem i rozszerzeniem sfery panowania polskiej idei politycznej; zmierzając zaś do tego celu, najlepiej obwarowujemy dotychczasowe swe placówki. Nawet i tam, gdzie chodzi o zdobywanie nowego terenu dla polskiej myśli politycznej, jak przedewszystkiem na G. Ślązku, nie wchodzimy na grunt żywiołu obcoplemiennego, pozostajemy raczej u siebie: budzimy z politycznego wyłącznie letargu, budzimy nasz polski lud.

Ponieważ w rzeczywistości nasza akcya polityczna w podwójnym zawsze występuje charakterze, przeto i w niniejszym programie pracy odnośne dwie strony politycznej akcyi doznają, nie odrębnego, lecz jednolitego omówienia.

1. Nasze stanowisko wobec systemu pruskiego.

Chcąc rzeczowo ocenić położenie społeczeństwa polskiego w państwie pruskiem, musimy sobie jasno

zdać sprawę, że system pruski, nie chcąc tolerować „państwa w państwie“, dąży do naszego politycznego uśmiercenia, do przekształcenia nas na państwa pruskiego obywateli nietylko lojalnych, lecz przejętych pruską ideą polityczną. Środkami posługuje się system pruski różnemi, zależnie od zmieniających się warunków czasu i miejsca. Z jednym tylko warunkiem musi się system pruski — choćby pozornie — liczyć stale: t. j. z konstytucyjnym charakterem państwa pruskiego i rzeszy niemieckiej.

Konstytucye Prus i Niemiec, aczkolwiek względną tylko posiadające wartość, i nas jako przynależnych do państwa pruskiego i rzeszy, sobą ogarniają, tworząc dla nas pewne warunki samoobrony, a nawet i rozwoju. Tych warunków społeczeństwo nasze w wielu niestety dziedzinach nie wyzyskuje jeszcze prawie wcale, lub nie czyni tego dostatecznie, protestuje wprawdzie energicznie przeciwko ukracaniu nam praw, ale nie potrafi umiejętnie wykorzystać tych, których nam jeszcze nie wzięto.

To też za podstawową zasadę naszej akcyi politycznej uważa stronnictwo:

> wszechstronne i konsekwentne wyzyskiwanie praw politycznych zagwarantowanych przez konstytucyę pruską i niemiecką, zarazem tychże praw bezwzględną obronę, oraz popieranie dążności postępowych żywiołów społeczeństwa niemieckiego, mających na celu rozszerzenie zakresu praw politycznych.

Konstytucye Prus i Niemiec umożliwiają nam następujące formy akcyi politycznej:

a) Prasa polityczna. Prasa polityczna spełnia nietylko powyżej wspomniane polityczno-wychowawcze zadania, lecz jest w dzisiejszych czasach również jedną z najpotężniejszych i najskuteczniejszych broni w walce politycznej. Dodajmy, że u nas prasa polityczna jest polityczną bronią, którą społeczeństwo nasze mimo wszelkich szykan stosunkowo najumiejętniej włada. Dotyczy to przynajmniej prasy ludowej, której wpływ i znaczenie w ostatnich latach do poważnych wzrosły rozmiarów. Wielka rola, która prasie, szczególnie w naszych warunkach, przypada w udziale, nakłada na nią wielkie obowiązki, które stronnictwo d.-n. pojmuje następująco:

Nasza prasa polityczna:

winna się przedewszystkiem szczerze kierować politycznym interesem społeczeństwa, a nie względami dziennikarsko-konkurencyjnemi, czy też antagonizmem osobistym;

winna dalej przezornie pracować nad wyrobieniem w swych czytelnikach politycznego zmysłu krytycznego, by módz swoją akcyę oprzeć na politycznym rozumie swych zwolenników, a nie na schlebianiu ich ułomnościom i niewyrobionym instynktom;

winna niemniej w całej swej działalności, a przedewszystkiem w polemice z przeciwnikami w polskim obozie, przestrzegać ściśle zasad etyki dziennikarskiej, broniąc społeczeństwa przed demoralizującym wpływem niesumiennej prasy;

winna ostatecznie w walce zarówno z systemem pruskim i żywiołem niemieckim, jak i z rozkładowemi czynnikami w własnem społeczeństwie bronić sił i zdrowia narodu polskiego mężnie i wytrwale.

b) Towarzystwa polityczne. Akcya prasy polega na szczupłem gronie jednostek, grupujących się dokoła poszczególnych redakcyi. Tymczasem nasza akcya polityczna winna być dziełem politycznie dojrzałego i czynnego obywatelstwa. W warunkach normalnych obywatelstwo tworzy opinię polityczną, a prasa jest tylko jej wyrazem; obywatelstwo wykonuje prace polityczne, a prasa jest tylko czynnikiem pomocniczym. U nas dzieje się odwrotnie, dzieje się anormalnie.

Za wystarczający wyjątek nie można uważać komitetów wyborczych; ich zadaniem bowiem wyłącznem jest prowadzenie akcyi wyborczej, powtarzającej się w pewnych odstępach czasu, nie zaś systematyczna, stała praca polityczna.

Uważając przeto stan dotychczasowy za nienormalny, stronnictwo d.-n. uważą za konieczne:

zakładanie przynajmniej w większych środowikach życia narodowego towarzystw politycznych, któreby nietylko wychowawczo-polityczne wytknęły sobie cele (o czem powyżej), lecz kierowały również planowo sterem polityki bieżącej.

c) Akcya wyborcza posiada dla nas wielką doniosłość nietylko ze względu na jej rezultat wypowiadający się w odnośnej liczbie mandatów polskich do izb poselskich, względnie do poszczególnych rad miejskich, lecz przedewszystkiem jako potężny środek politycznego uświadamiania mas, oraz jako wyraźny obrachunek naszych istotnych sił politycznych, stwierdzający ich upadek lub wzrost.

Skutek ten osiągnąć możemy jednakowoż wyłącznie pod warunkiem, że:

akcya wyborcza opiera się na podstawie zupełnej samodzielności polityczno-narodowej żywiołu polskiego;

aż do chwili legalnego, definitywnego ustanowienia kandydatur społeczeństwo kieruje się zasadą wolności przekonań i działania;

każdy wyborca czuje się zobowiązanym poddać się legalnym uchwałom naszych władz wyborczych, ustanawiającym listę kandydatów, i czynnie odtąd popiera odnośnego kandydata, choćby to się działo ze szkodą interesów partyjnych jego stronnictwa.

Zasada narodowej samodzielności wymaga, by kandydatury nasze ustanawiane były przez nasze samodzielne władze wyborcze (z Komitetem Centralnym na czele) i w imię hasła narodowego — przy wyborach do izb poselskich w imię hasła Koła Polskiego. Kompromisy mogą wejść w rachubę dopiero przy wyborach ściślejszych. Od tej powszechnej maksymy wolno mniemaniem stronnictwa przejściowo odstąpić wyłącznie w okręgach, politycznie zupełnie jeszcze nie rozbudzonych — i wprawdzie przy wyborach do sejmu pruskiego oraz do rad miejskich.

Szczególną uwagę zwraca stronnictwo na wybory komunalne, przy których wskutek ospałości, braku solidarności i ofiarności, oraz szeregu nie w nas leżących przyczyn coraz cięższe ponosimy klęski. Ażeby je odwrócić i dla żywiołu polskiego przynajmniej III. klasę odzyskać możliwie niepodzielnie, stronnictwo uważa za obowiązek swój:

krzewienie zrozumienia komunalnych wyborów zarówno w komitetach powiatowych i podkomite-

tach miejskich, jak wśród ogółu polskiej ludności miejskiej;

budzenie cywilnej odwagi i poczucia obowiązkowości, przedewszystkiem w kołach robotniczych, rzemieślniczych i kupieckich;

nakłanianie uboższych sfer do opodatkowania się nie wedle I., lecz II. stopy podatkowej (począwszy od 4 mk. podatku państwowego), oraz do zapłacenia t. zw. podatku obywatelskiego (Bürgersteuer), o ile go w niektórych miasteczkach magistraty pobierają;

zbieranie funduszów na wykupywanie spisów wyborczych, na podatkową subwencyę dla rzeczywiście niezamożnych i na agitacyę;

dążenie do wpływów w komisyach szacunkowych.

d) Polityka Koła Polskiego. Jak Koło Polskie jest najwyższą naszą instancyą reprezentacyjną, tak mandat poselski najwyższą jest godnością, jaką społeczeństwo polskie członka swego obdarzyć może. Wynika stąd, że poseł winien być wzorem obywatela polskiego, winien wysoko dzierżyć sztandar narodowej godności i stale stać na straży narodowego dobra.

Obowiązkiem przeto posła jest branie bezpośredniego czynnego udziału na polu pracy obywatelskiej i świecenie tamże przykładem niezłomnego charakteru i wytrwałej energii, przyczem nie należy się w działalności swej ograniczać wyłącznie do okręgu wyborczego, któremu się mandat zawdzięcza; przeciwnie, każdy poseł winien z całem społeczeństwem w ścisłym stać kontakcie, znać jego potrzeby i wymagania.

Na arenie parlamentarnej winien poseł polski pamiętać przedewszystkiem, że najskuteczniejszą bronią społeczeństwa polskiego w walce z materyalną przewagą wroga jest nasza siła moralna. Tej moralnej siły wyrazem i stróżem ma być poseł polski. Głównem przeto jego zadaniem: czuwanie nad godnością narodową, wobec której upadają wszelkie względy oportunistyczne.

Istota narodowej spójni, oraz wspomniana materyalna przewaga wroga wymagają od nas zgodnej zbiorowej akcyi wobec przeciwnika. Tylko solidarnością związane Koło Polskie przedstawia siłę, której nawet rząd pruski ignorować nie może.

Poczucie siły Koła Polskiego jest tem większe, im bardziej członkowie jego czują się reprezentantami nietylko swych okręgów, lecz całego żywiołu polskiego pod panowaniem pruskiem, a nawet przedstawicielami interesów całego narodu polskiego. Takie pojęcie stanowiska swego i swych obowiązków wymaga oczywiście kierowania się w praktyce parlamentarnej względem na dobro całego narodu.

Opierając się na powyższych ogólnych zasadach, winno Koło Polskie następujące postulaty uznać za wytyczne swej akcyi parlamentarnej na dobę bieżącą:

1. We wszystkich szkołach dzielnic polskich obowiązkowa nauka polskiego, oraz wykład religii w języku ojczystym.

2. Dopuszczanie Polaków do urzędów w kraju, bez wywierania nacisku na ich wierzenia narodowe i poglądy społeczno-polityczne.

3. Skasowanie wszelkich praw wyjątkowych. Obrona społeczeństwa przed szykanami władz. Zakaz

prawnie nie umotywowanych wydaleń Polaków zakordonowych przez władze policyjne.

4. Wolność wyznaniowa. Samodzielność i zupełna swoboda Kościoła.

5. Szkoła wyznaniowa. Reforma szkolnictwa z uwzględnieniem nowoczesnych potrzeb.

6. Zupełna rzeczywista równość wobec prawa.

7. Powszechne, bezpośrednie, równe i tajne wybory do wszystkich reprezentacyi państwowych, ewentualnie z zastosowaniem systemu proporcyonalnego. Zabezpieczenie wolności i tajemnicy wyborów. Sprawiedliwy podział okręgów wyborczych. Dyety dla posłów do parlamentu.

8. Nieograniczona wolność koalicyjna. Uregulowanie przez rzeszę prawa o stowarzyszeniach i zebraniach.

9. Prawo świadczenia przed sądem w języku ojczystym. Instalowanie przy każdym sądzie stosownej liczby językiem polskim władających sędziów dla spraw karnych. Reforma prawa karnego i prasowego, przedewszystkiem skasowanie, względnie zmiania przepisów o podburzaniu do gwałtów, oraz o grubej swawoli, dalej zaprowadzenie za przestępstwa polityczne i prasowe odpowiedzialności przed sądem przysięgłych.

10. Rozszerzenie samorządu gminnego, przedewszystkiem przez większe uniezależnienie reprezentacyi gminnych od władz państwowych. Przyznanie zawodowym korporacyom, w szczególności kasom, zupełnej autonomii.

11. Dalszy rozwój ustawodawstwa fabrycznego: wystarczające ustawy ku ochronie robotnika pod względem moralnym i zdrowotnym, mianowicie

w niebezpiecznych zawodach; zakaz pracy dziecięcej; zakaz pracy nocnej dla kobiet, oraz pracy kobiecej wogóle przez stosowny przeciąg czasu podczas stanu krytycznego; ograniczenie pracy kobiet zamężnych; zakaz pracy niedzielnej z możliwem ograniczeniem wyjątków; pomnożenie inspektoratów fabrycznych i rozszerzenie ich kompetencyi; kobiety jako asystentki inspektorów fabrycznych; ośmiogodzinny dzień roboczy; reforma ustawodawstwa o zabezpieczeniu na wypadek choroby i inwalidztwa, na starość i nieszczęśliwy przypadek — w celu uczynienia zabezpieczenia tańszem i mniej skomplikowanem; na komunalnej podstawie oparte zabezpieczenie na wypadek braku pracy, nie spowodowanego własną winą.

12. Roztoczenie stosownej opieki prawnej nad stosunkami pracowników w handlu, rzemiośle i przemyśle domowym.

13. Przyznanie robotnikom rolnym i służbie praw przysługujących robotnikom przemysłowym.

14. Reforma przepisów z dziedziny prawa publicznego i prywatnego, upośledzających kobietę na korzyść mężczyzny.

15. Sprawiedliwa polityka ekonomiczna, ze specyalnem uwzględnieniem interesów ubogich szerokich mas ludowych. Zwolnienie niezbędnych środków spożywczych, oraz koniecznych środków utrzymania z podatków i ceł, lub przynajmniej tychże obniżenie. Progresywny podatek dochodowy, majątkowy i spadkowy; opodatkowanie przedmiotów luksusowych.

16. Zwalczanie projektów i ustaw, połączonych z ekonomiczną szkodą społeczeństwa zakordonowego.

2. Nasze stanowisko wobec stronnictw niemieckich.

Walka, którą toczy ze sobą świat polski i niemiecki ma charakter żywiołowy. Od lat tysiąca element niemiecki wywiera nacisk na społeczeństwo polskie od ściany zachodniej, dążąc celowo i nieustannie do tego, aby zapewnić zwycięstwo na zachodnich kresach Polski swoim interesm politycznym i ekonomicznym. W takich zapasach, których powstrzymać ani załagodzić nie podobna, zwycięstwo przechylić się może jedynie na tę stronę, która więcej tężyzny, zręczności i wytrwałości okaże.

Dla tego stronnictwo demokratyczno-narodowe, mając na oku interes i rozwój żywiołu polskiego, za rzecz najważniejszą i najpilniejszą uważa pracę we własnem społeczeństwie dla tegoż społeczeństwa, pracę około stopniowego a celowego rozwoju sił zarówno moralnych, jak i materyalnych żywiołu polskiego. Ta zasada, będąca osią całej polityki stronnictwa demokratyczno-narodowego, tłumaczy jego sposób pojmowania naszej polityki zewnętrznej, to znaczy, nie tylko znaczenia pracy na arenie parlamentarnej, ale nie mniej naszego stosunku do społeczeństwa niemieckiego i jego części składowych:

> Stosunek społeczeństwa polskiego do grup i stronnictw niemieckich, mianowicie łączenie się z jednemi przeciwko drugim w sojusze, schodzi — wobec doniosłości pracy wewnętrznej — na drugi plan i jest kwestyą wyłącznie taktyki, zależnej od zmieniających się wymagań chwili bieżącej. To też stronnictwo demokratyczno narodowe przeciwne jest wszelkim stałym sojuszom ze stronni-

ctwami niemieckiemi i uzależnianiu naszej polityki narodowej od polityki jakiegokolwiek odłamu społeczeństwa niemieckiego. Jedynie umiejętnie prowadzona polityka wolnej ręki może interesom naszym służyć racyonalnie.

Niezależnie od tego pamiętać nalaży, że pewne sfery interesów, n. p. interesy religijne, mamy z odnośną częścią społeczeństwa niemieckiego stale wspólne, inne zaś tylko przejściowo. Jedne i drugie w własnym interesie znać musimy dobrze, to też w własnym interesie musimy sobie zdać sprawę ze swego stosunku do poszczególnych żywiołów i stronnictw wchodzących w skład społeczeństwa niemieckiego.

a) Żywioł niemiecko-katolicki. Z ludnością niemiecko-katolicką rzeszy łączy społeczeństwo polskie wspólność interesów religijnych. Na straży tychże interesów jesteśmy zniewoleni stać tem bardziej czujnie, że w niemiecko-protestanckiem państwie pruskiem żywiołom obcym grozi niebezpieczeństwo nietylko narodowej, lecz i religijnej asymilacyi z niemiecko-protestanckiem ciałem społecznem, przyczem częstokroć postępy protestantyzacyi są podstawą akcyi germanizacyjnej. Dla tego uważa stronnictwo demokratyczno-narodowe za obowiązek społeczeństwa polskiego stawać w jednym szeregu z całą ludnością katolicką rzeszy, o ile chodzi o obronę zagrożonych interesów religijnych tejże ludności, o walkę przeciwko zakusom skrępowania wolności kościoła katolickiego w Niemczech, a tem samem i w zachodnich ziemiach polskich.

Natomiast wobec tego samego niemiecko-katolickiego żywiołu wrogie zajmujemy stanowisko, o ile usiłuje wyzyskiwać wspólność naszych interesów reli-

gijnych na korzyść pruskiej polityki i niemczyzny, a na szkodę polskości. Stanowczo zwalczamy germanizacyjne tendencye żywiołu niemiecko-katolickiego, powolne a tem niebezpieczniejsze kulturalne i polityczne wynaradawianie ludu polskiego przez kościoły, klasztory, towarzystwa oświatowe, wieczorki ludowe, szkółki, żłóbki, instytucye ekonomiczne, gazety, oraz przez wywieranie nacisku i bałamucenie podczas wyborów do izb poselskich i instytucyi kościelnych.

Gdziekolwiek żywioł niemiecko - katolicki okaże dążności germanizacyjne, tam politykę jego zwalczamy bez względu na to, czy opiera się na podstawie partyi centrowej, czy też innego jakiegokolwiek stronnictwa niemieckiego.

b) Stronnictwa postępowo - demokratyczne, opozycyjne. Z żywiołami postępowo-demokratycznemi mamy niejednokrotnie punkty styczne, spowodowane względami natury społeczno-ekonomicznej.

Stronnictwo demokratyczno-narodowe, stojąc na stanowisku szczerze ludowem, za wskazane uważa łączenie się w obronie ludu przeciwko konserwatywnym rządom i konserwatywnym stronnictwom z temi partyami niemieckiemi, które na sztandarze swym wypisały hasła demokratyczne. Zarówno w dziedzinie prawodawstwa socyalnego, jak nie mniej w sferze życia ekonomicznego mamy liczne postulaty wspólne partyom postępowo - demokratycznym, których komplet w pewnych warunkach uzupełnia katolickie centrum.

Potrzeba popierania powyższych stronnictw w ich walce z niemieckim konserwatyzmem wynika także ze stanowiska wobec nas konserwatywnego rządu pruskiego i niemieckiego, oraz partyi konserwatywno-rzą-

dowych. Tychże bezwzględnie wrogie wobec nas usposobienie nakazuje nam w polityce zewnętrznej szukać naturalnych sprzymierzeńców w obozie żywiołów niemieckich, stojących w opozycyi do rządów i partyi, na których rządy się opierają. Stąd nasze popieranie niemieckiej opozycyi, począwszy od umiarkowanych demokratów, a skończywszy na skrajnej lewicy.

Zdawać sobie jednakowoż należy sprawę, że i opozycyjne czynniki niemieckie faktycznie w kraju naszym dźwigają żywioł niemiecki, utrudniając tem samem rozwój żywiołowi polskiemu — dalej, że wspomniane czynniki w ocenie kwestyi polskiej potępiają wyłącznie taktykę, środki działania rządów i stronnictw rządowych, nie zaś zasadnicze ich aspiracye — ostatecznie, że ze zmianą warunków politycznych zmienia się częstokroć zupełnie fizyognomia stronnictw politycznych, czego dowodem zmiana opinii niegdyś opozycyjnie usposobionego centrum.

c) Stronnictwa konserwatywno-rządowe. Stosunek nasz do stronnictw konserwatywno-rządowych to stosunek ustawicznej walki we wszystkich dziedzinach naszego życia narodowego.

3. Nasz stosunek do stronnictw polskich i polskiego duchowieństwa.

Akcentując tak silnie naszą odrębność narodową wobec obcych żywiołów, poczuwamy się jednocześnie do jak najsilniejszej solidarności ze społeczeństwem własnem. Stawiając polskość ponad wszystkie interesy partyjne, stanowe i klasowe, stronnictwo demokratyczno-narodowe uważa za obowiązek narodowy:

zgodne współdziałanie wszystkich Polaków w dziedzinie kulturalnej, oraz w sprawach ekonomicznych wówczas, gdy jako zbiorowość polska stajemy w opozycyi do interesów niemieckich;

polityczną solidarność, gdy chodzi o akcyę ogółu polskiego skierowaną na zewnątrz; w szczególności posłuszeństwo wobec legalnie ustanowionych i legalnie postępujących władz wyborczych, zarówno gdy chodzi o wybory do izb poselskich, jako też o wybory do izb i instytucyi komunalnych.

Kto tak pojętej solidarności narodowej zasadniczo nie uznaje, ten na polskim nie stoi gruncie. To też nie możemy Polskiej Partyi Socyalistycznej za polskie uznać stronnictwo, polskim służące interesom, uważamy ją raczej za odłam międzynarodowej socyalnej demokracyi, dla którego sprawa polska nie jest celem, lecz środkiem agitacyjnym, mającym wśród polskich sfer robotniczych spopularyzować idee socyalistyczne. Przytem Polska Partya Socyalistyczna w gruncie rzeczy wysługuje się niemieckim towarzyszom, choć z nimi czasami spór toczy o hegemonię nad robotnikiem polskim. Agitacyę P. P. S. uważa stronnictwo demokratyczno-narodowe za niebezpieczniejszą poniekąd od roboty niemieckiej socyalnej demokracyi; P. P. S. bowiem, posługując się w interesie partyjnym hasłami polskiemi, łatwiej od socyalistów niemieckich spustoszenia poczynić może w szeregach polskiego ludu robotniczego. Na gruncie przeto naszej polityki wewnętrznej zwalcza stronnictwo demokratyczno-narodowe P. P. S. na równi z niemiecką socyalną demokracyą, zwalcza ją

jako partyę godzącą w zasadnicze podstawy polskiej polityki narodowej, oraz w nasze polskie kulturalne i ekonomiczne instytucye.

Niezależnie od powyżej scharakteryzowanej zasady solidarności narodowej, uważamy istnienie polskich stronnictw w łonie społeczeństwa naszego za naturalne i zarazem konieczne. Jak wszelkie ścieranie się prądów jest negacyą zastoju, jest warunkiem rozwoju i postępu, tak też prawidłowe funkcyonowanie stronnictw jest zaprzeczeniem politycznego letargu, oraz rękojmią prawidłowego rozwoju i postępu społeczeństwa.

Ale w pojęciu naszem stronnictwo nie jest celem samym w sobie, jest raczej środkiem, narzędziem, za pomocą którego pragniemy wypracować i wywalczyć lepsze warunki bytu dla ogółu polskiego. Stronnictwo winno zwalczać poglądy innych partyi nie ze względu antagonizmu partyjnego, lecz w szczerem przekonaniu, że myśli i czyny jego przeciwników szkodzą ogółowi polskiemu.

W społeczeństwie naszem — pomijając partye socyalistyczne — dwa wielkie sobie przeciwstawiają się obozy: ugodowo-konserwatywny i narodowo-ludowy. Z wyjątkiem stronnictwa demokratyczno-narodowego, wchodzącego w skład narodowego ruchu ludowego, żaden z powyższych kierunków nie ma jednolitej fizyognomii politycznej, znamionuje go raczej w poszczególnych prowincyach szereg odmiennnych cech. Żaden z nich też nie sformułował swego programu i nie stworzył partyjnej organizacyi na szerszą skalę. Mimo to dwa wspomniane kierunki w społeczeństwie naszem odgrywają istotnie rolę stronnictw, które w czasie kampanii przed-

wyborczych konsolidują się w imię wyraźnych haseł partyjnych i namiętne ze sobą staczają walki.

a) Kierunek ugodowo-konserwatywny. Obóz ten trzy wybitne znamionują cechy, równo zwalczane przez stronnictwo demokratyczno-narodowe.

W dziedzinie politycznej znamionuje obywatelstwo ugodowo-konserwatywne brak wiary w siły żywotne społeczeństwa, przedewszystkiem ludu polskiego. Stąd szukanie politycznego oparcia na zewnątrz: raz w rządzie pruskim, to znów w niemieckiem stronnictwie centrowem. Stąd popieranie kunktatorów, a zwalczanie samodzielnego ruchu narodowego na Górnym Ślązku. Stąd podawanie dłoni ugodowcom pozakordonowym. Polityka ugodowa na naszym gruncie mogłaby odżyć ponownie na większa skalę, skoroby tylko rząd pruski zmienił obecną swą taktykę; jej kierownicy i zwolennicy odstąpili od niej nie z przekonania i własnej woli, lecz z musu, odepchnięci przez rząd pruski.

W dziedzinie społeczno-ekonomicznej reprezentuje kierunek konserwatywny jednostronnie interesy mniejszości, t. j. warst wyższych, w szczególności zaś większej własności ziemskiej.

Na gruncie naszego konserwatyzmu szerzy się ruch dążący — nie do politycznego równouprawnienia duchowych jako obywateli — lecz do politycznej hegemonii kleru jako stanu, co paraliżuje emancypacyę ludu i prawidłowy rozwój naszych stosunków społeczno-politycznych.

b) Narodowy ruch ludowy. Istota narodowego ruchu ludowego wypowiada się w następujących punktach zasadniczych, na które stronnictwo demokratyczno-narodowe godzi się w zupełności:

4*

Narodowy ruch ludowy, ufny w siłę żywotną zdrowej większości społeczeństwa polskiego, przestrzega we wszystkich dziedzinach naszego życia społecznego narodowej odrębności i samodzielności.

Narodowy ruch ludowy pracuje nad pogłębieniem i rozszerzeniem narodowej świadomości i obywatelskiej samowiedzy wśród szerokich mas ludowych, walcząc zarazem o zupełne ich równouprawnienie z resztą społeczeństwa.

Narodowy ruch ludowy w życiu społeczno-ekonomicznem reprezentuje przedewszystkiem interes warstw średnich i niższych, jako głównej ostoi naszego narodowego bytu.

W powyższych dążnościach jednoczą się wszystkie żywioły stojące na stanowisku narodowego ruchu ludowego. Różnice zdań zachodzą natomiast w szeregu kwestyi natury taktycznej, które stronnictwo demokratyczno-narodowe pojmuje odrębnie n. p. od zwolenników byłej poznańskiej partyi ludowej.

* * *

Stosunek do duchowieństwa polskiego określa stronnictwo demokratyczno-narodowe, wychodząc z założenia, że

> zarówno interes narodowy, jak zasada demokratyczna wymagają przyznania duchowieństwu zupełnego równouprawnienia obywatelskiego.

Zwalczając wszelkie nadużywanie wpływów kapłańskich w świeckich sprawach społeczno-politycznych, zwalczając przedewszystkiem dążność pewnej części

konserwatywnego duchowieństwa, by społeczeństwu narzucić hegemonię polityczną kleru jako stanu — stronnictwo widzi w duchownym również obywatela, mającego te same prawa narodowe i te same narodowe obowiązki, co świecka część społeczeństwa.

4. Nasz stosunek do Kościoła rzymsko-katolickiego.

Stosunek stronnictwa do Kościoła rzymsko-katolickiego określa ogólna, przez Konstytucyę 3-go maja uznana już zasada, że Kościół rzymsko-katolicki dla społeczeństwa polskiego polski winien mieć charakter, a więc polskie duchowieństwo, polskie kazania, polski śpiew i polskie zwyczaje, wieków tradycyą uświęcone.

Z tego wychodząc założenia, stronnictwo uważa za swój obowiązek:

a) Obronę polskości Kościoła przed zamachami polityki pruskiej i wrogo nam usposobionych żywiołów niemieckich, katolickich zarówno jak ewangielickich; gdzie zaś Kościół ten charakter polski mniej lub więcej zatracił jak w Prusiech i na Śląsku — systematyczną walkę o ponowne nadanie mu znamion polskości i energiczne paraliżowanie wszelkiej działalności germanizacyjnej duchowieństwa niemieckiego; na wychodźtwie ostatecznie domaganie się dla ludności polskiej dostatecznej polskiej opieki duchownej.

b) Ustalanie w kraju zasady kontroli opinii publicznej nad polityką władz kościelnych, oraz zwalczanie wszelkiemi siłami uległości władz kościelnych zarówno wobec naporu polityki pruskiej, jak

i wobec pretensyonalnych, nieuzasadnionych wymagań katolików narodowości niemieckiej.

c) Przeciwdziałanie uzależnianiu naszych narodowych spraw od widoków polityki kościelnej.

Niezależnie od wyżej wyłuszczonego stanowiska względem Kościoła rzymsko-katolickiego, stronnictwo stawia sobie za zadanie obronę innych wyznań przed prześladowaniem, o ile wyznania te mają charakter polski.

B. Samoobrona ekonomiczna.

Społeczeństwo polskie pod panowaniem pruskiem w nienaturalnych żyje warunkach ekonomicznych. Racyonalna, zdrowa konkurencya w obrębie odnośnej gałęzi ekonomicznej, będąca najlepszym motorem gospodarczego życia i postępu, swobodna konkurencya coraz bardziej musi ustępować miejsca względom natury polityczno-narodowej: polityczno-narodowe wskazania wypierają hasła ekonomiczne.

Jest to stan nienaturalny, ale nie w naszej mocy leży przekształcenie tych stosunków. Społeczeństwu polskiemu nie pozostaje nic innego, jak liczenie się ze stanem faktycznym, oraz wysnucie zeń stosownych wniosków.

Fakt, że życie gospodarcze społeczeństwa polskiego pod panowaniem pruskiem jest ciagłą przez żywioł polski z zaczepnym niemieckim żywiołem staczaną walką o byt, fakt ten nakazuje zarówno ogółowi, jak i poszczególnym członkom społeczeństwa zachowanie wytężonej czujności, by nic zgoła nie uronić z majątku narodowego. A niebezpieczeństwo grozi nietylko naszemu

stanowi posiadania na wsi, lecz nie mniej młodemu naszemu przemysłowi i handlowi; również dola polskiego ludu roboczego w interesie narodowym troskliwej wymaga i energicznej opieki.

Niebezpieczeństwa wspomnianego akcya parlamentarna w dzisiejszych warunkach usunąć nie zdoła, jedynie samoobrona ekonomiczna społeczeństwa skutecznie przeciwdziałać mu może.

1. Samoobrona ekonomiczna w dziedzinie rolnictwa to walka o ziemię polską, oraz o uprawiający tę ziemię lud polski. Stąd po stronie wroga wytężenie energii w celu wykupienia ziemi z rąk — dawniej szlachty polskiej — dziś szlachty i włościan; stąd w naszem społeczeństwie opinia bezwzględnie potępiająca frymarkę ziemią.

W walce o zachowanie obecnego stanu posiadania na wsi, względnie o odzyskanie utraconej w ostatnich latach ziemi, czworakie na społeczeństwie spoczywają zadania:

a) Rozpowszechnianie i ustalanie poważnej opinii, domagającej się od rolnika skrzętnej pracowitości, a potępiającej życie nad stan i wszelką lekkomyślność, niemniej śmiałej opinii, która nietylko grozić sprzedawczykom i protektorom ich umie, lecz także groźby systematycznie i bezwzględnie wykonywać potrafi.

b) Na zdrowych zasadach oparta parcelacya większej własności, t. zn. rozdrabnianie jej w warunkach, nie wykluczających możliwości samodzielnego gospodarowania przez drobnych właścicieli i nie pociągających za sobą spekulacyi ziemią.

c) Szerzenie zarówno wśród ziemiaństwa, jak i wło-

ściaństwa wiedzy rolniczej, umożliwiającej podniesienie wartości ziemi i zarobku z wszystkich gałęzi gospodarstwa wiejskiego.

d) Propagowanie idei i popieranie rozwoju opartych na samopomocy zawodowych związków i spółek rolniczych.

2. Nasz handel i przemysł jest jeszcze młody. Dwie te gałęzie ekonomiczne aż do drugiej połowy ubiegłego wieku w społeczeństwie naszem zupełnie niemal były zaniedbane. Znajdowały się one w rękach żydów, którzy wówczas nawet i na rolnictwo przez lichwę bardzo ujemny wywierali wpływ. Dopiero od czasu, gdy dzięki spółkom zarobkowym zmniejszyła się zależność społeczeństwa polskiego od żydów, zaczął się handel i przemysł polski dźwigać i powoli wytworzył się miejski stan średni.

Zaraz w początkach atoli napotkał rozwój stanu średniego na poważne trudności, a mianowicie wskutek bojkotu ze strony wrogiej i sztucznie często wytwarzanej konkurencyi obcej. Trudności te może młody, rozwijający się polski handel i przemysł pokonać pod warunkiem, że obowiązki wobec niego spełni zarówno sam stan średni, jak niemniej reszta społeczeństwa. Temi obowiązkami są:

a) Szerzenie fachowego wykształcenia i praktycznego zmysłu kupiecko-przemysłowego, dobrze pojętej oszczędności i przezorności, nie wykluczającej umiejętnej rzutkości i przedsiębiorczości.

b) Zakorzenianie ambicyi zawodowej, nakazującej racyonalne trzymanie się swego przedsiębiorstwa, które przechodzić winno z ojca na syna, z syna na wnuka,

wytwarzając tym sposobem w rodzinie tradycye kupiecko-przemysłowe.

c) Pielęgnowanie szczególnie tych gałęzi handlu i przemysłu, których rozwój w naszem położeniu jest pożądany, a które dotąd albo wcale, się nie rozwinęły albo nie w dostatecznej mierze.

d) Szerzenie zdrowego zrozumienia hasła „swój do swego", z jednej strony przez zachęcania ogółu do rozumnego popierania swoich, a stronienia od obcych, w szczególności od żydów spekulujących na naiwność polskiej klienteli, z drugiej zaś strony przez zaszczepianie w sprzedających przekonania, że tylko sumienne zaspakajanie potrzeb kupujących trwałą jest podstawą rozwoju, natomiast bierne oglądania się na hasło „swój do swego", lub zgoła niesumienne jego wyzyskiwanie — zgubnem.

3. Sprawa robotnicza jest dla społeczeństwa również stosunkowo świeżą. Do niedawna nie odgrywała ona jeszcze poważnej u nas roli, ponieważ nader słabo rozwinięty przemysł w zaborze pruskim stawiał nas w warunkach odmiennych od tych, jakie panują na zachodzie, a stosunki panujące w rolnictwie nie pozwalały na rozwinięcie się rolniczego ruchu robotniczego.

Dopiero emigracya do zachodnich Niemiec, szukająca tam zarobku w przemyśle, dalej narodowe rozbudzenie robotnika przemysłowego na Górnym Ślązku, niemniej ożywienie się w zaborze pruskim polskiego handlu oraz drobnego i średniego przemysłu, ostatecznie zaś wychodźtwo rolne, t. zw. sezonowe, czyli obieżysastwo — wywołały silne prądy wśród mas robotniczych i zwróciły na siebie w krótkim czasie uwagę

całego społeczeństwa, tak, że dzisiaj sprawa polskiego ruchu robotniczego stała się jednem z najpoważniejszych naszych zagadnień społecznych.

Zdrowy i do życia narodowego rwący się stan robotniczy winno społeczeństwo szczerą otaczać opieką, by robotnik polski nie skarłowaciał fizycznie wskutek wyzysku, moralnie wskutek propagandy socyalistycznej.

Obowiązek uwzględniania i bronienia interesów polskiego stanu robotniczego społeczeństwo spełnia przez:

a) Szerzenie wśród sfer robotniczych samowiedzy obywatelskiej, poczucia godności osobistej, zdrowego zrozumienia swych praw i obowiązków; zachęcanie do dobrze zrozumianej oszczędności, oraz propagowanie ruchu wstrzemięźliwości od napojów alkoholowych.

W szczególności wobec robotników przemysłowych:

b) Popieranie uprawnionych żądań pracobiorców przemysłowych i handlowych przez wywieranie za pomocą opinii publicznej moralnego nacisku na pracodawców i przez udzielanie finansowej pomocy zawodowym organizacyom robotniczym.

c) Zachęcanie robotników do organizowania się w związkach zawodowych, stojących na gruncie narodowym, ponieważ one jedynie zabezpieczają narodową samodzielność polskiego robotnika, a poza tem najlepiej odpowiadają specyalnym potrzebom społeczno-ekonomicznym polskiego stanu robotniczego.

W szczególności wobec robotników rolnych:

d) Wpływanie za pomocą opinii publicznej na pracodawców, by dla robotników swych stwarzali mo-

żliwie korzystne warunki bytu pod względem hygienicznym, moralnym i materyalnym.

e) Ostrzeganie robotników rolnych przed niesumiennymi agentami, uwodzącymi niejednokrotnie lud w celu wyzyskania jego bezradności na obczyźnie; zachęcanie do zawierania kontraktów w kraju, przed wyjazdem — robotnik bowiem, zawierając kontrakt dopiero na miejscu pracy, przyjmować musi najczęściej takie warunki, jakie mu podyktuje pracodawca, przyczem robotnik nasz, nie mając się kogo poradzić, podpisuje nieraz kontrakt, którego treści wogóle nie zna, a który przykrojony jest możliwie na jego niekorzyść; udzielanie rad i wskazówek robotnikom przejeżdżającym na zachód przez ważniejsze centra komunikacyjne.

C. Praca kulturalno-oświatowa.

Jako stronnictwo narodowe, uwagą swą ogarniające wszystkie społeczeństwa potrzeby narodowe, nie możemy działalności swej ograniczyć na akcyi politycznej i samoobronie ekonomicznej, lecz musimy ją w spotęgowanej raczej mierze na tę rozciągnąć dziedzinę życia narodowego, która w normalnych warunkach jego właściwy rdzeń stanowi, a w chwili bieżącej bodaj najbardziej jest zagrożoną. Tem sercem życia narodowego: narodowy duch, narodowa myśl, narodowa kultura.

Mając na oku destruktywny wpływ cywilizacyi prusko-niemieckiej na naszą rodzimą kulturę, jako też zważywszy, że tego destruktywnego wpływu nie doceniają u nas szerokie koła zarówno wyższych jak i niższych warstw, stronnictwo demokratyczno-naro-

dowe kładzie silny nacisk na pracę kulturalną wśród sfer wykształceńszych, oraz na oświatową wśród mas ludowych.

1. Praca kulturalna wśród sfer oświeceńszych.

Dążąc do utrzymania i wzmocnienia odrębności kulturalnej, jako też do rozbudzenia i spotęgowania życia umysłowego naszego społeczeństwa, stronnictwo demokratyczno-narodowe stawia sobie następujące zadania:

a) Czuwanie na każdym kroku nad czystością języka polskiego i tępienie wszelkich skażeń i obcych naleciałości językowych, przedewszystkiem niemieckich; występowania przeciwko zbytecznemu używaniu zwrotów i cytatów niemieckich; zwalczania systemu wychowania domowego, opartego na uprzywilejowaniu języków obcych kosztem języka ojczystego.

b) Pielęgnowanie w życiu towarzystwiem zwyczajów i obyczajów, form i zabaw czysto polskich, z bezwzględnem wykluczeniem naleciałości niemieckich.

c) Szerzenie polskiego, samodzielnego, a z duchem postępu zgodnego sposobu myślenia, radykalnie stroniącego od wpływów szablonowej, prusko-biurokratycznej umysłowości.

d) Zapoznawanie jak najszerszych kół z dziełami polskiego ducha, szerzenie zainteresowania się polskiemi wydawnictwami i instytucyami literackiemi, artystycznemi i naukowemi; budzenie umiejętności stosownej oceny polskiej wiedzy, literatury i sztuki na podstawie znajomości ogólno-ludzkiej kultury.

e) Popieranie wszelkich samoistnych przejawów polskiej twórczości, oraz zakładanie i zasilanie ognisk polskiego życia kulturalnego, a więc kółek, stowarzyszeń i instytucyi literackich, artystycznych i naukowych.

f) Przeciwdziałanie pożyciu towarzyskiemu z Niemcami i strzeżenie zasady oddzielania się od nich w miejscach publicznych.

g) Zwalczanie udziału Polaków w stowarzyszeniach i instytucyach mieszanych, o ile tylko na zwalczanie takie zezwalają stosunki ekonomiczne.

h) Używanie w stosunkach z Niemcami, gdzie to tylko możliwe — języka polskiego.

2. Praca oświatowa wśród ludu.

Warunkiem prawidłowego rozwoju pracy wychowawczo-oświatowej jest z jednej strony: rozbudzenie w masach ludowych pragnienia oświaty, oraz wiedzy o własnem kraju, jego przeszłości i jego obecnem położeniu, z drugiej zaś strony: ustalenie w sferach wykształceńszych opinii domagającej się stałego ich udziału w pracy oświatowej nad ludem.

Za najważniejsze zadania pracy wychowawczo-oświatowej uważa stronnictwo demokratyczno-narodowe:

a) Pielęgnowanie nauki domowej, a mianowicie nauki polskiego czytania i pisania, polskiej historyi, literatury i geografii.

b) Uprawianie systematycznego samokształcenia w istniejących już towarzystwach, lub stowarzyszeniach w tym celu specyalnie do życia powołanych.

c) Zakładanie bibliotek o różnych stopniach, odpowiadających poziomowi poszczególnych kategoryi czytelników.

d) Zakładanie przy tychże bibliotekach lub oddzielnie czytelni ludowych z czasopismami.

e) Zaprowadzanie stałej wędrownej sprzedaży

polskich użytecznych książek i innych wydawnictw (szczególnie po jarmarkach i odpustach).

f) Zorganizowanie wykładów ludowych także i poza stolicą zaboru.

g) Urządzanie wieczornic ludowych o charakterze kulturalnym, połączonych z deklamacyami, przedstawieniami scenicznemi i obrazami świetlanemi.

h) Urządzanie wycieczek z kresów do ziem rdzennie polskich, tudzież wogóle wycieczek do miejscowości historycznych.

i) Podniesienienie wydawnictwa ludowego do stopnia dawniejszego w Wielkopolsce rozkwitu.

D. Wychowanie publiczne młodzieży.

Prawdziwy rozwój każdego społeczeństwa polega na ciągłości pracy narodowej, która przez jedno pokolenie podjęta bez przerwy przez następne generacye w dalszym ciągu prowadzoną być winna. Dla tego celów swych świadome społeczeństwa cywilizowane za jedno z najważniejszych swych zadań uważają wychowanie młodzieży, która byłaby w przyszłości zdolna do zachowania i pomnożenia dorobku społecznego. Ogół nasz pod zaborem pruskim prawdę tę w małej sobie tylko części uświadamia, doskonale natomiast zrozumiał ją wróg nasz. Język polski usunięto ze szkół zupełnie, tak, że przeciętny uczeń zdany na łaskę i niełaskę losu, nietylko nie zapozna się z polską historyą, literaturą i geografią, ale nawet poprawnie czytać i pisać po polsku nie umie. W zamian za to silnie zorganizowany system szkolny wpaja w ucznia przekonanie o wyższości kultury prusko-niemieckiej, wskazuje mu ideały i aspiracye niemie-

ckie i konsekwentwie dąży do przerobienia jego polskiej duszy w typ państwowo-pruski. Wśród takich warunków na wielkie niebezpieczeństwo wystawiony jest nietylko umysł, lecz przedewszystkiem charakter polskiej młodzieży. Wiedziona przez nauczyciela Niemca, czującego się aż nazbyt często więcej urzędnikiem niźli pedagogiem, do manifestowania pruskiego patryotyzmu, którego nie posiada, uczy się w wielu przypadkach nieszczerości i serwilizmu, lub nieufności a nawet skrytej nienawiści do tych, którzy mają być jego intelektualnymi i moralnymi przewodnikami. To też ze szkół dzisiejszych wychodzi znaczna część młodzieży polskiej z umysłem na modłę pruską przekształconym, z groźną częstokroć nierównowagą moralną, przygnębiona i wyczerpana, bez umiejętności i zapału do życia.

Panującemu systemowi szkolnemu, którego wobec państwowego przymusu szkolnego złamać nie można, społeczeństwo polskie przeciwstawić musi własną twórczą pracę wychowawczą, stałą, systematyczną i celową. Tej twórczej pracy wychowawczej ostoją: dom polski, prawo i obowiązek rodzica, a w jego zastępstwie opiekuna, krewnego lub przyjaciela. Samopomoc wychowawcza winna się zdaniem stronnictwa w następujących wyrażać wskazaniach:

1. *Młodzież szkolną*

należy wychować na Polaków odczuwających silnie swą odrębność narodową, rozumiejących elementarne interesy naszego społeczeństwa i poczuwających się do obowiązków narodowych. Działalność pedagogiczna w tym kierunku winna objąć:

a) pracę nad rozwojem intelektualnym mło-

dzieży, mianowicie budzenie samodzielności umysłowej, zdolności spostrzegawczej i umiejętności myślenia, oraz wpajanie rzeczywistego zamiłowania do nauki;

b) wyrabianie charakteru przez budzenie odwagi cywilnej, ducha inicyatywy, karności i bezwzględnego poczucia obowiązków narodowych młodzieży;

c) samokształcenie narodowe, t. zn. przyswajanie młodzieży w jak najszerszej mierze znajomości języka polskiego, historyi, literatury i geografii polskiej, oraz zapoznawanie jej w ogólnych zarysach z obecnem naszem położeniem;

d) uzupełnianie zaniedbanego przez szkołę państwową wykształcenia ogólnego, a mianowicie przez umiejętne zaspokajanie potrzeb duchowych rozwijającego się młodzieńca;

e) zapoznawanie młodzieży z narodową kulturą przez urządzanie wycieczek po kraju celem zaznajomienia młodzieży z naszemi zabytkami kulturalnemi, oraz z życiem młodzieży innych dzielnic;

f) towarzyskie zbliżanie się sfer obywatelskich, mianowicie inteligencyi, do dojrzalszej młodzieży w celu utrzymania tradycyi, jako też otoczenie młodzieży polskiem życiem towarzyskiem.

2. *Młodzież wyższych zakładów naukowych.*

Studya uniwersyteckie są nietylko ostatnim zazwyczaj okresem kształcenia słę naukowego, ale zarazem pierwszym stopniem przygotowawczym do działalności obywatelskiej. Samodzielna więc praca młodzieży nad sobą powinna zarówno objąć dalsze samokształcenie w kierunku narodowym i ógólno-kulturalnym, jak niemniej bezpośrednie teoretyczne i praktyczne przy-

gotowanie się do pracy obywatelskiej. Stronnictwo demokratyczno-narodowe stawia w tym względzie następujące wytyczne:

a) Dotychczasowe samokształcenie winna młodzież kontynuować, a rozszerzając stosownie jego ramy, dążyć do zdobycia jak najszerszej wiedzy ogólnej, ze specyalnem jednakowoż uwzględnieniem wiedzy o własnym kraju.

b) Do zakresu teoretycznego przygotowania się do pracy obywatelskiej należy zarówno kształcenie się zawodowe pod kątem widzenia potrzeb społecznych, jak niemniej zapoznawanie się z naszem położeniem prawno-politycznem, ekonomicznem i kulturalnem, oraz wyrabianie w sobie samodzielnego zdania o wszelkich objawach naszego życia narodowego.

c) Bezpośrednie praktyczne przygotowanie się do pracy publicznej polegać winno na pracy oświatowej wśród ludu, na wczesnem przyzwyczajeniu się do osobistego obcowania z ludem.

d) Celem bezpośredniego zetknięcia się z polską kulturą powinna młodzież, o ile tylko możność zachodzi, dążyć na wszechnice polskie, aby tam, choćby przez krótki czas, osobiście zapoznać się z życiem umysłowem głównych ognisk polskiej wiedzy i sztuki.

e) Budzący się wśród młodzieży ruch sportowy, którego celem rozwój sił fizycznych, należy jako zdrowy objaw popierać i rozszerzać, by u młodego pokolenia energia umysłowa i moralna w fizycznej tężyźnie silną znalazła podstawę.

346



Uchwała Koła sejmowego z 28/12 908 — 28 grudnia

REGULAMIN RADY NARODOWEJ.

§. 1.

Celem obrony interesów narodowych powstaje za inicyatywą Koła Sejmowego Rada Narodowa z siedzibą we Lwowie, a to według postanowień §§. 3 i 9 niniejszego regulaminu.

W miarę potrzeby posiedzenia Rady odbywać się mogą i po za Lwowem.

§. 2

Przy wyborach do Rady Państwa i Sejmu krajowego jest zadaniem Rady Narodowej przeprowadzenie jak największej liczby posłów do obozu narodowego należących, bez względu na różnice w ich zapatrywaniach politycznych Przy wyborach do Rady Państwa Rada Narodowa popierać będzie tylko tych kandydatów, którzy uznają potrzebę solidarności Koła Polskiego i zobowiążą się wytrwać w tej solidarności przez cały okres ich funkcyi.

Rada Narodowa wpływa z reguły (§§ 14 i 15) na wybory tylko o tyle, o ile zagraża wybór kandydata antinarodowego lub kandydata nie uznającego solidarności Koła polskiego (§. 2 al. 1).

§. 3.

Zawiązek Rady Narodowej powstaje w ten sposób, że trzy grupy dzisiejszych stronnictw sejmowych, uznających solidarność Koła Polskiego (§. 2), a mianowicie stronnictwa: *a)* prawicy, *b)* lewicy, *c)* sejmowa grupa ludowa, desygnują po trzech członków i po dwóch zastępców z każdego stronnictwa, a Koło Sejmowe wybór powyższy zatwierdza.

Koło Sejmowe wybiera nadto jednego członka Rady Narodowej z pośród osób, nie należących do żadnej z grup wymienionych.

Członkowie i ich zastępcy w Radzie Narodowej nie muszą być posłami. Zatwierdzeni przez Koło Sejmowe członkowie Rady ukonstytuują się, wybierając ze swego grona tymczasowe Prezydyum.

§. 4.

W miejsce członków, występujących z Rady Narodowej lub stale powstrzymujących się od udziału w jej pracach, powoła Prezes Rady jednego z zastępców z tego samego stronnictwa, z którego ustępujący był desygnowany.

§. 5.

Tymczasowo ukonstytuowany zawiązek Rady Narodowej zamianuje mężów zaufania ze stronnictw w powiecie lub mieście istniejących, a w Radzie Narodowej skonfederowanych.

Mężowie zaufania zwołają w sposób, jaki za stosowny uznają, zgromadzenia wyborców, które wybiorą miejscowe (powiatowe — miejskie) komitety wyborcze, jako też delegata na ogólny zjazd, przewidziany w §. 8. W miastach, tworzących osobne okręgi wybiera delegata na zjazd zebranie Rady miejskiej.

Sposób tworzenia komitetów miejscowych i liczbę ich członków z przestrzeganiem zasady równomiernego zastępstwa stronnictw skonfederowanych oznaczy osobna instrukcya, przez Radę Narodową wydana.

§. 6.

Miejscowe komitety po swojem ukonstytuowaniu utworzą komisyę wykonawczą ze swojego grona dla załatwiania czynności bieżących, a względnie wykonywania uchwał Rady Narodowej. Obowiązuje tu również zasada równomiernego zastępstwa stronnictw. Liczbę członków tych komisyi oznaczy instrukcya Rady Narodowej.

§. 7.

Zadaniem miejscowych komitetów będzie dążenie przy wyborach do tego samego celu, którego osiągnięcie w myśl §. 2 jest zadaniem Rady Narodowej.

§. 8.

Tymczasowy Prezes Rady Narodowej zwoła do Lwowa zjazd delegatów wybranych w tym celu przez komitety miejscowe (§. 5) według postanowień instrukcyi.

Na zjeździe delegatów, w którym biorą również udział wybrani poprzednio (§. 3) członkowie Rady Narodowej, przewodniczy tymczasowy Prezes Rady.

§. 9.

Zjazd delegatów wybiera 12 nowych członków Rady Narodowej. Wzmocniona w ten sposób Rada konstytuuje się definitywnie, wybierając Prezesa, jego zastępców i dwóch sekretarzy, bacząc, by każde ze stronnictw skonfederowanych miało swojego zastępcę w Prezydyum, poczem dobiera ze swojej strony w drodze kooptacyi jeszcze 12 członków.

Tak przy wyborze członków, dokonanym przez zjazd delegatów, jak i przy kooptacyi członków przez wzmocnioną Radę obowiązuje, o ile możności, zasada równomiernego zastępstwa stronnictw.

Od chwili dokonania kooptacyi może działać tylko pełna Rada Narodowa.

§. 10.

Rada Narodowa wybiera na podstawie zasady równomierności z grona swego Komisyę wykonawczą, której liczbę członków sama oznaczy.

Komisya wykonawcza załatwia czynności bieżące, a w nagłych wypadkach sprawy do pełnej Rady należące, o czem zdaje sprawę na najbliższem posiedzeniu Rady.

Do zakresu działania Komisyi wykonawczej należy także stałe kierownictwo powiatową organizacyą polską, wytworzoną dla obrony interesów narodowych Komisya winna zachować ciągły kontakt z powiatami zorganizowanymi i podtrzymywać ich działalność.

§. 11.

Rada Narodowa, jej komisya wykonawcza, komitety miejscowe i ich komisye wykonawcze urzędują przez całą kadencyę sejmową, a nawet i poza tem aż do chwili utworzenia nowych organów, gdyby przed zamknięciem lub rozwiązaniem Sejmu nie zdołano postąpić po myśli §. 3.

§. 12.

Rada Narodowa może wchodzić w układy z innemi organizacyami wyborczemi w kraju istniejącemi.

§. 13.

Członkowie Rady Narodowej nie mogą poza jej obrębem należeć do żadnej organizacyi wyborczej, któraby miała na celu popieranie kandydatury antynarodowej. Powstawanie wszakże i funkcyonowanie, czy to ogólnych, czy miejscowych organizacyj wyborczych samoistnych dla stronnictw skonfederowanych, jest dopuszczalne.

§. 14.

Kandydatury poselskie stawiają z reguły komitety miejscowe na zjazdach okręgowych. Jeśli komitety okręgu wyborczego zgodzą się na jednego kandydata narodowego, Rada Narodowa nie może mu odmówić swego zatwierdzenia.

W razie zachodzącej różnicy zdań między komitetami miejscowymi Rada Narodowa dołoży starań, aby doprowadzić do porozumienia.

Gdyby te starania nie odniosły skutku, Rada Narodowa oznaczy kandydata. Uchwała odnośna Rady Narodowej co do okręgów, w których nie zachodzi niebezpieczeństwo kandydatury antinarodowej lub nieuznającej solidarności Koła polskiego, zapaść może jedynie większością dwóch trzecich i to przy obecności dwóch trzecich członków Rady Narodowej.

§. 15.

Radzie Narodowej przysługa prawo, po porozumieniu się z zarządami stronnictw skonfederowanych, zalecić komitetom miejscowym, względnie zjazdom okręgowym, kandydatury tych osób, których wybór jest pożądany dla skutecznej obrony interesów kraju. Uchwała taka zapadnie na plenarnem posiedzeniu Rady, przy czem baczyć należy także na równomierne uwzględnienie stronnictw skonfederowanych.

§. 16.

Komitety miejscowe powiatów i miast, tworzących jeden okręg wyborczy, porozumiewają się między sobą celem ustalenia kandydatów danego okręgu. Postępowanie przy tem oznaczy instrukcya wydana przez Radę Narodową.

§. 17.

Ważnie powzięte zatwierdzenie kandydatury przez Radę Narodową pociąga za sobą obowiązek dla wszystkich stronnictw skonfederowanych łącznego i możliwie najenergiczniejszego popierania jej we wskazanym okręgu.

§. 18.

Przy wyborach do Sejmu ingerencya Rady Narodowej ogranicza się tylko do tych okręgów, w których zagraża wybór kandydata antinarodowego. Gdzie niema tego niebezpieczeństwa, stronnictwa narodowe mają zupełną swobodę stawiania i popierania swych kandydatów

Działanie Rady Narodowej w okręgach zagrożonych jest analogiczne, jak przy wyborach do Rady Państwa.

§. 19.

Na pokrycie kosztów utrzymania biura Rady Narodowej i agitacyi wyborczej — rozpisane zostaną składki.

Sposób zbierania składek oznaczy instrukcya, przez Radę wydana.



Odezwa.

Naród nasz w zaborze austryackim wchodzi w nową fazę swej politycznej walki.

Dotychczasowa ustawa wyborcza oddawała reprezentacyę kraju wyłącznie niemal w ręce jednej tylko warstwy.

Wola całego narodu o tyle się tylko w politycznej działalności parlamentarnego przedstawicielstwa ujawnić mogła, o ile głos opinii narodowej umiał wywyrobić sobie moralny u warstwy rządzącej autorytet.

Autorytet ten wzrósł był w ostatnich latach znacznie. A powaga jego okazała się najlepiej właśnie w sprawie reformy wyborczej. Wbrew interesom stanowym większości Koła, Koło polskie potrafiło zająć zgodne z żądaniem opinii narodowej stanowisko obrony praw narodowych przy zgodzie na zasadę powszechnego głosowania — i stanowisko to skutecznie do końca utrzymać.

Mimo to całość naszej polityki taką być musiała, jaką ją ci, których sztuczny przywilej u steru spraw politycznych stawiał, mieć chcieli i na jaką ich stać było.

Sztuczny ten przywilej upadł. Najbliższe wybory odbędą się na podstawie powszechnego, bezpośredniego głosowania. N a r ó d s a m z a s i e b i e p r z e m ó w i.

Kładzie to na społeczeństwo nasze szczególne w chwili obecnej obowiązki.

Przedstawicielstwo nasze, które z obecnych wyjdzie wyborów, musi być lepsze, mieć więcej w sobie tężyzny politycznej i głębsze narodowych spraw odczucie, a społecznych potrzeb zrozumienie, niż dotychczasowa nasza reprezentacya w parlamencie. Bo to będzie wybór całego narodu, a nie pojedyńczych grup jego tylko. I jako taki sądzony będzie. Siłą jego mierzyć będą siłę całego narodu.

Nie może społeczeństwo polskie żadną miarą dopuścić, aby rezultat wyborów nie odpowiadał istotnemu znaczeniu, jakie mamy w tym kraju.

Nie może ono dopuścić, aby ilość posłów polskich mniejszą była, niż się nam według siły kulturalnej należy.

I nie może ono też dopuścić, aby reprezentacya nasza w parlamencie wyszła rozbita na zwalczające się w obliczu nieprzyjaciół naszych frakcye. Poczucie jedności i odrębności naszej narodowej musi znaleźć swój wyraz w s o l i d a r n e m K o l e p o l s k i e m. Broniliśmy tej solidarności dotychczas, tem więcej musimy jej dziś bronić, gdy cały naród ma równe prawo wyborcze.

Ale to solidarne Koło musi istotny stan politycznej narodu opinii odzwierciadlać; — wtedy tylko istotnej jego woli będzie wyrazem.

Nie może więc społeczeństwo nasze dopuścić, aby skład naszej reprezentacyi zawisł jedynie od efektów demagogii wyborczej i wyborczej korupcyi.

Ile energii, zapału i rozumu politycznego trzeba będzie, aby zapobiedz niebezpieczeństwu temu, a rzeczywistej woli narodu dać zwycięstwo, tyle musimy z siebie wydobyć.

Ale nie należy niedoceniać niebezpieczeństwa.

Naród nasz po raz pierwszy stanie do powszechnych, bezpośrednich wyborów. O wyniku ich decydować będą masy, które po raz pierwszy w bezpośrednich wyborach udział wezmą i po raz pierwszy będą powołane do wypowiedzenia się w sprawach ogólnej narodu polityki, o których wielu z nich dotychczas wcale nie myślało, bo myśleć nie miało po co.

Sztuczny zaś podział dotychczasowy narodu na kurye wyhodował nad miarę silną wyłączność stanową i u góry, i u dołu. Głos nienawiści klasowej z jednej strony, z drugiej hasła obrony przywilejów znajdą tradycyjny poklask. Bo dotychczasowe n[illegible]

[illegible] się do kuryalnego sy[illegible] musiały być stronnictwami pojedynczych tylko warstw narodu.

Właściwa opinia narodowa kształtowała się poza niemi — w pracy, budującej podstawy nasz j narodowej siły i samowiedzy.

W tej pracy twórczej wyrosło n a s z e s t r o n n i c t w o. Formalnie niezłączone, istniało lat wiele jako kierunek, prąd myśli narodowej i społecznej, zanim jako odrębna organizacya polityczna na widownię wystąpiło.

W przeciwieństwie do innych stronnictw — nie w Sejmie, ani parlamencie powstało, nie przez wybory się skonsolidowało; nie jest ono grupą posłów, jednających sobie, dla zapewnienia mandatów, stronników w tej czy innej kuryi albo klasie. Ale powstało ono z dołu przez zszeregowanie się ludzi, jednako myślących, ku wspólnej pracy narodowej.

Chwila obecna wymaga, abyśmy żyjącej w nas twórczej myśli narodowej, m y ś l i p o s t ę p u c a ł e g o n a r o d u i n a r o d o w e g o o d r o d z e n i a p r z e z g r u n t o w n ą s p o ł e c z n e g o b y t u n a s z e g o r e f o r m ę, — zapewnili należną siłę w parlamentarnej reprezentacyi kraju.

Stanie się to, jeśli wszyscy nasi członkowie, zwolennicy, przyjaciele, wszyscy, co w myśl naszego programu na licznych polach narodowej pracy działają, staną z ofiarnością i na tem polu—do wyborczej agitacyi.

Zgodnie z zasadą solidarności narodowej stronnictwo Demokratyczno-narodowe przystąpiło do ogólnonarodowej organizacyi wyborczej Rady Narodowej; przystąpiło ono do niej dla wspólnej ze wszystkiemi stronnictwami narodowemi obrony zagrożonych posterunków narodowych. Wzięliśmy przez to na się obowiązki, jakie na nas poczucie jedności narodowej nakłada. Nie umniejszyło to nam oczekującej nas pracy, lecz ją zwiększyło.

Żeby dokonać jej, trzeba wytężenia wszystkich sił. **Wpływ naszego programu na skład naszej reprezentacyi parlamentarnej i przyszłą jej politykę zależeć będzie od tego, jakie dziś do akcyi przedwyborczej potrafimy uruchomić siły i od stopnia naszej na ten cel ofiarności.**

Komitet główny stronnictwa demokratyczno-narodowego.

Stanisław Głąbiński, Leonard Tarnawski, Jan Pawlikowski,

Ernest Adam, Stanisław Bal, August Balasitz, Roger Battaglia, Józef Baranowski, Stanisław Biega, Tytus Bujnowski, Józef Buzek, Edward Dubanowicz, Adam Głażewski, Józef Gold, Stanisław Grabski, Jan Kleski, Kazimierz Lipiński, Piotr Panek, Zdzisław Próchnicki, Jan Rozwadowski, Stanisław Schätzel, Władysław Turski, Zygmunt Wasilewski, Adolf Wurst.

Komitet główny, otwierając niniejszem składki na fundusz wyborczy stronnictwa Demokratyczno-narodowego, uprasza o nadsyłanie ich pod adresem skarbnika dr. Ernesta Adama, dyrektora Galicyjskiej Kasy zaliczkowej (Lwów, ul. Trzeciego Maja 5).

Redakcya „Słowa Polskiego“ ze swej strony oświadcza gotowość pośredniczenia w zbieraniu składek, na co otworzy w dzienniku osobną rubrykę. W rubryce tej ogłaszane będą tylko te kwoty, z których Komitet nie będzie mógł ofiarodawców pokwitować wprost listownie. Otrzymane kwoty Redakcya niezwłocznie tegoż dnia doręczać będzie skarbnikowi Komitetu.

Redakcya.

mą katoli[illegible] nąć wszelkie wątpliwości i zabezpieczyć się przeciw [illegible] powstać trudnościom, Jego Świątobliwość uważa za słuszne zaznaczyć, co następuje.

Dokument kongregacyi św. Officyum, wyżej wymieniony, jest jedynie odpowiedzią na specyalnie zadane pytania. Pytano mianowicie:

1) Czy w nabożeństwie t. zw. dodatkowem język polski, będący od niepamiętnych czasów w użyciu, wolno zamienić na język rosyjski, niezależnie od władzy Stolicy Świętej? 2) Czyby Stolica Święta tolerowała i czy można przypuszczać, że toleruje takiego rodzaju zamianę? Św. Kongregacya odpowiedziała na pierwsze i drugie pytanie przecząco.

W istocie rzeczy, jeśli wyżej wymieniona odpowiedź i wówczas nie zabraniała Rosyanom-katolikom (gdyby istnieli) używania swego języka w nabożeństwie t. zw. dodatkowem, to tembardziej obecnie zakaz podobny nie może być uważany za istniejący, gdy Rosyanom (russicis) wolno wyznawać wiarę katolicką. Stąd wynika, że Stolica Św. wcale nie zabrania Rosyanom rodzicom chrzestnym i małżonkom, przy chrzcie św. i obrzędach ślubnych, na pytania odpowiadać w języku rosyjskim (russica lingua). Co się zaś tyczy kazań, katechizacyi, modlitw i śpiewów kościelnych, to wogóle stosowany być winien język, będący językiem większości mieszkańców lub społeczności wiernych, dla których dany kościół specyalnie został przeznaczony. (Quod autem ad verbi Dei praedicationem, catechesim, preces, pia cantica pertinet, generatim ea lingua adhibeatur, quae maioris incolarum partis propria est, aut saltem aliquorum fidelium coetus cui peculiariter aliqua ecclesia addicta sit). Jeśliby się zaś znalazła znaczna, chociaż mniejsza, część wiernych, używających innego języka, należy dbać o to, aby i oni mieli we własnym języku katechizm i kazania, a w razie, gdyby się to okazało na czasie — modlitwy publiczne i śpiewy kościelne. Gdyby w wypadkach pojedyńczych miały z tego powodu powstać wątpliwości i trudności, należy zwracać się do Stolicy Św.

Miło mi decyzyę tę, którą Ojciec św. zechciał wydać dla wzrostu religii i dobra ludów, berłu rosyjskiemu podległych, z rozkazu Ojca św. zakomunikować Twej Dostojności, byś przyłożył starań do jej zastosowania w swej dyecezyi, gdyby zaszła tego potrzeba.

Tymczasem korzystam z okazyi, aby Ci złożyć wyrazy szacunku i życzliwości, oraz piszę się Tobie szczerze oddany R. Kard. Merry del Val."

Rzym. d. 13 października 1906.

Do tego okólnika „Kuryer Litewski" dodaje komentarz, który nabiera tem większej wagi, iż pismo stoi bardzo blizko ks. biskupa Roopa. „Kur. Lit." stawia pytanie, co będzie gdy rząd zadecyduje ponownie, że ojczystym językiem mało i białorusinów jest rosyjski i zarząda wprowadzenia rosyjskich dodatkowych nabożeństw?

„Wówczas dopiero rozpocznie się gorszące i tragiczne widowisko. W jednych miejscowościach będzie tam lud opierał się narzucaniu mu języka rosyjskiego w kościele rzymsko-katolickim; w innych duchowieństwo będzie odwoływało się do decyzyi biskupów, ci zaś — na mocy „okólnika" z d. 13 października 1906 — apelować będą do Rzymu... Daj Boże, aby nie doszło do gwałtownych „nieporozumień".

„A to wszystko dlatego, że „okólnik" wydany został — nie w porę, za wcześnie, nie biorąc pod uwagę, że świeża tolerancya religijna istnieje w Rosyi jeszcze tylko przeważnie na papierze i że polityka rusyfikacyjna bynajmniej nie została jeszcze usunięta ze spraw czysto religijnej natury. „Okólnik" — jeśli wolno mieć w tej sprawie zdanie własne — mógł być wydany dopiero po utrzymaniu jaknajpoważniejszych gwarancyj, że rząd rosyjski dał stanowczo i bezpowrotnie za wygranę — rusyfikowaniu przez Kościół".

„Okólnik", podpisany przez kard. Merry del Val dnia 13 października 1906 r. (n. st.) był najzupełniejszą niespodzianką dla biskupów, a w ich liczbie, rzecz prosta i dla J. E. ks. biskupa wileńskiego, który, przybywszy do Rzymu, tam dopiero dowiedział się o zapadłem postanowieniu Stolicy Apostolskiej. Watykan w całej tej sprawie działał wyłącznie na własną rękę; nie zasięgał rady niczyjej, nie komunikował się z nikim, traktując tylko i jedynie z ministrem-rezydentem Sazonowem, który rzecz oczywista, nie miał najmniejszej racyi za[illegible] wyraźnie, to dekret [illegible] został

O jednym z grzechów biurokracyi.

Wiedeń 20 stycznia.

(A) Sprawy tak ważnej, jak emigracya, parlament austryacki nie zdoła załatwić podczas kadencyi bieżącej. Nie z własnej winy! Odpowiedzialność za przewleczenie tej sprawy spada na biurokracyę wiedeńską. Dokładniej mówiąc, na tych hofratów, którzy siedząc w wygodnych, ciepłych, wykwintnie urządzonych salonach i biorąc bez troski z góry na pierwszego każdego miesiąca bezmała tysiąc koron, zatracili poczucie rzeczywistości. Nie znają państwa, którem administrują. Obcemi im są łzy milionów. Nawet nie mają pojęcia o cichych dramatach, które dziesiątkami tysięcy się rozgrywają na tle paragrafów, stylizowanych długimi okresami w owych salonach ministeryalnych. Bo życie płynie własnem korytem, — korytem, które sobie żłobie samo, nie zważając na paragrafy, przepisy, zarządzenia pp. hofratów wiedeńskich.

W salonach na Judenplatzu tak wygodnie i tak zacisznie! Nie dobiega do nich jęk głodnych, którzy w stronach ojczystych nie mogą znaleźć pracy, a więc i chleba.

Z okien salonu pana hofrata widać czysto zamieciony, spokojny, niemal pusty plac. Jakże on niepodobnym do tych zaułków Bremeńskich lub Hamburskich, gdzie agenci okrętowi niby białych murzynów trzymają setki i setki wychodźców, oddających grosz ostatni dyrektorom wielkich kompanij przewozowych. Rumiani, krąglutcy mieszczanie, przesuwający się bez pośpiechu pod oknami pana hofrata, różnią się niesłychanie od wygłodniałych, brudnych, schorowanych chłopów polskich, rzuconych na bruk nowojorski, albo pracujących ostatnim wysiłkiem suchotniczej energii w rzeźniach Chicaga lub na preryach Stanów południowych.

Pan hofrat o tem wszystkiem nie wie. Nawet nie przeczuwa, że istnieje taka nędza, skąpana w pocie, łzach i krwi setek tysięcy biedaków. Nie spieszy się! Do biura przychodzi wprawdzie bardzo regularnie i siedzi w niem bardzo długo. Ba! nawet nie bierze urlopu. Cóż z tego, kiedy plon jego pracy przypomina kłosy puste. Stylizuje jeden paragraf tygodniami całymi. Studyuje dekrety nadworne, obce prawodawstwa, zagląda to do ustaw dawniejszych, to do już odrzuconych projektów, aż wreszcie przemazuje zdanie, zredagowane przed miesiącem. Pilny, sumienny hofrat! Czasami dopiero po dziewiątej wieczorem wychodzi z biura. I nawet nie wie, idąc do domu z zadowoleniem po dniu, spędzonym na pracy, ilu agentów emigracyjnych, dzięki jego metodzie załatwiania spraw, dorabia się coraz szybciej milionów, oraz ilu biedaków kona bez opieki, niby zwierzęta, gdzieś tam za morzami...

Poseł Battaglia i towarzysze z ironią zasłużoną stwierdzają, że rząd, a raczej panowie hofraci, powyżej przez nas scharakteryzowani, ociągali się z załatwieniem sprawy. Wreszcie po zmarnowaniu milionów ludzi wniesiono do Izby poselskiej projekt ustawy emigracyjnej. Ankieta w czerwcu 1905 roku urządzona w parlamencie, potępiła bardzo surowo wypracowanie pp. hofratów. Ich projekt popierał interesy pracodawców Rzeszy niemieckiej, pamiętał o zarobku towarzystw żeglugi parowej w Niemczech. Opieka nad wychodźcami stała na miejscu poślednieem.

Stało się to świadomie, czy przypadkiem? — zapytują interpelanci.

Od chwili ankiety minęło z górą półtora roku. Rząd nie zrobił dla wychodźców zgoła nic, choć dużo rzeczy można było uczynić w drodze administracyjnej. Nałożenie warunków działalności agentom emigracyjnym, powołanie do życia centralnego urzędu emigracyjnego, ułatwienie przesyłki pieniędzy, — wszystko to są zarządzenia natury administracyjnej.

Wina tego zaniedbania spada na gabinet dra Koerbera. W niejednej sprawie lekceważył sobie prawa parlamentu. W tej kwestyi niesłychanie ważnej pod względem gospodarczym i społecznym nie chciał korzystać nawet z tego zakresu działania administracyjnego, który mu przysługiwał na podstawie ustawy. Jeszcze większym winowajcą jest wyraźnie przez interpelantów wskazany, choć niewymieniony po nazwisku hofrat Kaltenbrunn, biurokrata wiedeński w najgorszem znaczeniu tego słowa. On to sprawę przewlekał i przewleka.

Zasady organizacyi Stronnictwa demokratyczno-narodowego

uchwalone przez II. Zjazd zwyczajny w dniu 9 grudnia 1905 r. — a uzupełnione przez nadzwyczajny zjazd w dniu 30 listopada 1907 roku.

§. 1. Członkiem Stronnictwa demokratyczno-narodowego może być każdy Polak, który formalnie oświadczy, że 1) godzi się na program stronnictwa; 2) będzie stosował się ściśle w swej działalności publicznej do wskazań taktycznych zarządu stronnictwa; 3) obowiązuje się płacić na cele stronnictwa stałą wkładkę roczną i zostanie przyjętym przez Komitet miejscowy, lub w braku jego przez męża zaufania.

Wysokość wkładki oznacza doroczny Zjazd Stronnictwa.

Członek Stronnictwa może tylko za zezwoleniem Komitetu głównego należeć do innych organizacyi politycznych.

§. 2. Organizacya Stronnictwa demokratyczno-narodowego opiera się na 1) mężach

zaufania, 2) delegatach komisyi organizacyjnej, oraz 3) Kołach.

Mężowie zaufania są: *a*) powiatowi i *b*) gminni. Powiatowych mężów zaufania mianuje Komitet główny, gminnych Komitet powiatowy w porozumieniu z Komitetem wykonawczym, lub Komitet wykonawczy stronnictwa w porozumieniu z powiatowym mężem zaufania, względnie swym delegatem.

Delegatów Komisyi organizacyjnej mianuje Komitet wykonawczy na wniosek komisyi organizacyjnej w porozumieniu z Komitetami powiatowymi.

§ 3. Zadaniem mężów zaufania jest przedewszystkiem: jednanie nowych członków stronnictwa i w miarę wzrostu ich liczby tworzenie kół i komitetów; prowadzenie agitacyi w duchu programu stronnictwa; zdawanie sprawy Komitetowi głównemu ze swych czynności i w ogóle z biegu życia publicznego w powierzonym mężowi zaufania okręgu; wykonywanie szczególnych poleceń Komitetu głównego i ściąganie wkładek.

Zadaniem delegatów Komisyi organizacyjnej jest wykonywanie wszystkich w za-

kres prac organizacyjnych i agitacyjnych stronnictwa wchodzących zleceń Komisyi organizacyjnej.

§ 4. Jednostką terytoryalną organizacyi jest powiat polityczny.

§ 5. Jeżeli liczba członków w powiecie dojdzie do 20, powinni oni wybrać na ogólnem zebraniu członków Komitet powiatowy, złożony z 3 do 9 osób, w którego skład wchodzić muszą, o ile nie są wybrani, mężowie zaufania, z których jednego Komitet główny mianuje swym komisarzem. Komisarz ma prawo w wypadkach ważnych (zasadniczych) odwołać się do Komitetu głównego S. D. N., wstrzymując temsamem uchwałę do czasu rozstrzygnięcia przez Komitet główny, najdalej jednak do dni 8.

O ile w powiecie znajduje się więcej nad 5 Kół miejscowych, komitet powiatowy wybierany jest przez powiatowe Zgromadzenie, złożone z delegatów Kół miejscowych, wybieranych w stosunku jednego na każdych 10 członków Koła, oraz mężów zaufania powiatowych i gminnych. Powiatowe Zgromadzenie zwołuje i przewodniczy mu Komitet powiatowy.

Powiatowe Zgromadzenie zbiera się przy-

najmniej 4 razy do roku i rozpatruje nadesłane mu przez Komitet wykonawczy do zaopiniowania kwestye oraz wszystkie przedłożone mu przez Komitet powiatowy sprawy, w pierwszym rzędzie sprawy działalności Stronnictwa w powiecie.

§ 6. Corocznie ustępuje z Komitetu (w pierwszych latach przez losowanie, następnie z kolei) $^1/_3$ członków. Wylosowani mogą być ponownie wybrani.

§ 7. We Lwowie i Krakowie powinny być utworzone odrębne Komitety miejskie, na tych zasadach i z tym samym zakresem działania, co Komitety powiatowe.

§ 8. W każdej miejscowości, gdzie znajduje się większa liczba członków, stanowią oni Koło demokratyczno-narodowe. Jeżeli liczba członków Koła przewyższa 10, mogą oni wybrać Komitet miejscowy stronnictwa demokratyczno - narodowego, złożony z 3 członków, a podległy Komitetowi powiatowemu.

Liczniejsze Koła miejscowe mogą się dzielić na mniejsze grupy, podlegające Komitetowi miejscowemu.

§ 9. Każde Koło może być jawnem lub

poufnem i przeprowadza swoją organizacyę stosownie do potrzeb i warunków miejscowych.

§ 10. Zadaniem Komitetów powiatowych, miejskich i miejscowych, oraz Kół demokratyczno - narodowych jest wogóle urzeczywistnianie programu stronnictwa na gruncie miejscowym:

a) czynną i planową pracą w ciałach samorządu lokalnego;

b) zgodną z duchem programu działalnością w istniejących już towarzystwach, a mianowicie: Kółkach rolniczych, bursach włościańskich, kasach Raiffeisenowskich, kołach Tow. Szkoły ludowej, gniazdach sokolich, Gwiazdach, ochotniczych strażach ogniowych i t. p.;

c) zakładanie nowych towarzystw, instytucyj, komitetów i t. p., o ile cele organizacyi wymagać tego będą;

d) oddziaływanie na opinię wszelkiemi dostępnemi drogami (prasa, wiece, odczyty, przemówienia, propaganda osobista);

e) popieranie prasy demokratyczno - narodowej i odpowiednich wydawnictw;

f) prowadzenie akcyi wyborczej do ciał autonomicznych, Sejmu i Rady państwa;

162

g) wogóle podawanie inicyatywy w kierunku swych dążeń i przeprowadzenie ich siłami zorganizowanemi.

§ 11. Delegaci Komitetów powiatowych i miejskich, oraz mężowie zaufania zbierają się co rok na zwyczajny zjazd stronnictwa.

Każdy komitet powiatowy i miejski wybiera jednego delegata: jeżeli liczba członków w danym okręgu przewyższa 50, wybiera dwóch, a na każde dalsze pięćdziesiąt członków — jednego.

§ 12. Zjazd załatwia wszystkie sprawy, związane z dalszym rozwojem i sprawnem działaniem stronnictwa; uzupełnia program i o ile się pokaże potrzeba, organizacyę stronnictwa: wybiera zarząd stronnictwa pod nazwą Komitetu głównego i daje mu ogólną dyrektywą polityczną, zgodnie z którą Komitet główny samodzielnie czynności swe ma wykonywać; wysłuchuje sprawozdania i przeprowadza dyskusyę nad niem.

§ 13. W zjeździe oprócz delegatów, względnie mężów zaufania, biorą udział członkowie Komitetu głównego, redaktorowie pism demokratyczno-narodowych i posłowie de-

mokratyczno-narodowi, o ile nie są delegatami, z głosem stanowczym.

§ 14. Komitet główny ma prawo powoływać na zjazd, w liczbie jednak najwyżej 20, w charakterze mężów zaufania, członków stronnictwa, nie będących delegatami.

§ 15. W wypadkach nagłych i ważnych, wymagających szybkiego i solidarnego działania całego stronnictwa, Komitet główny zwołać może zjazd nadzwyczajny.

§ 16. Zjazd wybiera na lat 3 Komitet główny stronnictwa, złożony z 15 osób, z których przynajmniej 8 powinno mieszkać we Lwowie, jako siedzibie Komitetu głównego. Komitet główny może sam uzupełnić się, nie więcej jednak jak o 3 członków i nie na czas dłuższy jak do najbliższego zjazdu; ponowne powołanie ich zależy od decyzyi zjazdu.

W skład Komitetu głównego wchodzą z urzędu prezesowie grup poselskich stronnictwa — parlamentarnej i sejmowej.

§ 17. Komitet główny:

a) sprawuje naczelną władzę organizacyjną i administracyjną,

b) prowadzi politykę zgodnie z dyrektywą zjazdu delegatów,

164

c) czuwa nad jednolitością ogólnego kierunku w S. D. N.,

d) wydaje w imieniu całego stronnictwa odezwy i komunikaty,

e) kontroluje prasę,

f) preliminuje budżet stronnictwa,

g) zdaje sprawę z działalności i funduszów,

h) prowadzi biuro pod nadzorem prezydyum, które załatwia wszelkie czynności Komitetu głównego,

i) utrzymuje związek z organizacyami prowincyonalnemi,

k) sprawuje ogólne kierownictwo akcyi wyborczej i zatwierdza kandydatów na posłów sejmowych, jakoteż do parlamentu,

l) orzeka o wyłączeniu ze stronnictwa członków, większością $^2/_3$ głosów obecnych i to orzeczenie swoje, należycie uzasadnione, doręcza wyłączonemu, któremu służy prawo odwołania się do zjazdu.

§ 18. Co rok ustępuje $^1/_3$ część członków Komitetu głównego, których w dwóch pierwszych latach wskaże los, w następnych kolej: ustępujący mogą być jednak ponownie wybrani.

§ 19. W obradach Komitetu głównego

mają prawo brać udział z prawem głosu doradczego wszyscy do stronnictwa należący posłowie do Sejmu i Rady państwa, chociażby nie byli przez zjazd wybrani, oraz redaktorowie pism, uznanych przez Komitet główny za organy stronnictwa.

Muszą oni być zawiadamiani o każdem posiedzeniu Komitetu głównego.

§ 20. Naczelnem kierownictwem Stronnictwa jest Prezydyum Stronnictwa, składające się z prezesa, jednego wiceprezesa, sekretarza i skarbnika, których wybiera ze swego łona Komitet główny, oraz z prezesów grup poselskich Stronnictwa w parlamencie i Sejmie.

§ 21. Członkowie Komitetu głównego zamieszkali we Lwowie, oraz będący w stanie dojeżdżać stale do Lwowa, stanowią Komitet wykonawczy, zbierający się z reguły co tydzień dla przeprowadzenia spraw przez Komitet główny im poleconych.

Komitet wykonawczy wybiera z pośród swego łona Komisyę organizacyjną, złożoną z 5 członków. Komisya organizacyjna kooptuje jednego członka z pośród posłów parlamentarnych dla porozumiewania się z grupą poselską w sprawach bieżącej or-

ganizacyjnej roboty. Komisyi organizacyjnej przewodniczy z urzędu wiceprezes Stronnictwa, wybrany przez Komitet główny.

§ 22. Organizacya wyborcza stronnictwa opiera się na Komitetach powiatowych i miejskich oraz miejscowych.

§ 23. Dla celów organizacyi wyborczej może Komitet główny tworzyć na czas wyborów Komitety wyborcze okręgowe, złożone z delegatów powiatowych i miejskich, z zakresem działania, obejmującym wiąksze okręgi wyborcze.

§ 24. W miarę rozwoju stronnictwa organizacya okręgowa może się przekształcić w stałą, z komitetami okręgowymi, corocznymi zjazdami delegatów każdego okręgu i t. p.

Nr. 13 Rok XII. Lwów, wtorek 8 stycznia 1907. Wydanie popołudniowe.

Słowo Polskie

wychodzi 2 razy dziennie

Ceny prenumeraty.

We Lwowie: miesięcznie 2 Kor., za codzienną dwukrotną dostawę do domu dopłaca się 60 halerzy.

Z przesyłką poczt. w kraju i monarchii:

miesięcz.	2 K. 50 h.	z 2-krot.	3 K. — h.
kwartal.	7 K. 50 h.	wysyłką	9 K. — h.
rocznie	30 K. — h.	pocztow.	36 K. — h.

W Niemczech: miesięcznie 4 Kor. W innych państwach Związku pocztowego miesięcznie 5 Koron. Zmiana adresu pocztowego 40 hal. Redakcya, Administracya, Drukarnia Lwów, ulica Chorążczyzny 17—19.

Ceny ogłoszeń.

Ogłoszenia (inseraty) za 1 wiersz petitowy lub jego miejsce 20 hal. Nadesłane za wiersz petitowy lub jego miejsce 80 halerzy. Nekrologia za wiersz petit. 60 hal. Doniesienia o ślubach, zaręczynach i t. p. wiadomości po 1 Kor. za wiersz. Drobne ogłoszenia za wyraz 6 h. najmniej 60 halerzy. Wyrazy grubszem pismem liczą się podwójnie.

Ceny oddzielnych numerów: Nr. popołudn. 6 h. z przesyłką 10 h. Nr. poranny 4 h. z przesyłką 6 h. Drobnych rękopisów nie zwraca się

Rękopisy i listy w sprawach redakcyjnych należy adresować do: Redakcyi Słowa Polskiego we Lwowie. — Listy w sprawach przedpłaty i odbioru pisma, ogłoszenia i reklamacye uprasza się nadsyłać pod adresem: Administracya Słowa Polskiego we Lwowie. — Adres dla telegramów: Słowo Lwów. — Nr. telefonu Redakcyi 541, Administracyi 740.

Wydawca: inżynier WACŁAW WOLSKI. Redaktor naczelny: ZYGMUNT WASILEWSKI.

Przemówienie posła dr. Głąbińskiego

w delegacyach wspólnych dnia 5 stycznia b. r.

(W odpowiedzi posłom Romańczukowi i Lecherowi).

Pozostajemy wszyscy pod wrażeniem przemówienia ostatniego mowcy, który nawoływał do zniesienia delegacyj wspólnych i żalił się na brak jednolitej ojczyzny i miłości ojczyzny w tem państwie. Muszę przyznać, że del. Lecher wypowiedział niejedną słuszną uwagę; ale w mowie jego widnieje wielka luka, mianowicie mowca nie wskazał wcale, co zamierza wprowadzić w miejsce delegacyj wspólnych. Dopóki istnieją wspólne sprawy monarchii, dopóty koniecznem jest także jednolite regulowanie spraw wspólnych. W razie uchylenia delegacyj wspólnych musi być stworzoną w tym celu inna konstrukcya, a takiej konstrukcyi nie mamy w mowie p. Lechera. P. Lecher zapomina o tem, że państwo austryackie i monarchia austryacko-węgierska są utworami prawno-państwowemi szczególnego rodzaju i nie mogą być traktowane na modłę państw innych. Z tego powodu daremnem jest także jego poszukiwanie wspólnej miłości ojczyzny w tem państwie. Posłannictwo Austryi polega na tem, aby umożliwić pokojowe współżycie wielu narodów w skład państwa wchodzących i spożytkować właściwości i rozmaitą kulturę tych narodów dla ogólnego dobra państwa i ludzkiej cywilizacyi. Posłannictwo to może być tylko wówczas osiągnięte, jeżeli państwo pielęgnować będzie miłość ojczyzny ściślejszej u poszczególnych narodów, ich przywiązanie do ideałów narodowych i kraju i jeżeli zapewni krajom jak najszerszą samodzielność w ramach jednego państwa. W ten sposób samodzielność, autonomia krajów jest koniecznym węzłem państwowym, niezbędnym środkiem wytworzenia owej organicznej spójni państwowej, której brak w państwie razi p. Lechera.

Wyś. Delegacyo! Zapisałem się do głosu dla dania odpowiedzi jednemu z mowców dzisiejszych, p. Romańczukowi, który wystąpił tu z zarzutami przeciw historycznej i dzisiejszej polityce mojego narodu i niesłychany notoryczny ucisk Polaków w Prusiech porównywał z położeniem Rusinów w Galicyi. Jest mi to bardzo przykrem, że w dyskusyi ogólnej w sprawach wojskowych muszę mówić o sprawach ściśle do rzeczy nie należących — ale zmusza mnie do zabrania głosu obowiązek narodowy i poselski. Jestem wdzięczny p. Romańczukowi, że i on potępił uciskanie Polaków przez Prusaków i że wskazał na liczne niebezpieczeństwa, jakie się z tem łączą — ale nie mogę pozostawić bez odpowiedzi jego wycieczek przeciw naszej historyi i naszej polityce. P. Romańczuk wyraził zdanie, że w państwie polskiem byliby Rusini jeszcze srożej uciskani, niż są dzisiaj Polacy uciskani w Prusiech. Pozwolę sobie stwierdzić na podstawie faktów historycznych, że rzecz miała się wręcz przeciwnie. Polskie państwo urosło w potęgę i sławę właśnie przez wielką tolerancyę, swobodę i pozostawienie zupełnej samodzielności narodowej należącym doń szczepom. Zapytuję panów, w jaki sposób miasta polskie, osiedlone pierwotnie przez wielu kolonistów niemieckich i w znacznej części niemieckie, stały się z czasem polskiemi? Czy stało się to drogą gwałtu, przymusu, czy w drodze dobrowolnej, pokojowej?

Nikt znający historyę nie zaprzeczy, że stało się to dzięki wolności, tolerancyi i samodzielności, przyznanej przez państwo polskie wszystkim narodom. Każdy naród w mieście rządził się swojem prawem — prawo niemieckie rozszerzano także na ludność polską, szanowano właściwości, obyczaje, język każdego narodu i w ten sposób przywiązano je do przybranej ojczyzny, pozyskano dla idei narodowej polskiej. Nawet takie miasta, jak Kraków i Lwów, były w swoim czasie w znacznej części niemieckie, z czasem zaś stały się dzięki wolności i samodzielności polskiemi.

Podobnie zachowywali się Polacy względem Rusinów. Wszak Rusini wraz z Litwinami dostali się pod panowanie Polaków nie przez przemoc, lecz dobrowolnie w drodze unii narodów. Religia, język i zwyczaje Rusinów były zawsze szanowane i tej polityce swej zawdzięczali Polacy, że szlachta ruska (bojary) zlała się z szlachtą polską, że pisarze ruscy poczęli pisać wyłącznie po polsku, że nawet księża ruscy prawili swoje kazania w języku polskim, tak było także w Galicyi w pierwszych czasach przynależności jej do Austryi. Inne smutniejsze czasy nastały pod wpływem nieszczęsnej polityki absolutnych rządów austryackich, trzymających się w Galicyi dewizy „divide et impera". O tych smutnych czasach, o roku 1848 i następnych, nie będę tu bliżej wspominał. Muszę jednak stwierdzić, że nieprawdziwem jest twierdzenie p. Romańczuka, jakoby Rusini byli przed rokiem 1867 uposażeni w szkoły ludowe obficie i jakoby mieli ich o 300 więcej, niż Polacy.

Aby dać illustracyę uposażenia Galicyi w szkoły ludowe w owych czasach, przytoczę, że w r. 1869 podczas spisu ludności naliczono tylko 150.000 dzieci uczęszczających do szkół ludowych, kiedy obecnie uczęszcza ich w Galicyi przeszło milion. Owe t. zw. szkoły były to szkółki parafialne, a raczej dyakowskie i znajdowały się przeważnie na papierze. Obecnie mają Rusini w Galicyi przeszło 2000 czynnych szkół ludowych, mają ich, w stosunku do swej ludności o wiele więcej, aniżeli Polacy, którzy mają około 200 szkół więcej, ale też mają o milion większą ludność. Zresztą szkół zorganizowanych przez Radę szkolną krajową mają Rusini znacznie więcej, a jest to częściowo własną winą gmin ruskich, że nie dostarczają dla tych szkół budynków i ich otwarcie opóźniają. Poseł Romańczuk niesłusznie narzekał na to, jakoby szkoły ludowe ruskie były w Galicyi „utrakwistycznemi", gdyż uczy się w nich języka polskiego. Wprawdzie w szkołach ludowych ruskich uczy się języka polskiego, ale też w szkołach polskich w Galicyi wschodniej uczy się tak samo obowiązkowo języka ruskiego. Ja uczyłem się w szkole ludowej języka ruskiego tak samo jak p. Romańczuk polskiego. Wymaga tego zasada równouprawnienia i interes obopólny polskiej i ruskiej ludności, albowiem ludność ta jest u nas w gminach zmieszana, i bez znajomości obu języków obejść się nie może.

Co do szkół średnich, gimnazyalnych i realnych, to Polacy mają ich więcej, ale też bez porównania więcej uczniów polskich uczęszcza do tych szkół. Uczniowie ruscy zaledwie dosięgają piątej części uczniów polskich w szkołach gimnazyalnych i realnych w Galicyi.

To samo odnosi się do uniwersytetów. W obu uniwersytetach polskich we Lwowie i Krakowie mamy około 6000 uczniów, w tem około 800 Rusinów. Nie mają więc Rusini żadnej podstawy myśleć o odebraniu Polakom uniwersytetu, lecz powinni własną pracą i zabiegami starać się o to, aby wykształcić potrzebne siły nauczycielskie i wyzyskać inne warunki, także finansowe, dla zdobycia dla siebie najwyższej instytucyi naukowej.

Sądzę panowie, że zarzuty p. Romańczuka odparłem i sprawę wyjaśniłem. Musiałem to uczynić, gdyż zarzuty takie ciągle się powtarzają i przeciw nam są rozsiewane, a przez nieznających naszych stosunków, mogą być brane na seryo.

Pragnę przy tej sposobności zastrzedz się przeciw uwadze posła dra R y b y, który w mowie swojej podniósł, iż Polacy, podobnie jak Niemcy, mogą być zadowoleni z traktowania ich narodowości przez zarząd wojskowy. Owoż muszę podnieść, że dr. Ryba znajduje się w błędzie, gdyż my Polacy wcale nie jesteśmy pod tym

względem zadowoleni i mamy te same żale i takie same żądania jak Czesi. Wedle naszego przekonania, naród nasz w Austryi ma również pełne prawo do uszanowania naszego języka i naszych właściwości narodowych w wojskowości w ramach jedności armii. Uważamy za obowiązek zarządu wojskowego, aby nasze prawa narodowe, nasz język i nasze ideały uszanował, pielęgnował i popierał. Jest to nietylko prawem każdego narodu w Austryi, ale leży też w żywotnym interesie samej armii, jej gotowości bojowej i popularności u ludu. Niech więc zarząd naczelny wojskowy postępuje nadal na drodze równouprawnienia narodów w armii, a przysłuży się w ten sposób zarówno państwu, jak wyższej etyce i cywilizacyi i da dobry przykład innym, choćby potężniejszym państwom i narodom. (Żywe oklaski. Mowca odbiera gratulacye).

Historya zakulisowa pewnego telegramu.

Wiedeń, 7 stycznia.

(A) Podczas feryj świątecznych między Bożem Narodzeniem a Nowym Rokiem zaszedł w życiu politycznem Austro-Węgier fakt drobny, lecz bardzo symptomatyczny. Posłowie słowaccy w sejmie morawskim wysłali do posłów słowackich w sejmie węgierskim depeszę powitalną z wyrazami współczucia i otrzymali odpowiedź dziękczynną.

W Austryi — poza czynnikami, które reżyserowały ową demonstracyę, jako potrzebną dla siebie podstawę dla dalszych działań — prawie nikt na ów epizod nie zwrócił uwagi. Tem baczniej atoli przyjrzano mu się — jak mnie łaskawie poinformował jeden z wybitnych polityków węgierskich — w kołach rządowych Budapesztu.

Kierujące osobistości politycznego świata węgierskiego sądzą, że owa depesza słowacka z sali sejmowej berneńskiej, tworzy wstęp do działalności aneksyjnej, obliczonej na rozerwanie jedności krajów korony św. Stefana. Chodzi tutaj o utworzenie fikcyi historyczno-prawnej, że Morawy i Słowaczyzna Węgierska tworzą właściwie jedną i tą samą krainę. Część większą, wschodnią tej krainy, zdobyli Madziarzy. Lecz to, co miecz zabrał, mieczem można odebrać. Taka fikcya jest potrzebną — utrzymywał mój informator — kamarylli wiedeńskiej. Zagięła ona parol na rozerwanie Węgier. Dlatego też projektowanem jest w Budapeszcie spotęgowanie polityki, która zrobiłaby — jak brzmi ulubione wyrażenie gwary politycznej węgierskiej — z Słowaków „dobrych Węgrów“.

Podejrzenia węgierskie nie są bezpodstawne. Cała polityka Wiednia od roku ma tylko jeden cel: udaremnienie dążeń narodowych węgierskich, dążących do stworzenia odrębnego państwa, połączonego z Austryą do czasu unią osobistą.

Pierwszym środkiem udaremnienia onych dążeń jest głosowanie powszechne. Zdecydowano się w Wiedniu na rozszerzenie wpływu parlamentu austryackiego tylko po to, aby zmusić również i Węgrów do zaprowadzenia u siebie głosowania powszechnego. A gdy raz będzie na Węgrzech zaprowadzonem głosowanie powszechne, choćby nawet sztucznie skonstruowane, wówczas ani teroryzm wyborczy, ani surowy regulamin obrad w Izbie sejmowej nie zapobiegną temu, aby z państwa węgierskiego stosunkowo prędko zetrzeć jednolity charakter madziarski i położyć kres samodzielnym porywom Węgrów.

Teraz rozpoczęto inne roboty, roboty, które jeszcze jesienią 1905 r. w rozmowie ze mną przewidywał pewien bardzo wybitny polityk Polski. W gwarze politycznej wiedeńskiej taka robota nazywa się „budzeniem narodowości“; w gruncie rzeczy jest to mobilizowanie narodów, zamieszkujących Węgry, przeciwko hegemonii Madziarów.

Rumunów i Serbów Wiedeń „budziłby“ niechętnie. Te narody mają poza granicami Austro-Węgier własne państwa; „budzenie“ zatem mogłoby zrodzić inne wyniki, niż byłoby pożądanem. Rzecz inna, Słowacy i Niemcy. Oba te narody przedewszystkiem nie mają dążeń odśrodkowych, a powtóre komitaty o silnem zaludnieniu słowackiem i niemieckiem graniczą terytoryalnie z krajami austryackimi. W granicach tych posiadłości, które podczas panowania Turków na Węgrzech pozostały przy Habsburgach, to jest w zachodnio-północnym pasie Węgier właściwych przeważa ludność niemiecka i słowacka. Tylko szlachta słowacka się zmadziaryzowała, a teraz madziaryzuje się, lecz bardzo opornie, mieszczaństwo niemieckie. Jeszcze dzisiaj miasta Oedenburg i Preszburg są niemal wyłącznie niemieckie mimo masy nasyłanych urzędników, nauczycieli, honwedów, subwencyonowanego teatru węgierskiego i gazet. Dopiero Györ (Raab) i Komarom (Komorno) żyją życiem węgierskiem. Komitaty zachodnio-północne, na północny wschód od Preszburga są czysto słowackie, a jeszcze wyżej polskie. Tutaj Madziarszczyzna występuje zwartą masą od południa dopiero koło Miskolcza.

Polityk, który pisze o możliwem w przeszłości ukształtowaniu się stosunków politycznych węgierskich, musi brać stale pod uwagę owo rozmieszczenie narodowości na pasie granicznym, przylegającym do Styryi, Dolnej Austryi, Moraw, Ślązka i Galicyi zachodniej. Niefortunnie stosowana, bo na pruskich wzorach oparta polityka madziaryzacyjna, zaszczepiła w owych okolicach ferment niezadowolenia wśród ludności. W 1848 r. działo się inaczej. Wtedy Węgrzy mieli właśnie w owych komitatach zachodnio-północnym dziesiątki tysięcy najzapaleńszych zwolenników. W honwedach walczyło mnóstwo ludzi, którzy mówili tylko po niemiecku albo po niemiecku i słowacku, mimo to byli zapalonymi patryotami węgierskimi. Ale też wtedy Węgrzy pociągali ku sobie ludy obce zamiłowaniem swobody osobistej, jak to robiła Polska od XV wieku, która bez gwałtu, jedynie dzięki moralnej i kulturalnej przewadze własnej spolonizowała ziemie litewskie i ruskie.

Dzisiaj jednak rzeczywiście Wiedeń może liczyć na poparcie ludności w pasie granicznym, może być pewnym, iż tego rodzaju roboty emisarskie, jak naprzykład porozumiewanie się Słowaków morawskich z Słowakami węgierskimi, padną na grunt urodzajny.

Nie wyprowadzamy dalej idących wniosków i nie chcemy robić dalszych przypuszczeń. Poprzestajemy jedynie na stwierdzeniu faktu, że Wiedeń systematycznie gromadzi wszystkie środki, aby poprowadzić silną kontrakcyę przeciwko akcyi węgierskiej, dążącej do stworzenia państwa samodzielnego.

Odpowiedź

na artykuł dr. JANA ROZWADOWSKIEGO „Gdzie dawna ochota, gdzie pradziadów cnota?“

Dr. Stanisław Grabski szereg swoich artykułów, pełnych pięknych i głębokich myśli, które wyszły w grudniu 1906 w „Słowie Polskiem“ pod tytułem „O samowiedzy narodowej“, rozpoczął od zdania trafnie i jasno określającego jedno z ważnych prawideł życia społecznego. Szanowny autor mówi: „Żaden naród nowożytny nie jest zadowolony z siebie, bo wszelkie dążenie do postępu, do doskonalenia się, nierozłącznie jest związane z krytyką istniejącego, z niezadowoleniem z obecnego stanu“.

Zjawiska społeczne różnią się bardzo od przyrodzonych, nie podlegają one prawom, które zawsze i wszędzie bezwzględnie niemi rządzić muszą, raczej reguły i prawidła socyalne czy to na drodze abstrakcyjnego myślenia wydedukowane, czy też będące wynikiem bystrej indukcyi opartej na żmudnych badaniach historycznych, zawsze tylko przy pewnych danych okolicznościach i tylko do pewnego stopnia zastosowanie mieć mogą, a zwykle wymagają trzymania się złotego środka. Tak się też ma i z prawdą, wyrażoną w początkowym ustępie pracy p. Grabskiego, ale i pod tym względem zdania nasze nie różnią się, czego dowodem III artykuł, w którym mówi, że optymizm nie powinien osłabiać naszego samokrytycyzmu, a więc te dwa uczucia tak zupełnie sprzeczne, nawzajem uzupełniać się winny, jedno musi drugie we właściwych granicach utrzymywać.

Szkoda, że p. Jan Rozwadowski szeregu swoich uwag, ogłoszonych w „Słowie Polskiem“ p. tyt. „Gdzie dawna ochota, gdzie pradziadów cnota“, nie podał w kilka dni później, po przeczytaniu artykułów p. Grabskiego, możeby wpłynęły na złagodzenie ostrza jego pióra, ale może i mylę się, wszak i książka p. Rozwadowskiego „Parcelacya wielkiej własności“, nie jest wolną od pewnej jednostronności sądu, choć pod wielu względami na wszelkie uznanie, na nazwę dzieła prawdziwie naukowego zasługuje.

Opierając się na badaniach statystycznych kilku pisarzy niemieckich, szanowny autor przychodzi do wniosku, iż większe gospodarstwa rolne posiadają mniejszą zdolność produktywną od innych, że są formą gospodarczą i posiadania ziemi nie mającą już dziś ekonomicznej racyi bytu.

Krytyka tego zapatrywania nie może być przedmiotem artykułu dziennikarskiego, ograniczę się tylko do zaznaczenia, że wyłącznie na polu chowu inwentarza gospodarstwa średnie i mniejsze posiadają bezsprzeczną wyższość, a to przez staranne, życzliwe obchodzenie się właściciela ze zwierzęciem, czego nie można w tym stopniu od sługi żądać, jak jeden z mniejszych angielskich farmerów, ale sławny hodowca powiedział: „od najemnika trudno spodziewać się zamiłowania do krów, a one za nie sowicie płacą“. Inaczej rzecz się ma na polu produkcyi płodów rolnych, gdzie możność zastosowania postępu techniki, siła finansowa gospodarza i większa przestrzeń, na której maszyny swobodniej poruszać się mogą, poważną rolę odgrywają. Senior dzisiejszych uczonych agronomów sławny J. Kühn jasno dowiódł, że chów inwentarza bez równoczesnego rozszerzenia produkcyi zboża, tylko bardzo nieznacznie powiększyć można.

Uchwalono na posiedzeniu Rady Narodowej d. 17. stycznia 1907 r.

INSTRUKCYA

dla mężów zaufania Rady Narodowej przy tworzeniu komitetów wyborczych miejskich dla wyboru posłów do Rady państwa.

§. 1.

Celem rozpoczęcia i przeprowadzenia akcyi wyborczej w obu stolicach kraju, tudzież w pięciu miastach, z których każde tworzy osobny okręg wyborczy, Rada Narodowa zaprosi prezydentów, względnie burmistrzów pomienionych miast, by dali inicyatywę do utworzenia komitetów wyborczych, przestrzegając regulaminu Rady Narodowej.

Rada Narodowa zawezwie także w tensam sposób reprezentacye miast Przemyśla, Stanisławowa, Tarnopola, Tarnowa, Kołomyi do wysłania po jednym delegacie na zjazd celem uzupełnienia Rady Narodowej. — Miasto Lwów wybierze 7 delegatów, Kraków 5 delegatów według regulaminu Rady Narodowej.

§. 2.

W okręgach wyborczych złożonych z kilku miast zamianuje Rada Narodowa mężów zaufania, a to dla każdego miasta po kilku, o ile możności równomiernie uwzględniając skonfederowane stronnictwa, a także nie pomijając osobistości wpływowych stojących poza stronnictwami, a uznających konieczność solidarnego Koła Polskiego.

§. 3.

W każdem mieście okręgu wyborczego utworzony zostanie osobny Komitet miejski.

Gminy wiejskie przydzielone do okręgów wyborczych miejskich, podlegać będą temu Komitetowi miejskiemu, do którego terytoryalnie najbardziej są zbliżone.

§. 4.

Mężowie zaufania zamieszkali w tem samem mieście zbiorą się po otrzymaniu nominacyi od Rady Narodowej na wspólną naradę o ile możności, jak najrychlej. Na tej naradzie ułożyć należy listę osób, które powinne być wybrane do Komitetu miejskiego i omówić sposób, jak i kiedy ma być zwołane zgromadzenie wyborców. Gdyby zachodziła obawa, że stronnictwa antinarodowe nie dopuszczą do odbycia zgromadzenia lub zechcą je rozbić, należy zebranie zwołać za osobistemi zaproszeniami. — Uznaniu mężów zaufania, pozostawia się użycie takich środków i sposobów, aby zgromadzenie wyborców było liczne, reprezentowało wszystkie warstwy społeczne i odbyło się spokojnie i poważnie.

§. 5.

Zgromadzenie wyborców zagai jeden z mężów zaufania i przedstawi cel zebrania. Jeśli tego okoliczności wymagać będą należy zgromadzonych pouczyć o obecnem prawie wyborczem i sposobie wyboru posłów. Potem wybrany zostanie miejski Komitet miejscowy.

§. 6.

Komitet ukonstytuuje się na pierwszem swem posiedzeniu, wybierając przewodniczącego, jego zastępcę i sekretarza. Komitet wybierze dalej komisyę wykonawczą, której liczbę członków oznaczy. Komitety miejskie jednego okręgu wyborczego wybiorą jednego delegata na zjazd do Lwowa dla uzupełnienia Rady Narodowej. O ukonstytuowaniu Komitetu i jego składzie powiadomi przewodniczący Radę Narodową.

§. 7.

Komitetowi nie wolno pomnażać liczby swych członków przez kooptacyę. — Natomiast ma Komitet prawo tworzyć osobne lokalne Komitety na odległych przedmieściach lub w miejscowościach gdzie tego zachodzi potrzeba. Może taki Komitet lub w jego zastępstwie komisya wykonawcza mianować delegatów dla

przeprowadzenia lub dopilnowania pewnych czynności wyborczych n. p. dla przeglądania listy wyborców, wnoszenia reklamacyi, pouczania wyborców i t. d. Komitety lokalne i delegaci mają się stosować do poleceń Komitetu miejskiego, względnie jego komisyi wykonawczej i zdawać mu sprawę ze swych czynności.

§. 8.

Miejscowy Komitet miejski oznaczy dzień ogólnego zebrania wyborców, na którem przedstawi kandydatów poselskich. Zależeć będzie od uznania Komitetu, czy zgromadzenie będzie publiczne czy też za osobistemi zaproszeniami.

§. 9.

Po zamknięciu zgromadzenia zbierze się Komitet miejscowy i większością $^{2}/_{3}$ głosów wybierze kandydata, którego uzna za najodpowiedniejszego.

§. 10.

Skoro każdy Komitet miejski, należących do jednego okręgu wyborczego miast, będzie już miał swego oznaczonego kandydata, porozumieją się przewodniczący Komitetów między sobą i oznaczą dzień i miejsce zjazdu delegatów. Każdy Komitet wybierze na zjazd okręgowy dwóch delegatów, którym da stosowne instrukcye co do stawianych kandydatów. Zjazd ukonstytuuje się wybierając przewodniczącego i sekretarza i przeprowadzi wyczerpującą dyskusyę nad kandydatami. Jeżeli wynik dyskusyi okaże powszechną zgodę na jednego kandydata, przewodniczący zamknie zjazd, a o jego rezultacie doniesie Radzie Narodowej, i poda do wiadomości kandydata, na którego się zgodzono. — Jeżeli co do osoby kandydata niema zgody, — należy spisać dokładny protokół obrad, streścić przemówienia delegatów i podać rezultat głosowania nad pojedynczymi kandydatami. — Tak sporządzony protokół podpiszą wszyscy na zjeździe obecni delegaci, a przewodniczący odeszle go Radzie Narodowej. Rada Narodowa poweźmie wtedy dalsze zarządzenia (§. 14. regulaminu Rady Narodowej).

§. 11.

Skoro Rada Narodowa zatwierdzi kandydaturę — ogłoszą ją Komitety miejscowe i zawezwą wszystkich wyborców do solidar-

nego głosowania. Kandydata zatwierdzonego przez Radę Narodową obowiązane są wszystkie Komitety danego okręgu wyborczego energicznie i solidarnie popierać.

§. 12.

Komisya wykonawcza Komitetu miejskiego najznaczniejszego miasta, w poszczególnym okręgu wyborczym, zawezwie kandydata do podpisania deklaracyi, w której kandydat zobowiązuje się, w razie otrzymania mandatu poselskiego do Koła polskiego w Radzie państwa wstąpić i przez czas trwania swych funkcyi poselskich w tem Kole pozostać. — Deklaracyę tę przesłać należy do przechowania Radzie Narodowej.



DRUKARNIA „POLONIA" WE LWOWIE

Stronnictwo demokratyczno-narodowe.

Oświadczenie.

Oświadczam niniejszem, że przystępuję do Stronnictwa demokratyczno-narodowego, przyjmuję jego program i zasady organizacyi i zobowiązuję się płacić na cele stronnictwa miesięczną wkładkę w kwocie koron.

dnia 190 r.

Podpis własnoręczny:

Stanowisko społeczne:

Dokładny adres:

Poleca:

Z Drukarni Słowa Polskiego we Lwowie

Dodatek do Nru 96 „Nowej Reformy“ z 27 lutego 1907 r.

Program Polskiego Stronnictwa Demokratycznego.

Odrodzenie narodowe.

Uważając odrodzenie narodowe za najwyższy cel swej działalności i głęboko wierząc, że tylko własną siłą naród nasz osiągnąć je może, dąży Polskie Stronnictwo Demokratyczne do wytwarzania takich warunków rozwoju i postępu społecznego, któreby kulturalny i ekonomiczny rozkwit narodu naszego, a temsamem największe wzmocnienie sił jego, zapewnić zdołały.

Obowiązek pracy

Gdy każdy w należytem ocenieniu swej odpowiedzialności przed narodem i społeczeństwem pojmie i uzna, że pierwszym jego obowiązkiem jest praca energiczna i wytrwała, gdy naodwrót praca taka każdemu za narodową i społeczną poczytana będzie zasługę, dopiero wówczas urzeczywistnienie najgorętszych pragnień całego naszego narodu stanie się możliwem.

Demokratyzacya społeczeństwa.

Z tego to powodu i w takiem rozumieniu najważniejszych zadań narodowych, dążymy przedewszystkiem do demokratyzacyi społeczeństwa naszego, ponieważ bez niej prawdziwy postęp społeczny, ani kulturalny, ani ekonomiczny, pomyśleć się nie da, ponieważ tylko rzeczywiście demokratyczne społeczeństwo dać może każdemu członkowi swemu odpowiedni warsztat pracy i odpowiednią za tę pracę zapewnić mu nagrodę.

Dlatego z ustroju i życia społeczeństwa naszego chcemy w pierwszym rzędzie uprzątnąć to wszystko, co ciągle jeszcze przeszkadza ugruntowaniu i umocnieniu podstaw wszelkiej demokratyzacyi — wolności i równości.

Wolność.

W wolności, którą pojmujemy jako umożliwienie każdemu jak najpełniejszego i najswobodniejszego rozwoju, nie znamy innych ograniczeń, oprócz tych, które warunkując bezpieczeństwo życia, tudzież moralnych i materyalnych dóbr obywateli, istotę państwa stanowią.

Równość.

Równość zaś, jako całkowite zrównanie praw i obowiązków każdego członka społeczeństwa, jeżeli ma być rzeczywiście podstawą demokratyzacyi, musi z abstrakcyjnego pojęcia przemienić się w fakt realny, i to nie tylko w jak najszerszem i najpełniejszem zna-

czeniu prawnem, ale także w jasnej świadomości i głębokiem przeświadczeniu ogółu.

Zwalczamy tedy wszelkie przywileje rodowe i dziedziczne, jako przeżytki nierówności społecznej; potępiamy wszystkie pokutujące jeszcze w społeczeństwie naszem przesądy, jako oddźwięk dawnych pojęć kastowych, które dzisiaj żadnego nie mogą i nie powinny posiadać znaczenia.

Równouprawnienie kobiet.

Przedewszystkiem zaś usunąć pragniemy te wszystkie nierówności, które w dziedzinie życia społecznego ciągle jeszcze oddzielają mężczyznę od kobiety, a które będąc wytworem odległych formacyj społecznych, są już dzisiaj wyłącznie tradycyjnym przesądem. Kobiety powinny posiąść pełnię tych wszystkich praw obywatelskich, nie tylko prywatnych, ekonomicznych i socyalnych, lecz także politycznych, a więc w pierwszym rzędzie wyborczych, które posiadają mężczyźni.

Chcąc tak pojętą wolność i równość w społeczeństwie naszem urzeczywistnić, dążymy głównie do dwóch celów: szerokiego ustawodawstwa socyalnego i ekonomicznego i jak największego upowszechnienia i pogłębienia oświaty.

Zasady ustawodawstwa socyalnego.

Podstawą wszelkiego ustawodawstwa społecznego powinna być sprawiedliwość, podlegająca na podmiotowo sumiennej a przedmiotowo ścisłej ocenie interesów życiowych zarówno jednostek, jak całych klas społecznych, której to oceny jedynym sprawdzianem mogą być tylko: postęp i dobro ogółu.

Przedewszystkiem więc bronić chcemy słabszych przed silniejszymi, nie zmniejszając jednak znaczenia jednostek, które, dzięki osobistym przymiotom i własnej pracy, stały się silniejszemi niż inne

Współdziałanie społeczeństwa z państwem w dziedzinie reform społecznych.

Nie uznajemy bowiem doktryny, która wszystkie choroby i niedomagania społeczne leczyć chce za pomocą samych tylko aktów ustawodawczych, która wszystko do zrobienia oddaje państwu, nic nie pozostawiając jednostkom i społeczeństwu. Przeciwnie, jesteśmy głęboko przekonani, że działalność państwa na polu reform społecznych wówczas tylko wieńczyć się będzie coraz pomyślniejszymi skutkami, kiedy w samem społeczeństwie towarzyszyć jej zacznie ciągły wzrost przedsiębiorczości i inicyatywy, wynikających z coraz wyższego uświadamiania się i uspołeczniania jednostek i całych grup nie tylko pod zewnętrznym przymusem prawa, ale także i przedewszystkiem z wewnętrznego popędu.

Reforma prawa małżeńskiego i familijnego.

Ponieważ rodzina stanowi podstawę ustroju społecznego, przeto w celu zachowania jej istoty w sile i czystości, należy przedewszystkiem zreformować prawo małżeńskie, stwarzając, wedle zasad przyjętych już w państwach cywilizowanych, jednolite ustawodawstwo małżeńskie dla wszystkich obywateli.

Zarazem ustawa familijna uledz powinna reformie takiej, aby prawa żony odnośnie do dzieci zrównane zostały z prawami męża.

Ochrona dzieci.

Opieką wreszcie nad sierotami i dziećmi, których rodzice utrzymać nie mogą, należy zająć się ze szczególną troskliwością i zorganizować ją na zasadach racyonalnych tak, aby się stała rzeczywiście skuteczną i zarówno dla pupilów, jak dla społeczeństwa użyteczną.

Obowiązek państwa zabezpieczenia każdemu minimum praw do życia.

Prawo do życia przynosi z sobą każdy człowiek na świat Zabezpieczyć tedy każdemu minimum warunków do utrzymania życia niezbędnych jest elementarnym obowiązkiem państwa. Każdy człowiek powinien żyć i pracować z tym spokojem, który mu daje pewność, że w chwili, gdy bez własnej winy utraci możność pracy i niezależnego bytu swego i swojej rodziny, zabezpieczy mu go państwo na podstawie ustawy, a nie tylko samo społeczeństwo w drodze dobroczynności publicznej, zawsze prawie połączonej z pogwałceniem i zanikiem elementarnych uczuć godności osobistej tych, którzy z niej korzystają, a w skutkach swoich częstokroć zawodnej i zgoła niedostatecznej.

Ochrona słabych przed silnymi.

Stojąc na stanowisku ewolucyi dzisiejszego ustroju ekonomicznego przy zachowaniu zasady własności indywidualnej, dążymy do ograniczenia władzy jednostek i związków ekonomicznie silnych nad jednostkami i związkami ekonomicznie słabymi.

Domagamy się tedy od państwa, aby coraz większe przeznaczało fundusze w celu ochrony obywateli ekonomicznie słabych, aby roztaczało racyonalną opiekę nie tylko nad klasą robotniczą, ale także nad samodzielnymi pracownikami, więc nad przemysłowcami, rękodzielnikami, kupcami, rolnikami, osobami wykonującemi zawody wyzwolone i t. p. Obecnie w pierwszym rzędzie należy dążyć do rozszerzenia ubezpieczenia na wypadek choroby i do wprowadzenia ogólnego ubezpieczenia na starość, na wypadek niezdolności do pracy, oraz braku pracy.

Opieka nad ludnością miejską.

Domagamy się dalej, aby państwo przez odpowiednią politykę ekonomiczną, więc celną, taryfową a przedewszystkiem podatkową, która powinna być oparta na zasadzie progresywności, zapobiegało niesłychanemu utrudnianiu zasadniczych warunków bytu ludności miejskiej, z ogromną a niepowetowaną szkodą dla jej sprawności w pracy codziennej i dla jej umysłowego i fizycznego rozwoju.

Zwalczanie drożyzny.

Okazującą stałą dążność do dalszego wzrostu drożyznę mieszkań i najważniejszych artykułów żywności, jak mięso i chleb, uważamy za zło dla dalszego rozwoju miast naszych bardzo groźne i wymagające przedewszystkiem energicznej i skutecznej naprawy.

Bez szerokiej jednak i wydatnej pomocy ze strony państwa,

bez zasadniczej zmiany dzisiejszego systemu opłat publicznych, bez usunięcia wszelkich trudności w wykonywaniu przemysłu, jak również bez szerokiej a racyonalnej asocyacyi społecznej, żadne dotkliwe braki i niedomagania naszego ustroju społeczno-ekonomicznego, a więc także i drożyzna, usunąć się nie dadzą. Dlatego domagając się od państwa jak najbardziej stanowczo, aby w celu usunięcia tych braków uczyniło ze swej strony wszystko, co uczynić może i powinno, staramy się równocześnie rozwijać i wzmacniać w społeczeństwie naszem zmysł asocyacyi i kooperacyi, aby je w ten sposób wdrożyć do samoobrony i pracy zbiorowej, która w dziedzinie reform społecznych i ekonomicznych może być jedynie skuteczną.

Ukrajowienie, względnie upaństwowienie instytucyj zarobkowych o charakterze użyteczności publicznej.

Aby zaś wszystkie te usiłowania i starania zarówno społeczeństwa, jak państwa, nie rozbijały się o egoizm i chęć nadmiernych zysków poszczególnych jednostek lub grup, które z tytułu swej własności mogą samowolnie wywierać wpływ nadmierny na całe sfery życia społeczeństwa z jawną szkodą dla tego ostatniego, domagamy się, aby wszystkie instytucye zarobkowe, mające wybitny charakter publicznych, jak koleje, kopalnie, [illegible] i t. p. były ukrajowione, względnie upaństwowione.

Zdemokratyzowanie gospodarstwa społecznego.

Równorzędnie domagamy się zdemokratyzowania instytucyj kredytowych, tak, aby szeroki ogół obywateli pozostawał w ściślejszym kontakcie z takiemi finansowemi instytucyami, jak Bank krajowy, Kasy oszczędności i t. p. Raz skończyć należy ze zwyczajem stawiania na czele takich instytucyj ludzi, zastępujących konieczne fachowe uzdolnienie kwalifikacyami wyłącznie reprezentacyjnemi i towarzyskiemi.

Słowem, dążymy do takiego zdemokratyzowania gospodarstwa społecznego, przy zachowaniu zasady własności indywidualnej, aby ogół obywateli korzystał w jak najszerszym zakresie ze środków publicznych i takiejże opieki.

Ograniczenie nieprodukcyjnych wydatków państwowych.

Dążymy przedewszystkiem do zmniejszenia brzemienia militaryzmu dzisiejszego, które najbogatszym nawet społeczeństwom dotkliwie ciąży, i popieramy międzynarodowe hasło stopniowego rozbrojenia powszechnego.

Ponieważ zasadniczym warunkiem pomyślnego spełnienia przez państwo i społeczeństwo wszystkich tych postulatów socyalno-ekonomicznych jest ciągły wzrost bogactwa społecznego, dlatego dążymy do otoczenia, jak najtroskliwszą i najskuteczniejszą opieką wszystkich warstatów pracy, jako jedynych źródeł tego bogactwa.

Podniesienie rolnictwa.

Więc energicznie popieramy rolnictwo, a uwzględniając w tem przedewszystkiem postęp i rozwój rolnika drobnego, domagamy się, aby państwo i społeczeństwo uczyniło wszystko, czego potrzeba, iżby

wieśniak mógł pracować na swej roli z coraz większą nadwyżką zysków, osiąganych atoli nie kosztem innych klas pracujących, lecz drogą ciągłego doskonalenia metod samego rolnictwa, więc podnoszenia przez to jego wydatności, tudzież przez racyonalną asocyacyę.

Podniesienie przemysłu.

W przemyśle zaś wszelkiego typu a więc zarówno fabrycznym, jak rękodzielniczym i domowym widząc nie tylko niewyczerpane źródło bogactwa narodowego, ale także potężną dźwignię postępu cywilizacyi, popieramy jego rozwój wszystkimi środkami zarówno w drodze ustawodawczej, jak przez samopomoc społeczną.

Wogóle oceniając współrzędność wszystkich dziedzin pracy produktywnej, dążymy do równomiernego rozwoju każdej z nich i pilnie baczymy na to, aby środki, któremi popiera się rozwój jednej, nie powstrzymywały rozwoju drugiej.

Oświata.

Skoro jednak ani demokratyzacya społeczeństwa, ani postęp, ani żadna wogóle skuteczna praca społeczna bez oświaty ogółu nie dadzą się pomyśleć, przeto żadnej potrzeby społeczeństwa naszego z oczu nie spuszczając, główny w dążeniach naszych kładziemy nacisk na zasadniczą potrzebę jak najszerszej i najrzetelniejszej oświaty ogółu. W tym celu żądamy takiej reformy edukacyi publicznej, aby ona w pełnej mierze uwzględniała zarówno nasze postulaty narodowe, jak wymagania życia nowoczesnego.

Bezpłatność nauki.

Zdobywanie wiedzy i oświaty jest prawem naturalnem. Wykonywanie go przez jednostki nie tylko nie powinno być ze strony społeczeństwa i państwa niczem ograniczane, ale przeciwnie powinno być jak najenergiczniej i najwydatniej popierane. Nauka publiczna musi być na wszystkich stopniach i we wszystkich typach dla każdego dostępną, więc zasadniczo bezpłatną.

Pokrycie kosztów oświaty.

Na pokrycie kosztów nauki i budowy szkół należy wyszukać nowe źródła dochodów, przeznaczonych wyłącznie na szkoły i cele oświatowe, tak, iżby ani poszczególne jednostki, ani całe grupy nie mogły być w zdobywaniu oświaty upośledzane, dlatego tylko, że są uboższe niż inne.

Kierunek i jakość oświaty

W granicach finansowych środków społeczeństwa, kraju i państwa oświata i nauka powinny być najwszechstronniejsze i najgłębsze. Nie poprzestajemy bowiem na rozpowszechnieniu samej tylko nauki elementarnej, lecz domagamy się takiej oświaty ogółu, którаby umożliwiła każdej jednostce wytworzenie sobie jak najpełniejszego i najprawdziwszego światopoglądu, a zarazem przygotowała ją jak najlepiej do jej przyszłego zawodu. Z tego ostatniego względu domagamy się takiego zróżniczkowania typów szkoły publicznej, któreby najlepiej odpowiadało potrzebom społeczeństwa z jednej, a naturalnym zdolnościom i zamiłowaniom uczących się z drugiej strony.

Niezależność oświaty.

Nauka i oświata, jeżeli mają przynieść te wszystkie błogosławione skutki, których po nich oczekujemy, muszą być szerzone w zupełnej niezależności od wszelkich interesów partyjnych i klasowych, t. j. tak, jak gdyby były celem same w sobie. Dlatego też energicznie i bezwzględnie bronić będziemy szkoły publicznej przed wszelkimi wpływami postronnymi w ogólności, a przed wstecznictwem i klerykalizmem w szczególności.

Reforma ustroju politycznego.

Ponieważ treść życia społecznego, ekonomicznego i kulturalnego kraju i narodu naszego, której jakościowe i ilościowe ciągłe wzbogacanie jest głównym celem naszych dążeń, wymaga nieodzownie nowych i coraz bogatszych form zewnętrznych, i ponieważ z drugiej strony nikt nie może przyjąć na siebie pełni obowiązków bez pełni praw, przeto w dziedzinie politycznego i administracyjnego ustroju kraju naszego, dążymy do zdobycia i przeprowadzenia tych wszystkich reform, które z powyższych dwóch powodów są już obecnie lub w przyszłości okażą się nieodzownemi.

Powszechne, równe, bezpośrednie i tajne prawo głosowania, jako podstawa wszelkich władz reprezentacyjnych.

Przedewszystkiem więc domagamy się zasadniczej reformy wszystkich ciał reprezentacyjnych od rad gminnych aż do Sejmu włącznie, opartej na zasadzie powszechnego, równego, tajnego i bezpośredniego prawa głosowania.

Reforma administracyi politycznej.

Równocześnie administracya kraju powinna uledz gruntownej reformie opartej na wszechstronnem uwzględnieniu potrzeb społeczeństwa z jednej strony, a na ograniczeniu jej zakresu działania na rzecz wybieralnych władz autonomicznych z drugiej strony. Zarazem należy usunąć ostatnie pozostałości germanizacyi naszego kraju i wprowadzić język polski we wszystkich bez wyjątku działach administracyi publicznej.

Autonomia Galicyi.

Uwieńczeniem zaś tych wszystkich reform powinna być zupełna autonomia naszego kraju, oparta na zasadach demokratycznych, których siła i trwałość położyłyby kres nadużywaniu tej autonomii przez stronnictwa zachowawcze i te wszystkie grupy społeczne, które mają swój bezpośredni interes w powstrzymywaniu rozwoju i postępu społeczeństwa i kraju.

Stanowisko wobec nacyonalizmu.

Stoimy na czujnej straży wszelkich interesów narodu polskiego, uznajemy konieczność skupienia wszystkich sił dla odparcia gwałtów przeciw nam skierowanych, potępiamy jednak szowinizm narodowy, stanowiący istotę współczesnego nacyonalizmu, który jako wybujałość egoizmu narodowego, upatruje największe zasługi dla siebie w krzywdzie i ucisku narodów innych, szerząc przez to tylko spustoszenie moralne i kulturalne w narodzie własnym.

Dlatego też wszystkie hasła i metody współczesnego nacyonalizmu, tego dziedzica najreakcyjniejszych tradycyj przeszłości,

nasza i metody dziwnie jednakowe u wszystkich dotkniętych klęską nacyonalizmu narodów, uważamy za niemoralne, bezzasadne i bezcelowe — a szczególnie dla naszego narodu w najwyższym stopniu szkodliwe, bo przy przeciętnie niskim stopniu kultury i oświaty bardziej jeszcze niż gdzieindziej ogół deprawujące, z najszlachetniejszemi tradycyami polskiemi jaskrawie sprzeczne, a wobec napierającego na nas nacyonalistycznego hakatyzmu z jednej strony, a takiegoż panrusycyzmu z drugiej, pozbawiające nas jedynej skutecznej broni, t. j. głębokiego poczucia sprawiedliwości a więc i krzywdy, i szerokiej przez szowinizm nie zaćmionej oświaty.

Stosunek do innych narodów.

Stosując wobec wszystkich narodów zasadę wyłącznie pokojowego i kulturalnego współżycia i współpracownictwa w celu wspólnego stwarzania coraz doskonalszych form życia, i w myśl tego pewnika, że tylko wolne i pełnoprawne narody mogą najskuteczniej pracować dla swego dobra, a przeż to i dla dobra ludzkości, przyznajemy wspólne z nami terytoryum zamieszkującym narodom całkowite równouprawnienie i zupełną wolność pełnego i wszechstronnego rozwoju.

Stosunek do Rusinów.

Tak więc co do Rusinów wypowiadamy zasadę, że największy ich rozwój narodowy i kulturalny nie może być bynajmniej szkodliwym dla całokształtu interesów polskich. Wedle głębokiego bowiem naszego przekonania rozwój ten może odbyć się bez jakiejkolwiek szkody dla polskiego stanu posiadania w Galicyi, którego uszczuplenia nie dopuszczamy.

Stosunek do Żydów.

Co do Żydów zaś, to stwierdzając, że w siedmiowiekowem współżyciu ich z nami, w złej i dobrej doli, powstały między nami a nimi takie węzły wspólnych pragnień, potrzeb i dążeń, że przez wzajemną ufność i harmonijne współdziałanie będą się one mogły tylko zacieśniać i utrwalać — wyrażamy głębokie przekonanie, że dając Żydom pod względem społecznym, ekonomicznym i politycznym zupełne i rzeczywiste, a nie tylko formalne, równouprawnienie, działamy na korzyść całego społeczeństwa naszego.

Wobec tego nie chcemy też rozstrzygać, czy Żydzi stanowią u nas osobną narodowość, czy jej nie stanowią. Ale uważając tę sprawę za kwestyę faktu, pozostawiamy jej rozwiązanie pokojowej ewolucyi społecznej, i jesteśmy przekonani, że interesy życiowe zespolą ściśle ludność żydowską z ludnością polską.

Stosunek do innych dzielnic Polski.

Uważając austryacką dzielnicę Polski za główny teren swej pracy, nie rezygnujemy jednak z prawa i nie cofamy się od obowiązku oddziaływania na bieg życia dwóch innych dzielnic polskich w myśl określonych tu zasad i w tym celu popieramy wszystkie polskie stronnictwa demokratyczne, o ile zasady ich nie są sprzeczne z naszemi.

Solidarność reprezentacyi parlamentarnej.

Polskie Stronnictwo Demokratyczne uznaje potrzebę solidarnej reprezentacyi narodowej w Wiedniu, zwłaszcza w chwili obecnej, gdy zewsząd spotykają naród polski przykre i bolesne doświadczenia. Gdy jednak ideały stronnictw politycznych, skojarzonych w reprezentacyi wiedeńskiej, żyją w społeczeństwie i kraju, nie można ich usuwać prostą większością głosów, wtedy bowiem musi się pojawić rozstrój w kraju i w łonie solidarnej reprezentacyi, rozstrój, który osłabia siłę jej i znaczenie tak w kraju, jak i w parlamencie. Solidarność reprezentacyi narodowej musi się przeto zasadzać na wzajemnem poszanowaniu i na autonomii stronnictw zsolidaryzowanych w jednym dla wszystkich najwyższym celu. Należy tedy w tym kierunku zmienić dotychczasowy statut Koła. Jeżeli wewnątrz przyszłego Koła zapanuje wzajemne uznanie reprezentowanych w jego łonie stronnictw politycznych, jako faktycznych danych w społeczeństwie, i jeżeli na tem tle nastąpi porozumienie i rozgraniczenie wzajemnych praw i obowiązków wtedy dopiero będzie to połączone z rzeczywistym pożytkiem dla całego kraju.

Do takich celów dążąc i na takich zasadach dążenie to swoje opierając, Polskie Stronnictwo Demokratyczne uważa je za podstawę ideową, na której formułować będzie wszystkie postulaty swej praktycznej działalności, wynikłe z ulegających naturalnym a ciągłym zmianom potrzeb społeczeństwa polskiego.

Uchwalono na Zjeździe mężów zaufania Polskiego Stronnictwa Demokratycznego w Krakowie 24 lutego 1907 r.

Prezydyum Rady Naczelnej:

Dr Ernest Bandrowski, Klaudyusz Dębicki, Dr Julian Gertler, Dr Adolf Gross, Michał Konopiński, Dr Ignacy Petelenz.

Nakładem Polskiego Stronnictwa Demokratycznego. — Drukarnia Literacka w Krakowie.

Ściśle poufne.

I. Niebezpieczeństwo narodowe obecnie obowiązującej ordynacyi wyborczej sejmowej.

Sejm nasz liczy obecnie 161 posłów, a mianowicie:

1) 12 wirylistów (8 biskupów, 3 rektorów szkół najwyższych, prezesa Akademii umiejętności).
2) 44 posłów z kuryi wielkiej posiadłości.
3) 28 „ „ miast.
4) 74 „ „ wiejskiej.
5) 3 z Izb handlowych i przemysłowych.

W kuryi miejskiej mają już obecnie wśród wyborców sejmowych Żydzi wraz z Rusinami większość w miastach: 1) Przemyśl, 2) Kołomyja, 3) Tarnopol, 4) Stanisławów, 5) Stryj, 6) Drohobycz, 7) Brody, 8) Brzeżany-Złoczów,

Z 74 mandatów wiejskich przypada na Galicyę zachodnią 26, na wschodnią 48 mandatów; z tych 48 mandatów są dla Polaków na stałe pewne tylko 2 mandaty (z powiatu jarosławskiego i brzozowskiego), z pozostałych 46 mandatów największą część przypadłaby już Rusinom nawet wtedy, gdyby nic się w dotychczasowej ordynacyi wyborczej do Sejmu nie zmieniło, reszta zaś przypadłaby im później. Gdyby zaś cała sejmowa reforma wyborczą miała się skończyć na zaprowadzeniu bezpośredniości wyboru w kuryi wiejskiej, przypadłyby Rusinom odrazu wszystkie 46 mandaty. Dlatego zupełnie zrozumiałą jest rzeczą, iż Rusini zadawalniają się zaprowadzeniem bezpośredniości w kuryi wiejskiej.

Izby handlowe i przemysłowe kraju znajdują się bez wyjątku w ręku żydów.

Z tego zestawienia wynika, iż liczba mandatów zagrożonych pod względem narodowym już obecnie albo też w dalszej przyszłości w razie dalszych postępów syonizmu wynosi **60**, (3 biskupi ruscy, 8 mandatów miejskich, 46 mandatów wiejskich, 3 mandaty Izb handlowych i przemysłowych), w kuryach ludowych zaś (w miejskiej i wiejskiej razem) 54, t. j. więcej niż połowę wszystkich mandatów ludowych (28 + 74 = 102) Sejmu. W tem tkwi cała groza naszego położenia i nieodzowność natychmiastowej reformy, jak długo jeszcze jesteśmy na tyle silni, by módz przeprowadzić gruntowną reformę dla nas korzystną. Niech tylko Rusini wraz z syonistami zdobędą raz 40 mandatów, a uniemożliwią wobec postanowień statutu krajowego, przez proste wyjście z sali, wszelką dla nas korzystną reformę wyborczą.

Z powyższego wynika także, że jeżeli reforma wyborcza ma być dla nas korzystną, to musi być gruntowną. Drobniejsze reformy, któremi zadawalniają się kraje zachodnio-austryackie (jak np. bezpośredniość i tajność głosowania we wszystkich kuryach, stworzenie nowej piątej kuryi powszechnej, czy uzupełniającej) mogą tylko pogorszyć nasze położenie. Z tego powodu wniósł poseł Głąbiński już w ubiegłej sesyi, na podstawie uchwał Zjazdu delegatów stronnictwa naszego, projekt reformy radykalnej, odpowiadającej duchowi czasu, a mającej zabezpieczyć stale nasz interes narodowy.

II. Zarysy projektu Głąbińskiego z dnia 6 marca 1907.

Według projektu posła Głąbińskiego ma się Sejm składać z 167 posłów, a to:

1) z 12 wirylistów, jak dotychczas.
2) z 40 posłów, dopełniającej grupy wyborczej.
3) z 115 posłów, wybieranych na podstawie powszechnego, równego, tajnego i bezpośredniego prawa głosowania.

W dopełniającej grupie wyborczej ma mieć prawo głosowania każdy obywatel austryacki wyżej lat 24 płci męskiej lub żeńskiej, który

opłaca przynajmniej 200 koron rocznie państwowego podatku gruntowego lub osobisto-dochodowego, albo też opłaca wprawdzie tylko 100—200 koron rocznie państwowego podatku gruntowego lub osobisto dochodowego, ale posiada ukończone studya akademickie.

Uprawnieni dopełniającej grupy wyborczej wybierają we Lwowie 5, w Krakowie 3 posłów, w innych powiatach politycznych po jednym, a to w całości w Galicyi zach. 12, w Galicyi wschodn. 20.

Z wyjątkiem 4 okręgów podkarpackich Galicyi wschodniej, wybierających razem 4 posłów, mieliby we wszystkich innych okręgach tej grupy Polacy rzymsko-katolickiego wyznania większość stanowczą, to też grupa ta byłaby dla nas wcale korzystną.

Daleko trudniej zapewnić nam w grupie powszechnego głosowania należne naszemu narodowi stanowisko. Możliwe byłyby 4 systemy:

1) System wyborczy, przyjęty przy wyborach do Rady Państwa. 2) System wyborów rzeczywiście proporcyonalnych, na wzór belgijskich. 3) System możliwie jednolitych narodowych okręgów jednomandatowych w miastach i na wsi. 4) System katastru narodowego.

III. System wyborczy, przyjęty przy wyborach do Rady Państwa.

Do Rady Państwa wybiera Galicya 106 posłów, z tego miało być 78 Polaków a 28 Rusioów. W tym celu podzielono kraj cały na 34 jednomandatowe okręgi miejskie i na 36 dwumandatowych okręgów wiejskich. Okręgi miejskie miały dać posłów wyłącznie polskich 34, z 36 okręgów wiejskich przypadało na Galicyę zachodnią (bez powiatu Dukla i Tyczyn, ale z powiatem sąd. Brzozów) 17 okręgów, wybierających 34 posłów, na Galicyę wschodnią zaś 19 okręgów, a to 10 okręgów mięszanych, mających wybierać 10 Polaków i 10 Rusinów i 9 okręgów ruskich, mających wybierać 18 Rusinów. Według tego miała się składać reprezentacya polska w Wiedniu:

z 34 posłów okręgów miejskich,
z 32 „ „ wiejskich Galicyi zachodniej,
z 12 „ „ „ „ wschodniej (licząc okręg Brzozów-Tyczyn do Gal. wschod.),

reprezentacya ruska zaś z 28 posłów okręgów wiejskich Galicyi wschodniej.

Nadzieje, pokładane w tym systemie, zawiodły przy wyborach zupełnie, głównie wskutek wzrostu siły politycznej syonistów i wskutek nieoczekiwanej karności wyborców ruskich z jednej, a niekarności wyborców polskich z drugiej strony. Przedewszystkiem zawiodły nas o k r ę g i m i e j s k i e. We Lwowie przeszedł w II. okręgu Breiter dzięki głosom ruskim, okręg VI. zaś był przez sojusz ukraińców z socyalistami poważnie zagrożony. Na prowincyi straciliśmy Przemyśl, Brody i Stryj, gdzie nawet kandydat narodowo-polski nie dostał się do ściślejszego głosowania, bardzo poważnie zagrożone były zaś mandaty ze Stanisławowa, Tarnopola, Kołomyji, Brzeżan i Buczacza. Nie ulega wątpliwości, że przy przyszłych wyborach mandaty te mogą być wraz z innymi mandatami miejskimi Galicyi wschodniej stracone.

Skład ludności tych okręgów wyborczych miejskich jest bowiem następujący:

	W okręgu wyborczym miejskim	Procent ludności rzym.-kat.	gr.-kat.	izr.	innej
1.	Przemyśl	46.1	22.5	30.5	0.9
2.	Stanisławów	31.7	19.6	46.4	2.3
3.	Tarnopol	27.1	28.2	44.4	0.3
4.	Kołomyja	27.8	19.5	48.5	4.2
5.	Sambor-Gródek	45.6	24 7	29.5	0.2
6.	Drohobycz-Bolechów itd.	21 5	27.2	50.1	1.2
7.	Stryj-Kałusz	27.9	28.1	41.8	2.2
8.	Brzeżany-Rohatyn itd.	35.2	31.2	32.3	1.3
9.	Żółkiew-Sokal itd.	25.7	23.1	51.0	0.2
10.	Brody-Radziechów itd.	25.7	22.8	51.2	0.3
11.	Buczacz-Śniatyn itd.	30.4	27.8	40.4	1.4
12.	Złoczów-Założce itd.	32 4	35.1	31 4	1.1
13.	Bóbrka-Żydaczów	40.0	30.4	29.2	0.4

Nie lepiej się rzecz przedstawia w okręgach wiejskich. Doświadczenie wykazało, iż w okręgach tych wystarczy, by Żydzi postawili własnego kandydata, względnie by wyborcy polscy nie oddali wszyscy bez wyjątku głosów swoich na jednego kandydata, a mandat jest dla nas stracony. Z pewnością utracilibyśmy już obecnie największą część owych 10 mandatów mniejszości, gdyby Rusini byli lepiej znali faktyczną swą siłę. Skład ludności tych okręgów jest następujący:

	W dwumandatowym okręgu wyborczym wiejskim	Procent ludności (w r. 1900) rzym.-kat.	gr.-kat.	izr.	innej
1.	Jarosław-Cieszanów	41.4	48.7	9.5	0.4
2.	Sanok-Lisko	35.2	54.6	9.8	0.4
3.	Przemyśl-Mościska	31.9	60.1	7.6	0.4
4.	Lwów-Gródek	36.1	53.7	7.3	2.9
5.	Sambor-Rudki	27.7	64.1	7.7	0.5
6.	Złoczów-Kamionka	26.9	60.9	11.6	0.6
7.	Buczacz-Podhajce	29.8	60.9	9.2	0.1
8.	Tarnopol Zbaraż	33.0	59.9	7.1	0.0
9.	Trembowla-Czortków	30.6	58.1	11.0	0.3
10.	Skałat-Husiatyn	30.1	55.8	14.1	0.0

IV. System wyborów rzeczywiście proporcyonalnych na wzór belgijski.

System ten nie ma widoków przyjęcia, jest bowiem dla większości posłów sejmowych zbyt nieznany i dlatego uważają go za zbyt skomplikowany. Oprócz tego nie usuwa on bynajmniej niebezpieczeństw, wynikających z dążeń separatystycznych Żydów i z teroryzmu Rusinów wobec mniejszości polskich. Nareszcie system ten mógły być zastosowanym tylko w okręgach wiejskich, w miejskich bowiem skorzystaliby z niego przedewszystkiem socyaliści. Okręgi miejskie pozostałyby więc nadal zagrożone.

V. System możliwie jednolitych narodowo okręgów jednomandatowych w miastach i na wsi.

System ten przyjmuje wniesiony w Sejmie dnia 6. marca 1907 r. projekt Głąbińskiego, którego zarysy już wyżej podaliśmy. Z 115 posłów powszechnej klasy wyborczej przypada 28 posłów na Rusinów, a 87 posłów na Polaków. Z 87 posłów polskich przypada 43 posłów na miasta, a 44 posłów na gminy wiejskie. Z 43 posłów miejskich wybiera Lwów 7 posłów w tych samych okręgach wyborczych, jakie obowiązują przy wyborze do Rady Państwa. Dalej wybierają 4 miasta wchodnio-galicyjskie (Przemyśl, Stanisławów, Tarnopol, Kołomyja) absolutną większością głosów po dwóch, razem więc ośmiu posłów. Przypominamy, iż projekt Głąbińskiego wniesiony był w marcu b. r., a więc na 10 tygodni przed wyborami, nie mógł więc jeszcze uwzględniać doświadczeń, zdobytych przy wyborach. W świetle tych doświadczeń można wobec koalicyi socyalistów, Rusinów i syonistów uważać za zagrożone narodowo, oprócz 2 okręgów lwowskich (II. i VI.), także wszystkie (8) mandaty z wspomnianych 4 miast. Okoliczność, iż każde z tych miast wybiera absolutną większość po 2 posłów, ułatwia bowiem niesłychanie sojusz wyborczy socyalistów, syonistów i Rusinów, któremu stronnictwa narodowe polskie nie tak łatwo mogą stawić czoło. Oprócz tych 10 mandatów jest ze względu na skład wyborców jeszcze zagrożonych 7 mandatów miejskich wschodnio-galicyjskich. Są to mandaty następujące:

	Miasta	Ludność okręgu	z tego rz.-kat.	gr. kat.	izr.	inni
1.	Drohobycz	19.432	5.005	5.675	8.683	69
2.	Stryj	23.205	7.628	6.278	8.647	652
3.	Gródek i Żółkiew	20.811	6.497	6.623	7.618	73
4.	Rawa i Sokal	18.536	5.400	4.216	8.876	44
5.	Brzeżany i Złoczów	23.285	7.182	5.961	9.796	346
6.	Buczacz, Zaleszczyki, Borszczów, Tłumacz	27.708	7.534	6.050	13.948	176
7.	Brody, Stare Brody, Hucisko brodzkie, Łopatyn, Ruda brodzka, Radziechów i Podkamień	30.808	7.827	6.919	15.970	92

W całości więc jest według projektu Głąbińskiego zagrożonych 17 mandatów miejskich Galicyi wschodniej. Pod tym względem projekt Głąbińskiego jest dla nas tak samo niekorzystnym, jak obecna ordynacya wyborcza do Rady Państwa. Trochę inaczej ma się rzecz w okręgach wiejskich. Tutaj projekt Głąbińskiego różni się zasadniczo od obecnej ordynacyi wyborczej do Rady Państwa, zarzucając w zupełności system okręgów dwumandatowych na wsi. Według projektu Głąbińskiego, są także okręgi wiejskie okręgami jednomandatowymi. By zaś zastrzec w Galicyi wschodniej mimo to 10 posłów polskich, projekt Głąbińskiego wyjmuje z poszczególnych powiatów wszystkie gminy przeważnie polskie, łączy je razem ze sobą i tworzy w ten sposób 10 okręgów wyborczych o przeważającej ludności polskiej. Niestety wobec tego, iż we wszystkich gminach polskich wschodniej części kraju mieszka bardzo dużo izraelitów i Rusinów, tworzą w 6 okręgach wyborczych Rusini i Żydzi bardzo poważne mniejszości, wynoszące około 40% i wyżej, w 4 okręgach wyborczych zaś tworzą Rusini i Żydzi razem większość. Okręgi te należy uważać stanowczo za zagrożone. Są to okręgi następujące:

Okręg wyborczy obejmuje gminy polskie powiatów	Ludność okręgu	z tego rz. kat.	gr. kat.	izr.	inni
Cieszanów, Sieniawa, Lubaczów	57.508	26.576	20.282	10.493	157
Bóbrka, Gliniany, Przemyślany etc.	62.768	23.262	20.926	18.226	354
Trembowla, Budzanów, Skałat	74.545	35.663	21.982	16.742	158
Buczacz, Podhajce etc.	72.627	36.145	21.444	14.810	118

/11

VI. System katastru narodowego.

Kataster narodowy polega w tem, iż w każdej gminie kraju wpisuje się wyborców polskich do katastru polskiego, wyborców ruskich do katastru ruskiego. Ustawa stanowi, iż osoby narodowości niemieckiej mają głosować w katastrze polskim. (Podobnie stanowi ustawa morawska, iż na Morawach Polacy mają być wpisani do katastru niemieckiego). Zestawienie i utrzymanie w ewidencyi katastru jest rzeczą władz politycznych z pomocą organów gminnych. Co roku następuje rektyfikacya katastru. Każdy wyborca może w ciągu ostatnich dwóch tygodni roku oświadczyć, iż chce należeć do innego katastru; tak samo może każdy wyborca wnieść protest przeciwko wpisaniu jakiegoś wyborcy do niewłaściwego katastru, n. p. przeciwko wpisaniu Polaka do katastru ruskiego lub przeciwko wpisaniu Rusina do katastru polskiego. Protesty takie rozstrzyga władza polityczna. Wszystkie te szczegóły normuje ustawa na wzór wypróbowanych już przepisów morawskiej ordynacyi wyborczej. Rozumie się samo przez się, iż kataster służy wyłącznie do celów wyborczych. Kataster ten niema więc żadnego innego znaczenia i celu, jak tylko usunąć od głosowania przy wyborze posłów polskich z listy wyborczej wszystkich Rusinów, przy wyborze zaś posłów ruskich wszystkich Polaków.

Co się tyczy Żydów, to naturalnie mogą się Żydzi zapisać albo do katastru polskiego, albo też ruskiego, zależnie od tego, do jakiej narodowości się zaliczają. W praktyce jednak będą się wszyscy Żydzi niemal, bez wyjątku, wpisywali w własnym swym interesie do katastru polskiego. W Galicyi wschodniej mieszka 618.801 Żydów, obok 1,131.330 rzymskich i 3,022.929 greckich katolików. Wpisując się do katastru polskiego, tworzą więc Żydzi więcej, niż $^1/_3$ część ogółu wyborców, wpisując się zaś do katastru ruskiego, tworzą tylko $^1/_6$ część ogółu wyborców. Należy dodać, że Polacy Galicyi wschodniej wybieraliby 37 posłów, Rusini zaś 28. Wpisując się do katastru polskiego, mają więc Żydzi wpływ na wybór 37 posłów, wpisując się zaś do katastru ruskiego, mieliby wpływ dwukrotnie słabszy na wybór tylko 28 posłów. Z tych powodów trzeba się z tem liczyć, iż wszyscy bez wyjątku Żydzi wpiszą się do katastru polskiego.

Wskutek tego należy układać okręgi wyborcze w ten sposób, by w żadnym z nich Żydzi nie mieli absolutnej większości. Czyni to wybór Żydów-syonistów niemal zupełnie niemożliwym, nie pozbawiając Żydów-Polaków należnej im liczby mandatów. Już przy obecnych wyborach okazało się bowiem niejednokrotnie, iż Żydzi-Polacy mogą więcej liczyć na głosy katolickie, niż na głosy żydowskie (Kolischer w Kołomyi, Aschkenazy w Stryju).

Układając okręgi wyborcze według systemu katastru narodowego, należy pamiętać o jednej, niesłychanie ważnej rzeczy. Wykazaliśmy, iż obecnie dla wyborów do Rady Państwa obowiązujący system wyborczy jest dla nas niesłychanie niebezpieczny, grożąc nam utratą okrągło 26 mandatów. Ustawa wyborcza do Rady Państwa stanowi jednak w §. 1., iż jeżeli w jakimś kraju zaprowadzi się dla wyborów sejmowych w klasie powszechnego głosowania kataster narodowy, to kataster ten ma obowiązywać także dla wyborów do Rady Państwa, pod warunkiem, iż Rada Państwa uchwali odpowiedni podział okręgów wyborczych. Otóż należy ułatwić Radzie Państwa uchwalenie odpowiedniego podziału okręgów wyborczych w ten sposób, iż już dla wyborów sejmowych podzieli się okręgi wyborcze według zasad, obowiązujących przy wyborach parlamentarnych. Zasady te są następujące:

1. Ogólna liczba mandatów galicyjskich wynosi 106, z tego 78 polskich, a 28 ruskich.

2. Miasta wybierają 34 posłów w okręgach jednomandatowych, gminy wiejskie wybierają 72 posłów (28 ruskich i 44 polskich) w okręgach dwumandatowych.

Wszystkie te zasady przyjmuje także mój projekt, poniżej podany. Naturalnie głosują wskutek tego, iż tworzą tylko wiejskie okręgi ruskie, Rusini z miast wschodniej części kraju razem z gminami wiejskimi. Odwrotnie głosuje ludność polska wiejska szeregu wsi, w pobliżu miast położonych, podobnie jak w obecnie obowiązującej ordynacyi wyborczej do Rady Państwa, razem z ludnością miejską. W ogóle wybiera według mojego projektu w okręgach miejskich daleko znaczniejsza część ludności polskiej kraju (1,160.264), niż obecnie (601.510). Z tego też powodu nie oznacza to dla gmin wiejskich żadnego uszczerbu, iż proponuję do Sejmu 72 mandaty z gmin wiejskich, zamiast dotychczasowych 74. Z drugiej strony zaznaczam, iż przyłączenie ludności małomiejskiej, a w Galicyi wschodniej i wiejskiej do okręgów wyborczych miejskich, zmniejsza znacznie szanse socyalistów i syonistów.

Poniżej podaję swoje okręgi wyborcze polskie dla wschodniej części kraju:

I. Okręgi polskie miejskie (jednomandatowe).

Numer okręgu	Główne miejsce wyboru	Do okręgu należy gmin		Ludność okręgu bez Rusinów	Z tego ludność		Procent ludności	
		miejskich	wiejskich		miejska	wiejska	chrzesc.	żydow.
1–7	Lwów	1	—	130.550	130.550	—	—	–
8	Przemyśl . . .	1	—	36.175	36.175	—	56·2	43·8
9	Tarnopol . . .	2	20	39.197	26.929	12.268	56·2	43·8
10	Stanisławów . .	4	25	48.463	37 676	10.787	55·6	44·4
11	Kołomyja . . .	2	26	45.556	31.226	14.330	55·6	44·4
12	Jarosław . . .	7	1	40.230	38.459	1.771	63·4	36·6
13	Sanok	12	1	41.279	39.518	1.761	56·7	43·3
14	Sambor . . .	4	31	44.417	28.538	15 879	66·0	34·0
15	Drohobycz . .	6	10	44.858	34.079	10.779	54·5	45·5
16	Stryj	5	56	43.750	29.627	14.123	58·9	41·1
17	Buczacz . . .	8	27	50.712	31.125	19.587	56·3	43·7
18	Trembowla . .	10	17	50.460	36.594	13.866	56·1	43·9
19	Brzeżany . . .	11	31	48.374	34.638	13 736	56·7	43·3
20	Złoczów . . .	10	38	44.079	27.572	16.507	55·7	44·3
21	Brody	6	46	49.499	30.373	19.126	54·5	45·5
22	Żółkiew . . .	8	47	46.851	29 321	17.530	54·8	45·2
Razem	22 okręgów . .	99	376	804.450	622.400	182.050		

Podczas gdy obecnie w 10 okręgach wyborczych miejskich Galicyi wschodniej poza Lwowem ludność rzymsko-katolicka wynosi tylko 21·5—35·2%, w 4 dalszych okręgach miejskich zaś 40·0—49·8%, wynosi według mego projektu przy katastrze narodowym procent wyborców rzymsko-katolickich w dwóch okręgach 63·4—66·0, w 13 okręgach zaś 54·5—58·9. Wszystkie te okręgi stają się wskutek tego dla nas niemal zupełnie pewne, niebezpieczeństwo syonistyczne jest kompletnie zażegnane, niebezpieczeństwo socyalistyczne zaś wskutek usunięcia Rusinów z listy wyborczej i wciągnięcia ludności wiejskiej, ograniczone do możliwego minimum.

II. Okręgi polskie wiejskie (dwumandatowe).

Numer okręgu	Główne miejsce wyboru	Do okręgu należy powiatów politycznych	Ludność okręgu bez Rusinów	Procent ludności	
				chrześcian.	żydowskiej
1	Jarosław	5	151.358	82·7	17·3
2	Przemyśl	3	148.260	92·0	8·0
3	Sanok	5½	141.291	80·6	19·4
4	Lwów	6	146.615	78·0	22·0
5	Tarnopol . . .	[illegible]	137 730	78·8	21·2
6	Buczacz	6	127.216	81·1	18 9
7	Stanisławów	9	145.885	53·7	46·3
8	Kołomyja	9	154 387	48·3	51·7
Razem	16 mandatów . .	52½	1,153 742	—	—

Według tego zestawienia wybierałaby polska ludność wiejska Galicyi wschodniej (wraz z powiatami sądowymi Przeworsk, Tyczyn, Krosno i Dukla) 16 posłów w 8 okręgach wyborczych dwumandatowych według tego samego systemu, co obecnie do Rady Państwa, ewentualnie z tą tylko zmianą, iż poseł mniejszości musiałby celem wyboru skupić na siebie przynajmniej jedną trzecią oddanych głosów. Z cyfr powyższych wynika, że w okręgach Nr. 7 i 8 (okręg stanisławowski i kołomyjski) Żydzi stanowią tak ogromny procent wyborców polskich, iż mogą o własnych siłach zdobyć mandat mniejszości w okręgu 7-ym, mandat większości nawet w okręgu 8-ym. Jeżeliby w okręgach tych przynajmniej ⅔ żydów głosowało za syonistami, mogliby nawet syoniści zdobyć w obu okręgach mandat mniejszości. Z tego wynika, iż z 16 mandatów wiejskich Galicyi wschodniej, byłyby 2 mandaty pod względem narodowym nie zupełnie pewne. Natomiast wszystkie inne mandaty wiejskie Galicyi wschodniej byłyby zupełnie i na zawsze pewne. Należy jeszcze dodać, iż gdyby zamiast systemu okręgów wiejskich dwumandatowych, przyjęto system jednomandatowy, możnaby za pomocą bardzo sztucznej geometryi wyborczej skonstruować nawet w powiatach podkarpackich Galicyi wschodniej 4 jednomandatowe okręgi wyborcze polskie z nieznaczną większością rzymsko-katolicką.

VII. Zestawienie wyników.

Celem szybkiego oryentowania się w wynikach poszczególnych systemów wyborczych, podajemy następującą tablicę, dotyczącą mandatów z klasy wyborczej powszechnego głosowania, względnie mandatów kuryi miejskiej i wiejskiej, według obecnej ordynacyi wyborczej do Sejmu.

		Obecna ordynacya wyborcza do Sejmu[1])	Obecna ordynacya wyborcza do Rady Państwa	Projekt Głąbińskiego	Mój projekt katastru narodowego
Ogólna liczba posłów z powszechnego głosowania, względnie z kuryi miejskiej i wiejskiej		102	106	115	106
Z tego ma przypadać Polakom		?	78	87	78
„ „ „ „ Rusinom		?	28	28	28
Z mandatów polskich przypada na Galicyę zachodnią	miasta	11	12	18	12
	gminy wiejskie	26	32	33	28
	Razem	37	44	51	40
W Galicyi wschodniej zaś ma być mandatów polskich	miasta	17[2])	22[2])	25	22
	gminy wiejskie	48	12[3])	11	16[4])
	Razem	65	34	36	38
Z mandatów polskich miejskich Galicyi wschodniej	są prawdopodobnie na zawsze stracone	—	2[5])	2[5])	2[5])
	„ „ zagrożone	8	15	17	1[8])
	„ „ na stałe nasze	9	5[6])	6	19
Z mandatów polskich wiejskich Galicyi wschodniej	są prawdopodobnie na zawsze stracone	—	—	—	—
	„ „ zagrożone	46	9	14	2
	„ „ na stałe nasze	2	3[7])	7	14
Wogóle są z mandatów polskich Galicyi wschodniej	są prawdopodobnie na zawsze stracone	—	2	2	2
	„ „ zagrożone	54	24	21	3
	„ „ na stałe nasze	11	8	13	33

[1]) Obecna ordynacya wyborcza do Sejmu nie stanowi, ile mandatów ma przypadać Rusinom, a ile Polakom. Wobec tego uważamy wszystkie mandaty Galicyi wschodniej według obecnej ordynacyi wyborczej za możliwie polskie.

[2]) Okręgi wyborcze miejskie Sanok, Krosno, Jarosław, liczymy do Galicyi wschodniej.

[3]) Okręg wyborczy miejski Brzozów-Tyczyn liczymy do Galicyi wschodniej.

[4]) Razem z okręgami wyborczymi Galicyi wschodniej głosuje także ludność polska powiatów sądowych Przeworsk, Tyczyn, Krosno i Dukla.

[5]) Trzeci (Diamand) i siódmy (Hudec) okręg lwowski.

[6]) Pierwszy, czwarty i piąty okręg lwowski, okręgi sanocki i jarosławski.

[7]) Mandat mniejszości okręgu jarosławskiego, i oba mandaty okręgu Brzozów-Tyczyn.

[8]) Mandat miejski przemyski uważam za zagrożony, nawet po przyjęciu katastru narodowego.

Licząc, iż w najgorszym razie utracimy wszystkie mandaty uznane powyżej za stracone lub zagrożone, z mandatów Galicyi zachodniej zaś piąty mandat krakowski (dr. Gross), to skład Sejmu przedstawiałby się następująco:

	Ogólna liczba posłów sejmowych	Z tego socyalistów, Rusinów i syonistów	Polacy	Większość dwóch trzecich wynosi
Obecna ordynacya wyborcza do Sejmu	161	60	101	108
Projekt Głąbińskiego	167	59	108	112
Kataster narodowy w klasie powszechnej, 12 wirylistów, i 40 klasy uzupełniającej, według wniosku Głąbińskiego	158	41	117	106

Z tego wynika, iż jedynie kataster narodowy może nam zapewnić na stałe w Sejmie większość dwóch trzecich głosów. Co więcej, po zaprowadzeniu katastru narodowego będzie skład Sejmu dla nas, mimo zaprowadzenia powszechnego prawa głosowania korzystniejszy, niż by nim został na podstawie obecnej ordynacyi wyborczej do Sejmu.

VIII. Inne strony dodatnie katastru narodowego.

1. Kataster narodowy zapewnia reprezentacyę całej ludności polskiej kraju przez posłów polskich. W razie przyjęcia innego systemu pozostaje bardzo znaczna część ludności polskiej w okręgach ruskich, byłaby więc reprezentowaną przez posłów ruskich. I tak, w razie przyjęcia wniosku Głąbińskiego wybierałoby z 1.131.330 ludności rzymsko katolickiej Galicyi wschodniej, 620.764 ludności rzymsko-katolickiej w okręgach polskich, zaś 510.566 pozostałoby w okręgach ruskich.

2. Kataster narodowy umożliwia równomierniejszy podział mandatów między ludność polską Galicyi zachodniej i wschodniej. Według mego podziału przypada na 38 mandatów polskich Galicyi wschodniej ludność polska wynosząca 1.958.192, na 40 mandatów polskich Galicyi zachodniej zaś ludność polska wynosząca 2.248.775. W Galicyi wschodniej przypada więc jeden mandat polski na 51.531 ludności polskiej, w Galicyi zachodniej natomiast na 56.219. Różnica na korzyść Galicyi wschodniej wynika wyłącznie stąd, iż w Galicyi wschodniej tworzymy 22 okręgów miejskich a 16 wiejskich, podczas gdy w Galicyi zachodniej mamy 12 okręgów miejskich a 28 wiejskich.

3. Kataster narodowy uniemożliwi syonistom walkę o mandaty, podkopie więc rozwój syonizmu w kraju. — Tak samo zmniejszy kataster narodowy szanse wyboru socyalistów we wschodniej części kraju do możliwego minimum.

4. Kataster narodowy czyni wynik wyborów pod względem narodowym niezależnym od rządu. Podczas gdy obecnie bez pomocy rządu przy wyborach do Rady Państwa z 34 mandatów polskich Galicyi wschodniej możemy liczyć na pewno tylko na zdobycie 7 mandatów, możemy po zaprowadzeniu katastru zdobyć na pewno bez pomocy rządu 33 mandaty. Wzmocniłoby to niesłychanie nasze stanowisko wobec Wiednia.

5. Kataster narodowy utrwali niesłychanie poczucie przynależności narodowej ludności polskiej we wschodniej części kraju. Wprawdzie świadomość narodowa jest u ludności polskiej często jeszcze bardzo słaba, nie może to być jednak argumentem przeciw, ale za katastrem narodowym. Argumentem przeciw katastrowi narodowemu mogłoby być słabe uświadomienie narodowe ludności polskiej tylko wtenczas: 1) gdyby kataster służył także do celów administracyjnych, 2) gdyby raz uskuteczniony wpis Polaka do katastru ruskiego nie mógł być już zaczepiony. Tymczasem zwróciliśmy już powyżej uwagę, że: 1) kataster ma służyć tylko na cele wyborcze, 2) iż corocznie w grudniu mają się odbywać rektyfikacye katastru, przyczem każdemu wyborcy wolno zażądać wpisania siebie lub drugiego wyborcy do innego katastru. Wobec tego jest rzeczą oczywistą, iż: 1) kataster narodowy przyczynia się niesłychanie do zespolenia i uświadomienia narodowego ludności polskiej, a 2) iż niebezpieczeństwa, wynikające dla nas ze słabego dotychczasowego uświadomienia ludu polskiego, są przy każdym innym systemie wyborczym bez porównania większe, niż przy katastrze narodowym.

6. Kataster narodowy przykuje raz na zawsze Żydów Galicyi wschodniej do narodu polskiego. Wykazaliśmy powyżej, iż Żydzi będą we własnym swym interesie wpisywali się do katastru polskiego.

7. Kataster narodowy przykuje nareszcie trwale szlachtę polską wschodniej części kraju do ludu i narodu polskiego. Po zaprowadzeniu katastru robota Szeptyckich spotka się u szlachty z większym odporem, niż dotychczas.

8. Z wszystkich tych powodów utrwala kataster raz na zawsze nasze stanowisko i nasz wpływ decydujący we wschodniej części kraju. Z drugiej strony oznacza kataster ruski raz na zawsze uznanie odrębności narodowej Rusinów we wschodniej części kraju. Wobec tego, iż na ogół, jak to zresztą wykazały wybory, uświadomienie narodowe ludności ruskiej jest nawet większe, niż uświadomienie ludności polskiej, my Polacy, uznając odrębność narodową Rusinów, nie zrzekamy się niczego, lecz uznajemy tylko formalnie fakt już dokonany. O odwróceniu tego faktu nam, zagrożonym w razie niezaprowadzenia katastru w naszej własnej egzystencyi, ani marzyć nie można. Na razie naszem hasłem musi być zabezpieczenie, utrwalenie i trwałe zespolenie wszystkich naszych sił narodowych w tej części kraju: gdy ten cel zostanie w zupełności osiągnięty, zobaczymy, co dalej będzie można robić. Na razie należy tylko zaznaczyć jedno: bez zaprowadzenia katastru wszelkie wybory będą się odbywały u Rusinów pod hasłem wojny z Polakami; po zaprowadzeniu katastru wybory w kuryi ruskiej wywołają zaciętą walkę Rusinów między sobą. Osłabi to w każdym razie impet ataków ruskich na nasz stan posiadania.

9. Przeciwko katastrowi narodowemu przytacza się jeszcze jeden argument: Dużo osób obawia się, iż kataster narodowy pociągnie za sobą podział narodowy Wydziału krajowego, Rady szkolnej krajowej itd. Zarzut ten jest niesłuszny, w Czechach bowiem niema katastru, a mimo to mamy tam podział narodowy

Rady szkolnej krajowej, Rad szkolnych powiatowych, krajowej Rady rolniczej itd. Dowodzi to jednej prawdy: Czy przyjdzie do narodowego podziału władz, czy też nie, nie zależy bynajmniej od zaprowadzenia katastru, ale od stosunku wzajemnego sił politycznych obu narodów. W powyższem udowodniliśmy, iż nasze siły polityczne będą po zaprowadzeniu katastru większe, niż bez katastru.

Lwów, 20. sierpnia 1907.

Dr. Józef Buzek.

Rezolucya:

„Zebrani Obywatele w .... domagają się od Sejmu, aby ze względu na przyszłość autonomii kraju, przeprowadził nie zwlekając gruntowną reformę swej ordynacyi wyborczej, znosząc dzielące naród na stany kurye i opierając Sejm na równie szerokiej, jak ma parlament podstawie wyborczej powszechnego głosowania, z pełnem wszakże zabezpieczeniem narodowych i kulturalnych interesów polskich“.

Jasło 3. grudnia 1907.

Najczcigodniejszy Panie Prezesie!

Imieniem własnem tudzież organizacyi tutejszego powiatu przesyłamy najserdeczniejsze życzenia z okazyi wyboru, oraz zapewnienia wiernej służby naszej.

Za Komitet powiatowy S. N. D.

Emil Fedorowski Dr Staranowicz

Przy tej sposobności udajemy się do Najczcigodniejszego Pana Prezesa z naglącą prośbą:

Jednem z ognisk tutejszego życia narodowo-demokratycznego jest wioska Świerchowa w powiecie sądowym źmigrodzkim, a w powiecie politycznym jasielskim położona.

/.

/.

Wioskę tę urządziliśmy po naszemu, a więc założyliśmy instytucye, które do podniesienia tak ekonomicznego jak i kulturalnego się przyczyniły.

Itak założyliśmy: Kółko rolnicze, Czytelnię T.S.L., Elewatoryę, teraz zakładamy Kasę Raiffeisena, w toku jest założenie Sokoła i Straży pożarnej.

Obecnie chodzi o to, aby gmina ta mogła pozyskać składnicę pocztową, która jest dla tej gminy konieczną.

Świerchowa leży przy drodze rządowej prowadzącej z Jasła do Żmigroda - karyolka pocztowa wożąc pocztę z Jasła do Żmigroda przejeżdża przez całą długość Świerchowej - ale pomimo to Świerchowianie czekać muszą na korespondencye aż ją poczta ze Żmigroda przewiezie do Osieka skąd dopiero zabiera ją posłaniec Świerchowej.-

Skoro się zaś zważy, że gminę tę od Osieka przedziela górska rwąca rzeka Wisłoka, często bardzo wzbierająca - przekonamy się, że Świerchowa przez większą część roku odcięta jest od świata.

./.

Założenie składnicy w Świerchowej zrobiłoby z gminy tej punkt środkowy dla okolicznych wsi jak Zawadka, Łężyny, Glinik, Załęże, a my organizacyjnie zyskalibyśmy tylko, bo Świerchowianie mieliby wiele sposobności oddziaływania na swych sąsiadów.

Podanie o założenie składnicy robiliśmy już dwukrotnie - ostatnim razem uzyskaliśmy to za pośrednictwem Starostwa, które sprawę tą jak najlepiej zaopiniowało, pocztmistrz z Osieka również co do ruchu pocztowego w Świerchowej zdał Dyrekcji jak najlepszą relację tak, że dziś kreowanie składnicy w tej gminie przy pewnem silnem poparciu z dyrekcji - nie napotka prawie na żadne trudności.

Udajemy się przeto do naszego Najczcigodniejszego Ojca z gorącą prośbą, aby podanie gminy Świerchowej w dyrekcji poczt. we Lwowie jak najusilniej poprzeć, a ufni, że prośba nasza i Świerchowian wysłuchaną i pomyślnie załatwioną zostanie zasyłamy wyrazy naszej prawdziwej czci i wysokiego poważania.

Oddani!

Emil Jarowski   J. Haraszek

WYDAWNICTWO STRONNICTWA DEMOKRATYCZNO NARODOWEGO

I.

PROGRAM

Polskiego

Stronnictwa demokratyczno-narodowego

w państwie austryackiem

Uchwalony na II. Zjeździe stronnictwa w dniu 8 i 9 grudnia 1905 we Lwowie, uzupełniony na Zjeździe w dn. 7 grudnia 1907 r.

LWÓW 1908
Z DRUKARNI SŁOWA POLSKIEGO POD ZARZ. J. ZIEMBIŃSKIEGO

WYDAWNICTWO STRONNICTWA DEMOKRATYCZNO-NARODOWEGO

I.

PROGRAM

Polskiego

Stronnictwa demokratyczno-narodowego

w państwie austryackiem

Uchwalony na II. Zjeździe stronnictwa w dniu 8 i 9 grudnia 1905 we Lwowie, uzupełniony na Zjeździe w dn. 7 grudnia 1907 r.

LWÓW 1908
Z DRUKARNI SŁOWA POLSKIEGO POD ZARZ. J. ZIEMBIŃSKIEGO

Zasady stronnictwa.

Stronnictwo demokratyczno-narodowe w państwie austryackiem jest związkiem politycznym Polaków, który, przyjmując za punkt wyjścia swego programu jedność narodu polskiego, jego prawo i zdolność do niezawisłego bytu politycznego i potrzebę nieustannej pracy dla osiągnięcia tego bytu, ma w dzisiejszych warunkach prawnych na celu: a) zdobycie dla społeczeństwa polskiego w tem państwie jak największej samodzielności politycznej, kulturalnej i gospodarczej; b) wszechstronną obronę interesów narodowych polskich i przestrzeganie we wszystkich sprawach krajowych stanowiska ogólno-polskiego; c) powołanie i zaprawienie wszystkich warstw społeczeństwa, zwłaszcza zaś warstw ludowych, do skutecznej pracy na wszystkich polach życia publicznego, do umiejętnej obrony własnych interesów i do walki o narodowe prawa i o interesy kraju przeciw wszelkim wrogim czynnikom. Stronnictwo demokratyczno-narodowe uważa przytem za swój obowiązek otaczać opieką religijne zasady i uczucia narodu polskiego, który w przeważającej większości jest katolicki, z zastrzeżeniem swobody innych wyznań. Stronnictwo demokratyczno-narodowe jest

stronnictwem samodzielności narodowej i jak najszerzej pojętego interesu narodowego, stronnictwem śmiałej polityki narodowej i twórczej polityki demokratycznej.

Stronnictwo demokratyczno-narodowe zawdzięcza swoje powstanie dwom naczelnym objawom współczesnego życia narodowego na całym obszarze ziemi polskich: wszechstronnemu wzrostowi sił i dążeń narodowych z jednej strony, a wzrostowi politycznej samodzielności ludu polskiego — z drugiej strony. Z uznania i równorzędnego uwzględnienia tych dwóch faktów stronnictwo czerpie swoją myśl przewodnią, w obronie czynnej interesów narodowych, widząc najwyższy cel w demokratyzacyi społeczeństwa — najskuteczniejszy środek polityki narodowej. Z uznania i zrozumienia tych dwóch faktów powstało stronnictwo drogą naturalną, równolegle i niemal równocześnie z podobnemi stronnictwami innych dzielnic Polski; powstało jako wytwór życia narodowego i jego potrzeb, i miało jako niezorganizowany kierunek polityczny w zaborze austryackim oddawna licznych zwolenników, dla których zorganizowanie stronnictwa było zaspokojeniem rosnącej z każdą chwilą potrzeby, było jedynie formalnem stwierdzeniem stanu rzeczy już istniejącego.

Z wskazanego wyżej celu i genezy stronnictwa wynikają same przez się naczelne jego zasady. Pierwszą z tych zasad jest niezachwiana wiara w żywotność i przyszłość naszego narodu, w jego prawo i zdolność do niepodległego bytu państwowego, w jego niespożyte i rosnące siły materyalne i duchowe. Siły te na jaw wydobyć, zespolić i zorganizować, świadomość narodową rozszerzyć i pogłębić, poczucie jedności i solidarności narodowej wzmocnić i rozpowszechnić interes narodu, jako całości, postawić po

nad odrębne interesy klasowe, wyznaniowe, korporacyjne, dzielnicowe i miejscowe, samo pojęcie tego interesu narodowego uczynić coraz głębszem i wszechstronniejszem, wytworzyć silną opinię obywatelską, świadomą swego znaczenia i od żadnych ubocznych wpływów niezawisłą: oto najważniejsze obowiązki i zadania, jakie stronnictwo dla siebie z powyższej naczelnej zasady wysnuwa. W myśl tej zasady stronnictwo dąży do wyzwolenia ducha narodowego polskiego z pod jednostronnego naśladownictwa i przemożnego wpływu umysłowości obcej, zwłaszcza niemieckiej, do wzmocnienia duchowej samodzielności narodu, do jak największego rozszerzenia wpływu kultury polskiej i polskiej myśli politycznej. W myśl tej zasady stara się dalej stronnictwo o wzmocnienie duchowej i ekonomicznej łączności wszystkich dzielnic Polski i o ożywienie poczucia, że dzielnica, w lepszych warunkach politycznych zostająca, ma obowiązek popierania pracy narodowej w innych częściach Polski i podejmowania tych zadań ogólnonarodowych, któremi inne dzielnice skutecznie zająć się nie mogą. W imię tej zasady stronnictwo zwalcza zakorzenioną w naszem społeczeństwie obawę przed każdym śmielszym krokiem politycznym, rozpowszechnioną skłonność do ustępstw na rzecz żywiołów obcych, rozwielmożniony nałóg sprzymierzania się z obcymi przeciwko swoim dla stronniczych celów i szukania w obcem zwierzchnictwie i obcym nadzorze środków zaradczych na wewnętrzne niedostatki narodowego życia. W imię tej zasady stara się stronnictwo o podniesienie w całem społeczeństwie poziomu dążeń i aspiracyi narodowych, o wyrobienie powszechnego przekonania, że interes narodu, który nie chce powoli ginąć, lecz iść wraz z innymi w postępie, wymaga nietylko obrony tego, co naród

posiada, i cieszenia się tem, czego mu jeszcze nie zabrano, ale także stałego powiększania jego sił i wpływu, ciągłego pomnażania jego dorobku politycznego, cywilizacyjnego i gospodarczego, nieustannego zdobywania siłom narodowym nowych pól działalności. W myśl też tej zasady stronnictwo wypisało na czele swego programu szczegółowego zmianę prawno-państwowego stosunku Galicyi do państwa w celu zdobycia dla kraju jak najszerszej samodzielności ustawodawczej, finansowej, gospodarczej i administracyjnej, wytworzenie jak najściślejszej duchowej i politycznej łączności Śląska cieszyńskiego z Galicyą, rozszerzenie autonomii kraju i zabezpieczenie interesów narodowych już na gruncie dzisiejszego ustroju państwa, przystosowanie ustawodawstwa administracyjnego i skarbowego do potrzeb społecznych i warunków ekonomicznych kraju, oparcie wychowania i nauczania publicznego na gruncie narodowym, wreszcie zwiększenie wpływu Polaków na politykę państwa.

Drugą naczelną zasadą stronnictwa jest wiara w niespożyte siły ludu polskiego, w jego zdrową duszę i wrodzony instynkt narodowy. Pouczone doświadczeniem, że ludu tego nie trzeba dopiero dla Ojczyzny kupować ustępstwami i obietnicami, ani też wystawiać mu ideałów narodowych jako sztucznej konsekwencyi radykalnych programów, lecz że lud ten sam przez się po dojściu do uświadomienia poczuwa się do obowiązków narodowych, a nawet staje się dla warstw innych wzorem zdrowego życia — uważa stronnictwo interesy warstw ludowych, sprawę ich postępu społecznego, kulturalnego, ekonomicznego i politycznego za równoznaczne dziś z najważniejszymi interesami narodu, za równoznaczne nietylko ze sprawą liczebnego pomnożenia bo-

jowników przyszłości narodowej i utrwalenia żywiołu polskiego na kresach, ale zarazem ze sprawą pogłębienia i wzbogacenia treści narodowego życia, wzmocnienia i rozwoju samoistnej kultury narodowej, odświeżenia i uzdrowienia całego życia politycznego w kraju. Postęp społeczny ludu przygotowuje jednak stronnictwo nie drogą sztucznej nad nim opieki i filantropii, ale przez rozwijanie w nim poczucia samopomocy i liczenia pod każdym względem na siły własne, przez zaprawianie go do wytrwałej pracy kulturalnej we własnem środowisku, do zrzeszonej i zorganizowanej działalności na wszystkich polach. Postęp ekonomiczny ludu stronnictwo upatruje nie w sztucznem rozbudzaniu w nim świadomości upośledzenia, nie w zaostrzaniu przeciwieństw klasowych i rzucaniu nieziszczalnych haseł demagogicznych, lecz przedewszystkiem w podniesieniu wytwórczości ludu, w otwarciu mu nowych źródeł zarobku, w usunięciu prawnych przeszkód jego rozwoju, w chronieniu go przed wyzyskiem, w zorganizowaniu go do wspólnej ekonomicznej działalności, wreszcie w zaprawianiu go do umiejętnej, z rzeczywistością się liczącej, zbiorowej obrony własnych interesów gospodarczych. Podobnie postęp polityczny ludu widzi stronnictwo nie w jednostronnem roznamiętnianiu go peryodycznemi walkami wyborczemi i posługiwaniu się nim jako narzędziem obcych mu nieraz stronniczych zabiegów, lecz przedewszystkiem w zaprawianiu go do realnej pracy politycznej na gruncie samorządu gminnego i powiatowego, na gruncie stałego i odpowiedzialnego rządzenia własnemi, miejscowemi sprawami; nie w mechanicznem i czysto formalnem równouprawnieniu jednostek za pomocą powszechnego i równego prawa wyborczego, lecz w zapewnieniu wszystkim obywatelom takiego udziału w sprawach

politycznych, któryby umożliwiał wytworzenie rzeczywistej reprezentacyi wszystkich warstw i interesów społecznych i stał się dla ludu prawdziwą szkołą narodowego i społecznego uświadomienia. W myśl tych zasad dąży stronnictwo w swym programie szczegółowym do przekształcenia i wzmocnienia samorządu gminnego i powiatowego przy równoczesnej reformie administracyi politycznej kraju, do reformy wyborczej sejmowej i parlamentarnej, do popierania i ułatwiania wszelkich form pożytecznej asocyacyi, do zabezpieczenia i rozszerzenia praw wolnościowych i obywatelskich, usunięcia nadużyć administracyjnych i skarbowych, sprawiedliwej reformy podatkowej, rozszerzenia prawodawstwa społecznego, podniesienia rolnictwa i uprzymysłowienia kraju.

W stosunku do innych stronnictw polskich stojących na gruncie narodowym, stronnictwo dąży do osiągnięcia jednomyślności w najważniejszych sprawach politycznych, zwłaszcza zaś w sprawach naszego stosunku na zewnątrz do innych narodów, do rządu i państwa. Również dąży stronnictwo do zgodnego współdziałania z wszystkiemi stronnictwami i instytucyami polskiemi na tych polach pracy gospodarczej i cywilizacyjnej, na których o kierunku pracy nie rozstrzygają różnice programów politycznych i do wprowadzenia wzajemnego szacunku stronnictw w walce politycznej.

Dążąc do zjednoczenia całego społeczeństwa pod wspólnym sztandarem polityki narodowej, stronnictwo uważa za Polaków — bez różnicy pochodzenia i wyznania — tych wszystkich, którzy przyjęli polską kulturę i podzielają bez żadnych zastrzeżeń polskie dążenia narodowe. W stosunku do żywiołów obcych, lub obojętnych dla naszej sprawy narodo-

wej — zachowuje stronnictwo tradycye polityczne naszej historyi, oraz zasady obowiązujących przepisów prawnych i sąsiedzkiej tolerancyi, unika wszelkich starć i sporów i stara się o zgodne z nimi współżycie, dążąc jednak zarazem środkami kulturalnymi do wzmocnienia i utrwalenia żywiołu polskiego, jego zdobyczy cywilizacyjnych i jego zdrowego rozwoju ekonomicznego. Wszędzie natomiast, gdzie obce żywioły zachowują się względem nas nieprzyjaźnie lub wypowiadają wojnę żywiołowi polskiemu, stronnictwo zwalcza stanowczo wszelkie ich wrogie lub separatystyczne usiłowania, odpiera zamachy na nasze instytucye narodowe i cywilizacyjne, dąży do zabezpieczenia naszych praw i interesów także tam, gdzie stanowimy mniejszość liczebną, i broni polskości ludu naszego wszędzie, gdzie ona jest zagrożoną.

Zarówno w swych działaniach, jak w całem życiu publicznem stronnictwo przestrzega zasady jawności i szczerości. W myśl tej zasady stronnictwo podaje każdą ważniejszą sprawę pod publiczną ocenę i dyskusyę całego społeczeństwa, potępia zaś politykę zaściankową, podstępną i obłudną, potępia wszelkie samozwańcze i pokątne zrzekanie się praw i dążeń narodu i przyjmowanie zobowiązań politycznych w jego imieniu, potępia wszelkie formy bałamucenia opinii publicznej i demoralizowania życia publicznego. W myśl tej zasady dąży stronnictwo do wzmocnienia wśród ogółu poczucia odpowiedzialności przed własnem społeczeństwem za czyny polityczne, do uzdrowienia i podniesienia poziomu moralnego całego życia politycznego naszej dzielnicy, do wyrugowania z niego takich środków, jak kłamstwo i oszczerstwo, jak presya i przekupstwo, jak nadużywanie polityki dla korzyści osobistych, jak za-

wieranie sojuszów politycznych z przeciwnikiem, wczoraj odsądzanym od czci i wiary. W myśl tej zasady stronnictwo dąży do wyrobienia w społeczeństwie poszanowania praw obywatelskich i do wzmocnienia odporności opinii publicznej przeciw wszelkim nadużyciom i naruszeniom tych praw, a mianowicie do ochrony swobody przekonań osobistych przeciw terroryzmowi, do ochrony wolności zgromadzeń przeciw ich rozbijaniu przez samych uczestników, oraz do ochrony powagi i godności prasy przeciw jej nadużywaniu do napaści na cześć osobistą i do obrażania moralności publicznej. W myśl też tej zasady dążyć będzie stronnictwo nadewszystko do tego, aby posłowie polscy nie używali swoich wpływów w sprawach czysto osobistych i prywatnych celem przysporzenia sobie lub protegowanym przez siebie osobom korzyści moralnych lub materyalnych, n. p. koncesyi, dostaw publicznych, przywilejów taryfowych, orderów, tytułów lub posad, i dlatego wkłada niniejszem w pierwszym rzędzie na każdego z posłów demokratyczno-narodowych obowiązek zrzeczenia się mandatu w razie otrzymania tytułu, orderu, posady lub koncesyi, i poddania się ponownemu wyborowi, jeśli naczelna władza stronnictwa jednomyślną uchwałą nie zwolni go od tego obowiązku.

Program szczegółowy stronnictwa.

Szczegółowe zadania stronnictwa są konsekwentnem rozwinięciem jego głównego celu i zasad, oraz zastosowaniem ich do potrzeb i warunków chwili bieżącej. Zadania te obejmują nie tylko działalność ściśle polityczną, ale także wszechstronną pracę kulturalną i ekonomiczną, również w duchu głównego celu i naczelnych zasad niniejszego programu prowadzoną, do której stronnictwo niemniej istotne jak do działalności politycznej przywiązuje znaczenie, i w której pragnie zjednoczyć te szerokie koła swych zwolenników, które nie chcą lub nie mogą brać czynnego udziału w życiu politycznem. Wyczerpujące wyliczenie tych zadań szczegółowych ani też nieodwołalne sformułowanie ich w sposób, dla wszystkich członków stronnictwa raz na zawsze wiążący, nie jest ani potrzebnem, ani możliwem; program bowiem każdego żywotnego stronnictwa, a tembardziej tak, jak nasze, drogą naturalną, z życia narodu, nie zaś z doktryny oderwanej ani z chwilowych kombinacyi politycznych powstałego, musi być programem dynamicznym, ciągłemu rozwojowi, ciągłej ewolucyi podległym. Program niniejszy obejmuje przeto tylko dążenia zasadnicze, które zmianie

uledz nie mogą, oraz te najważniejsze zadania chwili bieżącej, o których spełnienie stronnictwo przedewszystkiem starać się będzie i których spełnienie uważa w praktyce za możliwe; co do innych zadań szczegółowych, jakie przyszłość z sobą przyniesie, poprzestaje stronnictwo na ogólnej zapowiedzi, że będzie się starało zawsze rozwiązywać te zadania w duchu swego głównego celu i naczelnych zasad i zajmować w każdej sprawie szczegółowej stanowisko ściśle rzeczowe, nie zaś stanowisko partyjnopolityczne, chęcią odróżnienia się od innych stronnictw i względami agitacyjnymi, lub oportunistycznymi podyktowane.

I. Zmiana stosunku prawno-państwowego Galicyi do państwa.

Naczelnem zadaniem stronnictwa jest zdobycie dla społeczeństwa polskiego w państwie austryackiem warunków wszechstronnego i samodzielnego rozwoju narodowego zapomocą takiej zmiany prawno-państwowego stosunku Galicyi do państwa, któraby nie pozbawiając nas wpływu na politykę monarchii i możności powiększenia tego wpływu, zapewniła krajowi w jak najszerszym zakresie: a) samodzielność ustawodawczą sejmu, b) samodzielność finansową i gospodarczą, c) samodzielność administracyjną we wszystkich dziedzinach życia publicznego, d) samodzielne kierownictwo spraw oświaty i wychowania publicznego.,

Celem osiągnięcia takiej samodzielności prawnopaństwowej konieczną jest, obok zmiany statutu

krajowego, przedewszystkiem zmiana konstytucyi państwa, uwzględniająca przyrodzoną i historyczną odrębność jego części składowych, a zwłaszcza kraju naszego. Nie przesądzając więc zakresu tej samodzielności ani sposobów jej uzyskania, nie przesądzając nadewszystko kwestyi, czy samodzielność ta ma polegać na zdobyciu dla Galicyi ustroju odrębnego od reszty państwa, czy też na nadaniu całemu państwu ustroju federacyjnego, na samodzielności poszczególnych krajów lub większych ich kompleksów opartego, popierać będziemy wszelkie skądkolwiek wychodzące usiłowania zmiany w tym kierunku, jeśli tylko będą zgodne z naszym interesem narodowym. Ze względów zarówno narodowych jak ekonomicznych dążyć będziemy do jaknajściślejszej duchowej i politycznej łączności Galicyi ze wschodnim Śląskiem austryackim.

II. Stopniowe rozszerzenie samodzielności kraju i zabezpieczenie interesów narodowych.

Zgodnie z powyższem dążeniem starać się będziemy w miarę możności także o stopniowe rozszerzenie samodzielności kraju i zabezpieczenie naszych interesów narodowych już na gruncie dzisiejszego ustroju państwa, a mianowicie:

1) o pełne wyzyskanie dzisiejszej kompetencyi ustawodawczej sejmu i rozszerzenie jej zwłaszcza we wszystkich sprawach wychowania i wykształcenia publicznego, w sprawach ekonomicznych i finansowych;

2) o ustawodawcze zakreślenie terminu sankcyi

ustaw krajowych, o przeniesienie kontrasygnatury tych ustaw z rządu centralnego na namiestnika względnie na rząd krajowy, o uchwalenie i sankcyę ustawy o prawnej odpowiedzialności namiestnika względnie rządu krajowego przed sejmem, wedle analogii odpowiedzialności ministrów przed Radą państwa, o wprowadzenie pełnej odpowiedzialności politycznej namiestnika względnie rządu krajowego wobec sejmu' wreszcie o nadanie sejmom krajowym prawa oskarżania ministrów na równi z obu izbami Rady państwa:

3) o pełne zastosowanie praw naszego języka urzędowego, przyznanych ces. rozporządzeniem z 4. marca 1869, o zabezpieczenie ich w drodze ustawy krajowej, o usunięcie nielegalnych uszczupleń tych praw, o rozszerzenie ich na służbę wewnętrzną prokuratoryi i wyższych prokuratoryi państwa, urzędów kasowych i rachunkowych, poczt i telegrafów, kolei żelaznych, rządowych zakładów przemysłowych i monopolowych, żandarmeryi i służby policyjnej, o pełne urzeczywistnienie praw języka polskiego jako jednego z języków krajowych na Śląsku i przyznanie mu takich samych praw na Bukowinie, wreszcie o rozszerzenie praw języka polskiego w czynnej armii, obronie krajowej, szkołach i sądach wojskowych, oraz u władz centralnych i w najwyższych trybunałach państwowych;

4) o rozszerzenie kompetencyi krajowych władz administracyjnych, skarbowych i sądowych i zapewnienie im szerszej samodzielności wobec rządu centralnego, zwłaszcza na polu dostaw publicznych, mianowania urzędników i załatwiania rekursów;

5) o przywrócenie pierwotnego zakresu działania krajowej Radzie szkolnej i rozszerzenie go na zupełnie samodzielne, niezawisłe od ministerstwa

oświaty i od władz politycznych, urządzanie spraw wychowania i wykształcenia publicznego w ramach ustaw krajowych, o zasilenie tej władzy w szerszej niż dotąd mierze udziałem wybieralnych przedstawicieli żywiołu obywatelskiego i zapewnienie temu żywiołowi większego niż dotychczas wpływu;

6) o decentralizacyę zarządu kolei żelaznych, poczt, telegrafów, dróg wodnych, monopolów i zakładów przemysłowych państwa, z uwzględnieniem prawno-państwowej i administracyjnej jedności kraju;

7) o przywrócenie jedności kraju w organizacyi sądownictwa i zapewnienie żywiołowi obywatelskiemu szerszego niż dotąd udziału w sądownictwie, zwłaszcza przez zaprowadzenie sądów pokoju, wreszcie o ustanowienie dla Galicyi osobnego najwyższego trybunału sądowego;

8) o zapewnienie siłom krajowym pierwszeństwa do wszelkich posad publicznych w kraju i odpowiedniego ludności Galicyi udziału w zarządzie i sądownictwie centralnem, a produkcyi krajowej pierwszeństwa do wszelkich dostaw publicznych w kraju i odpowiedniego udziału w dostawach centralnych;

9) o oddanie krajowi własności domen i lasów wraz z kapitałem wykupna prawa propinacyi na ich obszarze, tudzież kopalń i warzelń soli;

10) o wzmocnienie finansów kraju i wogóle finansów samorządnych przez wydatny udział w państwowych podatkach spożywczych i stopniowe przekazanie samorządowi wszystkich podatków realnych bezpośrednich;

11) o zapewnienie samorządowi w myśl postanowień statutu krajowego stanowczego wpływu i kontroli przy wymiarze i wybieraniu podatków bezpośrednich;

12) o zapewnienie krajowej władzy autonomicznej stanowczego wpływu i kontroli przy ustanawianiu i zmianie taryf kolejowych, ważnych dla produkcyi lub konsumcyi naszego kraju.

III. Reforma administracyi państwowej i wzmocnienie samorządu.

Dążąc do szerokiej samodzielności administracyjnej kraju, stronnictwo nie zapomina o słabościach i wadach administracyi państwowej i samorządnej, płynących częścią z nieodpowiedniego ustroju tej administracyi, częścią z niedostatecznego przejęcia się władz państwowych duchem obywatelskim oraz z niedostatecznego zaprawienia się ludności do udziału w życiu publicznem i z braku skutecznej kontroli. Dzisiejsza administracya państwowa w Galicyi chroma nie tylko z powodu zbyt małej samodzielności rządu krajowego wobec władz centralnych, lecz także z powodu zupełnego nieprzystosowania ustroju władz administracyjnych do potrzeb i warunków społecznych kraju, z powodu czysto biurokratycznej organizacyi tych władz, z powodu zbyt wielkiej liczby małych okręgów administracyjnych, w każdej sprawie bezpośrednio z namiestnictwem się znoszących, z powodu jednostronnie prawniczego wykształcenia urzędników administracyi politycznej, wreszcie z powodu braku oparcia o silną organizacyę samorządną i braku sprawnych organów miejscowych. Samorząd zaś dzisiejszy cierpi przedewszystkiem z powodu braku silnej podstawy u dołu, albowiem gminy dzisiejsze są przeważnie za słabe i niezdolne do speł-

nienia szerokich zadań samorządnych, a nadto zbyt obarczone administracyjnemi funkcyami rządowemi w formie poruczonego zakresu działania. Także ogniwa pośrednie samorządne, powiaty, nie mają odpowiedniego zakresu kompetencyi, sił finansowych i władzy wykonawczej dla pomyślnego rozwoju swej samodzielności, naczelny zaś organ autonomiczny, wydział krajowy, stał się dla braku żywej podstawy u dołu ciałem zbyt scentralizowanem i biurokratycznem. Nakonice także administracya i gospodarstwo naszych miast, nie wyłączając miast stołecznych, chroma z powodu niedostatecznego przejęcia się ludności ideą autonomiczną, biurokratycznej organizacyi zarządu i braku skutecznej kontroli ze strony władz autonomicznych i społeczeństwa. Wychodząc z takiego założenia i pragnąc wytworzyć prawdziwie obywatelską administracyę państwową, a instytucye samorządne uczynić szkołą życia politycznego i społecznego dla ludu, stronnictwo starać się będzie w drodze ustawodawczej, tudzież w drodze samoistnej pracy i kontroli społeczeństwa:

1) o gruntowną, na równoczesnem zwiększeniu samodzielności władz krajowych i wzmocnieniu samorządu gminnego i powiatowego opartą reformę politycznej administracyi kraju celem przystosowania jej do potrzeb i warunków społecznych, tudzież do organizacyi samorządnej kraju, a mianowicie o skrócenie toku instancyi, o wprowadzenie do administracyi państwowej wybieralnych przedstawicieli czynników obywatelskich, o usunięcie podwójnego toku instancyi w sprawach bezpieczeństwa i porządku publicznego, o poruczanie spraw administracyi gospodarczej urzędnikom zawodowo wykształconym, wreszcie o wzmocnienie i ułatwienie ochrony prawnej

w sprawach administracyjnych i skarbowych przez utworzenie krajowego trybunału administracyjnego z udziałem czynników obywatelskich, z judykaturą merytoryczną, z egzekucyjną mocą orzeczeń i prawem przyznawania stronom zwrotu kosztów postępowania;

2) o zmianę ustawy gminnej i ustawy o obszarach dworskich w kierunku a) włączenia obszarów dworskich do gmin, b) utworzenia kollegialnego zarządu gminnego, c) zdemokratyzowania gminy przez powołanie do życia obok zarządu gminnego i rady gminnej jako trzeciego jej organu: „zgromadzenia gminnego" składającego się ze wszystkich uprawnionych członków gminy, d) zredukowania do minimum zakresu funkcyi poruczonych i zapewnienia gminom stosownego odszkodowania za ich wykonywanie;

3) o rozszerzenie kompetencyi samorządu powiatowego, zapewnienie mu władzy wykonawczej i prawa swobodnego wybierania prezesów i wiceprezesów, wzmocnienie jego organizacyi i wewnętrznej kontroli;

4) o tworzenie i popieranie wszelkich form asocyacyi, dopełniających i wychowujących organizacyę samorządu, mianowicie na polu oświaty ludowej, zawodowej i wyższej (towarzystwa szkoły ludowej, oświaty, wykładów popularnych, burs włościańskich i rzemieślniczych i t. p.), na polu ekonomicznem i kredytowem (stowarzyszenia zarobkowe i gospodarcze, kółka rolnicze, kasy pożyczkowe, towarzystwa parcelacyjne, spółki mleczarskie, związki handlowe i przemysłowe i t. p.), na polu hygieny i rozwoju sił fizycznych (towarzystwa sokole, towarzystwa wstrzemięźliwości) i łączenie ich w ogólne związki.

IV. Zabezpieczenie i rozszerzenie swobód obywatelskich i praw politycznych.

W ogólności stronnictwo dąży do rozszerzenia i pogłębienia warunków politycznych wszechstronnego rozwoju narodu w duchu demokratycznym i postępowym. Z tego powodu stronnictwo dąży:

1) do zabeepieczenia i rozszerzenia wszelkich swobód obywatelskich, poręczonych zasadniczemi ustawami państwa;

2) do usunięcia wszystkich tych przepisów prawnych z czasów państwa absolutnego, które z duchem konstytucyi są sprzeczne, w szczególności do zniesienia lub zupełnej zmiany patentu z 20. kwietnia 1854, o wykonywaniu zarządzeń władz politycznych, do reformy postępowania karnego wojskowego, oraz do zniesienia postępowania przedmiotowego w sprawach prasowych;

3) do reformy tych wszystkich ustaw, które pozostawiają zbyt szerokie pole dowolności władz administracyjnych w stosunku do obywateli, w szczególności do reformy ustawy z dnia 5. maja 1869, o częściowem zawieszaniu ustaw zasadniczych i do reformy ustaw z 15. listopada 1867 o prawie zgromadzania się i prawie stowarzyszania się w kierunku jaknajdalszego ograniczenia nadzoru nad zgromadzeniami i stowarzyszeniami niepolitycznemi, zredukowania nadzoru nad zgromadzeniami i stowarzyszeniami politycznemi do tej miary, jakiej obecnie podlegają zgromadzenia i stowarzyszenia niepolityczne, ograniczenia prawa zakazywania zgromadzeń i stowarzyszeń oraz rozwiązywania zgromadzeń tylko do

przypadków zachodzącej lub grożącej kolizyi z prawem karnem, zniesienia zakazu łączenia się towarzystw politycznych i tworzenia filii, wreszcie przekazania orzecznictwa o rozwiązaniu towarzystw sądom.

4) do wprowadzenia w życie artykułu 12. ustawy zasadniczej z 21. grudnia 1867 Dz. u. p. Nr. 145. o cywilnej odpowiedzialności urzędników administracyjnych i skarbowych oraz funkcyonaryuszów autonomicznych za bezprawne czynności urzędowe, oraz do ustanowienia posiłkowej odpowiedzialności cywilnej państwa, ale zarazem do unormowania praw i obowiązków urzędników administracyjnych państwowych i autonomicznych w pragmatyce służbowej;

5) do reformy trybunału państwa i trybunału administracyjnego przez przyznanie im judykatury merytorycznej, egzekucyjnej mocy orzeczeń i prawa przyznawania stronom kosztow postępowania,

6) do reformy wyborczej, któraby, dając żywiołowi polskiemu stanowczą przewagę, odpowiadającą jego sile liczebnej, kulturalnej i gospodarczej, zapewniła wszystkim warstwom społecznym rzeczywisty udział w prawach politycznych, a zarazem jak najbardziej utrudniła wszelkie nadużycia wyborcze a mianowicie: do wprowadzenia prawa wyborczego powszechnego, bezpośredniego i tajnego i do zniesienia dzisiejszych kuryi wyborczych, przy równoczesnem jednak zapewnieniu odpowiedniej reprezentacyi w ciałach ustawodawczych korporacyom publicznym, przedstawiającym ogólne interesy krajowe i zawodowe, oraz przy zastosowaniu wszelkich modyfikacyi, potrzebnych do zapewnienia żywiołowi polskiemu rozstrzygającej większości w sejmie i w parlamentarnej reprezentacyi kraju, — wreszcie do zniesienia karty legitymacyjnej i przekazania weryfikcyi wyborów trybunałom.

V. Sprawy oświaty i wychowania publicznego.

Rozpowszechnienie oświaty w jak najszerszych warstwach społeczeństwa, podniesienie wewnętrznej wartości i skuteczności wychowania publicznego i zabezpieczenie interesów narodowych polskich w dziedzinie szkolnictwa — oto trzy główne zadania polityki narodowej na polu spraw szkolnych i oświatowych.

A. Z pierwszego z powyższych zadań wynika przedewszystkiem dążenie do usunięcia analfabetyzmu; ku temu zaś prowadzą następujące środki:

1) pomnożenie liczby szkół ludowych zapomocą szerokiego, racyonalnego planu zakładania szkół, na szereg lat obliczonego, tak aby po upływie tego okresu wszystkie dzieci w kraju miały możność pobierania nauki w prawidłowo zorganizowanych szkołach ludowych;

2) wprowadzenie na razie wszędzie, gdzie tego zachodzi potrzeba, przy udziale funduszów publicznych, instytucyi nauczycieli wędrownych i szkółek początkowych, umożliwiających w braku szkoły przynajmniej paromiesięczną naukę czytania, pisania i rachowania;

3) ścisłe przestrzeganie obowiązku posyłania dzieci do szkoły i tępienie wszelkich przeciw temu nadużyć;

4) pomnożenie zastępu odpowiednio wykształconych nauczycieli ludowych przez poprawę materyalnych i prawnych stosunków nauczycielstwa, a mianowicie przez rychłe a wydatne polepszenie

płac nauczycielskich tak, aby one możliwie najrychlej, dorównały obecnej płacy trzech najniższych rang urzędników państwowych i krajowych, oraz przez poprawę stanowiska nauczycieli pod względem prawnym i dyscyplinarnym;

5) stworzenie w całym kraju z pomocą funduszów publicznych kursów dla dorosłych analfabetów;

6) podniesienie samopomocy społecznej na polu oświaty i popieranie siłami kraju, powiatów, gmin i całego społeczeństwa działalności towarzystw oświatowych.

Na polu szkolnictwa średniego i zawodowego należą do tej samej kategoryi zadań oświatowych następujące postulaty:

7) usunięcie jaskrawego i niesłychanego przepełnienia szkół średnich galicyjskich przez pomnożenie ich ilości kosztem państwa (bez wymuszania na ten cel świadczeń od czynników miejscowych) w tym samym stosunku do liczby uczniów, jak w innych krajach koronnych;

8) stworzenie w kraju sieci szkół zawodowych, jego odrębnym potrzebom ekonomicznym odpowiadających.

B) Podniesienie wewnętrznej wartości i skuteczności wychowania publicznego pociąga za sobą następujące postulaty:

1) podniesienie poziomu wykształcenia nauczycieli ludowych przez zasadniczą reformę planu nauki w seminaryach nauczycielskich i rozszerzenie go zwłaszcza w zakresie nauk ogólnie kształcących i przygotowujących do życia społecznego i narodowego, oraz przez zaprowadzenie kursów specyalnych dla nauczycieli ludowych;

2) zmianę planów nauki w szkole ludowej w kierunku usunięcia nadmiernej reglamentacyi i for-

malistyki tudzież przystosowania nauki dopełniającej do rzeczywistych potrzeb ludu w rozmaitych częściach kraju, niemniej także przystosowanie planu nauki w szkołach wydziałowych do potrzeb kraju;

3) zniesienie w szkołach ludowych obowiązkowej nauki języka niemieckiego, oraz zniesienie egzaminów z tego języka u wstępu do szkoł średnich;

4) podniesienie poziomu przygotowania pedagogicznego kandytatów na nauczycieli szkół średnich przez planowe przystosowanie ich studyów uniwersyteckich do ich przyszłego zawodu;

5) reformę szkoły średniej i przystowanie jej typów oraz planu i sposobu nauki w tej szkole do właściwości umysłu polskiego i do potrzeb społeczeństwa, wymagających przedewszystkiem skierowania młodzieży do spraw z realnem życiem związanych, niemniej stworzenie racyonalnego typu szkoły średniej żeńskiej;

6) położenie większego niż dotąd nacisku na zadania wychowawcze szkoły, a w szczególności na potrzebę religijno-moralnego wychowania, fizycznego wzmocnienia młodzieży obu płci, wyrabiania samodzielnych charakterów i kształcenia tych zalet umysłowych i moralnych, które są konieczne do wszechstronnego podniesienia sił narodu.

C. Zabezpieczenie interesów narodowych polskich w dziedzinie szkolnictwa pociąga za sobą następujące postulaty;

1) utrzymanie i wzmocnienie polskiego charakteru wszystkich obecnych, wyższych, średnich i niższych zakładów naukowych polskich;

2) pomnożenie szkół ludowych polskich stosownie do liczby, zamożności i większych potrzeb kulturalnych ludności polskiej;

3) usunięcie stanowczego wpływu gminy na

język wykładowy szkół ludowych, nie utrzymywanych wyłącznie lub przeważnie kosztem gminy;

4) obowiązkowe tworzenie szkół ludowych kosztem funduszu krajowego, przy współudziale stron interesowanych, dla mniejszości narodowych wszędzie tam, gdzie w promieniu jednej godziny drogi znajduje się, według przecięcia z ostatnich lat 5, przynajmniej 40 dzieci, oddalonych więcej niż o 4 kilometry od najbliższej szkoły z ich ojczystym językiem wykładowym;

5) stworzenie w kraju sieci burs dla młodzieży polskiej, zwłaszcza dla młodzieży rzemieślniczej, od której zależy przyszłość mieszczaństwa polskiego w Galicyi;

6) uwzględnienie w polskich książkach do czytania dla szkół ludowych geografii i historyi Polski przynajmniej w tej mierze, w jakiej dotychczas uwzględniona jest geografia i historya Austryi;

7) ustawowe unormowanie utrakwizmu językowego w seminaryach nauczycielskich i ograniczenie go do koniecznego minimum;

8) uczynienie nauki języka, literatury i historyi polskiej, przez liczniejszych niż dotąd zawodowo w tym kierunku wykształconych nauczycieli udzielanej, głównym przedmiotem i ośrodkiem całego wykształcenia szkolnego;

9) rozszerzenie rozmiarów nauki historyi polskiej, uznanie tej nauki za przedmiot obowiązkowy, uczynienie jej podstawą i punktem wyjścia całej nauki współczesnej z nią historyi powszechnej i rozszerzenia jej na dzieje porozbiorowe;

10) uwzględnienie w nauce literatury polskiej całokształtu dziejów cywilizacyi polskiej, uwydatnienie w niej przedewszystkiem jasnych i potężnych chwil duchowej historyi narodu, położenie większego

niż dotąd nacisku na dzieła wielkich statystów i reformatorów politycznych polskich, wreszcie uwzględnienie literatury najnowszej, zarówno poetyckiej jak prozaicznej;

11) szersze niż dotąd uwzględnienie geografii fizycznej i politycznej ziem polskich i zaznajamianie uczniów z współczesnym stanem kulturalnym i ekonomicznym całego społeczeństwa polskiego co najmniej w tej mierze, w jakiej dziś traktowaną jest geografia i statystyka monarchii austryacko-węgierskiej;

12) pomnożenie na uniwersytetach galicyjskich katedr i seminaryów, zwłaszcza sprawom polskim poświęconych, i wyposażenie tych uniwersytetów we wszystkich gałęziach wiedzy we wszelkie środki naukowe, mogące podnieść ich siłę atrakcyjną dla młodzieży polskiej innych dzielnic.

13) uzyskanie u władz środków potrzebnych dla seminaryów duchownych łacińskiego obrządku, by mogły utworzyć u siebie osobne katedry historyi polskiej.

VI. Sprawy społeczne i ekonomiczne.

Zadania społeczne i ekonomiczne stronnictwa obejmują podniesienie ekonomiczne kraju i poprawę ekonomicznego położenia warstw ludowych w duchu naczelnych zasad niniejszego programu. W tym celu stara się stronnictwo:

1) o uchylenie wszelkich nadużyć fiskalnych i o reformę podatkową, uwzględniającą szczególne warunki ekonomiczne i stosunki społeczne naszego kraju, a mianowicie o zniżenie podatku domowego i zarobkowego, należytości prawnych i cen soli,

zniesienie loteryi liczbowej, reformę należytości prawnych w duchu racyonalnych zasad nauki skarbowej, zmniejszenie formalności stemplowych i wogóle formalizmu w postępowaniu skarbowem, zwiększenie wpływu czynników obywatelskich na wymiar i wybieranie podatków bezpośrednich, wreszcie wzmocnienie ochrony prawnej na polu skarbowem przez wskazaną wyżej reformę trzybunału administracyjnego;

2) o podniesienie rolnictwa i szczególnie gorliwe uwzględnienie potrzeb włościaństwa, a mianowicie: o rozwinięcie wśród włościan wiedzy rolniczej podniesienie wytwórczości ziemi i zarobku z wszystkich gałęzi gospodarstwa wiejskiego (ogrodnictwo, chów bydła, mleczarstwo, rybołóstwo, przemysł domowy i t. d.); o propagowanie idei i o popieranie rozwoju rolniczych związków zawodowych, na samopomocy opartych o jak najrychlejsze przeprowadzenie regulacyi rzek i komasacyi; o wzmocnienie polskiego stanu włościańskiego przez systematyczną i racyonalną parcelacyę, tak drogą samopomocy społecznej jakoteż przez utworzenie krajowego kredytu parcelacyjnego, któryby pozwolił włościanom nabywanie ziemi z pierwszych rąk bez pośrednictwa spekulanta parcelacyjnego, a więc taniej i w większych możliwie skomasowanych kawałkach oraz kraj. pośrednictwa parcelacyjnego ułatwiającego włościanom nabywanie całkowitych, nowych osad, nie tylko w najbliższem sąsiedztwie lecz nawet w dalszych okolicach kraju; o wydanie ustawy karnej przeciwko lichwie prawnych i fiskalnych utrudnień parcelacyi; o ułatwienie i popieranie melioracyi rolnych i należytą organizacyę kredytu rolniczego dla drobnej własności ziemskiej; o rewizyę ksiąg gruntowych, reorganizacyę ewidencyi katastralnej i reformę prawa i postępowania spadkowego,

którehy, nie ograniczając swobody rozporządzania własnością ziemską, zapobiegło przymusowemu niejednokrotnie podziałowi ziemi; o wydatne zwiększenie kredytu włości rentowych; o przymusową krajową asekuracyę od ognia; o wydanie krajowej ustawy lasowej w celu skuteczniejszej i bardziej racyonalnej niż dotąd ochrony lasów; o zapewnienie należytego zagospodarowania lasów i pastwisk gminnych; o zmianę postanowień ustawy łowieckiej w kierunku zapewnienia włościanom pełnego prawa polowania na ich gruntach, o reformę drogową, (zniesienie myt, rozkład szarwarków drogowych); o ustanowienie krajowych składów taniego drzewa; wreszcie o wydanie ustawy wychodźczej, uwzględniającej wszechstronnie narodową i społeczną doniosłość emigracyi i zapewniającej wychodźcom energiczną i skuteczną opiekę państwa przed wyjazdem, w drodze, na nowem miejscu pobytu i po powrocie do kraju, zapewniając im opiekę władz krajowych i pomoc kredytową kraju i państwa;

3) o uprzemysłowienie kraju, a mianowicie o umiejętne i intensywne wyzyskanie naturalnych bogactw ziemi przez podniesienie górnictwa i przemysłu naftowego, oraz o stworzenie warunków dla powstania i rozwoju przemysłu fabrycznego i o rozwinięcie i wzmocnienienie rodzimego przemysłu i rękodzieła przez skierowanie produkcyi krajowej na przedmioty, mające zbyt masowy wśród warstw ludowych; w szczególności stara sie stronnictwo o ułatwienie organizacyi przemysłowych przez reformę ustawodawstwa o towarzystwach akcyjnych i o stowarzyszeniach zarobkowych tudzież ustawodawstwa, dotyczącego ich opodatkowania, o ułatwienie zawiązywania spółek i stowarzyszeń dla zakupna materyałów i zbytu wytworów drobnych przemysłowców,

o korzystną dla interesów kraju reformę ustawodawstwa przemysłowego i naftowego, o odpowiednią organizacyę kredytu dla celów przemysłowych, o wywalczenie dla produkcyi krajowej wszelkich dostaw publicznych i rozpowszechnienie w kraju zamiłowania do wyrobów krajowych, o zdobycie dla produkcyi swojskiej odpowiednich taryf kolejowych i celnych i ochrony w traktatach państwowych, uwolnienie nowych przedsiębiorstw przemysłowych od wszelkich podatków, zorganizowanie systematycznej pomocy kraju i instytucyi krajowych, usunięcie nadużyć i niechęci i organów publicznych, upaństwowienie najważniejszych linii kolejowych i spieszne wykonanie oraz rozszerzenie ustawy o drogach wodnych;

4) o należyte wykonanie i rozszerzenie ustawodawstwa dotyczącego robotników, w szczególności ustawodawstwa o publicznych zabezpieczeniach (na wypadek starości, niezdolności do pracy, choroby, śmierci i t. d.) i zastosowanie tego ustawodawstwa do pracowników wszelkich innych kategoryj, o należyty rozwój publicznych biur pośrednictwa pracy, o ustanowienie izb pojednawczych, o ochronę zdrowia i sił ludu przez ścisłe przeprowadzenie przepisów o ochronie pracy w przemyśle i górnictwie, zwłaszcza w przedsiębiorstwach publicznych lub funduszami publicznymi popieranych, o ułatwienie budowy tanich i zdrowych mieszkań dla robotników, o zakładanie i popieranie stowarzyszeń spożywczych i stowarzyszeń robotniczych ogólnie kształcących, a zwłaszcza podnoszących poziom wykształcenia politycznego, przedewszystkiem zaś o zakładanie bezpartyjnych, ściśle zawodowych związków robotniczych, opartych na zasadzie samopomocy i mających na celu polepszenie bytu materyalnego ludności robotniczej; równocześnie zwalczać będzie stronnictwo cen-

tralistyczne tendencye do poddania lokalnych i krajowych związków ogólno-austryackim.

5) szczególny nacisk położy stronnictwo na faktyczne wprowadzenie w życie wielu pożytecznych ustaw, będących dotychczas na papierze, (bądźto z winy władz, bądź też z powodu nieświadomości lub konserwatyzmu interesowanych), i na kontrolę działalności organów publicznych, tak państwowych jak samorządnych.

VII. Zwiększenie wpływu Polaków na politykę państwa.

Wskutek zawisłości prawnej i politycznej naszego kraju od państwa, zależnem jest przeprowadzenie wszystkich powyższych zadań od parlamentu centralnego, który uchwala ustawy państwowe, i od rządu centralnego, który przedkłada ustawy krajowe do sankcyi cesarskiej, mianuje lub proponuje urzędników krajowych i wogóle jest doradcę korony we wszystkich sprawach politycznych. Zawisłość ta nie ustanie całkowicie nawet po zdobyciu dla naszego kraju jak najszerszej samodzielności prawno-państwowej, gdyż nawet wówczas cały szereg spraw politycznych pozostanie wspólnym naszemu krajowi z resztą państwa, a także w innych sprawach nie straci państwo nawet wówczas możności szkodliwego oddziaływania na nasze interesy narodowe i ekonomiczne; co najważniejsza zaś, nawet wówczas koniecznem będzie utrzymanie i zwiększenie wpływu Polaków na politykę zewnętrzną monarchii. Bez uszczerbku więc dla swego dążenia do samodziel-

ności prawno-państwowej kraju, przeciwnie właśnie w celu zdobycia tej samodzielności i w celu wszechstronnej obrony interesów narodowych polskich, pragnie stronnictwo zwiększenia i utrwalenia wpływu Polaków na politykę zewnętrzną i rządy państwa i wyzyskiwania tego wpływu w duchu naszych interesów narodowych. W tym celu stronnictwo dąży:

a) do ustawodawczego pomnożenia liczby posłów galicyjskich w parlamencie centralnym w stosunku do liczby ludności kraju;

b) do utrzymania solidarności reprezentacyi polskiej w Wiedniu i do rozszerzenia tej solidarności na wszystkich posłów polskich;

c) do wewnętrznego wzmocnienia tej reprezentacyi przez wprowadzenie do niej zastępu niezawisłych pod każdym względem zwolenników śmiałej polityki narodowej i przez oparcie wyborów polskich w okręgach, pod względem narodowym zagrożonych na silnej organizacyi społeczeństwa polskiego, nie zaś na poparciu z góry lub na nadużyciach wyborczych osłabiających stanowisko posłów wobec rządu i kraju;

d) do pełnego urzeczywistnienia odpowiedzialności politycznej Koła polskiego wiedeńskiego przed Kołem sejmowem zapomocą stałych zebrań Koła sejmowego dla dyskusyi nad polityką wiedeńską;

e) do odpowiedniego ludności kraju pomnożenia liczby wyższych i niższych urzędników Polaków, zawdzięczających swe powołanie nie zabiegom osobistym, lecz wybitnym zdolnościom, we wszystkich urzędach i władzach centralnych.

Tymczasowe zasady
organizacyi Stronnictwa demokratyczno-narodowego.

§ 1. Członkiem stronnictwa demokratyczno-narodowego jest każdy Polak, który formalnie oświadczy, że 1) godzi się na program stronnictwa; 2) będzie stosował się ściśle w swej działalności publicznej do wskazań taktycznych zarządu stronnictwa; 3) obowiązuje się płacić na cele stronnictwa stałą wkładkę roczną.

Stała wkładka roczna wynosi 10% podatku osobisto-dochodowego, najmniej jednak 1 Kor.

§ 2. Organizacya Stronnictwa demokratyczno-narodowego opiera się na mężach zaufania, których mianuje zarząd stronnictwa. Takich mężów zaufania powinno mieć stronnictwo w każdym powiecie sądowym, na początek zaś przynajmniej po jednym w każdym powiecie politycznym i w każdem większem mieście.

§ 3. Zadaniem mężów zaufania jest przedewszystkiem: jednanie nowych członków stronnictwa i w miarę wzrostu ich liczby tworzenie Kół i Komitetów; prowadzenie agitacyi w duchu programu stronnictwa; zdawanie sprawy zarządowi ze swych czynności i wogóle z biegu życia publicznego w powierzonym mężowi zaufania okręgu; wykonywanie szczególnych poleceń zarządu i ściąganie wkładek.

§ 4. Jednostką terytoryalną organizacyi jest powiat polityczny.

§ 5. Jeżeli liczba członków w powiecie dojdzie do 20, powinni oni wybrać na ogólnem zebraniu członków Komitet po-

wiatowy, złożony z 3, 6 lub 9 osób, w którego skład wchodzić muszą mężowie zaufania.

§ 6. Corocznie ustępuje z Komitetu (w pierwszych latach przez losowanie, następnie z kolei) 1/3 członków, którzy mogą być ponownie wybrani na ogólnem zebraniu członków, które powinno się odbywać w każdym powiecie przynajmniej raz w roku.

§ 7. W miastach większych, które same lub wespół z innemi tworzą samodzielne okręgi wyborcze, powinny być utworzone odrębne Komitety miejskie, na tych zasadach i z tym samym zakresem działania, co komitety powiatowe

§ 8. Dla narady nad sprawami publicznemi i w celu solidarnego działania, Komitety powiatowe i miejskie powinny porozumiewać się ze sobą i w miarę potrzeby urządzać wspólne posiedzenia.

§ 9. W każdej miejscowości, gdzie znajduje się większa liczba członków, tworzą oni Koło demokratyczno-narodowe. Jeżeli liczba członków Koła przewyższa 10, mogą oni wybrać Komitet miejscowy stronnictwa demokratyczno-narodowego, złożony z 3 członków, a podległy Komitetowi powiatowemu.

Liczniejsze Koła miejscowe mogą dzielić się na mniejsze grupy (n. p. podług zawodów), podlegające Komitetowi miejscowemu.

§ 10. Każde Koło zresztą może być jawnem lub poufnem i przeprowadza swoją organizacyę stosownie do potrzeb i warunków miejscowych.

§ 11. Zadaniem Komitetów powiatowych, miejskich i miejscowych, oraz Kół demokratyczno-narodowych jest wogóle urzeczywistnianie programu stronnictwa na gruncie miejscowym przez:

a) czynną i planową pracę w istniejących stowarzyszeniach o celach, pokrewnych dążeniom stronnictwa i prowadzenie ich w kierunku wskazanym;

b) zakładanie wśród ludu polskiego oddziałów istniejących już towarzystw a mianowicie: Kółek rolniczych, kas Raiffeisenowskich, Kół Tow. Szkoły ludowej, gniazd sokolich, Gwiazd, ochotniczych straży ogniowych i t. p.;

c) zakładanie nowych towarzystw, instytucyj, komitetów itp., o ile cele organizacyi wymagać tego będą;

Tymczasowe zasady
organizacyi Stronnictwa demokratyczno-narodowego.

§ 1. Członkiem stronnictwa demokratyczno-narodowego jest każdy Polak, który formalnie oświadczy, że 1) godzi się na program stronnictwa; 2) będzie stosował się ściśle w swej działalności publicznej do wskazań taktycznych zarządu stronnictwa; 3) obowiązuje się płacić na cele stronnictwa stałą wkładkę roczną.

Stała wkładka roczna wynosi 10% podatku osobisto-dochodowego, najmniej jednak 1 Kor.

§ 2. Organizacya Stronnictwa demokratyczno-narodowego opiera się na mężach zaufania, których mianuje zarząd stronnictwa. Takich mężów zaufania powinno mieć stronnictwo w każdym powiecie sądowym, na początek zaś przynajmniej po jednym w każdym powiecie politycznym i w każdem większem mieście.

§ 3. Zadaniem mężów zaufania jest przedewszystkiem: jednanie nowych członków stronnictwa i w miarę wzrostu ich liczby tworzenie Kół i Komitetów; prowadzenie agitacyi w duchu programu stronnictwa; zdawanie sprawy zarządowi ze swych czynności i wogóle z biegu życia publicznego w powierzonym mężowi zaufania okręgu; wykonywanie szczególnych poleceń zarządu i ściąganie wkładek.

§ 4. Jednostką terytoryalną organizacyi jest powiat polityczny.

§ 5. Jeżeli liczba członków w powiecie dojdzie do 20, powinni oni wybrać na ogólnem zebraniu członków Komitet po-

wiatowy, złożony z 3, 6 lub 9 osób, w którego skład wchodzić muszą mężowie zaufania.

§ 6. Corocznie ustępuje z Komitetu (w pierwszych latach przez losowanie, następnie z kolei) 1/3 członków, którzy mogą być ponownie wybrani na ogólnem zebraniu członków, które powinno się odbywać w każdym powiecie przynajmniej raz w roku.

§ 7. W miastach większych, które same lub wespół z innemi tworzą samodzielne okręgi wyborcze, powinny być utworzone odrębne Komitety miejskie, na tych zasadach i z tym samym zakresem działania, co komitety powiatowe.

§ 8. Dla narady nad sprawami publicznemi i w celu solidarnego działania, Komitety powiatowe i miejskie powinny porozumiewać się ze sobą i w miarę potrzeby urządzać wspólne posiedzenia.

§ 9. W każdej miejscowości, gdzie znajduje się większa liczba członków, tworzą oni Koło demokratyczno-narodowe. Jeżeli liczba członków Koła przewyższa 10, mogą oni wybrać Komitet miejscowy stronnictwa demokratyczno-narodowego, złożony z 3 członków, a podległy Komitetowi powiatowemu.

Liczniejsze Koła miejscowe mogą dzielić się na mniejsze grupy (n. p. podług zawodów), podlegające Komitetowi miejscowemu.

§ 10. Każde Koło zresztą może być jawnem lub poufnem i przeprowadza swoją organizacyę stosownie do potrzeb i warunków miejscowych.

§ 11. Zadaniem Komitetów powiatowych, miejskich i miejscowych, oraz Kół demokratyczno-narodowych jest wogóle urzeczywistnianie programu stronnictwa na gruncie miejscowym przez:

a) czynną i planową pracę w istniejących stowarzyszeniach o celach, pokrewnych dążeniom stronnictwa i prowadzenie ich w kierunku wskazanym;

b) zakładanie wśród ludu polskiego oddziałów istniejących już towarzystw a mianowicie: Kółek rolniczych, kas Raiffeisenowskich, Kół Tow. Szkoły ludowej, gniazd sokolich, Gwiazd, ochotniczych straży ogniowych i t. p.;

c) zakładanie nowych towarzystw, instytucyj, komitetów itp., o ile cele organizacyi wymagać tego będą;

d) oddziaływanie na opinię wszelkiemi dostępnemi drogami (prasa, wiece, odczyty, przemówienia, propaganda osobista);

e) popieranie prasy demokratyczno-narodowej i odpowiednich wydawnictw;

f) kierowanie akcyą wyborczą do ciał autonomicznych, Sejmu i Rady państwa;

g) wogóle podawanie inicyatywy w kierunku swych dążeń i przeprowadzanie ich siłami zorganizowanemi.

§ 12. Delegaci Komitetów powiatowych i miejskich, względnie mężowie zaufania z tych powiatów, w których organizacya nie została jeszcze przeprowadzoną, zbierają się przynajmniej co dwa lata na zwyczajny zjazd stronnictwa.

Każdy Komitet powiatowy i miejski wybiera jednego delegata: jeżeli liczba członków w danym okręgu przewyższa 50, wybiera dwóch, a na każde dalsze pięćdziesiąt członków jednego.

§ 13. Zjazd załatwia wszystkie sprawy, związane z dalszym rozwojem i sprawnem działaniem stronnictwa; uzupełnia program i o ile się pokaże potrzeba, organizacyę stronnictwa; wybiera zarząd stronnictwa pod nazwą Komitetu głównego i daje mu ogólną dyrektywę polityczną, zgodnie z którą Komitet główny samodzielnie czynności swe ma wykonywać; wysłuchuje sprawozdania i przeprowadza dyskusyę nad niem.

§ 14. Pierwszy zjazd zwyczajny odbędzie się w ciągu roku 1905 we Lwowie i uchwali w ostatecznej redakcyi program i organizacyę stronnictwa.

§ 15. W zjeździe oprócz delegatów, względnie mężów zaufania, biorą udział redaktorowie pism demokratyczno-narodowych przez Komitet główny powołani.

§ 16. Komitet główny ma prawo powoływać na zjazd, w liczbie jednak najwyżej 10, w charakterze mężów zaufania, członków stronnictwa nie będących delegatami, ze względu na ich zasługi obywatelskie lub kompetencyę w poszczególnych sprawach, będących przedmiotem obrad.

§. 17. W wypadkach nagłych i ważnych, wymagających szybkiego i solidarnego działania całego stronnictwa, Komitet główny zwołać może zjazd nadzwyczajny.

§ 18. Zjazd wybiera na lat 6 Komitet główny stron-

nictwa, złożony z 15 osób, z których przynajmniej 8 powinno mieszkać we Lwowie, jako siedzibie Komitetu głównego.

§ 19. Kompetencyę i organizacyę Komitetu głównego określi szczegółowo pierwszy zjazd.

Do czasu zwołania zjazdu, czynności Komitetu głównego wykonywa tymczasowo komisya programowa i organizacyjna, wybrana na zjeździe przedwstępnym w dniu 17. stycznia 1904, z prawem powoływania do swego składu nowych członków.

§ 20. Co dwa lata ustępuje 1/3 część członków Komitetu głównego, których w dwóch pierwszych dwuleciach wskaże los, w następnych kolej; ustępujący mogą być jednak ponownie wybrani.

§ 21. W obradach Komitetu głównego mają prawo brać udział wszyscy do stronnictwa należący posłowie do Sejmu i Rady państwa, chociażby nie byli przez zjazd wybrani.

§ 22. Organizacya wyborcza stronnictwa opiera się na Komitetach powiatowych i miejskich oraz miejscowych.

§ 23. Dla celów organizacyi wyborczej mogą być tworzone na czas wyborów Komitety wyborcze okręgowe, złożone z delegatów powiatowych i miejskich, z zakresem działania, obejmującym większe okręgi wyborcze, n. p. okręgi III., IV. i V. kuryi przy wyborach do Rady państwa i t. p.

§ 24. W miarę rozwoju stronnictwa organizacya okręgowa może się przekształcić w stałą, z komitetami okręgowymi, corocznymi zjazdami delegatów każdego okręgu i t. p.

Nakładem Komitetu.

Z drukarni „Słowa Polskiego" we Lwowie.

d) oddziaływanie na opinię wszelkiemi dostępnemi drogami (prasa, wiece, odczyty, przemówienia, propaganda osobista);

e) popieranie prasy demokratyczno-narodowej i odpowiednich wydawnictw;

f) kierowanie akcyą wyborczą do ciał autonomicznych, Sejmu i Rady państwa;

g) wogóle podawanie inicyatywy w kierunku swych dążeń i przeprowadzanie ich siłami zorganizowanemi.

§ 12. Delegaci Komitetów powiatowych i miejskich, względnie mężowie zaufania z tych powiatów, w których organizacya nie została jeszcze przeprowadzoną, zbierają się przynajmniej co dwa lata na zwyczajny zjazd stronnictwa.

Każdy Komitet powiatowy i miejski wybiera jednego delegata: jeżeli liczba członków w danym okręgu przewyższa 50, wybiera dwóch, a na każde dalsze pięćdziesiąt członków jednego.

§ 13. Zjazd załatwia wszystkie sprawy, związane z dalszym rozwojem i sprawnem działaniem stronnictwa; uzupełnia program i o ile się pokaże potrzeba, organizacyę stronnictwa; wybiera zarząd stronnictwa pod nazwą Komitetu głównego i daje mu ogólną dyrektywę polityczną, zgodnie z którą Komitet główny samodzielnie czynności swe ma wykonywać; wysłuchuje sprawozdania i przeprowadza dyskusyę nad niem.

§ 14. Pierwszy zjazd zwyczajny odbędzie się w ciągu roku 1905 we Lwowie i uchwali w ostatecznej redakcyi program i organizacyę stronnictwa.

§ 15. W zjeździe oprócz delegatów, względnie mężów zaufania, biorą udział redaktorowie pism demokratyczno-narodowych przez Komitet główny powołani.

§ 16. Komitet główny ma prawo powoływać na zjazd, w liczbie jednak najwyżej 10, w charakterze mężów zaufania, członków stronnictwa nie będących delegatami, ze względu na ich zasługi obywatelskie lub kompetencyę w poszczególnych sprawach, będących przedmiotem obrad.

§. 17. W wypadkach nagłych i ważnych, wymagających szybkiego i solidarnego działania całego stronnictwa, Komitet główny zwołać może zjazd nadzwyczajny.

§ 18. Zjazd wybiera na lat 6 Komitet główny stron-

nictwa, złożony z 15 osób, z których przynajmniej 8 powinno mieszkać we Lwowie, jako siedzibie Komitetu głównego.

§ 19. Kompetencyę i organizacyę Komitetu głównego określi szczegółowo pierwszy zjazd.

Do czasu zwołania zjazdu, czynności Komitetu głównego wykonywa tymczasowo komisya programowa i organizacyjna, wybrana na zjeździe przedwstępnym w dniu 17. stycznia 1904, z prawem powoływania do swego składu nowych członków.

§ 20. Co dwa lata ustępuje 1/3 część członków Komitetu głównego, których w dwóch pierwszych dwuleciach wskaże los, w następnych kolej; ustępujący mogą być jednak ponownie wybrani.

§ 21. W obradach Komitetu głównego mają prawo brać udział wszyscy do stronnictwa należący posłowie do Sejmu i Rady państwa, chociażby nie byli przez zjazd wybrani.

§ 22. Organizacya wyborcza stronnictwa opiera się na Komitetach powiatowych i miejskich oraz miejscowych.

§ 23. Dla celów organizacyi wyborczej mogą być tworzone na czas wyborów Komitety wyborcze okręgowe, złożone z delegatów powiatowych i miejskich, z zakresem działania, obejmującym większe okręgi wyborcze, n. p. okręgi III., IV. i V. kuryi przy wyborach do Rady państwa i t. p.

§ 24. W miarę rozwoju stronnictwa organizacya okręgowa może się przekształcić w stałą, z komitetami okręgowymi, corocznymi zjazdami delegatów każdego okręgu i t. p.

Nakładem Komitetu. Z drukarni „Słowa Polskiego" we Lwowie.

П



